

# **LES SATELLITES EUROPÉENS DE STALINE**

**Tony Cliff**

Traduit de l'anglais par R. Jouan.

Publié aux éditions *Les Îles d'Or* à Paris en 1953.  
Pour l'édition électronique nous avons corrigé les graphies de noms étrangers, ainsi que certaines traductions de seconde main.

## Sommaire

<a href="#">PRÉFACE</a> .....	5
<a href="#">PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE DES SATELLITES RUSSES</a> .....	6
<a href="#">Chapitre premier — Les changements dans la propriété — La réforme agraire</a> .....	7
Bulgarie.....	7
Yougoslavie.....	8
Roumanie.....	9
Tchécoslovaquie.....	9
Pologne.....	10
Hongrie.....	11
<a href="#">Chapitre II — Transformation des rapports de propriété dans l'industrie, les transports, la banque, les assurances et le commerce</a> .....	12
La propriété d'État avant la deuxième guerre mondiale.....	12
Le capital étranger avant la deuxième guerre mondiale.....	13
Influence de l'occupation allemande sur les rapports de propriété.....	14
Effet de la victoire militaire de la Russie : les entreprises sous propriété russe.....	15
Roumanie.....	15
Hongrie.....	16
Bulgarie.....	16
Yougoslavie.....	16
Les ressources naturelles sont exploitées sans redevance.....	17
La nationalisation dans les États satellites.....	17
Pologne.....	18
Tchécoslovaquie.....	19
Yougoslavie.....	20
Hongrie et Roumanie.....	21
Bulgarie.....	22
<a href="#">Chapitre III — Rareté du capital</a> .....	23
Les problèmes du développement agricole.....	23
Les problèmes du développement industriel.....	27
<a href="#">Chapitre IV — La Russie et l'économie des états satellites</a> .....	30
Le manque de capitaux en U. R. S. S.....	30
Démantèlements, pillages, réquisitions.....	31
Réparations prises sur la Roumanie.....	32
Réparations prises sur la Hongrie.....	33
Le commerce entre la Russie et ses satellites.....	34
L' « avantage » d'être la colonie d'une puissance impérialiste industriellement arriérée.....	37
<a href="#">Chapitre V — Les plans économiques des états satellites</a> .....	40
<a href="#">Chapitre VI — Les rapports socio-économiques dans les satellites</a> .....	46
Propriété d'état et propriété publique.....	46

La féodalité arabe — Exemple d'une société de classes basée sur la propriété d'État.....	46
Abolition de tous les éléments démocratiques à l'usine.....	47
Le travail aux pièces.....	49
Accroissement des limitations apportées à la liberté légale des travailleurs.....	51
Travail servile.....	52
La répartition de la production sociale.....	55
La résistance des ouvriers.....	57
L'expropriation des paysans.....	59
L'exemple de la « collectivisation » russe.....	59
Les satellites suivent les traces de la Russie.....	63
La résistance des paysans.....	64
L'accumulation primitive de capital.....	67
<u>DEUXIÈME PARTIE — LA VIE POLITIQUE DANS LES SATELLITES RUSSES.....</u>	69
<u>Chapitre premier — L'intervention soviétique initiale : Bulgarie, Roumanie, Hongrie.....</u>	70
Les régimes politiques dans l'Europe orientale d'avant la guerre.....	70
La Bulgarie.....	70
La Roumanie.....	72
La Hongrie.....	74
<u>Chapitre II — Pologne : le soulèvement de Varsovie.....</u>	75
<u>Chapitre III — La Yougoslavie : l'exception.....</u>	79
<u>Chapitre IV — Les communistes prennent le contrôle de la police et de l'armée.....</u>	82
<u>Chapitre V — La liquidation des partis paysans.....</u>	84
<u>Chapitre VI — La liquidation des partis socialistes.....</u>	90
<u>Chapitre VII — Slaves contre teutons.....</u>	94
Nombre d'allemands expulsés.....	94
Les Allemands des Sudètes.....	96
Chauvinisme hystérique.....	97
Atrocités commises contre les Allemands des Sudètes.....	100
<u>Chapitre VIII — Autres conflits nationalistes.....</u>	103
Les Hongrois de Tchécoslovaquie.....	103
Les polonais et les Tchèques à Teschen.....	104
Conclusion.....	104
<u>Chapitre IX — La « mise au pas » des églises.....</u>	105
Religion et démocratie.....	105
La religion en U. R. S. S.....	105
Attitude des communistes envers l'Église orthodoxe.....	107
Attitude des communistes en face des Églises non orthodoxes.....	108
Conclusion.....	111
<u>Chapitre X — Les « démocraties populaires » sont des dictatures sur le peuple.....</u>	112
« Élections libres ».....	112
Libertés de la presse, de parole, d'association, de réunion et de manifestation.....	113
La démocratie est la seule voie conduisant au socialisme.....	114

<u>TROISIÈME PARTIE — LE SATELLITE REBELLE</u> .....	116
<u>Chapitre premier — Les pays du Kominform attaquent la Yougoslavie</u> .....	117
Le Kominform prononce l'excommunication.....	117
Les gens du Kominform ont la mémoire courte.....	117
Mesures prises contre Tito.....	119
<u>Chapitre II — Motifs du conflit entre Staline et Tito</u> .....	121
Tito contre l'oppression nationale de la Yougoslavie.....	121
« La Russie veut maintenir la Yougoslavie dans la situation d'un pays colonial arriéré, d'une source dematières premières a bon marché. ».....	121
« Exploitation capitaliste dans les états socialistes ».....	123
La querelle entre Tito et Staline au sujet de la politique agricole en Yougoslavie.....	123
« Le parti communiste yougoslave a été dissous dans le front populaire. ».....	125
Le problème de la fédération balkanique.....	125
La question macédonienne.....	127
<u>Chapitre III — Les titistes exposent le stalinisme</u> .....	129
Louange de la Russie et de Staline.....	129
« La politique extérieure de l'U. R. S. S. tend a établir son hégémonie. ».....	130
Révélations au sujet des « procès ».....	131
Le rôle messianique de la Russie.....	132
Exposé du régime intérieur russe.....	133
<u>Chapitre IV — Le titisme n'est pas une négation radicale du stalinisme</u> .....	137
Efforts pour faire disparaître certains traits de stalinisme en Yougoslavie.....	137
La quadrature du cercle.....	138
<u>Chapitre V — L'épidémie de titisme en Europe orientale</u> .....	141
Pologne.....	141
Bulgarie.....	142
Hongrie.....	144
Tchécoslovaquie.....	144
Roumanie.....	145
Albanie.....	146
La « Grèce libre ».....	146
<u>Chapitre VI — Les procès à grand spectacle contre le titisme</u> .....	147
<u>Chapitre VII — Le « titisme » avant Tito</u> .....	151
<u>Chapitre VIII — L'Empire de Staline n'a pas d'avenir</u> .....	154
Un empire avec une « métropole » arriérée.....	154
L'inquisition est un indice de déclin.....	154
Les partis communistes et le Kremlin : antagonismes latents.....	155
L'idolâtrie du chef est un indice de déclin.....	157

## PRÉFACE

Les armées soviétiques pénétrèrent dans un certain nombre de pays européens au cours de la seconde guerre mondiale et y séjournèrent pendant plusieurs mois ou plusieurs années : la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, la Yougoslavie, les zones russes d'Autriche et d'Allemagne. L'étude des conditions dans lesquelles vivent les cent millions d'habitants de ces régions présente un grand intérêt intrinsèque, intérêt qui grandit encore du fait qu'une telle étude jette un jour tout particulier sur les réalités russes. « Une armée dehors, c'est l'État qui voyage », a dit Napoléon, et l'influence exercée par ces « armées soviétiques du dehors » nous renseigne efficacement sur l'essence même de l'État soviétique. Le « rideau de fer » abaissé entre les satellites russes et le reste du monde présentant plus de failles que celui tiré entre la Russie elle-même et ce monde, il est plus facile de scruter à travers lui la véritable nature du régime stalinien en examinant les conditions régnant dans ces satellites. Ces conditions sont à jauger dans le dynamisme des changements qu'elles ont connus, dans le dynamisme de l'ascension et de la consolidation au pouvoir des partis communistes.

C'est bien un parti communiste qui domine également dans la zone soviétique d'Allemagne ; j'ai cependant jugé préférable de ne pas inclure celle-ci dans mon étude parce qu'il est impossible de l'étudier sans étudier simultanément l'ensemble de l'Allemagne et d'aborder ainsi une question extrêmement vaste et compliquée. J'ai de même exclu l'Albanie de ces pages parce qu'on ne dispose, au sujet de ce minuscule pays, que de renseignements rares et incomplets.

Quand on traite un sujet d'histoire contemporaine, on s'expose toujours au danger de voir le manque d'éloignement dans le temps fausser la connaissance véritable et l'impartialité scientifique ; on court le risque de donner l'impression d'être plus absolu que ne le permettrait ce qu'on sait réellement du sujet et de formuler des conclusions non complètement dégagées d'interprétation personnelle. Le seul remède est de ne pas se départir de la scrupulosité réclamée par la science. S'il ne faut pas oublier les difficultés que comporte cette étude de l'histoire contemporaine, il est cependant indispensable de la faire, car elle fait partie de l'Histoire elle-même ; l'effort pour comprendre et critiquer le phénomène historique est justement, si imparfait qu'il soit, un agent de la transformation de celle-ci.

Pour rédiger ce livre, j'ai utilisé principalement les sources officielles : publications des gouvernements et des partis communistes des pays de l'Europe orientale, et ai été grandement aidé, à cet égard, par les représentants diplomatiques et les services d'information de ces pays.

Je dois beaucoup de reconnaissance aux bibliothécaires du British Museum et de Chatham House, pour leur assistance inlassable. J'en dois aussi beaucoup à de nombreux réfugiés venus de ces pays, qui m'ont procuré des livres, des opuscules et des documents relatifs à mon sujet et que je n'aurais pu obtenir autrement, ainsi qu'à ceux qui m'ont donné de précieux conseils sur l'ensemble ou certaines parties de mon manuscrit, particulièrement à MM. A. Ciolkosz, L. Slutsky et S. Vaslev. Je tiens à souligner que, si leurs conseils et leurs avis m'ont été extrêmement utiles, ils ne sont en aucune façon responsables des erreurs de jugement ou de fait qui pourraient se rencontrer dans mon ouvrage. Je désire également remercier le Dr O. Sheehy-Skeffington, du Trinity College de Dublin, qui a bien voulu corriger mon style, ainsi que ma femme, qui a préparé le manuscrit pour l'impression.

Londres, février 1951.

Ygael Gluckstein.

## PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE DES SATELLITES RUSSES

## Chapitre premier — Les changements dans la propriété — La réforme agraire

L'examen des conditions économiques régnant dans les satellites staliniens doit commencer par celui des changements apportés dans les rapports de propriété après la chute du régime de Hitler et de ses vassaux dans les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe. La grande majorité des populations de ces pays vivant de l'agriculture<sup>1</sup>, il convient d'étudier en premier lieu les transformations subies par la propriété foncière.

Une croyance très largement répandue veut que le régime féodal, caractérisé par l'existence des vastes domaines fonciers, prévalut à l'est de l'Elbe jusqu'à l'arrivée de l'armée soviétique. Elle est due en partie à l'ignorance, mais aussi à la propagande exercée depuis la guerre par les gouvernements de cette région, en vue de peindre au plus noir les anciens rapports de propriété et de donner une importance encore plus grande aux réformes agraires accomplies par eux. Elle n'en est pas moins erronée, car, avant la deuxième guerre mondiale, voire avant la première, une série de réformes avaient déjà largement transformé le système de tenure de la terre. D'autre part, il serait inexact de sous-estimer l'étendue de celles qui ont été accomplies depuis la fin des hostilités.

Si l'on veut apprécier correctement l'ampleur des réformes agraires dans chacun de ces pays, il faut examiner ceux-ci séparément, quoique le manque de place nous contraigne à ne donner qu'un bref exposé des faits. Nous commencerons par ceux où les changements dans les rapports de propriété après la deuxième guerre mondiale ont été les moins importants et terminerons par ceux où ils l'ont été le plus. Nous suivrons ainsi la chronologie de l'Histoire, car les premiers sont ceux où ces changements avaient été les plus considérables avant la guerre, et les derniers ceux où ils l'avaient été le moins.

### Bulgarie

La révolte nationale de 1878 détruisit le régime féodal. Les beys ottomans s'enfuirent pour sauver leur vie, abandonnant à leurs serfs bulgares, en pleine et libre propriété, la terre qu'ils cultivaient jusque-là. Le gouvernement d'Union agraire d'Alexandre Stamboulisky (1920-1923) balaya les quelques survivances féodales qui n'avaient pas été éliminées en 1878. Ce gouvernement fixa un maximum de 30 hectares de terre pour chaque famille (c'est-à-dire une surface plus petite que celle fixée comme un maximum dans n'importe quel autre pays, la Bulgarie d'après la deuxième guerre mondiale exceptée). L'instabilité politique de ce gouvernement, s'achevant par un coup d'État militaire, par le meurtre de son chef et par celui de dizaines de milliers de paysans et d'ouvriers, eut pour résultat d'empêcher la pleine application de cette loi du maximum, de sorte qu'une certaine concentration de la propriété s'effectua après 1923. La Bulgarie n'en resta pas moins un pays possédant très peu de domaines supérieurs à 30 hectares, autrement dit un pays de petite propriété paysanne par excellence.

#### POSSESSION DE LA TERRE EN BULGARIE AVANT LA RÉFORME DE 1944 (EN %)

	Moins de 5 ha.	5 à 10 ha.	10 à 30 ha.	30 à 50 ha.	Plus de 50 ha.
	—	—	—	—	—
Nombre de propriétaires	63,1	26,2	10,3	0,3	0,1
Surface	30,0	36,9	29,5	2,0	1,6

L. Bojkoff, *La Bulgarie n'est pas seulement le pays des roses*, Sofia, 1946, p. 69)

Dans *La Démographie économique de l'Europe orientale et méridionale* (Société des Nations, Genève, 1945), Wilbert E. Moore indique un pourcentage encore plus bas pour la grande propriété : en 1934, 2,7 % de la terre seulement étaient entre les mains de gens possédant plus de 30 hectares chacun (p. 251).

Il existait très peu de tenanciers en Bulgarie. Selon un rapport officiel en date du 31 décembre 1926, la terre cultivée à bail constituait seulement 1 % de celle cultivée en propriété (O.S. Morgan, *Agricultural Systems of Middle Europe. A Symposium*, New York, 1933, p. 50). Le nombre des ouvriers agricoles était également négligeable.

<sup>1</sup> Voici les pourcentages des populations se consacrant à l'agriculture à la pêche, à l'exploitation des forêts : Bulgarie (1934), 80 % ; Yougoslavie (1931), 79 % ; Roumanie (1930), 78 % ; Pologne (1931), 65 % ; Hongrie (1930), 53 % ; Tchécoslovaquie (1930), 38 %.

Après la deuxième guerre mondiale, le gouvernement communiste fixa un nouveau maximum de 20 hectares pour tout le pays, sauf pour la Dobroudja, où le maximum fixé par Stamboulisky demeura en vigueur. Il espérait accroître ainsi son influence sur les paysans, mais les résultats positifs de cette réforme furent peu sensibles. Le premier ministre, Georgi Dimitrov, déclara dans son rapport au deuxième congrès du Front patriotique (2-3 février 1948) que « 127 000 familles avaient reçu 1 258 000 décares [1/10 d'hectare] en exécution de la réforme agraire, 7 863 avaient reçu des logements et environ 12 000 décares de terre, tandis que 71 000 décares étaient distribués entre 381 fermes, établissements et institutions d'État » (*II<sup>e</sup> Congrès du Front patriotique*, Sofia, 1948, p. 42). Ainsi donc, 1 341 000 décares, soit 134 100 hectares, furent distribués au total. Comme la surface de la terre arable dans tout le pays était de 7,8 millions d'hectares en 1947, la redistribution fut relativement de faible importance. La réforme agraire affecta seulement environ 3 % de la terre cultivable.

Les statistiques sur la propriété foncière avant et après cette réforme montrent combien elle demeura limitée :

	TERRE CULTIVÉE (en %)		
	1926	1934	1946
	–	–	–
Petites fermes	28,62	28,90	30,70
Moyennes fermes	41,63	41,13	40,60
Grandes fermes	29,75	29,97	28,70

Le professeur Petko Spirkov, qui cite ce tableau, en tiré la conclusion évidente: «...Il n'y a pas eu pratiquement de changement dans la distribution de la terre au cours de la période 1926-1946 » (« Structure par classes de notre village », *La Bulgarie libre*, Sofia, 15 mars 1949).

## Yougoslavie

La Serbie obtint virtuellement son indépendance nationale en 1830 et la pleine souveraineté en 1877. Les propriétaires fonciers ottomans s'enfuirent alors, laissant la terre aux anciens serfs, comme en Bulgarie, de sorte que, bien des années avant la première guerre mondiale, la Serbie était un pays de petits paysans, avec très peu de tenanciers ou de travailleurs agricoles. Une situation analogue se créa au Monténégro et en Dalmatie par leur union avec la Serbie (1918). Il ne demeura de grands domaines, à partager, entre les deux guerres, qu'en Croatie et en Slovénie, qui furent arrachés à l'empire des Habsbourg et ajoutés à la Yougoslavie en 1918. Dans ces régions, en conséquence de la loi agraire de 1919 et d'un certain nombre d'autres qui suivirent, 1 805 000 hectares furent répartis entre 497 000 familles de paysans (O. S. Morgan, *op. cit.*, p. 361). Ce chiffre représentait environ le quart de la surface totale de la Croatie et de la Slovénie et à peu près 12,5 % de toute la terre cultivable de la Yougoslavie.

La surface agricole de celle-ci était ainsi distribuée avant la deuxième guerre mondiale :

Moins de 2 ha.	2-5 ha.	5-10 ha.	10-20 ha.	20-50 ha.	Plus de 50 ha.
6,5 %	21,5 %	27 %	22,3 %	13 %	9,6 %

En août 1945, la République fédérative de Yougoslavie promulgua une série de lois fixant à 45 hectares la surface maximum de terre qu'il était permis à quiconque de posséder, 30 à 35 pouvant être arables avec 15 à 10 de forêt, ou bien la totalité arable. Tous les colons allemands et les anciens collaborateurs de l'ennemi furent expropriés, et les propriétés foncières des banques, des sociétés par actions et de l'Église<sup>2</sup> revinrent à l'État.

Le résultat définitif de la réforme ne fut pas considérable. Environ 850 000 hectares changèrent de main, c'est-à-dire sensiblement 6 % de la terre cultivable de la Yougoslavie (et la moitié appartenait à des paysans allemands, qui furent expulsés, bien qu'ils fussent établis dans le pays depuis des siècles).

<sup>2</sup> Chaque congrégation fut cependant autorisée à conserver 10 hectares.



## Roumanie

Dans l'ancien royaume de Roumanie et dans les territoires qu'il annexa à la suite de la première guerre mondiale (Transylvanie, prise à la Hongrie, et Bessarabie, prise à la Russie), une réforme agraire de grande amplitude fut effectuée après ce conflit. Au total, 20 976 grands domaines, représentant une surface de 6 008 098 hectares, furent expropriés et partagés entre 1 368 978 paysans. La distribution se fit de la manière suivante :

	AVANT LA RÉFORME		APRÈS LA RÉFORME	
	Moins de 100 ha.	Plus	Moins de 100 ha.	Plus
Ancien royaume	4 593 148	3 397 851	7 369 549	621 450
Bessarabie	2 337 811	1 844 539	3 829 731	352 619
Transylvanie	4 689 855	2 751 457	6 363 664	1 087 648
Bukovine	405 000	115 000	480 967	39 033
Total	12 025 814	8 108 847	18 033 911	2 100 750
En %	59,77	40,23	89,56	10,44

O. S. Morgan, *Ibid*, p. 323

Les différences sociales et nationales étaient très sensiblement les mêmes dans les provinces annexées à la Roumanie après la première guerre mondiale, les propriétaires terriens étant des Hongrois et la plupart des paysans des Roumains. Les paysans appartenant aux minorités nationales ne furent pas exclus des distributions exécutées par les gouvernements roumains, bien que ceux-ci fussent loin d'avoir des vues internationalistes. En Transylvanie, en Bessarabie et en Bukovine, 206 165 familles paysannes appartenant à ces minorités reçurent des terres en même temps que 532 700 familles roumaines.

Une quantité considérable de terres changèrent de main après le premier conflit mondial : les paysans pauvres perdirent beaucoup au profit des plus riches, cependant la propriété foncière demeura moins concentrée qu'avant 1918.

La seconde guerre mondiale fit passer la Bessarabie et la Bukovine à la Russie. A l'intérieur des nouvelles frontières de la Roumanie, les domaines de plus de 100 hectares (calculés d'après le tableau précédent) représentaient une surface de 1 709 098 hectares, soit 11,07 % de tout le pays. Les propriétés de plus de 50 hectares (environ 1 970 300 h. au total) comprenaient 17,5 % de toute la surface agricole (Roumanie, ministère de l'Information, *La Réforme agraire en Roumanie*, 1946, p. 16).

La loi de réforme du 22 mars 1945 fixa la surface maximum des propriétés à 50 hectares. Les gens en possédant plus durent céder l'excédent. Les biens de l'Église, ceux de l'État et ceux de la maison royale firent exception, mais ces derniers, représentant une surface de 132 112 hectares, furent expropriés après l'abdication du roi Michel (décembre 1947). Tous les domaines des Allemands (colonies paysannes de la Transylvanie) furent confisqués, ainsi que ceux des « traîtres et criminels de guerre ».

Avant septembre 1947, la réforme agraire affecta environ 1 400 000 hectares et, après cette date, par la répartition des domaines royaux, 1 600 000 hectares au total, soit à peu près 10 % de la surface agricole de la Roumanie, ou un tiers de la surface qu'avait touchée la réforme effectuée au lendemain du premier conflit mondial.

## Tchécoslovaquie

En conséquence de la bataille de la montagne Blanche (1620), la noblesse tchèque fut presque complètement anéantie et remplacée par des propriétaires terriens allemands et catholiques. Aussi, lors de la constitution de la République tchécoslovaque, il existait sur son territoire des grands propriétaires allemands et des paysans tchèques et, dans le pays des Sudètes (zone frontière), les propriétaires et les paysans étaient en majorité allemands. En Slovaquie (prise sur la part hongroise de l'empire des Habsbourg), il y avait des propriétaires magyars et des paysans slovaques,

ainsi qu'en bordure de la Hongrie des propriétaires et des paysans hongrois. La question agraire et la question nationale ne faisaient donc qu'une, comme dans d'autres parties de l'ancien empire austro-hongrois : des propriétaires magyars exploitaient des paysans slovaques, roumains, croates et ruthènes ; des propriétaires allemands exploitaient des paysans tchèques, ruthènes, Slovénes et polonais.

Une loi agraire fut promulguée en 1919. Elle prévoyait le partage de tous les domaines de plus de 100 hectares de terre arable, mais elle ne fut appliquée que partiellement et sans grande énergie. Il en résulta cependant que 1 700 000 hectares furent expropriés, soit 12 % de la surface agricole de la Tchécoslovaquie. Au 1<sup>er</sup> janvier 1937, 1 272 934 avaient été distribués. En 1930, 13,8 % de la surface agricole demeuraient à l'intérieur de domaines de plus de 100 hectares. Ce furent principalement les propriétaires hongrois et allemands qui furent dépossédés ; les paysans hongrois et allemands, tenanciers et ouvriers agricoles, non seulement ne perdirent pas leurs biens, mais bénéficièrent même de la distribution. Comme l'écrit M<sup>lle</sup> L. E. Texter : « Le fermier allemand reçut même de la terre appartenant à un propriétaire tchèque » (*Land Reform in Czechoslovakia*, Londres, 1923, cité par E. Wiskemann, *Czechs and Germans*, Londres, 1938, p. 152).

En 1945 (en exécution des décrets des 19 mai 1945, 21 juin 1945, 20 juillet 1945 et 3 septembre 1945), une surface de 2 600 000 hectares fut enlevée aux Allemands, propriétaires fonciers et paysans également. Aucune terre appartenant à des non-Allemands ne fut pratiquement touchée en Bohême et en Moravie. En conséquence de la réforme agraire de Slovaquie, 300 000 hectares furent expropriés, dont les deux tiers appartenaient à des Hongrois et à des Allemands.

Pendant deux ans, le gouvernement s'abstint de prendre les biens des propriétaires fonciers tchèques et slovaques. La réforme agraire fut identifiée à la lutte nationale de tous les Slaves — Tchèques aussi bien que Slovaques — contre les Allemands et les Hongrois.

Ultérieurement, il fut nécessaire de réduire la surface maximum de la propriété pour préparer la voie à l'extermination totale de la bourgeoisie en Tchécoslovaquie et l'intégration du pays dans l'empire russe. Le 11 juillet 1947, le maximum de 100 hectares fixé en 1919 fut réduit à 50 et, en conséquence, 919 000 nouveaux hectares furent distribués.

Ainsi, jusqu'en juillet 1947, le partage des terres visa à réaliser une colonisation intérieure par l'expropriation des propriétaires « étrangers », et l'ampleur de la seconde vague de partages atteignit seulement environ un quart de celle de la première.

## Pologne

Après la première guerre mondiale, le gouvernement polonais effectua certaines réformes agraires qui restèrent cependant assez timides. La surface maximum de propriété fut fixée à 180 hectares de terre arable, sauf dans les banlieues des villes, où elle fut de 60 hectares, et dans les provinces orientales, où elle était de 300 hectares. Si les propriétaires fonciers de ces dernières régions furent ainsi favorisés, ce fut parce que leurs paysans appartenaient aux minorités nationales : Ukrainiens et Blancs-Russes. Le gouvernement devait désigner chaque année les grands domaines à partager. En fait, les grands propriétaires polonais réussirent, en agissant en coulisse, à échapper à cette réforme. Entre 1919 et 1938, la distribution des terres porta sur 2 654 000 hectares. (F. Zweig, *Poland between two wars*, Londres, 1944, p. 133).

Il en résulta qu'une partie assez importante de la terre demeura entre les mains des grands propriétaires. En 1931, les fermes de plus de 50 hectares groupaient environ 4 600 000 hectares, soit 18 % de la superficie arable du pays. Mais, comme chaque propriétaire pouvait posséder plusieurs fermes de moins de 50 hectares, le chiffre précédent était, en réalité, sensiblement plus élevé. Nous ne possédons pas de statistiques à ce sujet (le gouvernement polonais ayant essayé de farder la manière réactionnaire et hésitante avec laquelle fut effectuée la distribution des terres), de sorte qu'il est impossible de calculer avec précision la surface couverte par les propriétés de plus de 50 hectares. Il est cependant prouvé que les partages réalisés entre les deux guerres portèrent sur 2 600 000 hectares et qu'une surface sensiblement double demeura intouchée.

Les modifications de frontière provoquées par le deuxième conflit mondial transformèrent radicalement les rapports de propriété. La Pologne perdit sa partie orientale, région de grands domaines, et gagna à l'ouest de nouveaux territoires où — après l'expulsion de 8 500 000 Allemands — la densité de la population devint très faible.

Les décrets du 6 septembre 1944 et du 17 janvier 1945 prononcèrent l'expropriation de tous les Allemands et de tous les traîtres ; ils fixèrent à 50 hectares le maximum de terre arable pouvant être possédée dans l'ancienne Pologne et à 100 hectares dans les « territoires retrouvés ». Les biens de l'Église ne furent pas touchés. Les propriétaires polonais de plus de 50 hectares ne reçurent qu'une très faible indemnisation pour l'excédent : l'équivalent d'une récolte de blé. Aux termes de ces décrets, la surface à partager dans l'ancienne Pologne s'éleva à 3 485 600 hectares, dont 2 131 285 de terre agricole (forêts exclues, routes, etc.). Sur ce total, 1 269 943 appartenaient à des propriétaires polonais et 909 357 à des propriétaires allemands. Dans les territoires de l'Ouest, 6 707 000 hectares de terre arable furent pris aux Allemands et soit distribués aux paysans polonais (4 004 900 hectares), soit convertis en fermes d'État, en écoles d'agriculture, etc. Ainsi donc, la colonisation intérieure ou l'expropriation sur une base nationaliste constitue, plus encore

qu'en Tchécoslovaquie, la clef des changements survenus en Pologne dans la propriété foncière.

## Hongrie

La Hongrie, contrairement à ses voisins, n'entreprit aucune réforme agraire après la première guerre mondiale. Le gouvernement communiste de Béla Kun (1919) ne partagea pas les grands domaines entre les paysans ; ce fut une des grosses erreurs qui rendirent facile la victoire de la Terreur blanche. Si la terre avait été partagée, elle le serait restée même après la chute de Béla Kun. Aucune puissance terrestre n'aurait pu modifier le fait. Mais, par un paradoxe de l'Histoire, c'est dans le seul pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est qui eût à cette époque un gouvernement communiste que la structure féodale de la propriété foncière demeura inchangée.

Le tableau suivant montre la répartition de la terre en Hongrie en 1930 :

	NOMBRE DE FERMES		SURFACE TOTALE		SURFACE MOYENNE <i>en yokes</i>
	<i>Milliers</i>	<i>%</i>	<i>Milliers de yokes<sup>3</sup></i>	<i>%</i>	
Moins de 1 yoke	552	34,5	287	1,8	0,52
1 à 2 yokes	278	17,4	428	2,7	1,54
2 à 5 yokes	313	19,6	1034	6,5	3,30
5 à 10 yokes	200	12,5	1 460	9,2	7,30
10 à 20 yokes	157	9,8	2 241	14,0	14,27
20 à 100 yokes	84	5,3	3 093	19,4	36,82
Plus de 100	14	0,9	7 390	46,4	527,88
Total	1 598	100	15 933	100	10,00

(Institut agraire international, *Six ans de crise agraire*, Moscou, 1935, p. 109.)

Ainsi, il existait, d'une part, 1 143 000 propriétés minuscules (71,5 % du total des fermes) de moins de 5 yokes, représentant 11 % de la surface d'ensemble, et, d'autre part, 14 000 grands domaines (0,9 % du total des fermes) représentant jusqu'à 46,4 % de cette surface.

Les temps étaient plus que mûrs, après la deuxième guerre mondiale, pour l'abolition de ces grands domaines exploitant la masse des petits fermiers et des ouvriers agricoles.

Le 17 mars 1945, le gouvernement hongrois promulgua une loi confisquant les biens de la noblesse dépassant 50 hectares, ceux de l'Église outrepassant cette surface et ceux des paysans excédant 100 hectares. Le maximum de la propriété individuelle fut fixé à 100 hectares, sauf pour ceux qui s'étaient distingués au cours de la lutte contre les Allemands, le maximum étant porté, pour eux, à 150 hectares. Ce qu'on appelait les « fermes modèles », c'est-à-dire les vignobles, les vergers et autres cultures intensives, fut soustrait au partage. Il en résulta la distribution entre 640 000 familles de 5 700 000 yokes<sup>4</sup>, c'est-à-dire plus d'un tiers de la terre cultivée dans le pays. Il y eut donc en Hongrie une véritable révolution dans les rapports de la propriété agricole.

Résumons les modifications survenues dans ce domaine depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : en Hongrie, la transformation produite par l'élimination des grands domaines fut considérable et constitua vraiment une mesure progressiste ; en Roumanie, la réforme agraire fut le complément de celle, beaucoup plus vaste, qui avait eu lieu après la première guerre mondiale ; elle eut moins d'ampleur, mais le même caractère ; en Tchécoslovaquie et en Pologne, les changements furent surtout une action de colonisation intérieure et d'expropriation de millions d'Allemands et de Hongrois ; en Yougoslavie et en Bulgarie, ils n'eurent qu'une importance relativement très faible.

<sup>3</sup> 1 yoke = 0,575 hectare.

<sup>4</sup> Sur ce total, 456 000 yokes seulement appartenaient à des Allemands qui furent expulsés du pays. Tout le reste appartenait à de grands propriétaires hongrois.

## Chapitre II — Transformation des rapports de propriété dans l'industrie, les transports, la banque, les assurances et le commerce

Les transformations dont il vient d'être question eurent un résultat relativement simple : elles assurèrent la prédominance de la petite propriété paysanne. Les rapports de propriété dans l'industrie, les transports, etc., sont, par contraste, beaucoup plus compliqués. Pour bien comprendre la situation actuelle, il est nécessaire de jeter un coup d'œil rapide sur les conditions qui existaient avant le dernier conflit mondial, sur l'influence exercée par l'occupation nazie et sur les effets immédiats de la victoire des armées rouges.

### La propriété d'État avant la deuxième guerre mondiale

En Europe orientale, la bourgeoisie se développa très tard et, par comparaison avec celle de l'Occident, demeura faible et pauvrement pourvue de capitaux. Il en résulta deux phénomènes antagonistes, mais complémentaires. D'une part, le capital étranger s'infiltra dans ces pays ; d'autre part, l'État, pour éviter de le voir saper l'indépendance nationale, devint propriétaire de certains moyens de production, ne restant pas, comme à l'ouest, un simple surveillant et régulateur des activités des capitalistes privés. Entre ces deux puissances : capitalisme étranger et capitalisme d'État, et sous leur pression, le capitalisme « national » privé parvint à se maintenir tant bien que mal.

Le rôle joué par l'État dans l'industrie était plus grand en Pologne que dans n'importe quel autre pays de l'Europe orientale :

#### ENTREPRISES POSSÉDÉES PAR L'ÉTAT EN POLOGNE (EN 1938) ET LEUR PART DANS LES DIVERSES INDUSTRIES

100 %	Production des sels de potasse et de l'alcool; tabac   constructions aéronautiques ; transports aériens; poste, télégraphe, radio
97	Transports maritimes
95	Fabrication des produits de teinturerie
93,3	Chemins de fer
91	Assurances contre l'incendie
84	Production du sel
73	Téléphones
70	Fonderies
52	Assurances autres que contre l'incendie
50	Stations thermales et estivales
45,8	Instituts financiers
30 env.	Fabrication des machines-outils <sup>1</sup>
32	Carrières, exportation du bois <sup>2</sup>
25	Usines à gaz, charbon, produits chimiques <sup>3</sup>
10 à 20	Production du contreplaqué, cotonnades, appareillage électrique, bois, raffinage du pétrole

1 Une autre source fixe à 50 %, dans l'ensemble, la participation de l'État à l'industrie métallurgique (F. Zweig, *op. cit.*, p. 109)

2 Zweig indique que l'État possédait les trois huitièmes des forêts (*Ibid.*).

3 D'après Zweig, l'État détenait la plus grande partie des industries chimiques (*Ibid.*).

7,9

Production de l'énergie électrique

(S.-L. Sharp, *Nationalisation of Key Industries in Eastern Europe*, Washington, 1946, pp. 4-5.)

Il existait beaucoup de sociétés mixtes, possédées en partie par l'État, en partie par des autorités locales, des compagnies privées ou des individus.

La valeur des entreprises d'État dans la Pologne de 1930-1931 atteignait environ 12,5 milliards de zlotys, soit 22,5 % de la valeur totale des industries et du commerce du pays, et la proportion était encore plus grande, comme l'indique le tableau, dans les branches les plus importantes (industrie lourde, métallurgie, produits chimiques, transports).

En Yougoslavie, l'État possédait les chemins de fer ainsi que les réseaux téléphoniques et télégraphiques. Les services publics appartenaient aux autorités locales. L'État jouait un rôle très important dans l'industrie du bois du fait qu'il était propriétaire de 37,8 % des forêts. Les autorités locales en possédaient, en outre, 27,9 %. L'État avait entre les mains treize mines de charbon et deux de minerai de fer, qui produisaient respectivement 25 % et 90 % de la production totale de ces minéraux. Le tabac, le sel, la soie naturelle constituaient des monopoles d'État. La fabrication du fer et de l'acier (par la Compagnie sidérurgique yougoslave) et celle des armements étaient contrôlées par l'État, qui avait également une participation très vaste dans les industries de la cellulose et du sucre.

Dans les autres pays de l'Europe orientale, le capitalisme d'État n'était pas aussi développé, mais non négligeable. C'est ainsi qu'en Tchécoslovaquie la totalité des réseaux ferroviaires lui appartenait pratiquement. Les autorités locales possédaient les tramways, les services d'eau, de gaz et d'électricité. La participation de l'État à la puissante banque Zivnostenská et aux usines Škoda était de haute importance. Dans l'ensemble de l'industrie, il possédait au moins le dixième des capitaux investis.

Les conditions étaient sensiblement les mêmes dans les autres pays.

## **Le capital étranger avant la deuxième guerre mondiale**

Presque toutes les entreprises-clefs de l'industrie, des transports et de la banque étaient, avant la guerre, contrôlées par le capital étranger. Zweig écrit : « La part du capital étranger dans les fonds possédés par l'ensemble des sociétés par actions de Pologne se montait à 33 %. Sa part dans le capital total des sociétés par actions actives est donnée comme s'élevant à 44,8 % en 1935 et à 40,1 % en 1937 », mais « le pouvoir de contrôle de ce capital couvrait une marge beaucoup plus étendue que les 40,1 % de la capacité de production » (*Ibid.*, p. 121). C'était parce que le capital étranger, concentré en certaines positions-clefs, contrôlait un volume de capitaux beaucoup plus considérable. Les sociétés où il dominait constituaient 63,1 % du capital de toutes les sociétés par actions. Sa prépondérance était particulièrement grande dans certaines branches de l'industrie ; dans les mines et les fonderies, il contrôlait 63,6 % de toute l'industrie par actions, 89,9 % dans l'extraction du pétrole, environ 80 % dans l'industrie chimique, 90 % dans l'électro-technique, 95 % dans l'énergie électrique et la fourniture d'eau, 40 % dans les textiles (*Ibid.*, pp. 121-122), 85,1 % dans les assurances, 68,9 % dans les communications et les transports (L. Wellisz, *Foreign Capital in Poland*, Londres, 1938, p. 145). Il n'avait moins d'importance que dans les industries légères (produits alimentaires, papier, verre, céramiques, etc.) et dans le commerce.

Les autres pays de l'Europe orientale se trouvaient dans une situation analogue. Boris Kidritch, président du comité de planification, déclara au V<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de Yougoslavie que le capital étranger « participait pour 77,9 % dans l'industrie des mines et celle des matériaux de construction de l'ancienne Yougoslavie, pour 90,9 % dans l'industrie métallurgique, pour 55,8 % dans le raffinage des métaux, pour 28,3 % dans l'industrie du verre et de la céramique, pour 51,4 % dans celle du papier, pour 73,6 % dans les produits chimiques, pour 27,1 % dans les produits alimentaires et agricoles, pour 61,4 % dans les textiles, pour 40,9 % dans l'industrie du cuir et de la fourrure, pour 43,5 % dans la production de l'énergie électrique, pour 32,3 % dans les autres industries, ce qui donnait une moyenne générale de 49,51 % » (B. Kidritch, *Sur la construction de l'économie socialiste dans la République fédérale de Yougoslavie*, Belgrade, 1948, p. 31).

L'ouvrage publié par le Royal Institute of International Affairs (*Agrarian Problems from the Baltic to the Aegean*, Londres, 1944) affirme : « 15 à 20 % seulement des capitaux de l'industrie de la Roumanie étaient entre des mains roumaines » (p. 81).

« En 1936, le capital étranger versé dans les compagnies bulgares s'élevait à... 42,6 % du capital versé de l'ensemble de ces compagnies » (Royal Institute of International Affairs, *South-Eastern Europe. A Political and Economical Survey*, Londres, 1939, p. 173). Sa part était de 48,03 % dans la grande industrie manufacturière, de 38 % dans le commerce en gros, de 24 % dans les assurances, de 22 % dans les banques et de 63 % dans les transports (selon le rapport présenté par Dobri Terpechev devant le V<sup>e</sup> Congrès du parti communiste bulgare, Sofia, 1948).

On trouvait une situation analogue en Hongrie.

La Tchécoslovaquie était le seul pays où le capital étranger investi dans la banque et dans l'industrie fût d'une importance relativement faible.

## **Influence de l'occupation allemande sur les rapports de propriété**

L'influence exercée par l'occupation allemande fut si considérable que, selon les mots de S. Perlman : « Le capitalisme européen fut finalement tué par le nazisme », qui « bouleversa tellement les droits de propriété existants que leur rétablissement, même d'une manière approchée... est inconcevable » (« Quelques réflexions sur la Russie », dans *Problems of the Post-War World*, Symposium, New-York et Londres, 1945, p. 334). Il n'y a là aucune exagération, comme en témoigne le passage suivant du livre de M. Sharp :

*Quelques exemples des acquisitions faites par le capital allemand depuis l'accord de Munich et l'établissement du protectorat de Bohême-Moravie montrent bien l'ampleur du bouleversement des rapports de propriété provoqué par les Allemands dans les pays d'Europe orientale.*

*En plus de la confiscation pure et simple des biens juifs et de l'acquisition des créances et des avoirs tchécoslovaques dans l'Europe du Sud-Est, les Allemands ont désormais le contrôle et la propriété des principaux établissements financiers et industriels en Bohême-Moravie.*

*Les banques tchèques ont été contraintes de fusionner, de sorte qu'il n'en subsiste plus que quatre. Le capital allemand (Creditanstalt Dresdner Bank et Deutsche Bank) possède en gros 18 milliards des 33,6 milliards de couronnes (koruny) investies au total dans ces banques.*

*La plupart des propriétés et des intérêts industriels sont passés sous le contrôle des Hermann Göring Werke (Usines de Vitkovice, Société des mines et des fonderies, fonderie de Pod-brezova en Slovaquie, usines d'armements de Skoda et Brno, aciéries et mines de charbon de la Poldihuetta A. G.). Les I. G. Farben ont pris en charge les usines chimiques de l'ancienne Aussiger Verein et les fabriques de dynamite Nobel de Bratislava.*

*Dans le pays des Sudètes, incorporé au Reich, une firme spécialement créée, la Sudetenländische Bergbau, contrôlée par les Hermann Göring Werke, a pris en charge les anciens biens de l'État tchèque, de la Zivnostenska Banca et les intérêts de la famille Petschek. (op. cit., p. 6-7)*

Simultanément, les Allemands développèrent certaines industries de guerre parce que la Tchécoslovaquie était relativement à l'abri des attaques aériennes. Les constructions aéronautiques, par exemple, qui avaient environ 5 000 ouvriers avant le conflit, en employaient plus de 100 000 en 1944, ce qui accroissait la partie de l'industrie tchèque contrôlée par les Allemands.

Étant donné que 40 % de l'industrie tchécoslovaque étaient, avant Munich, entre les mains de citoyens allemands, il est manifeste qu'à la fin de la guerre la proportion du capital germanique n'était pas inférieure à 60 % dans l'industrie et atteignait presque 100 % dans les entreprises financières (banques, assurances, etc.).

M. Sharp écrit au sujet de la Pologne : « Les banques polonaises des régions annexées furent absorbées par l'Ostbank A. G., filiale de la Dresdner Bank. Une organisation particulière fut mise sur pied pour prendre en charge la propriété industrielle, soit directement, soit sous la forme d'une administration obligatoire par la Haupttreuhandstelle Ost. Des mines de charbon furent prises par les Hermann Göring Werke en Sibérie et par les Preussische Bergwerks und Hütten A. G. dans le bassin de la Dombrowa. La Schlesische A. G. für Bergbau et les Hüttenbetriebe concentrèrent entre leurs mains l'industrie du zinc (à l'exception de quelques intérêts laissés aux usines de Giesche). En avril 1942, on signalait que 230 000 entreprises industrielles et commerciales de toute taille avaient été germanisées dans la Pologne annexée (ce chiffre comprenait de très petites affaires et probablement aussi des affaires sous propriété juive).

*Les « Werke des Generalgouvernements », organisation d'État, prirent en charge les établissements industriels les plus importants. Deux fabriques de soie artificielle passèrent sous le contrôle des Vereinigte Glanzstoff Fabriken de Wuppertal. Le pétrole fut exploité par la Karpathen-Öl A. G. et les centrales d'énergie électrique par l'Ost-Energie A. G. (Ibid., p. 7-8).*

En prenant possession des capitaux français, belges et autrichiens (qui atteignaient, en 1937, 56,9 % du total des capitaux étrangers), ainsi que des entreprises juives (constituant environ 10 % de la richesse industrielle et

commerciale) et de celles dont l'État était propriétaire avant la guerre, les Allemands acquièrent le contrôle de plus de la moitié du capital industriel et bancaire et de presque toutes les entreprises industrielles, de transport et bancaires de réelle importance.

M. Sharp écrit au sujet de la Yougoslavie : « La Yougoslavie fut démembrée après l'attaque de 1941 et les États successeurs s'emparèrent de la propriété publique et privée dans les provinces séparées. En Serbie, les Allemands obtinrent le contrôle des chemins de fer et des mines, propriété de l'État. La prise de possession des intérêts français leur donna les mines de cuivre de Bor. Les infiltrations du capital germanique en Serbie furent évaluées à environ 45 millions de dollars et, en Croatie, à 35 millions approximativement » (*Ibid.*, p. 9).

Le capital allemand envahit aussi l'économie des pays alliés : la Hongrie et la Roumanie. « En Hongrie, par exemple, les investissements allemands étaient estimés, en février 1944, officiellement, à 692 millions de dollars et, officieusement, à plus du double » (*Ibid.*, p. 8). Ainsi, environ un tiers de l'industrie hongroise tomba sous le contrôle du capital allemand : six très grandes entreprises métallurgiques, neuf mines, trois sociétés de transport, trois industries de produits alimentaires, dix usines de textiles et treize industries diverses (N. Clarion, *Le Glacis soviétique*, Paris, 1948, p. 89). Le capital allemand se montra particulièrement actif dans le développement des industries de l'aluminium et du pétrole, qui étaient pratiquement nouvelles en Hongrie. L'ampleur du contrôle ainsi obtenu sur l'économie hongroise est révélée par le fait que, le capital allemand étant évalué à plus d'un milliard de dollars, la richesse nationale totale de la Hongrie, en excluant la terre et les édifices, était estimée à 4,4 milliards de dollars en 1948.

« En Roumanie, les Hermann Göring Werke entrèrent en possession d'un nombre important d'actions dans de nombreuses entreprises industrielles, grâce à la saisie des avoirs tchèques. Semblablement, les Allemands « rachetèrent » les intérêts français et belges dans la banque et les mines ainsi que certains intérêts pétroliers hollandais. Un sixième du capital investi dans les banques et l'industrie roumaines passa en possession des Allemands ou sous leur contrôle, selon un calcul fait au début de 1944. Dans l'industrie pétrolière, les intérêts allemands s'enflèrent de moins de 0,5 % avant la guerre à 38 % en 1942. Tous les biens juifs furent « roumanisés » (Sharp, *op. cit.*, pp. 8-9).

Avant le conflit, plus de la moitié du capital étranger investi en Roumanie l'était dans l'industrie des pétroles, et sa totalité constituait près de 85 % du capital d'ensemble de toute l'industrie roumaine. En conséquence, le capital allemand investi dans les pétroles atteignit à lui seul, en 1942, près d'un cinquième de tout le capital industriel de la Roumanie, ou un quart du capital étranger. En outre, il contrôlait quelques autres entreprises assez importantes telles que l'entreprise métallurgique Malaxa, les mines de Resitza, les sociétés Copsa Mica-Cugir, ainsi que deux autres entreprises nouvelles de moyenne grandeur (Clarion, *op. cit.*, pp. 90-91).

Deux pays échappèrent pratiquement à cette invasion du capital allemand pendant la guerre : la Bulgarie et la Finlande, la première parce qu'elle manquait de l'industrie lourde nécessaire à l'effort militaire nazi, la seconde parce que le capital étranger qui s'y trouvait investi n'était ni français, ni belge, mais britannique ou américain, et parce qu'il fut impossible aux Allemands d'acheter les actions anglaises et américaines pendant les hostilités.

## **Effet de la victoire militaire de la Russie : les entreprises sous propriété russe**

La défaite de l'Allemagne laissa sans propriétaires une très grande partie des entreprises industrielles, de transports ou bancaires des pays de l'Europe orientale. La plus grande fraction des biens allemands de Tchécoslovaquie, de Pologne et de Yougoslavie passa aux mains des États nationaux, tandis que, dans les pays précédemment alliés avec le Reich, aussi bien que dans les zones soviétiques d'Allemagne et d'Autriche, ils furent généralement absorbés par le gouvernement russe. Même la Tchécoslovaquie et la Pologne durent fournir leur part du butin récolté par les vainqueurs soviétiques. La Yougoslavie constitua l'unique exception parce que ceux-ci n'occupèrent jamais militairement l'ensemble du pays, mais seulement quelques territoires et pour quelques mois. Certaines des industries, anciennement possédées par les Allemands et dès lors réclamées par la Russie, furent démontées, tandis que le reste demeurait intact, sous contrôle russe.

Nous traiterons plus loin la question du démontage des usines. Nous nous bornerons, ici, à étudier la prise de possession par l'U. R. S. S. de certains intérêts dans l'industrie, les transports et la banque.

### *Roumanie*

Le capital allemand s'étant assuré 38 % des investissements totaux dans l'industrie pétrolière roumaine (ainsi qu'un certain nombre d'industries et de banques), la Russie put obtenir le contrôle presque absolu d'un tiers de cette industrie. Elle devint également propriétaire d'une grande partie de l'industrie métallurgique et des banques. Elle jugea préférable, pour des raisons diverses, de monter en Roumanie (et en Hongrie) des entreprises dans lesquelles elle possédait la moitié des actions, l'autre moitié restant entre les mains de capitalistes privés roumains (ou hongrois) ou de l'État (d'après les lois de nationalisation de 1948). L'État soviétique se trouva ainsi en mesure de contrôler un secteur de

l'industrie beaucoup plus grand que s'il avait fondé des sociétés entièrement russes. En mai 1945, l'U. R. S. S. et la Roumanie conclurent un accord sur la création de sociétés mixtes dans certaines branches de l'industrie, celle du pétrole en tout premier lieu. C'est ainsi que naquit le Sovrompetrol, qui possède la part du lion dans les champs pétrolifères et les raffineries du pays. La loi de nationalisation de vaste portée promulguée le 11 juin 1948 ne s'appliqua pas à ces sociétés mixtes.

*The World Today* (janvier 1949), publication mensuelle du Royal Institute of International Affairs, dit de façon significative :

*Le seul capitaliste dans l'industrie roumaine est la Russie communiste. Seul le gouvernement russe a le droit de détenir des actions privées, et seule la société où l'U. R. S. S. a des actions est autorisée à faire des bénéfices et à les répartir entre ses actionnaires. Le Sovrompetrol possède maintenant les puits et les concessions les meilleurs, ainsi que le droit d'exporter dans les pays à change libre. Le gouvernement roumain le subventionne aussi, officiellement, en cas de pertes. On constate donc que le Sovrompetrol dispose d'une affaire fort avantageuse. Le second secteur appartient en principe à l'État roumain. Sa tâche est la prospection, la recherche de nouveaux puits et l'exploitation des puits épuisés, abandonnés par les sociétés expropriées. Son personnel est sans expérience. Il se limitera au trafic désavantagé avec la Russie soviétique et avec ses satellites. Par conséquent, étant donné que les deux secteurs travaillent au bénéfice de l'U. R. S. S., il n'est pas difficile de prédire qui a les meilleures chances de réussir et qui est voué à la faillite.*

Bien que, le pétrole étant l'industrie principale de la Roumanie, la Russie y ait consacré sa principale attention, elle n'a pas négligé les autres branches. Etant donnée l'étroite fusion du capital industriel et bancaire en Roumanie, la Sovrom Banco a été créée comme constituant le meilleur moyen de contrôler l'ensemble de l'industrie — en plus du pétrole. Cinquante pour cent des actions de la banque sont directement détenues par la Russie, et l'autre moitié par des compagnies roumaines. Mais comme la Russie, héritière des anciens propriétaires allemands, a une participation dans un grand nombre de ces dernières, elle dispose, même matériellement, de la majorité des actions.

En outre, des sociétés Sovrom ont été constituées pour les transports maritimes et fluviaux, les communications aériennes, le bois, le charbon, l'acier, les produits chimiques, le gaz et quelques autres industries. Dans chacune d'elles, la Russie a payé sa part uniquement en libérant les avoirs allemands qui s'y trouvaient.

## Hongrie

Les accords de Potsdam autorisaient la Russie à mettre la main sur tous les biens allemands en Hongrie qui, en février 1944, étaient évalués officiellement à 692 millions de dollars et, officieusement, au double de cette somme sur une richesse totale du pays estimée à 4,4 milliards de dollars en 1943. Elle exerça ses droits partiellement en emportant du matériel industriel et partiellement en prenant la direction d'industries qui continuèrent à opérer en Hongrie. Un accord économique, conclu en septembre 1945, prévint l'établissement de sociétés mixtes russo-hongroises dans quatorze branches de l'industrie et des transports : pétrole, bauxite, aluminium, charbon, produits chimiques, les vastes usines métallurgiques Weiss-Manfred, Ganz et Rimamurany, électricité, chemin de fer, navigation sur le Danube, transports aériens. Si l'importance de ces sociétés, dans l'économie du pays, était grande, elle l'était beaucoup moins que celle des sociétés roumaines analogues. Mais elles constituent une arme politique de très grande valeur pour assurer l'asservissement de la Hongrie à l'U. R. S. S.

## Bulgarie

En Bulgarie, il existe des sociétés purement soviétiques et des sociétés mixtes dans certaines mines et entreprises de transports. Lorsque la Russie prit possession des avoirs des compagnies allemandes, elle n'accepta pas leur passif, dont la partie la plus importante était constituée par leurs dettes envers l'État. En conséquence, tandis que ces avoirs allemands, provenant, pour la plus large part, de véritables brigandages opérés aux dépens du peuple bulgare, étaient transférés aux Russes, les dettes étaient mises à la charge du contribuable. Le fait fut révélé lors du procès Kostov (décembre 1949), au cours duquel le professeur Stefanov, ancien ministre des Finances, fut accusé de manifester de l'opposition à cette façon de faire. On lui reprocha, au surplus, de vouloir imposer aux sociétés soviétiques les mêmes charges fiscales qu'aux sociétés bulgares. Le réquisitoire considéra comme allant de soi que ces sociétés soviétiques jouissent de privilèges spéciaux en matière d'impôts.

## Yougoslavie

En Yougoslavie, deux compagnies de transports mixtes : « Juspada » et « Justa », furent constituées le 4 février 1947 sous prétexte de « contribuer à la reconstruction et au développement des capacités productrices du pays ». Elles furent supprimées après la rupture avec Moscou, et on obtint alors quelques clartés sur la façon dont elles



fonctionnaient. Jozef Vilfan, délégué yougoslave au Conseil économique et social des Nations Unies, en parla devant celui-ci. La participation des deux gouvernements à ces compagnies aurait dû être égale, mais, dans la pratique, le fonctionnement fut très différent de ce qui avait été prévu. Par exemple, en mai 1948, l'U. R. S. S. n'avait versé que 9,83 % de sa participation à la Juspad, alors que la Yougoslavie avait déjà versé 76,25 % ; cependant 40 % seulement des services des deux compagnies allaient à la Yougoslavie, et le reste à d'autres pays. Alors que la Juspad faisait payer à l'industrie yougoslave 0,4 dinar par tonne-kilomètre, elle ne réclamait que 0,19 à l'U. R. S. S. et 0,28 aux autres pays. A la liquidation, la Yougoslavie prit à sa charge tout le passif des deux sociétés, quoique l'U. R. S. S. retirât en totalité la part de capital qu'elle avait déjà versée (*Tanjug*, II, octobre 1949).

### *Les ressources naturelles sont exploitées sans redevance.*

C'est là un important aspect de l'exploitation que le gouvernement russe exerça par l'intermédiaire des sociétés mixtes. Les prix de certains articles dont la production dépend de ressources naturelles n'existant qu'en quantité limitée et qui sont la propriété d'individus (ou de l'État) — tels que le blé, le coton, le bois, le charbon, le pétrole — comprennent toujours non seulement les salaires des ouvriers et les bénéfices des propriétaires du capital, mais aussi une redevance payée aux possesseurs de ces ressources naturelles. Lorsque l'État soviétique prend au Sovrompetrol, par exemple, la moitié de ce qui reste quand les frais de production (salaires, amortissement du matériel, etc.) ont été couverts, il prélève non seulement la moitié des bénéfices proprement dits, mais aussi la moitié du loyer des champs pétrolifères. Il devient donc copropriétaire de la richesse naturelle de la Roumanie. On sait l'énormité des redevances ordinairement payées pour les champs pétrolifères. Un exemple suffira à cet égard. En 1946, l'U. R. S. S. conclut un accord avec l'Iran pour la création d'une société pétrolière russo-iranienne. Il fut convenu que la part de l'Iran consisterait à fournir le sol contenant le pétrole et, pour ce seul fait, qu'il recevrait 49 % des actions de la société, c'est-à-dire 49 % des bénéfices et des redevances. Dans le cas du Sovrompetrol, la Roumanie dut fournir la moitié du capital et, en supplément, donner gratuitement le sol. Il n'est pas difficile de calculer la part d'actions que la Roumanie aurait reçue si les conditions avaient été les mêmes qu'en Iran. Elle aurait obtenu 49 % des bénéfices en tant que redevance pour les champs pétrolifères et la moitié du reste — soit 25,5 % — en tant que propriétaire de la moitié du capital, ce qui lui aurait fait 74,5 % au total. Mais elle ne reçut que 50 %. La Russie n'aurait touché que 25,5 % au lieu de 50 %. Tel aurait été le cas si les sociétés mixtes avaient été constituées sur le principe de l'égalité servant habituellement de base entre des partenaires capitalistes. Les bénéfices exceptionnels perçus par l'U. R. S. S. dans le cas du Sovrompetrol et de nombreuses autres sociétés mixtes sont le résultat d'une pression politique.

## **La nationalisation dans les États satellites**

Nous avons déjà parlé de la prise de possession des industries, des entreprises de transports et des banques par l'État russe. Il convient maintenant d'examiner le transfert des industries aux États « nationaux » qui, au moins officiellement, sont à distinguer de l'État soviétique. On qualifie ordinairement ce transfert de « nationalisation », quoique ce terme soit loin d'être adéquat puisqu'il suppose que l'État jouit de l'indépendance et qu'il s'identifie à la nation, ou du moins à sa majorité. Il n'y a cependant pas de danger à employer ce terme assez lâche, à condition de bien garder cette réserve à l'esprit.

Les États nationaux des satellites étant subordonnés à l'État russe, on doit s'attendre à ce que les progrès de la nationalisation de l'industrie soient subordonnés aux besoins de l'infiltration soviétique dans les économies nationales. C'est bien ce qui se produit. Trois pays seulement de l'Europe orientale : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, furent les alliés de la Russie pendant la guerre. L'U. R. S. S. ne put donc, de ce fait, exiger d'eux des réparations ni réclamer tous les avoirs allemands qui y existaient. Elle les encouragea en conséquence à nationaliser leurs industries, ce qui fut fait, pour la grande majorité de celles-ci, dès 1945. (Dans deux de ces pays : la Tchécoslovaquie et la Pologne, la nationalisation s'accompagna d'une vaste expropriation chauvine des « Teutons » par les « Slaves ».)

Les choses se passèrent différemment dans les quatre pays qui s'étaient alliés à l'Allemagne : Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Finlande. Il n'y eut pas de nationalisation en Finlande, qui ne fut jamais occupée, et le parti communiste ne déclencha pas de propagande bien intense pour la réclamer. En Roumanie et en Hongrie, l'intérêt qu'avait la Russie à exiger des réparations et à constituer des sociétés mixtes (en même temps qu'un certain nombre de facteurs politiques et sociaux dont nous reparlerons) eut pour résultat de retarder la nationalisation sur une grande échelle jusqu'en 1948, c'est-à-dire pendant plus de trois ans après le début de l'occupation soviétique. En Bulgarie, la Russie craignit que l'enthousiasme révolutionnaire des masses (qui dut sans parallèle, sauf en Yougoslavie, dans cette région de l'Europe) ne fît naître une trop large indépendance à son égard ; son administration était également certaine de pouvoir exécuter la nationalisation à l'instant qu'elle choisirait, aussi décida-t-elle d'attendre jusqu'à la fin de 1947, moment où cette vague révolutionnaire eut perdu sa force vive.

Un autre facteur très important : le Plan Marshall, contribua à fixer le temps où devaient s'exécuter les nationalisations en Roumanie, en Hongrie et en Bulgarie. Le désir de nouer des relations commerciales avec l'Europe

occidentale, tel qu'il fut exprimé par la décision unanime prise par le gouvernement tchécoslovaque, le 4 juillet 1947, de participer à la conférence Marshall (décision annulée après la visite à Moscou de Gottwald et de Masaryk, le 10 juillet), obligea la Russie à resserrer son contrôle sur l'économie de l'Europe orientale, ce qu'elle ne pouvait faire qu'en faisant passer toutes les industries de ces pays sous la propriété de l'État. D'où les nationalisations.

## *Pologne*

Il est impossible de bien comprendre la façon dont cette nationalisation s'effectua en Pologne sans tenir compte de deux facteurs : à savoir : l'existence dans la Pologne d'avant la guerre de nombreuses industries antérieurement possédées par le capital allemand et devenues sans propriétaires et, ce qui est encore plus important, la transformation de l'industrie polonaise provoquée par l'annexion des territoires du Reich situés à l'est de l'Oder et de la Neisse et par l'expulsion des habitants allemands. Nous désignerons cette région par le nom de territoires occidentaux, et ce qui reste de la Pologne d'avant le conflit par le nom d'ancienne Pologne.

### PRODUCTION EN 1937 (EN MILLIERS DE TONNES)

	Ancienne Pologne	Territoires occidentaux
	—	—
Charbon	36 218,0	29 793,0
Coke	2328,0	3229,0
Briquettes	17,4	368,6
Lignite	18,4	7 594,0
Zinc et plomb	200,0	722,1
Minerai de fer	791,6	73,1

(*The World Today*, mars 1947.)

Le tableau précédent montre l'importance industrielle des territoires occidentaux par rapport à l'ancienne Pologne.

La production de fonte des territoires occidentaux atteignait sensiblement 50 % de celle de l'ancienne Pologne, et celle de l'acier 70 %. L'annexion apporta une importante industrie chimique, avec une très vaste gamme de produits. La capacité de raffinage du sucre était la même dans les deux zones. En fait, « la capacité totale de cette ceinture industrielle (c'est-à-dire des territoires occidentaux) est égale à celle de toute la Pologne d'avant la guerre » (*The World Today*, mai 1948).

En 1937, deux millions de personnes travaillaient dans les mines, l'industrie et les divers métiers en Pologne, mais 1 177 858 personnes, soit la majorité, étaient employées dans des entreprises de moins de 15 ouvriers, les autres n'employant que 830 000 personnes. Par contraste, les industries des territoires occidentaux occupaient, avant la guerre, plus d'un million de travailleurs dans une majorité de grands établissements dont plusieurs centaines possédaient plus d'un millier d'ouvriers chacun.

Aussi, lorsque l'industrie des territoires occidentaux fut déclarée propriété d'État, après l'expulsion de la population allemande (des ouvriers et leurs familles, en grosse majorité), une importante partie — sinon la plus grande — de l'industrie de la nouvelle Pologne se trouva soustraite à la propriété privée. La propriété d'État aurait déjà dépassé de loin celle-ci si la nationalisation n'avait porté que sur l'industrie proprement dite, c'est-à-dire à l'exclusion des artisans et des entreprises employant moins de 15 personnes. La chose ne fut pas immédiatement évidente, car il fallut inévitablement un certain temps avant de pouvoir trouver un nombre suffisant de travailleurs polonais pour les établissements des territoires occidentaux. Aussi, pendant un certain temps après la fin des hostilités, l'industrie nationalisée de ces territoires joua-t-elle, dans l'ensemble de la nouvelle Pologne, un rôle moins important qu'on aurait pu s'y attendre.

Clarion écrit au sujet de l'ancienne Pologne : « Si nous tenons compte du fait que l'industrie lourde et moyenne de l'ancienne Pologne équivaut à l'industrie moyenne et petite de l'Ouest, les mesures de nationalisation laissèrent 45 % du nombre total des industries en dehors de la propriété d'État, soit au minimum 60 % du nombre total des ouvriers industriels » (*op. cit.*, p. 94)<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Clarion se base probablement sur la déclaration faite le 2 janvier 1946 par Hilary Minc, ministre de l'Industrie polonaise, selon laquelle, après la loi de nationalisation, l'État emploierait seulement 40 % des ouvriers de l'Industrie, 60 % continuant de travailler

Il semble que Clarion exagère le rôle joué par l'industrie privée dans l'ancienne Pologne. Même ainsi, au moins la moitié des ouvriers des mines, de l'industrie et des transports, travaillent dans des entreprises d'État, de sorte que la très grosse majorité de l'ensemble de l'industrie polonaise actuelle est sous la propriété de celui-ci.

Boleslav Bierut, alors président du Conseil national de l'Intérieur et ultérieurement président de la République polonaise, a souligné, dans un discours prononcé à la veille du 1<sup>er</sup> janvier 1946, que l'expropriation des Allemands constituait le facteur fondamental devant faire de l'État le propriétaire de la majorité des industries. Il déclara : « La guerre renversa complètement les rapports de production de notre système d'avant la guerre... Après l'expulsion des occupants, une énorme majorité des établissements industriels, même des plus petits, durent être classés comme propriétés abandonnées et rouverts grâce aux efforts de l'État, du gouvernement autonome territorial, des coopératives et de nouvelles entreprises privées. Après avoir investi des fonds publics dans les établissements, l'État se sentit obligé de régulariser la situation juridique de ceux-ci et leurs titres de propriété. La seule façon de sortir de cette situation, particulièrement dans le cas des grandes entreprises, c'est la nationalisation. » Celle-ci est donc « un acte légal sanctionnant des faits et des procédures existant déjà. C'est une adaptation de la loi aux réalités ». Tel était l'état des choses en 1945, et la loi sur la nationalisation du 3 janvier 1946 lui donna une sanction légale. Premièrement, tous les biens allemands dans l'industrie, les mines, les transports, les banques, les assurances et le commerce furent déclarés propriété de l'Etat, aussi bien dans les territoires occidentaux que dans l'ancienne Pologne. Deuxièmement, un certain nombre d'autres entreprises, possédées par des citoyens polonais, furent également prises en charge par l'État ; la mesure toucha tous les établissements employant plus de 50 travailleurs. Roman Zambrovsky, secrétaire du comité central du parti des ouvriers polonais (parti communiste), résuma la situation dans un discours prononcé le 12 juillet 1948. Il déclara que 85 % de la production industrielle étaient entre les mains de l'État et d'entreprises coopératives (celles-ci ne dépassant pas 5 %) ; la proportion était la même dans les transports et la finance ; elle était de 100 % en ce qui concernait la banque. Seuls l'artisanat et la très petite industrie demeuraient la propriété de patrons privés (*Głos Ludu*, 13 juillet 1948).

## *Tchécoslovaquie*

A la suite de la défaite de la Wehrmacht et de l'expulsion des Allemands des Sudètes, la majeure partie des entreprises industrielles, de transports et bancaires demeurèrent sans propriétaires. Le président Bénès écrivait, le 15 décembre 1945, dans le *Manchester Guardian* : « Les Allemands s'étaient purement et simplement emparés de toutes les industries principales et de la totalité des banques... S'ils ne les nationalisèrent pas directement, ils les placèrent du moins entre les mains de grandes sociétés allemandes... Ils préparèrent ainsi, automatiquement, la nationalisation du capital économique et financier de notre pays. Il était absolument impossible de le restituer aux particuliers tchèques ou de le consolider sans une énorme assistance par l'État et sans de nouvelles garanties financières. L'État était obligé d'y entrer... »

Trois décrets, parus le 24 octobre 1945, firent passer sous propriété de l'État toutes les banques, les compagnies d'assurances, les sociétés par actions, les industries-clefs et les entreprises de grande envergure. Tous les établissements des industries-clefs (mines, fonderies et aciéries, électricité, etc.), quelle que fût leur taille, se trouvèrent nationalisés. Il en fut de même, dans les autres industries, pour toutes les entreprises employant un nombre déterminé d'ouvriers ou possédant certaines capacités techniques.

Au 1<sup>er</sup> novembre 1946, la propriété (en pourcentages du nombre total des travailleurs) était ainsi répartie :

	TERRITOIRES TCHÈQUES				SLOVAQUIE
	Propriétés de l'Etat (et des communes)	Administrées par l'État	Coopératives	Privées	Industries nationalisées
	–	–	–	–	–
Industries de moyens de production	79,2	10,3	0,2	10,3	83,1
Industries des moyens de consommation	44,2	14,3	1,0	39,5	52,9
Industries non directement affectées par la nationalisation	11,9	13,2	2,0	72,9	18,9
Total pour l'industrie	61,6	11,6	2,4	24,4	57,7

Aucune nouvelle loi de nationalisation n'a été promulguée entre le 24 octobre 1945 et février 1948 ; on peut donc admettre qu'au cours de cette période il n'y eut pas plus d'un quart de l'industrie (en fonction du nombre des ouvriers) sous propriété privée. Et, comme les entreprises particulières étaient de faible importance par rapport aux entreprises étatisées (en moyenne, chacune de celles-ci occupait huit fois plus de travailleurs qu'une entreprise privée), elles jouaient un rôle encore inférieur dans l'économie industrielle totale du pays.

Une nouvelle nationalisation eut lieu, en février 1948, après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, et la proportion de l'industrie privée tomba d'environ 25 % à 7 % du total (d'après le nombre d'ouvriers).

C'est donc en 1945 que l'État fit ses plus vastes acquisitions qui provinrent presque entièrement d'entreprises restées sans propriétaires, c'est-à-dire d'entreprises anciennement possédées par des Allemands.

La nationalisation de 1945 affecta à peine la bourgeoisie tchécoslovaque et ne toucha pas du tout les propriétaires tchécoslovaques de la moyenne et petite industrie. Après quoi, les dirigeants communistes proclamèrent qu'il n'y aurait plus de nouvelles mesures de ce genre. Ainsi, le 27 mars 1947, « Clément Gottwald, premier ministre de Tchécoslovaquie, déclara dans une interview que, d'après le programme du présent gouvernement, il est évident que celui-ci considère comme terminée l'étatisation dans le domaine de la production » (*Neue Zürcher Zeitung*, 29 mars 1947). Quelques semaines plus tard, à une réunion générale du conseil central des syndicats, Antonin Zapotocky, qui présidait, annonça : « Nous acceptons que des entreprises d'importance moyenne, voire certaines plus importantes, demeurent entre des mains privées, et nous ne voyons aucune raison pour modifier ce point de vue. »

Cependant, en février 1948, Gottwald et Zapotocky « oublièrent » toutes ces belles paroles et, pour la première fois, la bourgeoisie tchécoslovaque, y compris les patrons de la moyenne et de la petite industrie, fut sérieusement affectée par la nationalisation. Cette seconde opération fut d'envergure relativement faible après la grande de 1945.

## Yougoslavie

La première loi de nationalisation parut, en Yougoslavie, le 5 décembre 1946. Les deux chambres de l'Assemblée nationale adoptèrent à cette date des mesures faisant passer sous propriété de l'État des entreprises privées appartenant à quarante-deux branches de l'industrie, des transports, de la banque et du commerce en gros. Il serait cependant erroné de croire que, jusque-là, tous ces secteurs de l'économie fussent demeurés sous propriété privée. Dans la pratique, la nationalisation s'effectua sans sanction légale, sous couvert d'une loi promulguée le 24 novembre 1944 sur l'expropriation des biens de l'ennemi et de ses collaborateurs. Au 19 janvier 1946, *The Economist* estimait que la proportion de l'industrie étatisée ou coopérative était de 70 à 80 % en Yougoslavie, et le journal moscovite *Les Temps nouveaux* écrivait, le 15 mars 1946 : « Le gouvernement est en possession de 82 % de l'ensemble de l'industrie, les établissements privés comptant seulement pour 18 %. »

Après avoir jeté ce coup d'œil sur la propriété industrielle en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie, il est nécessaire d'examiner rapidement comment le commerce est contrôlé. Dans ces trois pays, la propriété privée s'est

maintenue très largement dans un domaine particulier, en plus de l'agriculture : celui du commerce de détail. Roman Zambrovsky mentionna, dans le discours cité plus haut, qu'en Pologne l'État et les coopératives n'effectuaient que 25 à 30 % du commerce de détail (dans le commerce de gros, la propriété privée a une part négligeable, celle de l'État étant de 59 % et celle des coopératives de 36,6 %, soit 95,6 % au total). La situation est analogue en Tchécoslovaquie. En ce qui concerne la Yougoslavie, B. Kidritch déclara : «Alors qu'en 1945 85 % du commerce étaient encore effectués par des boutiques particulières, 12 % par des coopératives et seulement 3 % par des magasins d'État, ces derniers atteignaient déjà 19,2 % en 1946, les coopératives 32p. 100, et les boutiques privées étaient descendues à 48,8 % » (B. Kidritch, *op. cit.*, p. 29).

*Au 31 mars 1948, la part du commerce privé n'était plus que de 1,78 %, celle des magasins d'État de 39,91 % et celle des coopératives de 58,31 %. (Ibid., p. 31)*

Une nouvelle loi vint, en mai 1948, nationaliser tout ce qui subsistait du commerce privé.

Dans ces trois pays, la proportion de l'économie restée entre des mains privées ne dépassa pas celle qu'elle avait dans la Russie soviétique à l'époque de la N. E. P.<sup>5</sup>.

## Hongrie et Roumanie

En Hongrie et en Roumanie, les demandes de réparations par la Russie et la constitution par elle de sociétés mixtes destinées à lui assurer le contrôle direct de certaines positions-clefs dans leur économie eurent pour résultat de retarder les nationalisations jusqu'à la fin des réquisitions, des démontages d'usines, etc., jusqu'à ce que les réparations eussent été presque entièrement payées et les sociétés mixtes déjà mises en place. La nationalisation s'effectua alors sur une vaste échelle dans le premier semestre de 1948.

Cette nationalisation n'est, pour le gouvernement russe, qu'un moyen pour obtenir une valeur ajoutée et une accumulation du capital, et son but n'est pas différent, dans le principe, de celui des sociétés mixtes dont le rôle est ouvertement de soutirer des « réparations ». L'incident suivant le démontre bien.

Après la grave défaite subie par le parti communiste hongrois aux élections générales (novembre 1945), où il ne recueillit que 17 % des votes, la bourgeoisie hongroise prit plus d'assurance et le gouvernement, dirigé par le parti des Petits Propriétaires paysans, essaya de retarder l'accord au sujet des sociétés mixtes. Le parti communiste déclencha alors soudainement une violente campagne pour la nationalisation de l'industrie sur une vaste échelle. Mátyás Rákosi, secrétaire général du parti et vice-président du Conseil des ministres, prononça un discours à Radio-Budapest, le 4 mars 1946, pour réclamer la nationalisation de toutes les industries dans lesquelles la Russie réclamait *justement* la constitution de sociétés mixtes. Il demanda, en outre, l'élimination des éléments réactionnaires du parti des Petits Propriétaires paysans. Le gouvernement céda, les sociétés mixtes furent créées et le parti communiste ne parla plus de nationalisation (pour un certain temps).

Cette nationalisation fut effectuée par petits morceaux en Hongrie. Les mines de charbon furent nationalisées en janvier 1946, les centrales d'énergie un peu plus tard, dans la même année. Cinq grands établissements Industriels furent soumis au contrôle de l'État, à titre temporaire, « jusqu'à la fin des réparations », en novembre 1946. Toutes les banques furent étatisées en septembre 1947. Cependant, jusqu'à la loi du 25 mars 1948, un quart de l'industrie lourde et les quatre cinquièmes du reste de l'industrie demeurèrent sous propriété privée. A la suite de cette loi, toutes les entreprises industrielles employant plus de cent personnes devinrent propriété de l'État. Celui-ci posséda dès lors 78 % de l'industrie, d'après le nombre d'ouvriers. Le 28 décembre 1949, le gouvernement décida de prendre en charge toutes les entreprises employant plus de dix ouvriers et toutes celles possédées par le capital étranger. Bien entendu, les lois de nationalisation ne touchèrent pas aux sociétés mixtes.

La manière dont l'étatisation fut exécutée en Hongrie illustre bien les procédés tactiques des chefs communistes et leur conviction que la participation active des ouvriers à cette nationalisation n'était pas nécessaire. Le lundi de Pâques 1948 fut déclaré férié. Les usines étant ainsi vides de leur personnel, des fonctionnaires vinrent en proclamer la saisie. Quand les ouvriers rentrèrent, le lendemain, ils avaient changé de patron (*Continental News Service*, 16 avril 1948).

En Roumanie, le premier pas vers la nationalisation fut la création, durant l'été, de 1947, d'un certain nombre de conseils industriels qui groupèrent les établissements de diverses branches, surveillèrent la répartition des matières premières et déterminèrent les plans de production. Le terrain se trouva ainsi préparé pour la première loi sur la nationalisation de l'industrie, en date du 11 juin 1948. Ce jour-là, sans en avoir parlé au préalable, le gouvernement présenta au parlement un projet qui devint loi au bout de trois heures de discussion et décrétait l'étatisation de l'immense majorité des industries. Quelques mois plus tôt, du 21 au 23 février 1948, au congrès du parti des Ouvriers roumains (communiste), qui devait arrêter la politique de la Roumanie pour l'avenir immédiat, il n'avait pas été fait

<sup>5</sup> Selon l'*International Press Correspondence*, hebdomadaire du Komintern, du 26 novembre 1927, le pourcentage de l'industrie privée, dans la production russe totale, fut de 18,7 % en 1925-1926. Dans le commerce de gros, la part de l'entreprise privée au chiffre d'affaire général fut de 9,4 % et de 38,8 % dans le commerce de détail. (En 1927-1928, les chiffres respectifs furent 1,5 et 27,0.)

mention d'une prochaine nationalisation à grande échelle. Toutes les compagnies pétrolières, y compris celles où des capitaux étrangers étaient investis (sauf le Sovrompetrol), furent étatisées, aussi bien que toutes les usines métallurgiques employant plus de 100 ouvriers, les filatures utilisant une puissance de plus de 100 CV, les scieries disposant de plus de 20 CV, toutes les compagnies de navigation (sauf celle de la Sovrom), les chemins de fer, les entreprises de radio et de téléphones, ainsi que toutes les banques (sauf la Sovrombank).

## *Bulgarie*

Le gouvernement bulgare posséda seulement 6 % de l'industrie du pays jusqu'au 23 décembre 1947, jour où, d'un seul coup, pratiquement toute cette industrie fut nationalisée. L'État en prit 93 % (il en resta 2 % aux mains des coopératives et 5p. 100 sous propriété privée), 100 % des banques et des compagnies d'assurances, 100 % du commerce avec l'étranger. (Pour une paix durable, pour une démocratie populaire I organe du Kominform, 15 décembre 1948.) Cyril Lazarov, dans le *Rabotnitchesko Delo* du 31 octobre 1948, évalua la part de l'État dans le commerce en gros à 64 % et dans le commerce de détail à 22,3 %.

Bien que l'Autriche et la Finlande soient en dehors de la zone que nous étudions, elles fournissent de précieuses indications sur les véritables motifs inspirant l'attitude des divers partis communistes en face des nationalisations.

En Autriche, c'est la Russie qui constitue le principal obstacle à celles-ci, alors que la bourgeoisie autrichienne et les puissances occidentales en paraissent des partisans enthousiastes.

Par une vaste nationalisation de l'industrie, le parlement de Vienne escomptait mettre fin aux démantèlements d'usines et à la prise de possession des industries par les Russes. En juillet 1946 fut donc votée une loi, basée sur le programme électoral des trois partis composant la coalition gouvernementale (y compris le parti communiste) et prévoyant la nationalisation de 71 grandes entreprises. Le haut commandement soviétique protesta, sous prétexte qu'elle porterait atteinte aux droits russes sur les réparations, et le veto soviétique empêcha la loi d'être promulguée. Aussitôt le parti communiste renversa sa politique en se faisant l'adversaire de la nationalisation.

En Finlande, le parti démocrate populaire (communiste) se trouvait dans une situation tactique plus favorable ; la Commission de contrôle russe ayant de très bonne heure informé le gouvernement finlandais que « la nationalisation était contraire aux intérêts soviétiques », il put donc s'y opposer en temps utile.

Les différences entre les politiques suivies dans les divers pays montrent bien que ces politiques ont été déterminées, dans chaque cas, uniquement par l'intérêt des maîtres de la Russie. Il est bien évident, par conséquent, que, pour celle-ci, la nationalisation est seulement un moyen de faire passer l'industrie entre les mains de l'État, c'est-à-dire entre les mains des maîtres de cet État : la classe russe dirigeante.

## Chapitre III — Rareté du capital

### Les problèmes du développement agricole

En étudiant la situation économique des pays de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, nous constaterons qu'aucune redistribution du revenu et de la richesse de la nation ne saurait, par elle-même, améliorer radicalement les conditions de vie de leurs peuples. Si, par exemple, toute la surface agricole de ces pays (et non pas seulement les grands domaines fonciers comme ce fut le cas) était répartie également entre tous les paysans (« le partage noir », ainsi que disaient les révolutionnaires russes, sous le tsar), l'unique résultat serait d'égaliser la pauvreté. Tant que la majorité des habitants resteront adonnés à l'agriculture et que la productivité du travail agricole demeurera aussi faible qu'elle l'est actuellement, aucune amélioration réelle n'est possible.

Le niveau de la production par tête de la population agricole est extrêmement bas, comme on peut facilement s'en rendre compte en le rapprochant de celui d'autres pays. Il est difficile, bien entendu, de comparer la productivité agricole de différents pays qui produisent des articles divers dans des proportions variables. Fort heureusement, Wilbert E. Moore a entrepris une importante besogne de statistique pour essayer d'atteindre ce but au sujet de certains pays européens (*op. cit.*). Il évalue les quantités de produits agricoles d'après une valeur constante qu'il appelle l'unité de récolte (U. R.). Pour la moyenne des années 1931-1935, les résultats ont été les suivants (le calcul de l'index a été effectué en partant des chiffres en valeur absolue donnés par Moore) :

#### PRODUCTION AGRICOLE PAR PERSONNE DÉPENDANT DE L'AGRICULTURE ET PAR HOMME TRAVAILLANT A L'AGRICULTURE

	Par personne dépendant de l'agriculture		Par homme travaillant à l'agriculture	
	Unités de récolte.	Index	Unités de récolte.	Index
	–	–	–	–
Danemark	152	100	411	100
Angleterre et Galles	137	90	306	74
Pays-Bas	114	75	302	73
Suisse	84	55	213	52
Belgique	95	62	230	56
France	75	49	204	50
Allemagne	84	55	244	59
Tchécoslovaquie	54	30	146	36
Hongrie	33	22	96	23
Pologne	21	14	72	17
Roumanie	21	14	67	16
Bulgarie	20	13	70	17
Yougoslavie	17	11	55	13
Albanie	10	7	32	8

(*Op. cit.*, p. 35.)

Bien qu'il y ait des différences dans la productivité agricole des divers pays de l'Europe orientale, il existe une

inégalité beaucoup plus grande entre l'Europe occidentale et l'Europe orientale prises en bloc, celle de la première étant de quatre à cinq fois supérieure à celle de la deuxième.

C'est, dans une très large mesure, la conséquence directe de la plus grande densité de la population agricole en Europe orientale, comme le démontre une comparaison entre le nombre d'hectares cultivés par personne dépendant de l'agriculture. En prenant 100 pour le Danemark, on obtient les chiffres relatifs suivants :

Danemark	100	Tchécoslovaquie	54
Angleterre et Galles	112	Hongrie	59
Pays-Bas	47	Pologne	44
Suisse	35	Roumanie	46
Belgique	57	Bulgarie	20
France	108	Yougoslavie	37
Allemagne	71	Albanie	22

Bien évidemment il n'y a pas corrélation exacte entre le classement des pays selon la productivité par personne dépendant de l'agriculture et le classement par quantité d'hectares cultivés. On peut constater cependant que cette corrélation existe, jusqu'à un certain point, en comparant les pays de l'Europe occidentale et ceux de l'Europe orientale pris en groupe. Dans les premiers, on cultive deux fois plus de terre par personne dépendant de l'agriculture que dans les seconds.

Cette grande densité de la population agricole des pays orientaux par rapport aux occidentaux explique dans une certaine mesure la faible productivité par tête de cette population dans les premiers. Pour compléter l'explication, il faut mentionner un autre élément, à savoir que la production par unité de surface est plus faible en Europe orientale qu'en Europe occidentale. Le tableau suivant le montre clairement :

#### PRODUCTION AGRICOLE PAR HECTARE

	Unité de récolte	Index		Unité de récolte	Index
	—	—		—	—
Danemark	57	100	Tchécoslovaquie	31	54
Angleterre-Galles	46	81	Hongrie	21	37
Pays-Bas	91	160	Bulgarie	19	33
Suisse	89	156	Pologne	18	32
Belgique	63	111	Roumanie	17	30
France	26	46	Yougoslavie	17	30
Allemagne	44	79	Albanie	17	30

Si la population agricole de l'Europe orientale devait obtenir la même quantité de produits par tête qu'en Europe occidentale, il faudrait non seulement en faire disparaître la moitié, mais doubler la production.

Cette faiblesse de la productivité n'est pas le résultat de la mauvaise fertilité du sol. Bien au contraire, le sol de l'Europe orientale, particulièrement l'excellente terre noire de la vallée du Danube, est, dans l'ensemble, beaucoup plus riche que celui de l'Europe occidentale, pauvre de nature. Elle est due à trois causes principales : la rareté du bétail, l'emploi restreint des engrais et le manque de matériel et de machines agricoles.



## DENSITÉ DU BÉTAIL (1938)

	Bétail par 100 hectares	Porcs par 100 hectares
	Dans les régions agricoles	
Tchécoslovaquie	59,1	65,3
Hongrie	24,9	55,3
Pologne	41,3	40,6
Roumanie	23,5	23,5
Bulgarie	41,0	22,1
Yougoslavie	29,8	46,0
Allemagne	69,8	122,5
France	45,2	34,4
Danemark	103,1	106,1

(P. E. P. — Political and Economical Planning, *Economic Development in S. E. Europe*, 1945, p. 34.)

Dans ce tableau, les chiffres indiqués pour les pays d'Europe orientale comprennent un grand nombre de bœufs et de buffles, utilisés principalement comme animaux de trait. Pour la qualité de son bétail, l'Europe orientale se compare encore plus défavorablement à l'Europe occidentale que pour la quantité. En ce qui concerne le matériel et les machines agricoles, l'étude du P. E. P. déclare :

*La valeur de l'ensemble du matériel agricole employé par hectare de terre arable était évaluée, par une source roumaine, à 1 000 lei (environ une livre sterling) pour la Roumanie, à 2 000 lei pour la Bulgarie, à 3 000 pour la Pologne, contre 15 000 lei pour l'Allemagne et 42 000 lei pour la Suisse. Les différences étaient encore beaucoup plus grandes dans le domaine des machines agricoles. D'après une source allemande, fixant à 100 (en termes de poids) les machines utilisées sur un hectare en Allemagne, les chiffres seraient de 14 pour la Bulgarie, de 5 pour la Yougoslavie, de 3 pour la Roumanie. (Ibid., p. 32.)*

La comparaison entre les quantités d'engrais employés est également défavorable à l'Europe orientale, comme le montre le tableau suivant :

EMPLOI DES ENGRAIS ARTIFICIELS  
de 1930 à 1940 (kilos par hectare de terre arable)

	Nitrates	Phosphates	Potasse
	–	–	–
Tchécoslovaquie	4,4	8,9	5,0
Pologne	1,1	2,3	1,4
Hongrie	0,1	0,9	0,1
Yougoslavie	0,1	0,4	0,1
Roumanie	0,02	0,06	0,01
Bulgarie	0,01	0,00	0,01
Allemagne	18,0	21,4	31,3
France	7,0	17,6	8,7
Danemark	10,7	24,1	7,9

(*Ibid.*, p. 31.)

Un certain nombre d'autres éléments réagissent sur le bien-être de la population agricole. Les paysans d'Europe orientale souffrent de la mauvaise organisation de la vente de leurs produits. Deux exemples suffiront. A Zurich, 63 % du prix de détail du lait vont au producteur (le reste étant réparti entre les commerçants en gros, de détail et les transporteurs) et, à Copenhague, 65 %. Même aux États-Unis, où le lait est transporté sur de très grandes distances, le fermier reçoit 46,8 %. Par contre, à Varsovie, il n'obtient que 30 % et, à Belgrade, que 37,5 % (*Ibid.*, p. 94-95). Dans *World Agriculture* (1932), le Royal Institute of International Affairs parle d'une ferme roumaine produisant de l'orge et vendant celui-ci 1 006 lei ; avant que l'orge fût sorti du pays, les profits des intermédiaires et les frais de transports majoraient ce prix de 1 202 lei (p. 106).

Le prix élevé des marchandises industrielles essentielles joue encore contre la prospérité des paysans.

Le tableau suivant, indiquant les variations des prix agricoles et industriels en Hongrie (pour juillet), montre combien les produits industriels furent plus chers que les produits agricoles dans la période qui précéda la deuxième guerre mondiale :

	1913	1925	1929	1933	1936	1937
	–	–	–	–	–	–
Agricoles	100	125	114	57	71	80
Industriels	100	138	133	107	117	125

(E. Hertz, *The Economic Problems of the Danubian States*, Londres, 1947, p. 194.)

Ce phénomène fut exposé de la façon suivante, peu de temps avant le dernier conflit, par un paysan croate parlant à un enquêteur britannique :

*La vie devient de plus en plus difficile. Les prix que nous pouvons obtenir sont tellement bas. Voyez, ayant 1914, je pouvais me procurer deux paires de souliers pour un quintal de blé. Aujourd'hui, il me faut donner deux quintaux pour une seule paire. Pour un kilogramme de pointes, il me faut céder un kilo de laine. Quand je vendais un mouton, avant 1914, je pouvais acheter, avec le prix, cinquante mètres de cotonnade. Je ne peux plus obtenir cette quantité même en vendant quatre moutons.*

*Les choses ne vont pas mieux sur la côte de Dalmatie. Avant 1914, on pouvait avoir un vêtement de drap pour un hectolitre de vin. Aujourd'hui, cela coûte trois hectolitres. Avant 1914, on se procurait dix boîtes d'allumettes pour un litre de vin, aujourd'hui c'est le prix d'une simple boîte. (P. Lamartine-Yates et D. Warriner, Food and Farming in Post-War Europe, Londres, 1943, p. 28).*

L'élévation des impôts accroissait les difficultés rencontrées par la grande masse paysanne de l'Europe orientale.

Enfin, mais non le moins important, il y avait le fardeau des dettes, résultat et aussi cause très sensible de la misère des paysans.

Il existe aujourd'hui deux groupes de pays où les populations agricoles jouissent d'un niveau de vie relativement élevé : d'une part, ceux qui produisent du blé et de la viande dans de vastes fermes, au matériel largement motorisé (États-Unis, Canada, Australie) ; d'autre part, les pays comme le Danemark, la Suisse, la Hollande et la Belgique qui s'adonnent à la production intensive des produits laitiers, de la viande et des légumes. Dans les deux cas, il n'y a pas plus de 20 à 30 % de la population totale à s'occuper d'agriculture, celle-ci, quand elle est bien organisée et hautement développée, étant alors l'accompagnement d'une organisation industrielle très évoluée. Les producteurs du premier groupe ont besoin d'un énorme marché, à l'échelle mondiale, ceux du second dépendent de l'existence d'une population urbaine possédant un niveau de vie très élevé, capable de payer suffisamment cher les produits laitiers, la viande, les œufs, etc. (C'est ainsi que la prospérité de la Hollande et du Danemark dépend de celle de la population urbaine de la Grande-Bretagne.) En Europe orientale, la croissance des pâturages et des plantes à racines est rendue difficile par la sécheresse du climat, la production intensive de viande, comme au Danemark, en Hollande, en Irlande, en Angleterre, etc., est donc impossible. Mais cette sécheresse n'interdit pas la production du lait ni l'élevage des porcs. Certaines régions offrent des conditions extrêmement favorables à la culture de certains produits spéciaux : le tabac et le raisin en Bulgarie et en Serbie, par exemple. D'autres régions — et elles constituent la plus grande partie de l'Europe orientale — conviennent mieux à la culture du blé, qui peut se faire sur le modèle américain, avec des tracteurs et des moissonneuses, et non avec des animaux de trait dont la nourriture annule une partie du sol arable. En beaucoup d'endroits, les meilleurs résultats pourraient être obtenus par la culture mixte, combinant la culture motorisée du blé avec une production intensive de lait, de légumes et de fruits, et un gros élevage de porcs. Mais, de quelque façon que se développe l'agriculture dans ces régions, l'expérience a montré que le facteur décisif pour l'élévation du niveau de vie dans les campagnes, c'est l'accès à des marchés urbains ne cessant de se développer. Il n'est pas possible d'élever le taux de la production agricole, pas possible d'améliorer le niveau de vie, sans une industrialisation rapide permettant d'absorber l'excédent de la population rurale, fournissant des débouchés aux produits agricoles et fabriquant du matériel et des machines pour la culture ainsi que des articles industriels de consommation pour les paysans. En outre, ceux-ci ont besoin d'un « gouvernement ne coûtant pas cher » et d'un système de vente peu onéreux.

## **Les problèmes du développement industriel**

Pour industrialiser l'Europe orientale, il faudra d'énormes capitaux dont l'ampleur peut être calculée en considérant le nombre de gens que devra absorber l'industrie. Bien évidemment ce calcul ne peut être que très approximatif et ne peut servir que d'illustration.

Tout d'abord, il y a l'excédent de population agricole. W. E. Moore le détermine en évaluant le standard « raisonnable » de cette population en Europe. Le résultat est le suivant :

## POPULATIONS AGRICOLES « STANDARD » ET « EXCÉDENTAIRES » EN EUROPE ORIENTALE VERS 1930

	Population dépendant de l'agriculture (en milliers)	Population « standard » (en milliers)	Excédent	%
	–	–	–	–
Tchécoslovaquie.	4 812	5 038	-226	-4,7
Hongrie	4 472	3 471	1 001	22,4
Pologne	19 347	9 425	9 922	51,3
Roumanie	13 069	6 348	6 721	51,4
Bulgarie	4 088	1 921	2 167	53,0
Yougoslavie	10 629	4 097	6 532	61,5
Albanie	800	178	622	77,7
	–	–	–	–
Totaux	57 217	30 478	26 739	46,7

(*Op. cit.*, p. 63-64.)

Ainsi donc, 46,7 % de la population agricole de l'Europe orientale est « en excédent », c'est-à-dire près de la moitié.

Sur sa population active, utilisable dans l'industrie et les services, l'agriculture peut céder environ 12 millions de personnes.

Ces calculs de W. E. Moore sont basés sur l'hypothèse que, si le niveau moyen de production des produits agricoles pour l'ensemble de l'Europe devait régner en Europe orientale, il y aurait un excédent de population de 26 700 000 personnes sur lesquelles 12 millions seraient utilisables ailleurs. Mais, si l'on suppose que le niveau de production demeure le même, le calcul de l'excédent sera différent. Ce calcul a été fait par Pep, qui estimait qu'en 1937 l'excédent de population agricole dans les pays de l'Europe orientale était de 14 à 15 millions de personnes (c'est-à-dire à peu près la moitié du chiffre de W. E. Moore), dont 6 millions seraient utilisables dans l'industrie et les services.

La guerre a provoqué un changement considérable en ce qui concerne l'« excédent » de population agricole en Pologne. La population totale de ce pays est tombée du chiffre de 35 090 000, estimé pour 1938, à 23 800 000, estimé pour 1948, en conséquence de la destruction de 6 millions d'habitants par les nazis et de la modification des frontières qui a fait passer en Russie 6 millions d'Ukrainiens et de Blancs-Russes. Environ 32 100 000 personnes vivaient avant la guerre dans les limites actuelles. Il semble donc que la Pologne ait « résolu » le problème et puisse être exclue de la liste des pays possédant un excédent de population agricole. Même ainsi, la surpopulation des pays de l'Europe orientale dans son ensemble demeure un problème très vaste : selon W. E. Moore, il y aurait un « excédent » de population agricole de 17 millions de personnes ; de 9 millions selon Pep.

L'accroissement naturel de la population constitue un autre élément. L'Europe orientale subit actuellement ce qu'on a appelé la « révolution vitale » ou, plus exactement, sa première partie. Au cours de ce stade (que l'Europe occidentale a connu pendant le XIX<sup>e</sup> siècle), le taux de mortalité diminue rapidement (en conséquence du développement de l'hygiène, etc.), tandis que le taux des naissances se maintient. L'accroissement naturel de la population est donc très élevé. Dans la seconde partie de la « révolution vitale », c'est au tour du taux des naissances à décroître avec rapidité (stade actuellement atteint par l'Europe occidentale). Aujourd'hui, l'accroissement annuel de la population est trois fois plus élevé à l'est qu'à l'ouest de l'Europe. C'est seulement lorsque la majorité de sa population sera devenue urbaine (avec le développement du contrôle des naissances qui en découlera) que l'Europe orientale achèvera le premier stade. En attendant, il arrive chaque année, selon Pep, 610 000 personnes en âge de travailler, utilisables dans l'industrie et les services (professions libérales, etc.). Elles devront être absorbées au cours du développement industriel aussi bien que les 6 millions, ou plus, d'individus excédentaires dans la population agricole. On se rendra compte de l'ampleur du problème en sachant que les mines et l'industrie manufacturière de ces pays n'ont absorbé, annuellement, de 1935 à 1937, que 270 000 personnes. Si l'absorption annuelle dans les mines, l'industrie et les services était de 700 000

personnes, il faudrait deux générations rien que pour faire disparaître l'excédent de la population agricole, sans que la densité de celle-ci atteigne le niveau prévalant en Europe occidentale.

Même cette industrialisation d'ampleur modeste nécessitera d'immenses capitaux. Dans son livre *The Industrialisation of Backward Areas* (Oxford, 1945), K. Mandelbaum évalue à 450 livres sterling le capital exigé par l'entrée de tout nouveau travailleur dans une industrie moderne à grande échelle, en Europe orientale. Pour calculer le coût total de cette industrialisation, il faut tenir compte des investissements obligatoires dans tous les services publics qui s'y rapportent (logements, routes, électricité, gaz et fourniture de l'eau, etc.), qui doubleront au moins la somme. Sur cette base, l'emploi de 700 000 personnes supplémentaires par an réclamerait de 600 à 650 millions de livres sterling (aux prix d'avant la guerre), soit de 2 400 à 2 600 millions de dollars. C'est vraiment quelque chose d'énorme par rapport au revenu national des pays de l'Europe orientale que Colin Clarke évalue comme suit :

PAYS	REVENU NATIONAL (millions d'unités internationales) <sup>1</sup>
—	—
Pologne	3 428
Tchécoslovaquie	2 680
Hongrie	1 205
Roumanie	1 471
Yougoslavie	1 352
Bulgarie	524
Totalitaires	10 660

Les 2 400 à 2 600 millions de dollars qui devraient être investis afin de procurer de l'emploi aux 700 000 travailleurs supplémentaires par an dans l'industrie et les services constituent de 22 à 24 % du revenu national réel<sup>2</sup>. Avant la guerre, les investissements annuels moyens en Europe orientale correspondaient seulement à 4 % de ce revenu.

Bien évidemment une industrialisation de cette ampleur, sans aide extérieure, exigerait l'investissement de sommes beaucoup plus considérables que celles qui pourraient être économisées volontairement par les habitants. Le processus de l'accumulation du capital apparaîtrait à la grosse majorité de ceux-ci comme une imposition arbitraire, contraire à leurs véritables intérêts. Or une industrialisation forcée, sur une échelle assez vaste pour absorber en deux générations l'accroissement naturel de la population et l'excédent de la population agricole, ne peut s'effectuer qu'en contraignant les gens à économiser. Il en résulterait des conséquences extrêmement importantes dans toutes les relations économiques à l'intérieur du peuple — entre les ouvriers et les paysans, d'une part, et l'État, de l'autre, entre les dirigeants et les administrés — aussi bien que dans les rapports économiques et, partant, politiques entre les différents États, ainsi qu'entre les satellites et la « métropole ». Mais, avant d'aborder tous ces problèmes, il est nécessaire d'étudier l'influence exercée par la Russie sur l'accumulation du capital en Europe orientale.

1 L'« unité internationale » est définie comme la quantité de biens et de services qui pouvait être achetée pour un dollar, aux États-Unis, au cours de la décennie 1925-1934 (Colin Clark, *The Conditions of Economic Progress*, Londres, 1940, p. 40).

2 K. Mandelbaum, qui a étudié spécialement, dans le plus grand détail, l'industrialisation de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Grèce, a calculé que l'absorption de 700 000 personnes par an par l'industrie et les services nécessiterait « plus de 15 % de l'ensemble des revenus nationaux de ces pays ». (Le remplacement de la Grèce par la Tchécoslovaquie ne modifie pas sensiblement le calcul, car l'accroissement du revenu national, par habitant, serait seulement de 9 % d'après les chiffres de Clark.)

## Chapitre IV — La Russie et l'économie des états satellites

### Le manque de capitaux en U. R. S. S.

L'étendue dans laquelle la Russie peut aider à l'industrialisation de l'Europe orientale est déterminée avant tout par la mesure où son revenu national est supérieur à celui de ses satellites. Colin Clark nous a donné sur ce point une réponse sans équivoque :

	PÉRIODE	REVENU RÉEL PAR TRAVAILLEUR (unités internationales)
	—	—
Tchécoslovaquie	1925-1927	455
Hongrie	1925-1934	359
Pologne	1925-1934	352
Yougoslavie	1925-1934	330
Bulgarie	1925-1934	284
Roumanie	1925-1939	243
	Moyenne	344
U. R. S. S.	1937	379

(Ibid., pp. 40, 86.)

Le revenu réel par membre de la population laborieuse était plus bas en U. R. S. S. qu'en Tchécoslovaquie, mais plus élevé que dans les autres pays d'Europe orientale. Le chiffre moyen pour ceux-ci lui était inférieur d'environ 10 %. Pour conserver sa valeur à la comparaison, il importe de se rappeler que le revenu réel par membre de la population laborieuse au cours de la période 1925-1934 (c'est-à-dire y compris la crise économique de 1929-1933) était de 1 069 en Grande-Bretagne et de 1 381 aux États-Unis, soit respectivement plus élevé de 182 % et de 264 % que dans l'U. R. S. S. en 1937.

Il faut tenir compte d'une autre considération. L'accumulation du capital dépend non seulement d'un niveau du revenu permettant d'économiser en s'abstenant d'une consommation immédiate, mais exige également que l'épargnant (direct ou indirect) puisse recevoir les articles fondamentaux dont il a besoin. Si des paysans s'abstiennent de consommer la moitié de leurs produits, ils ne peuvent investir l'excédent dans la construction de chemins de fer s'il n'existe pas quelqu'un qui soit prêt à fournir les rails, les locomotives, etc., en échange de leurs produits agricoles. Dans ce domaine : fourniture des marchandises essentielles, la capacité de la Russie à aider les pays de l'Europe orientale est encore plus limitée. Son revenu n'est pas assez élevé pour qu'elle puisse en consacrer une partie à des investissements dans ces pays. Son industrie lourde, qui produit les marchandises essentielles — constituant le principal de tout investissement nouveau —, est bien trop faible pour en réserver une partie importante aux satellites. La chose deviendrait parfaitement claire si nous pouvions comparer la quantité de marchandises essentielles produites per capita en U. R. S. S. avec celle produite par les pays occidentaux, mais nous ne disposons pas des statistiques nécessaires, et il nous faut recourir à un mode de comparaison moins exact pour jeter quelque lumière sur le sujet. Nous allons comparer les productions d'acier, matière principale servant à fabriquer les marchandises essentielles. En 1937, l'U. R. S. S. fabriqua 105 kilos d'acier per capita contre 397 aux États-Unis (1929), 291 en Allemagne (1929), 279 en Angleterre (1929) et 188 en France (1929).

Le *Manchester Guardian* du 19 mai 1949 parle des besoins des pays satellites en marchandises essentielles et de l'incapacité de la Russie à les satisfaire :

*Les satellites de la Russie ont un besoin très réel d'accroître leur commerce au delà du rideau de fer. Il leur faut absolument des machines fournies par l'Europe occidentale et des matières premières venant du*

*Commonwealth britannique. Le trafic avec la Russie a complètement échoué à prendre dans leur économie la place qu'y tenait l'Occident, et l'Allemagne plus particulièrement. Les Russes ne peuvent fabriquer assez de marchandises essentielles pour satisfaire leurs propres besoins et l'industrialisation de l'Europe orientale ; ce sont naturellement les satellites qui s'en passent.*

C'est ce qui explique pourquoi deux au moins de ces satellites, la Tchécoslovaquie et la Pologne, ont clairement manifesté leur désir de participer au Plan Marshall. Le 4 juillet 1947, le gouvernement tchécoslovaque décida, à l'unanimité, d'accepter l'invitation à la conférence réunie à Paris pour discuter ce plan. Quelques jours plus tard, Gottwald et Masaryk se rendirent à Moscou et, au bout de trois jours, Prague fit connaître que le gouvernement refusait de participer à la conférence. Alors même que les satellites, sur l'ordre du Kremlin, s'inclinèrent sur cette question, l'incapacité où était la Russie de satisfaire leurs besoins les obligea, de façon de plus en plus pressante, à essayer d'obtenir du matériel de l'Europe occidentale. Cette nécessité s'exprima d'elle-même dans le cas de la Yougoslavie, qui se révolta contre l'ukase (voir troisième partie : « Le Satellite rebelle »), et, dans le cas des autres, par un appel à l'Occident pour leur fournir ces marchandises, appel de caractère tellement impératif que Moscou n'y mit pas, cette fois, son veto. A la conférence de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, les délégués polonais et tchèques réclamèrent des relations commerciales avec l'Occident, afin d'obtenir des marchandises essentielles. Le délégué bulgare déclara que son pays ne pouvait améliorer sa situation économique d'une manière sensible s'il n'accroissait pas ses importations, notamment celles des machines venant de l'ouest. (Documents des Nations Unies, E/ECE/SR4/1-25.)

La Russie, dont la population se consacre en majorité à l'agriculture, se trouve devant le même problème que ses satellites (sauf les territoires tchèques et les zones soviétiques d'Allemagne et d'Autriche), c'est-à-dire l'industrialisation sur une vaste échelle. Les terribles destructions souffertes au cours de la deuxième guerre mondiale, aussi bien que la préparation d'un troisième conflit, qui réclame les mêmes matériaux que l'industrialisation — acier, charbon, machines, etc. — diminuent encore le pouvoir de la Russie de venir en aide aux pays de l'Europe orientale.

## Démantèlements, pillages, réquisitions

Quand les populations de cette Europe orientale, principalement celles des anciens pays ennemis, virent arriver l'Armée rouge et les fonctionnaires soviétiques, ceux-ci ne leur apportaient pas des cadeaux, des machines, des locomotives, etc. ; ils venaient les piller.

Staline oublia que l'Internationale communiste avait vitupéré pendant des années les articles du traité de Versailles relatifs aux réparations, et affirmé que les ouvriers allemands portaient le véritable fardeau de celles-ci sans avoir, d'aucune façon, tiré profit de la guerre. Les crimes commis par l'armée nazie, au cours du deuxième conflit mondial, furent incomparablement plus grands que ceux de l'armée impériale au cours du premier, mais le peuple allemand n'en retirera non plus aucun bénéfice. Bien au contraire, il fut lui-même la première victime de la terreur hitlérienne. Les 800 000 communistes, socialistes, syndicalistes, catholiques, etc., allemands (non compris les Juifs) qui passèrent par les prisons et les camps de concentration, au cours des douze années de règne de Hitler, en portent témoignage. Quel magnifique héroïsme il fallut aux gens désarmés et sans défense pour faire face à la brutale machine d'État, avec ses yeux qui voyaient tout et ses moyens illimités de répression ! Les partis communistes ne le savaient que trop bien. Immédiatement après juin 1941, ils proclamèrent que cette fois, à cause de la participation de la Russie à la guerre, il ne serait imposé aucun nouveau traité de Versailles avec des clauses relatives aux réparations, que le peuple allemand n'aurait pas à payer les crimes de ses dirigeants. Le prolétariat allemand, déclarèrent-ils, n'était pas plus responsable du conflit que ceux de France ou d'Angleterre, et ils exprimèrent, sur cette question des réparations, les mêmes opinions que l'Internationale communiste après la première guerre mondiale. Les chefs du parti communiste français expliquèrent, après ce premier conflit, pourquoi les ouvriers de leur pays devaient s'opposer à la réclamation de réparations de la part de l'Allemagne. Gabriel Péri écrivit un article intitulé « A la veille de la conférence des réparations », où il disait : « Les ouvriers de France et d'Allemagne n'ont qu'un seul intérêt, à savoir : de former un front révolutionnaire contre le capitalisme financier et l'industrie lourde dans les deux pays. Car les énormes sommes dont il s'agit (les réparations) seront naturellement extorquées aux masses laborieuses » (*International Press Correspondence*, 1<sup>er</sup> février 1929). Tout cela changea avec l'espoir d'une victoire russe. Quand l'U. R. S. S. devint la puissance capable de réclamer des réparations, l'opposition de principe à celles-ci s'évanouit aussitôt. Bien au contraire, elle décida d'en exiger beaucoup plus que le gouvernement français n'avait osé le faire en 1919.

Edward Charles a écrit dans *The Banker* d'avril 1945, au sujet des paiements de l'Allemagne après la première guerre mondiale : « Les réparations rapportèrent quelque 8 milliards de marks-or avant le Plan Dawes, et dix autres de septembre 1924 jusqu'à la fin. » Il est impossible de calculer de façon certaine le revenu national de l'Allemagne entre la fin du premier conflit et la mise en vigueur du Plan Dawes et, par conséquent, de dire quelle part les réparations en représentaient. Mais on possède le chiffre pour 1924-1932. Le revenu national total de l'Allemagne, au cours de ces neuf années, a été calculé à 564,3 milliards de marks et, au cours de cette même période, elle paya 9,8 milliards de réparations, soit 1,7 % de son revenu. Dans aucune des années qui suivirent immédiatement la fin du conflit, elle ne versa plus de 4 % de ce revenu. On peut recourir à d'autres critères, tels que le montant du budget ou la valeur des

exportations, pour évaluer le fardeau constitué par les réparations. Ses paiements passèrent de 12,9 % de son budget ou de 9,9 % de la valeur de ses exportations, en 1924-1925, à 25,7 et 18,4 % respectivement, en 1928-1929.

En ce qui concerne le pillage de l'Europe au cours de la deuxième guerre mondiale, les statistiques officielles allemandes admettent que le Reich obtint des pays occupés des « revenus spéciaux » s'élevant à 50 milliards de marks. L'évaluation britannique officielle, pour la même période, est de 12,8 milliards de dollars. Les deux chiffres concordent donc sensiblement. Presque tous les pillages eurent lieu immédiatement après l'occupation. Nous ne sous-estimerons donc certainement pas ceux qui furent effectués après 1943 en leur donnant comme valeur la moyenne annuelle de la période 1939-1943 : sur cette base, le total des pillages effectués par les Allemands se calcule entre 20 et 25 milliards de dollars.

La comparaison entre les réparations payées par l'Allemagne après le premier conflit — environ 18 milliards de marks ou 3,6 milliards de dollars — et les « réparations » prélevées par elle sur l'Europe au cours du second — 20 à 25 milliards de dollars — révèle que le capitalisme déclinant, sous la forme du régime hitlérien, a pris un caractère de pillage beaucoup plus accentué. Le professeur Varga, dans *La Guerre et la Classe ouvrière* du 15 octobre 1943, a exposé très clairement l'attitude de la Russie dans la question des réparations au lendemain du deuxième conflit mondial. Sa conclusion fut que l'Allemagne devait payer environ 90 milliards de marks, soit sensiblement 22 milliards de dollars, et il ajouta que le gouvernement russe réclamerait l'envoi de 10 millions de travailleurs allemands en U. R. S. S. pour effectuer les travaux de reconstruction.

Réclamer une somme aussi considérable et la venue de 10 millions de travailleurs, soit près d'un tiers de la classe ouvrière allemande, c'était interdire à l'Allemagne de demeurer un pays industriel important. En conséquence, Staline dut demander à Yalta que 80 % de l'industrie allemande fussent démontés dans les deux ans qui suivraient le cessez le feu (James F. byrnes, *Speaking Frankly*, Londres, 1948, p. 26-27).

L'Allemagne ayant été partagée entre l'est et l'ouest, la Russie ne voulut pas supprimer la possibilité d'exercer une influence sur le peuple allemand par l'intermédiaire du parti communiste ; elle n'insista donc pas pour obtenir les 10 millions d'ouvriers-esclaves, ni pour démanteler 80 % de l'industrie. Il n'en reste pas moins que la somme totale perdue par l'Allemagne directement ou indirectement du fait des diverses mesures prises à l'est après la guerre dépassa celle qu'avait réclamée Varga. Il est bien difficile de se faire un tableau précis de ce pillage, car il s'effectua selon les procédés les plus divers, et ceux qui l'exécutèrent prirent naturellement le plus grand soin de le dissimuler. Les faits suivants sont cependant incontestables.

Tout d'abord, des millions d'Allemands furent chassés de leurs foyers et perdirent tous leurs biens. Bierut, président de la Pologne, estima que son pays avait gagné à l'ouest, c'est-à-dire sur l'Allemagne, une valeur d'investissement de 9,5 milliards de dollars. Les biens des Allemands des Sudètes, en Tchécoslovaquie, étaient évalués à 4 milliards de dollars. Si nous admettons que les Allemands habitant dans les anciens territoires de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, etc., étaient en moyenne aussi riches que ceux de la partie du Reich annexée par la Pologne et de la région des Sudètes, on peut fixer le montant de leurs biens aux environs de 6 milliards de dollars. Ainsi donc, l'expulsion des Allemands rapporta, à elle seule, des « réparations » s'élevant à une vingtaine de milliards de dollars.

L'accord de Yalta décida en principe que l'Allemagne paierait des réparations d'un montant total de 20 milliards de dollars, dont la moitié irait à la Russie.

Après le second conflit mondial, contrairement à ce qui se passa après le premier, aucun chiffre sur la valeur des réparations ni aucune indication sur la forme qu'elles prirent n'ont été publiés.

## Réparations prises sur la Roumanie

L'armistice imposé à la Roumanie exigeait le paiement à la Russie de réparations prenant la forme de livraisons de marchandises pour une valeur de 300 millions de dollars d'après les prix du marché de 1938, soit de 700 à 800 millions de dollars d'aujourd'hui. Elles furent payées de la façon suivante : produits pétroliers, 50 % ; navires, chalands, locomotives, matériel industriel, 32 % ; produits agricoles et bois, 18 %. Le second groupe atteignit jusqu'à 10 % des exportations roumaines d'avant la guerre.

On ignore quelle part du revenu national ces réparations représentent. La seule indication a été donnée en juin 1947 par Tatarescu, vice-président du Conseil ; il déclara qu'elles s'élevaient à 50 % de la production totale de l'industrie roumaine. Il ne faut pas accepter ce chiffre sans réserve, car il fut donné à la veille du conflit de Tatarescu avec le parti communiste, conflit qui aboutit à son expulsion du gouvernement. Même s'il était exact, il ne serait pas d'un grand secours, parce qu'il se rapporte seulement à la production industrielle et non à l'ensemble de la production nationale.

En plus de ces réparations, la Roumanie dut céder, à titre de compensation pour les pillages effectués en Russie, 100 000 wagons de céréales, 260 000 têtes de bétail, 5 500 wagons de sucre, 250 tracteurs. (La plus grande partie du butin fait en Russie par les Roumains avait été naturellement, à cette époque, détruite ou perdue ; la « restitution » consistait à prendre des produits nouveaux ou des articles en bonne condition.)

Le matériel le plus important des raffineries de Ploesti fut démonté par les autorités militaires soviétiques, et les



Roumains durent encore céder un cinquième des machines de leurs industries textiles et métallurgiques. On se rappellera, en outre, que l'armée russe vivait sur le pays. Il n'existe pas de statistiques des frais ainsi causés à la nation, mais ils furent certainement très élevés. Selon une évaluation faite en février 1946 par La Guardia, alors directeur de l'U. N. R. R. A., les quatre armées occupant l'Autriche coûtèrent à ce pays 200 millions de dollars par an. L'effectif de l'armée russe occupant la Roumanie ne fut pas inférieur, pendant trois ans, à l'effectif total des quatre armées occupant l'Autriche au début de 1946. Étant donné le silence complet observé par les autorités soviétiques sur le montant des réparations exigées de la Roumanie, il est impossible d'ignorer l'évaluation donnée par Willard L. Thorp, délégué américain à la conférence de la Paix, à Paris. Il déclara le 23 septembre 1946 que la Roumanie avait payé 1 050 millions de dollars en réparations de tout genre et qu'il estimait à 950 millions de dollars la somme qui lui restait à acquitter. E. D. Tappe écrivit : « On a calculé que la Roumanie, de l'armistice au 1<sup>er</sup> juin 1948, livra effectivement à l'U. R. S. S. 1 785 millions de dollars de marchandises, etc., chiffre qui représenterait 84 % du revenu national du pays au cours de cette période » (R. R. Betts, *Central and South East Europe, 1945-1948*, Londres, 1950, p. 20-21).

## Réparations prises sur la Hongrie

La Hongrie dut livrer, au titre des réparations, des marchandises valant 300 millions de dollars aux prix de 1938 : 200 millions à l'U. R. S. S., 50 millions à la Tchécoslovaquie et 50 millions à la Yougoslavie. Dans ce total, il y eut 83 % de produits industriels et 17 % de produits agricoles. Cependant, en 1936-1937, les produits agricoles constituaient 62 % des exportations totales de la Hongrie, alors que les produits industriels n'en atteignaient même pas le tiers. Il est donc évident que l'industrie hongroise dut accomplir un effort extraordinaire pour fournir les marchandises livrées au titre des réparations, étant données surtout les terribles dévastations qu'elle avait subies pendant la guerre et l'ampleur de ses propres besoins.

Une évaluation faite par l'U. N. R. R. A. montre qu'en 1945 94 % de la capacité de production des industries mécaniques et métallurgiques hongroises étaient consacrés aux fournitures à la Russie. La délégation parlementaire britannique qui visita le pays au printemps de 1946 estima que le montant des réparations exigées s'élevait à 18 % du revenu national.

Le budget hongrois pour 1946-1947 prévoit pour les réparations une somme huit fois plus élevée que celle affectée à la reconstruction (et il ne faut pas oublier qu'une grande partie des pillages russes ne fut pas comprise dans le budget, car elle fut prise sur les industries placées officiellement entre les mains des Soviétiques). Dans une note au gouvernement du Kremlin, datée du 23 juillet 1946, l'ambassadeur américain à Moscou signala que la moitié de la production industrielle de la Hongrie servait à satisfaire les demandes russes. Dans certaines industries telles que celles du charbon, du fer et des machines, la proportion atteignait 80 à 90 %. A la conférence de Paris, en octobre 1946, les représentants américains déclarèrent qu'au cours de l'année ayant suivi l'armistice environ 35 % du revenu national hongrois avait servi à payer les réparations, les frais d'occupation et les réquisitions soviétiques. La délégation parlementaire britannique dont il a été question ci-dessus évalua les frais d'occupation à 12 % du revenu national, ce qui faisait, avec les réparations, un total de 30 %. Lorsque l'effectif de l'armée russe eut considérablement diminué et que la production eut dépassé le niveau d'avant la guerre, l'importance des réparations, des acquisitions, etc., dans le revenu national, diminua très sensiblement. Selon T. Mende, qui ne considérait pas sans sympathie le régime existant en Hongrie après la fin des hostilités, elle s'élevait de 7 à 11 % du revenu national (*Fortnightly Review*, juillet 1948). Quand Ernő Gerő, ministre des Finances, présenta le budget de 1939 au parlement hongrois, le 15 décembre 1948, il déclara que 25,4 % des dépenses avaient servi à payer les réparations au cours de l'année écoulée, alors qu'en 1949 la proportion serait seulement de 9,8 %. Cette réduction fut principalement due au fait que la Russie annula la moitié des réparations encore exigibles en juillet 1948.

On a évalué à 124 millions de dollars la valeur des machines, des locomotives, des wagons, etc., pris par l'armée russe en Hongrie, et ses réquisitions, du fait qu'elle vivait sur le pays, furent très coûteuses. Selon la note américaine du 23 juillet 1946, les forces soviétiques avaient prélevé, à la date de juin 1945, 4 millions de tonnes de blé, de seigle, d'orge, de maïs et d'avoine (la production annuelle de ces céréales dépassait légèrement 7 millions de tonnes avant la guerre). Sur les vivres disponibles pour la population urbaine dans la seconde moitié de 1945, l'armée soviétique s'appropriait presque toute la viande, un sixième du blé et du seigle, un quart des légumes, près des trois quarts du lard, un dixième des huiles végétales, un cinquième du lait et des produits de ferme. La note ajoutait que ces réquisitions excessives se poursuivaient encore en avril 1946. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque la pénurie de vivres était si grave en Hongrie que chaque habitant recevait 850 calories par jour seulement, c'est-à-dire moins qu'en Allemagne et en Autriche. Le taux de mortalité, particulièrement chez les enfants en bas âge, atteignit un chiffre inquiétant.

Même les pays qui ne furent pas les alliés du Reich pendant la guerre n'échappèrent pas à l'avidité des Russes pour le butin. Soixante grandes entreprises industrielles de la région des Sudètes et un certain nombre d'autres dans le reste de la Tchécoslovaquie furent démontées par l'armée soviétique. Dans la partie de l'Allemagne annexée à la Pologne, elle enleva, d'après les évaluations de Hilary Mine, ministre communiste de l'industrie, 25 à 30 % de tout l'équipement industriel de la région (discours prononcé à Varsovie le 20 octobre 1945). L'armée russe démonta également du matériel

dans l'ancienne Pologne, notamment dans les usines de textiles de Lodz et de Bialystok<sup>1</sup>.

## Le commerce entre la Russie et ses satellites

Un des caractères les plus importants de la politique de la Russie et de ses satellites en ce qui concerne le commerce extérieur, c'est la tendance à l'autarcie. On le voit nettement dans le tableau suivant se rapportant à l'U. R. S. S. :

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U. R. S. S.  
(millions de roubles-or d'avant 1914)

Année	Exportations	Importations
	—	—
1913 <sup>2</sup>	1 520,1	1 375,0
1924-1925	577,8	723,4
1927-1928	791,6	945,5
1932	574,9	704,6
1937	377,2	294,2
1938	287,8	300,4

Le tableau suivant, relatif au commerce extérieur de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Bulgarie, montre bien aussi cette tendance à l'isolement :

- 
- 1 Même la Chine arriérée n'échappa pas à l'avidité de la bureaucratie soviétique. Edwin Pauley, commissaire américain aux Réparations, visita la Mandchourie en juin 1946 et inspecta 80 % de l'industrie de guerre japonaise. Il déclara dans son rapport que l'enlèvement du matériel par les Russes avait pris de telles proportions que le développement de la Mandchourie en serait retardé d'une génération et le pays réduit à une économie agricole. Les principaux articles d'équipement enlevés furent les machines-outils et le matériel électrique, quoique, dans certains cas, des usines entières fussent démontées. La production de l'acier fut diminuée de plus de 50 %. Pauley estime qu'au total le matériel enlevé par les Russes atteignait la valeur de 850 millions de dollars (*The World Today*, août 1946). Ce fut une perte extrêmement lourde pour la Mandchourie, comme le démontre le fait que, de 1932 à 1943, les investissements japonais dans ce pays furent évalués à 5 393 millions de yen (environ 1 200 millions de dollars).
  - 2 Dans les frontières de 1914.

COMMERCE EXTÉRIEUR DES PAYS D'EUROPE ORIENTALE  
(millions de dollars aux prix de 1938)

	Importations			Exportations		
	1938	1947	1948	1937	1947	1948
	–	–	–	–	–	–
Entre eux et avec l'U. R. S. S.	154	184 <sup>3</sup>	355 <sup>3</sup>	161	162 <sup>3</sup>	314 <sup>3</sup>
Avec les autres pays	750	458 <sup>4</sup>	411 <sup>4</sup>	920	276 <sup>4</sup>	384 <sup>4</sup>
Totaux	904	642	766	1 081	438	698
En pourcentages :						
Entre eux et avec l'U. R. S. S.	17,0	28,6	46,3	14,9	37,0	45,0
Avec les autres pays	83,0	71,4	53,7	85,1	63,0	55,0
Totaux	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(D'après *Economic Survey of Europe in 1948*, Nations Unies, Genève, 1949.)

La Yougoslavie n'ayant publié aucun chiffre relatif à son commerce extérieur pour 1947 et 1948, il n'a pas été possible d'en tenir compte dans le tableau précédent. La tendance de ces pays à commercer entre eux et avec la Russie et à restreindre leurs rapports avec les nations indépendantes de celle-ci aurait été plus marquée encore.

On ne saurait prétendre, naturellement, que cette tendance soit entièrement du choix de ces pays eux-mêmes. Elle leur a été imposée, dans une mesure considérable, par les obstacles suscités au trafic Orient-Occident et dont les États-Unis portent la responsabilité. De même que tous les pays recevant l'aide Marshall, ils ont mis l'embargo sur les exportations vers l'Europe orientale des marchandises stratégiques, définies par la liste secrète du département d'État qui couvre, semble-t-il, tout le matériel important<sup>5</sup>. Les gouvernements orientaux s'en sont plaints en maintes occasions. (Voir, par exemple, les discours des représentants du bloc russe à la commission économique pour l'Europe des Nations Unies.)

Mais, avec une certitude au moins égale, le « rideau de fer » abaissé par les États-Unis n'est pas la seule ni même la cause principale de la tendance manifestée par les membres du bloc russe à commercer surtout entre eux. On s'en rend bien compte en examinant l'évolution du commerce extérieur soviétique depuis 1929, lorsqu'il n'était pas soumis aux conditions du blocus économique. Il fut très facile, au cours de la grande crise mondiale, à tous les pays désirant acheter, de conclure des accords commerciaux bilatéraux avec les autres. On en trouve une illustration dans le trafic de l'Allemagne avec l'Europe orientale à partir de 1936. La Russie n'en profita pourtant que dans une très faible mesure<sup>6</sup>. (Voir tableau précédent.)

En 1938, l'U. R. S. S. et les pays de l'Europe orientale se procuraient entre eux (Yougoslavie comprise) 17 % de leurs importations ; en 1948, ce chiffre était de 46,3 % (Yougoslavie non comprise), alors que les pourcentages

3 Moins la Yougoslavie.

4 Moins le commerce entre l'Allemagne et la Yougoslavie.

5 D'après le ministre polonais des Affaires étrangères, Modzelewski, celui-ci comprendrait : « la résine synthétique, les tubes de condenseur, les lampes de T. S. F., les appareils de mesure, les phonographes enregistreurs, les broches pour l'industrie textile, les roulements à billes, etc. ». (Discours prononcé le 2 novembre 1948 à la seconde commission de l'Assemblée générale des Nations Unies.)

6 Ceci démontre le caractère démagogique du slogan actuellement répandu en Grande-Bretagne par le parti communiste : « Commercez avec l'U. R. S. S. et les démocraties populaires ! » qui suppose que ces pays, contrairement aux États-Unis, sont prêts à faire un commerce dépourvu de tout caractère politique avec la Grande-Bretagne et tous les autres peuples ne possédant pas leur régime. L'U. R. S. S. et ses satellites ont cependant rompu à peu près toutes les relations commerciales avec la Yougoslavie après le conflit entre Tito et Staline (voir p. 238-239).

correspondants des exportations étaient 14,9 et 45.

L'analyse de la rubrique « Commerce entre eux et avec l'U. R. S. S. » révèle un fait très significatif. Le trafic entre les pays de l'Europe orientale n'est pas beaucoup plus important aujourd'hui qu'avant la guerre, c'est leur trafic avec l'U. R. S. S. qui a crû dans des proportions considérables :

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	(millions de dollars aux prix de 1938)					
	1938	1947	1948	1938	1947	1948
	–	–	–	–	–	–
Entre eux-mêmes	147	87	186	147	87	186
Avec l'U. R. S. S.	7	97*	169*	14	75*	128*

\* Yougoslavie non comprise

Alors que le commerce mutuel n'a crû que de 27 % de 1938 à 1948, les importations venant de l'U. R. S. S. ont augmenté de 2 314 % dans le même temps, et les exportations vers l'U. R. S. S. de 814 %. Il faut se souvenir que ces chiffres n'englobent pas les « réparations » payées à la Russie et que, s'ils comprennent le trafic de la Yougoslavie avec les autres pays d'Europe orientale, ils ne comprennent pas le trafic de celle-ci avec l'U. R. S. S. en 1948. Autrement, l'augmentation eût été encore beaucoup plus forte.

Les accords commerciaux à long terme conclus entre la Russie et les pays de l'Europe orientale prévoyaient un développement de leur trafic mutuel en 1949. Avec la Pologne, il devait s'élever de quelque 35 %, avec la Tchécoslovaquie de plus de 45 %, celui avec la Roumanie était prévu pour doubler et celui avec la Hongrie pour tripler. D'autre part, le trafic entre l'U. R. S. S. et la Yougoslavie devait être ramené, en 1949, à un huitième du chiffre de 1948.

Les besoins économiques de ces pays les conduiront progressivement à une intégration de plus en plus complète de leurs économies et à une augmentation du commerce entre eux (dès aujourd'hui, celui de la Tchécoslovaquie avec la Pologne et un certain nombre d'autres satellites s'est considérablement accru). Mais, tant que leurs régimes politiques demeureront inchangés, le commerce entre les satellites restera subordonné à celui de chacun d'entre eux avec la Russie. Il s'inscrit dans le cadre d'un empire de plus en plus autarcique. La création du Conseil pour l'aide économique mutuelle (ou « Comecon »), en janvier 1949, en vue de coordonner le trafic des « démocraties populaires » entre elles et avec l'U. R. S. S., est venue renforcer l'organisation de la *Grossraumwirtschaft* russe.

Passons maintenant des quantités de marchandises échangées à leur qualité. La composition du commerce actuel entre la Russie et ses satellites diffère énormément de celle du commerce entre une puissance impérialiste industrielle et ses colonies agraires. Si l'Angleterre est une grande importatrice de matières premières et de vivres venant de ses colonies et envoie à celles-ci des produits manufacturés, et si les conditions étaient très analogues entre l'Allemagne et les pays d'Europe orientale avant la guerre, la Russie exporte et importe à la fois des produits primaires et des produits manufacturés. Elle fournit à ses satellites des tracteurs et des machines industrielles aussi bien que des matières premières telles que du coton, du minerai de fer, du manganèse, des matières chimiques et du blé. Elle leur demande également des machines (en Tchécoslovaquie et en Hongrie) et des produits de consommation manufacturés. Elle livre des matières premières et reçoit une partie des objets fabriqués avec elles, elle donne du coton, par exemple, et obtient des cotonnades ; elle donne du cuir (particulièrement à la Tchécoslovaquie) et obtient des chaussures, etc. Cette composition du commerce de la Russie avec ses satellites démontre qu'elle se trouve en face du même problème qu'eux : l'industrialisation du pays<sup>7</sup>.

Les prix payés par la Russie pour les marchandises qu'elle achète à ses satellites et ceux qu'elle prend pour les marchandises qu'elle leur vend sont, pour quelque raison non précisée, tenus secrets. S'il est aisé, par exemple, de savoir combien de yards de cotonnades la Grande-Bretagne a vendus en 1948 en divers pays et à quels prix, la quantité et le prix des cotonnades vendues par la Russie à la Hongrie sont jalousement gardés comme un secret militaire. Tito, après sa rupture avec le Kominform, a pu déclarer qu'il existait « un commerce capitaliste entre les pays socialistes ». Aucun fonctionnaire du Kominform n'a démenti que les principes capitalistes prévalaient dans le trafic entre les « démocraties populaires » et entre elles et la Russie, et encore moins essayé d'exposer les autres principes sur lesquels il pourrait reposer. L'une des caractéristiques essentielles de ce commerce capitaliste c'est que, lorsqu'une des parties

<sup>7</sup> A l'avenir, il sera impossible, à ce qu'il semble, de voir comment le commerce extérieur des satellites russes est réparti entre les divers pays, car, au lieu d'être évalué en dollars, il le sera en roubles (ce qui est déjà le cas en Pologne).

exerce un monopole, elle peut généralement acheter à meilleur marché et vendre plus cher que l'autre. La tendance de la Russie et de ses satellites vers l'autarcie et le pouvoir politique exercé par le Kremlin sur les gouvernements de ces satellites — phénomènes connexes, naturellement — placent chacun de ces derniers dans une dépendance complète du commerçant monopolisateur. C'est ce qui explique à la fois la rareté des informations sur les prix et le caractère péjoratif pour la Russie de celles qui parviennent à filtrer et qu'on ne comprendrait pas autrement.

L'accord polono-soviétique, en date du 16 août 1945, stipulait qu'à partir de 1946 la Pologne livrerait à l'U. R. S. S., à des prix spéciaux, les quantités de charbon suivantes : 1946, 8 millions de tonnes, de 1947 à 1950, 13 millions de tonnes par an, puis 12 millions de tonnes annuelles tant que durera l'occupation de l'Allemagne. Ce charbon, en dépit de son prix très bas, ne devait pas être payé par des produits russes, mais par des réparations prélevées sur l'Allemagne et transférées à la Pologne. Selon le professeur W.-J. Rosé, le prix convenu était de 2 dollars par tonne (*Poland Old and New*, Londres, 1940, p. 290). Stanislaw Mikolajczyk, qui était vice-président du conseil des ministres à l'époque, déclare que l'accord fut conclu à un prix encore plus bas : 1,25 dollar par tonne (*The Pattern of Soviet Domination*, Londres, 1948, p. 158-159). Autant qu'on le sache, la Pologne n'a rien touché à ce compte. La Russie doit avoir une excuse toute prête : les puissances occidentales, contrairement à leurs obligations, ne lui ont pas fourni de réparations provenant de l'Allemagne occidentale. Quoi qu'il en soit, 12 ou 13 millions de tonnes de charbon à 2 ou 1,25 dollars, c'était vraiment très bon marché ! Au moment de la signature de cet accord polono-soviétique, le Danemark et la Suède offraient à la Pologne de lui payer la tonne de son charbon 12 dollars et, ultérieurement, 16. Cette seule transaction dépouilla donc la Pologne de plus de 100 millions de dollars par an<sup>8</sup>. La Russie, en 1948, a réduit ses demandes de charbon polonais à 7 millions de tonnes par an ; même ainsi, c'est une lourde perte financière pour la Pologne. Félix Belair nous donne, dans la *New York Herald Tribune* (cité par E. Germain, « L'Europe orientale depuis deux ans », [Quatrième Internationale, Paris, janvier-février 1949](#)), un autre exemple de ces étranges pratiques commerciales. Il parle de l'accord conclu entre l'U. R. S. S. et la Tchécoslovaquie, d'après lequel les chaussures fabriquées par celle-ci avec le cuir fourni par la Russie dans les anciennes usines Bata sont vendues à un prix fixé à 170 couronnes, bien que le prix alors payé pour chaque paire fût de 300 couronnes. A cette même époque, la Tchécoslovaquie, ayant été contrainte par la grave sécheresse de 1947-1948 d'acheter 600 000 tonnes de blé à la Russie, celle-ci lui fit payer plus de 4 dollars le boisseau (36 litres), alors que les États-Unis vendaient celui-ci 2,5 dollars. Le prix était donc supérieur de plus de 50 % à celui pratiqué sur le marché mondial. Le tabac bulgare fournit un autre exemple. L'U. R. S. S. acheta les quatre cinquièmes de la récolte de 1948 à un prix si bas qu'elle put le revendre en Italie, en dollars, 35 % moins cher que la Bulgarie elle-même, qui essayait alors de se procurer des devises avec le reste de son tabac. Le *Borba* du 31 mars 1949 a publié le fait suivant : alors qu'il en coûtait 500 000 dinars à la Yougoslavie pour produire une tonne de molybdène — l'alliage essentiel de l'acier —, la Russie ne payait cette tonne que 45 000 dinars avant la rupture entre Tito et Staline.

## L' « avantage » d'être la colonie d'une puissance impérialiste industriellement arriérée

Le retard industriel d'un pays impérialiste peut offrir certains avantages à ses colonies. Elles peuvent, à cause de ce retard, être considérées par la métropole comme une source supplémentaire d'énergie industrielle capable de l'aider sur le marché de la concurrence mondiale. Cette métropole voit donc le développement industriel de ses colonies d'un œil plus favorable qu'un pays plus évolué.

La meilleure illustration nous est fournie par la politique japonaise en Mandchourie. F. Sternberg, dans son livre *The Coming Crisis* (Londres, 1947), écrit : « Quand la Grande-Bretagne et la France créèrent leurs empires, elles étaient toutes les deux de grandes nations industrielles. Ces empires ne furent jamais prévus pour renforcer cette situation. Le Japon se trouvait dans des conditions différentes. Son but était de réaliser un développement lui permettant de réduire l'écart existant entre lui et les autres puissances capitalistes, de devenir aussi fort et même plus fort que celles-ci » (p. 73).

Il en résulta une exportation sans précédent de capitaux nippons vers la Mandchourie :

<sup>8</sup> Jamais les capitalistes britanniques n'ont tiré un profit annuel aussi énorme de leurs investissements dans l'Inde !

## INVESTISSEMENTS JAPONAIS EN MANDCHOURIE

(millions de yen)

1932	97,2
1933	151,2
1934	271,7
1935	378,6
1936	263,0
1937	348,3
1938	439,5
1939	1 103,7
1940	2 340,0
-	
1943	.

(Pour 1932-1939, G. G. Allen, M. S. Gordon, E. F. Penrose, E. B. Schumpeter, *The Industrialisation of Japan and Manchukuo*, New-York, 1940, p. 399 ; pour 1940-1943, A. J. Grajdanzev, « Manchuria : An Industrial Survey », *Pacific Affairs* décembre 1945.)

Le plan quinquennal mandchou (1937-1941) prévoyait l'investissement de 2 800 millions de yen, qui fut ultérieurement porté à 4 800 millions dans le plan révisé, puis, en septembre 1938, à 6 000 millions de yen. Il ne put être réalisé parce que le Japon manquait d'équipement, de main-d'œuvre en général et de main-d'œuvre qualifiée en particulier. Les investissements atteignirent seulement 3 000 millions de yen environ au cours de la période ouverte par le plan. Mais, même ainsi, il en résulta un accroissement considérable de la production, comme le montre le tableau suivant :

## PRODUCTION DE LA MANDCHOURIE

	Charbon (millions de tonnes)	Minerai de fer	Fonte (milliers de tonnes)	Électricité (millions de kWh)
		—	—	—
1932	7,1	0,7	368,2	593
1936	13,6	1,3	633,4	1 351
1940	21,0	1,3	1 061,2	3 250
1944	30,0	5,3 (1943)	1 174,9	3 250

(K. L. Mitchell, *Industrialisation of the Western Pacific*, New York, 1942, p. 75-78 ; Allan Rodgers, « The Manchurian Iron and Steel Industry and its Resource Base », *Geographical Review*, New York, janvier 1948 ; A. J. Grajdanzev, *op. cit.*)

L'industrie de l'acier, créée en 1935, produisait plus d'un million de tonnes par an au bout de quelques années. Des

fabriques de machines furent montées et fournirent la majeure partie de l'équipement du Mandchoukouo ; la fabrication des automobiles fut inaugurée en 1939 et devait employer 100 000 ouvriers ; la construction d'une grande usine d'aéronautique fut commencée ; le nombre de kilomètres de rails passa de 5 570 en 1932 à 15 000 en 1943, soit plus que le kilométrage de toute la Chine proprement dite.

On comprend, devant un tel développement, qu'un auteur ait pu écrire : « La Mandchourie... devait atteindre le même niveau industriel que la métropole » (Allan Rodgers, *op. cit.*). Sternberg observe :

*Les conditions historiques dans lesquelles se développa l'impérialisme japonais l'amènèrent à encourager et à précipiter l'industrialisation de son empire, alors que des conditions différentes conduisirent les impérialismes européens à empêcher ou à retarder l'industrialisation des leurs. (op. cit., p. 74)*

*Dans les dix ans qui séparèrent l'invasion de la Mandchourie de son entrée dans la seconde guerre mondiale (1931-1941), le Japon accéléra tellement l'industrialisation de la Mandchourie que, quoique sa population soit à peu près le dixième seulement de celle de l'Inde britannique, peut-être moins encore, il y créa en dix ans ce qui n'avait pu être créé dans celle-ci en un siècle de domination impérialiste ». (ibid., p. 73)*

Cette industrialisation de la Mandchourie ne fut pas abandonnée à l'activité aveugle, non coordonnée, des diverses sociétés japonaises, mais réalisée par des sociétés mixtes, avec participation de l'État, et par des trusts, selon un plan déterminé. Cette organisation était indispensable pour garantir la rapidité. (Au même moment où l'impérialisme nippon encourageait le développement industriel — surtout celui de l'industrie lourde — en Mandchourie, il gênait, voire ruinait les industries d'autres régions de la Chine : à Shanghai, par exemple, après le bombardement des usines de textiles, le matériel demeuré intact fut démonté et envoyé au Japon. Cette politique d'industrialisation n'était donc pas générale, mais limitée à la satisfaction d'intérêts du capitalisme nippon.)

On peut encore citer deux autres exemples plus proches : le développement et l'importance très grande de l'industrie ukrainienne et ceux de l'industrie légère polonaise dans la Russie tsariste ; la partie de la Pologne qui demeura en possession de la Prusse, plus évoluée industriellement, prit un retard considérable sur la Pologne russe.

Le désir de l'U. R. S. S. de « réduire l'écart entre elle et les autres pays » l'oblige à considérer ses satellites comme « une extension de la métropole », à essayer de les développer industriellement, même si, à cause de sa pauvreté, de sa mauvaise administration et de divers autres facteurs, elle ne peut y parvenir que d'une façon très peu satisfaisante. Dans l'intervalle, naturellement, elle se réservera les premiers fruits de ce développement industriel.

## Chapitre V — Les plans économiques des états satellites

Tous les États satellites ont dressé des plans économiques. Ils sont de deux genres : ceux à court terme, allant de 1947 à 1948-1949, ayant la reconstruction pour but; et ceux à long terme, qui commencèrent en 1949 ou 1950, et dont l'objectif est de porter la production à un niveau beaucoup plus élevé que celui d'avant la guerre. La Yougoslavie n'a pas eu recours à ces deux genres, elle a débuté tout de suite par un plan quinquennal (1947-1951) ; la Roumanie, par contre, n'a pas encore dépassé le stade des plans annuels (elle espérait mettre un plan quinquennal en vigueur en 1951). Étudions les caractères principaux de ces plans.

Ceux à long terme se sont fixé des objectifs très ambitieux. Ils prévoient un accroissement annuel de la production nationale de 8 % en Tchécoslovaquie, de 10 % en Hongrie et en Pologne, de 12 % en Bulgarie, enfin de 14 % en Yougoslavie. En ce qui concerne l'augmentation des produits manufacturés, elle est de 9 % en Tchécoslovaquie, 11 % en Pologne, 13 % en Hongrie, 17 % en Bulgarie et 37 % en Yougoslavie.

Il est nécessaire, pour comprendre ce que signifient exactement ces pourcentages, de savoir sur quelle base ils ont été calculés. Par exemple, la production industrielle des zones américaine et britannique d'Allemagne s'est accrue de 137 % entre décembre 1946 et décembre 1948, soit au taux annuel de 68,5 %, mais cela ne correspond nullement à un développement spectaculaire, car, en décembre 1946, le niveau de la production était exceptionnellement bas en Allemagne et, même après cet accroissement de 137 %, il n'atteint pas encore celui d'avant la guerre. Il est difficile de découvrir de quel point précis sont partis les plans des pays d'Europe orientale, parce qu'on dispose de renseignements extrêmement rares à ce sujet. On sait que la production agricole de l'année de base fut, en pourcentage de la production d'avant la guerre : 70 % en Bulgarie, 80 % en Tchécoslovaquie, 85 % en Hongrie, 70 % en Pologne, 69 % en Yougoslavie. Quant à la production industrielle de cette année de base, elle fut, par comparaison avec le niveau d'avant le conflit : 102 % en Tchécoslovaquie, 133 % en Pologne, 170 % en Bulgarie. En ce qui concerne la Pologne, il faut se rappeler que l'addition des « territoires recouverts » a doublé sa capacité industrielle. On ignore l'importance donnée à la production industrielle par rapport à la production agricole dans le total. L'accroissement de la production nationale aurait été relativement beaucoup moins grand si l'on avait pris pour base une année d'avant et non d'après la guerre, car la production agricole était alors, dans chaque pays, inférieure à celle d'avant 1939, tandis que la production industrielle lui était supérieure et n'était assurée que par une très faible minorité de la population. Il est manifeste, en outre, que, dans tout calcul en pourcentages de l'augmentation de la production qui ne prend pas en considération la valeur absolue de la base, le résultat est d'autant plus brillant que le pays est plus en retard. En voici un exemple : Si le plan quinquennal yougoslave prévoit un accroissement de la production d'acier brut de 223 % en 1951 par rapport au niveau de 1939, on pourrait avoir l'impression que les résultats obtenus par les aciéries de Yougoslavie sont quatre fois plus élevés que ceux des aciéries américaines qui, de 1937 à 1948, accrurent leur production de 56 %. L'impression est totalement différente si l'on apprécie les productions des deux pays en valeur absolue. Celle de la Yougoslavie passera, si le plan est réalisé, de 240 000 à 760 000 tonnes, c'est-à-dire qu'elle augmentera d'environ 500 000 tonnes, alors que celle des États-Unis monta de 51,4 millions à 80,3 millions de tonnes, c'est-à-dire de 28,9 millions. André Philip, délégué français à la Commission économique pour l'Europe, illustre le fait en disant que son petit-fils vient d'avoir une seconde dent, augmentant ainsi sa dentition de 100 %, mais qu'il a toujours moins de dents que l'immense majorité des gens.

La question présente un autre aspect. Les chiffres d'accroissement de la production peuvent induire en erreur quand on ne tient pas compte du montant des investissements et des amortissements. Si le propriétaire d'une usine ne renouvelle pas son matériel, ses bâtiments, etc., mais construit une usine neuve, de valeur égale à la dépréciation de l'ancienne, le résultat immédiat, c'est de lui donner deux usines au lieu d'une seule ; la production augmente, bien que le montant du capital soit demeuré le même et, après l'usure définitive de la première usine, cette production retombera au niveau d'une seule. Le même principe s'applique aux pays d'Europe orientale, où l'augmentation de production réalisée au cours des dernières années n'a pas été accompagnée d'une augmentation parallèle du capital. Il a même été accompagné, parfois, d'une diminution de ce capital, comme le montre le tableau suivant, relatif à l'agriculture :



	NIVEAU DE LA PRODUCTION AGRICOLE (1934-1938 = 100)			INVESTISSEMENTS ÉVALUÉS DANS L'AGRICULTURE ET LES PÊCHERIES (millions de dollars en prix 1938)	
	1946-1947	1947-1948	1948-1949	1947	1948
	–	–	–	–	–
Bulgarie	67	71	71	-13	-11
Tchécoslovaquie	80	62	80	-21	-19
Hongrie	57	67	85	-11	-5
Pologne	46	59	70	-5	11

(U. N., *Economic Survey of Europe in 1948*, Genève, 1949, p. 17, 51.)

(Pour ne pas en retirer une idée erronée, il faut se rappeler que la balance négative des investissements en capital fixé dans l'agriculture peut avoir été compensée par un accroissement du bétail dont les chiffres ne tiennent pas compte.)

L'industrie du textile et du vêtement, en Pologne, fournit un autre exemple du même phénomène. Elle montre une grande augmentation de la production en 1947 et, simultanément, une diminution des investissements d'une valeur de 10 millions en prix de 1938 (*Ibid.*, p. 53).

Il faut tenir compte d'un autre élément. Dans les pays arriérés de l'Europe orientale, même un léger accroissement des investissements nets peut provoquer un accroissement disproportionné de la production, surtout si — pendant un certain temps — on construit des industries entièrement nouvelles en laissant d'autres usines ou d'autres branches industrielles dépérir faute de capitaux.

Même sous ces réserves, il ne faudrait pas mésestimer les plans d'investissements des pays d'Europe orientale, quoique les statistiques se rapportent effectivement à des apports nets de capitaux neufs (sans tenir compte de l'amortissement). En valeur absolue, les objectifs étaient les suivants :

DÉPENSES DE CAPITAUX			
(millions de dollars en prix de 1938)			
	Période	Total	Annuellement
	—	—	—
Pologne	1947-1949	1 950	650
	1950-1955	1 950	650
Tchécoslovaquie	1947-1948	1 340	670
	1949-1953	5 800	1 160
Hongrie	1947-1949	570	190
	1950-1954	2 200	440
Roumanie	1949	450	450
Yougoslavie	1947-1951	2 900	580
Bulgarie	1947-1948	221	111
	1949-1953	850	170

(Ibid., p. 203.)

Des investissements annuels d'environ 4 000 millions de dollars en prix de 1938 sont ainsi prévus. C'est un chiffre immense, représentant environ 20 à 25 % du revenu national de ces pays. Il fait peser, naturellement, un fardeau considérable sur les épaules des habitants.

Comment ces investissements envisagés se comparent-ils avec les investissements réels dans d'autres nations ? L'investissement brut annuel, d'après les plans, sera d'à peu près 45 dollars (aux prix de 1938) par tête d'habitant. Or les investissements nets, aux prix de 1938 (qui sont sensiblement la moitié de ceux de 1948), étaient, en 1948 : Norvège, 55 dollars ; Suède, 42 ; Royaume-Uni, 36 ; Danemark, 32 ; Pays-Bas, 27 ; France, 16 ; Belgique, 16 (1947) ; Italie, 10 (Ibid., p. 48). Ceux de l'Europe orientale, tels qu'ils sont prévus, ne sont donc pas sensationnels par rapport à ceux de l'Europe occidentale<sup>1</sup>. Leur réalisation exigera pourtant de très lourds sacrifices de la part des populations et leur montant est cependant trop faible pour être capable de combler, dans un avenir prévisible, le retard que l'Europe de l'Est a sur celle de l'Ouest.

La valeur des investissements prévus est très inférieure à celle qu'exigerait une industrialisation rapide de ces pays. On s'en rend parfaitement compte en examinant combien l'industrie pourra absorber de personnes par rapport à l'excédent de la population agricole et à l'accroissement naturel de l'ensemble de la population. Le plan polonais prévoit une augmentation de 300 000 travailleurs dans l'industrie manufacturière, le plan tchécoslovaque en prévoit une de 250 000, le plan bulgare de 90 000 et le plan hongrois de 300 000 (y compris les industries autres que manufacturières). Le *Survey* des Nations Unies qui donne ces chiffres observe : « Ces chiffres, s'ils se rapportent au personnel actuellement employé dans les manufactures, indiquent un accroissement substantiel. Mais, s'ils se rapportent à la population totale des pays, ils sont moins frappants. Dans les quatre pays mentionnés, l'augmentation du personnel de l'industrie au cours de la période couverte par le plan correspond seulement à 1 ou 2 % de la population totale, pour laquelle on prévoit un accroissement naturel de quelque 5 % au cours de la même période » (p. 206).

Les plans restent muets sur beaucoup de points. Contrairement au premier plan quinquennal de la Russie ou aux plans de l'Organisation pour la coopération économique de l'Europe occidentale, ceux des « démocraties populaires » ne donnent aucun renseignement au sujet du commerce extérieur, soit entre eux, soit entre chacun d'eux et la Russie, soit avec l'Occident. Ils se taisent également sur la façon dont le revenu national total sera partagé entre la consommation et l'accumulation (investissements), se bornant à donner quelques rares informations sur la consommation envisagée pour

1 On le constate très clairement en comparant les investissements nets en capital fixé par habitant, en 1949 (dollars en prix de 1938) : Norvège, 59 ; Royaume-Uni, 41 ; Suède, 36 ; Danemark, 32 ; Pays-Bas, 31 ; France, 24 ; les chiffres correspondants, pour l'Europe orientale, étaient : Yougoslavie, 12 ; Hongrie, 12 ; Pologne, 9 ; Tchécoslovaquie, 8 (Nations Unies, *Economic Survey of Europe in 1949*, Genève, 1950, p. 39)

certaines articles particuliers. Ce silence en dit, à lui seul, plus que des volumes. La dissimulation des renseignements au sujet du commerce extérieur est destinée à masquer l'exploitation de ces pays par la Russie ; la dissimulation des informations sur le partage du revenu national entre la consommation et l'accumulation veut cacher l'exploitation des masses sous la bannière de l'industrialisation.

Ce dernier point, relatif au partage du revenu national, est d'une importance capitale quand on essaye de découvrir les éléments qui déterminent le niveau de vie des masses. L'industrialisation, frappée d'un terrible retard initial, gênée par une bureaucratie autocratique, soumise au joug de l'impérialisme russe, sera inévitablement conduite de telle façon que les économies imposées dépasseront de beaucoup celles que les gens auraient accepté de faire librement. Dans ces conditions, la consommation doit être subordonnée à l'accumulation, comme l'a clairement démontré l'expérience faite en Europe orientale au cours des dernières années (et les vingt ans d'économie planifiée en Russie). Le tableau suivant illustre la « famine des capitaux » régnant dans les industries produisant des articles de consommation, tandis que les investissements nouveaux sont entièrement consacrés aux industries majeures :

ÉVALUATION DES INVESTISSEMENTS NETS EN CAPITAL FIXÉ DANS L'INDUSTRIE EN 1947  
(millions de dollars aux prix de 1938).

	Hongrie		Pologne	
	-		-	
Industries alimentaires	-1,7		-1,4	
Textiles et vêtements	0,5	-1,5	-10,0	-11,7
Cuir et- caoutchouc	0,1		0,2	
Papier et imprimerie	-0,4		-0,5	
Bois et produits du bois....	-0,1		0,2	
Matériaux de construction .	-0,7		-1,0	
Métaux et machines	5,3	5,8	7,4	13,6
Produits chimiques	0,5		6,2	
Total pour l'industrie manufacturière	3,5		1,1	

(Ibid., p. 53.)

Ceci donne un avant-goût de l'avenir<sup>2</sup>.

2 En U. R. S. S., le retard relativement considérable des industries produisant des moyens de consommation sur celles produisant des moyens de production est révélé par les chiffres officiels suivants sur la répartition de la production brute de l'industrie :

	1913	1928	1932	1937	1940	1942 (prévue)
Moyens de production	33,3	32,8	53,3	57,8	61,0	62,2
Moyens de consommation	66,7	67,2	46,7	42,2	39,0	37,8

Il est très difficile de calculer la transformation en valeur absolue subie par la production des divers moyens de consommation. Les statistiques russes emploient toute une série d'artifices pour dépeindre la situation sous des couleurs plus brillantes que la réalité. La production d'un certain nombre d'industries de consommation est indiquée seulement en termes monétaires. La production des petites entreprises, qui représentait une part importante de la production générale jusqu'en 1928, n'est même pas mentionnée. Les statistiques officielles peuvent donc laisser supposer une augmentation considérable de la fabrication des chaussures, contrairement à la réalité des faits. Le nombre des animaux abattus annuellement depuis la grande campagne de « collectivisation » n'atteint jamais celui d'avant, car c'est seulement en 1938 que l'effectif du bétail redevint égal à celui de 1929 (68,1 millions de têtes en 1929, 63,2 millions en 1938 ; les moutons et les chèvres comptaient respectivement 147,2 et 102,1 millions). En même temps, l'excédent des importations de peaux et de cuir sur les exportations fut de 54 300 tonnes en 1928 contre seulement 15 600 en 1938. Seuls les statisticiens de Staline sont capables du « miracle » de tripler le nombre des chaussures fabriquées avec une quantité de cuir moindre. Le gouvernement soviétique, se fondant sur la « mémoire courte » du peuple ou, plus exactement, sur son appareil de répression, qui empêche les souvenirs de s'exprimer, ajoute l'ironie à l'insulte. Tout en promettant un énorme accroissement des moyens de consommation à chaque plan quinquennal, il fixe les prévisions du plan actuel à un volume de

En ce qui concerne l'agriculture, les plans de tous les pays, la Pologne exceptée, prévoient que la production dépassera le niveau d'avant la guerre d'environ un sixième en Tchécoslovaquie et en Hongrie, d'un tiers à un demi en Yougoslavie et en Bulgarie. En Pologne, elle ne peut excéder la production d'avant la guerre dans ses territoires actuels (*Ibid.*, p. 206).

On prévoit aussi une révolution technique de l'agriculture pour les prochaines années (sauf en Yougoslavie). C'est indiqué par le formidable accroissement du nombre des tracteurs :

production qui ne dépasse pas celles des anciens plans :

PRÉVISIONS DES PRODUCTIONS A LA FIN DES PLANS QUINQUENNAUX

	1° 1932-1933	2° 1937	3° 1942	4° 1950
Quelques biens de consommation :				
Cotonnades (milliards de mètres)	4,7	5,1	4,9	4,7
Lainages (millions de mètres)	270	220	177	159
Toile (millions de mètres)	500	600	385	159
Huiles végétales (milliers de tonnes)	1 100	750	850	880
Sucre (millions de tonnes)	2,6	2,5	3,5	2,4
Quelques moyens de production :				
Courant électrique (millions de kilowatts-heure)	22	38	75	82
Charbon (millions de tonnes)	75	152,5	243	250
Fonte (millions de tonnes)	10	16,0	22	19,5
Acier (millions de tonnes)	10,4	17	28	25,4
Pétrole et gaz (millions de tonnes)	21,7	40,0	54	35,4

(En 1913, sur le territoire actuel de l'U. R. S. S., on produisait 2 854 millions de mètres de cotonnades et 95 à 110 millions de mètres de lainage ; en 1937, les chiffres correspondants étaient 3 181 et 98.)

En conséquence, quand le gouvernement soviétique promet avec redondance que « nous atteindrons en 1950 le niveau de 4 700 milliards de cotonnades », il oublie d'avoir fait la même promesse il y a vingt ans, alors que la population de l'U. R. S. S. comptait environ 50 millions de personnes en moins.

NOMBRES ACTUELS ET PRÉVUS DES TRACTEURS EN FONCTION DE LA TERRE ARABLE

		Nombre (milliers)	Terre arable par tracteur (hectares)
		—	—
Pologne	1946	5,5	3 000
	1955	76,5	220
Tchécoslovaquie	1946	11,8	460
	1953	45,0	120
Hongrie	1947	11,9	490
	1954	21,0*	280
Roumanie	1948	11,0	850
	1949	12,5	740
Bulgarie	1946	4,6	920
	1953	10,0	430
Yougoslavie	1946	4,0	1800
	1951	4,5	1 710
Total	1946	44,9	1 100
Total	Dernière année du plan	169,5	290

(Ibid., p. 208.)

\* Tracteurs d'État uniquement.

L'agriculture sera réorganisée sur la nouvelle base technique, les fermes d'État et coopératives remplaçant les fermes de paysans.

## Chapitre VI — Les rapports socio-économiques dans les satellites

### Propriété d'état et propriété publique

L'article 6 de la Constitution soviétique déclare : « La terre, ses minéraux, les eaux, les forêts, les manufactures, les usines, les mines, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les moyens de transmission, les grandes entreprises agricoles organisées par l'État (fermes d'État, stations de tracteurs, etc.), ainsi que les installations fondamentales servant au logement dans les villes et dans les localités industrielles sont la propriété de l'État, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier. »

Les constitutions des démocraties populaires contiennent toutes des articles analogues, avec cette différence que la terre n'est pas, ou, plus exactement, n'est pas encore, incluse dans les propriétés de l'État.

Une partie de l'article cité ci-dessus formule une évidence, à savoir que la terre, les usines, les chemins de fer sont la propriété de l'État. Mais une autre partie n'est pas aussi évidente, bien que ce soit proclamé comme si cela l'était : « propriété de l'État, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier ». Les mots « c'est-à-dire » signifient que la propriété de l'État ne peut être autre chose que la propriété du peuple, ce qui ne répond ni à la logique, ni à l'expérience historique. Du point de vue de la logique, il manque la mineure. Les usines, les chemins de fer, etc., sont la propriété de l'État, or le peuple (ou les ouvriers, les paysans et les intellectuels) possède l'État, donc le peuple possède les usines, les chemins de fer, etc.

Du point de vue de l'Histoire, la formule n'est pas plus satisfaisante. On trouve beaucoup d'exemples, en Orient, de systèmes économiques présentant des classes profondément différenciées et basés non sur la propriété privée, mais sur la propriété d'État. Il en exista dans l'Égypte des pharaons, dans l'Égypte musulmane, en Irak, en Perse et dans l'Inde. Si l'État possédait la terre, c'était dû en grande partie, à ce qu'il semble, au fait que l'agriculture dépendait entièrement du régime d'irrigation qui, à son tour, dépendait de l'action de l'État. L'exemple de la féodalité arabe sous les Mamelouks (1250-1517) est suffisamment instructif pour justifier une digression apparente.

### La féodalité arabe — Exemple d'une société de classes basée sur la propriété d'État

Dans cette société, l'assujettissement des paysans au puissant État féodal était beaucoup plus strict que dans l'Europe médiévale, mais l'individu, membre de la classe dirigeante, ne possédait aucun droit de propriété privé. Le sultan était seul maître de la terre et il avait coutume de partager le droit de prélever le loyer de la terre, dans les diverses régions, entre les nobles (appelés Multazims). Alors qu'en Europe chaque seigneur possédait en propre un certain domaine qui se transmettait de père en fils, dans l'Orient arabe le seigneur féodal ne disposait d'aucun domaine permanent en propre, il était membre de la classe qui exerçait le contrôle de la terre collectivement et avait le droit d'en recevoir le loyer. En Syrie et en Palestine, la région d'où ces seigneurs recevaient leur rente variait chaque année. En Égypte, ils obtenaient le droit de toucher les loyers dans une certaine région durant leur vie entière, et leurs héritiers avaient un droit de priorité pour prendre leur place. Alors qu'en Europe le seigneur féodal constituait en quelque sorte une puissance indépendante, par opposition au roi, qui n'était guère que « le premier entre ses pairs », dans l'Orient arabe seule la collectivité féodale constituait un élément de quelque importance. En tant qu'individus, les nobles arabes étaient très faibles parce que les situations qu'ils occupaient dépendaient de l'État. La faiblesse du seigneur féodal par rapport à l'État est nettement indiquée par la manière dont les fiefs étaient attribués : le sultan les distribuait un par un aux émirs et aux chevaliers, chacun de ceux-ci recevant un lot de terres différant en étendue et en qualité en fonction de son rang. Les nobles arabes se trouvaient ainsi répartis en groupes distincts recevant des revenus différents, l'écart pouvant être considérable (par exemple, les « émirs des cent » recevaient entre 80 000 et 200 000 dinars jaïchi par an ; les « émirs al-tabl », entre 23 000 et 30 000 ; les « émirs des dix », 9 000 et au-dessous ; les « émirs des cinq », 3 000, et ainsi de suite). L'attribution de ces revenus ressemblait beaucoup plus à la rémunération d'un fonctionnaire qu'aux fiefs des féodaux européens. Par suite de cette dépendance des nobles envers l'État, il se produisait, dans l'Orient arabe, un phénomène assez curieux. De temps en temps, certaines catégories féodales étaient entièrement « épurées » et anéanties, et de nouveaux venus substitués à leurs anciens membres. C'est ainsi que les seigneurs arabes furent remplacés par les esclaves du sultan, libérés par celui-ci — les Mamelouks, — qui n'étaient pas d'origine arabe et parlaient le turc. Aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, ils venaient, pour la plupart, de l'État mongol, la Horde d'Or, dont le centre se trouvait sur les rives de la basse Volga ; aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, ils provinrent principalement du Caucase. Lorsque les tsars manifestèrent une opposition de plus en plus grande au recrutement dans le Caucase, l'élément balkanique (Albanais, Bosniaques, etc.) prédomina.

Le fait que l'État possédait la terre empêcha la naissance, non seulement d'une féodalité basée sur la propriété

privée, mais de n'importe quel groupe social pouvant nourrir des visées individualistes. La ville représentait un camp militaire ; les artisans, dans leur grande majorité, n'étaient pas indépendants. Même lorsque les corporations (*hirfeh*) se constituèrent, elles ne prirent jamais de véritable importance dans les villes et ne devinrent pas des forces indépendantes. Le gouvernement se les subordonna en nommant lui-même la plupart de leurs chefs, dont il fit des fonctionnaires, et en transformant les corporations en organes administratifs.

Le fait que le moyen de production principal — la terre — appartenait non pas à des individus, mais à l'État, que les nobles arabes ne possédaient pas de droit de propriété et, par conséquent, ne pouvaient se transmettre des héritages, n'améliora en rien la situation des masses paysannes. L'origine plébéienne des Mameluks ne changea aucunement la chose. La concentration de la classe dirigeante dans les villes lui attribuait un grand pouvoir militaire sur les paysans, et, en outre, accroissait l'appétit de lucre et de puissance de ses membres. Ils différaient aussi, en cela, des seigneurs européens du Moyen Âge. Les produits naturels que les serfs remettaient à ceux-ci à titre de redevances n'étaient pas généralement vendus, ils n'avaient donc pas besoin de donner plus qu'il n'était nécessaire au seigneur et à son entourage pour vivre. Marx a dit de ces féodaux européens : « Les parois de leur estomac constituaient la limite de leur exploitation des paysans. » Il n'en allait pas de même pour les seigneurs arabes, car ils faisaient un commerce intense avec les produits agricoles qu'ils recevaient, et leur point de vue peut être résumé par les paroles dites au sujet des paysans par le calife Suliman : « Traitez jusqu'à ce que la mamelle soit vide et saignez jusqu'à la dernière goutte de sang. »

Le mode de production, la forme de l'exploitation, les rapports des travailleurs avec les moyens de production étaient les mêmes dans l'Orient arabe que dans l'Europe médiévale. La source des revenus de la classe dirigeante était donc aussi la même ; la seule différence résidait dans le mode d'appropriation, dans l'expression légale du droit d'exploiter<sup>1</sup>.

L'Église du Moyen Âge offre un exemple d'une exploitation de classe basée non sur la propriété privée, mais « publique ». Elle acquit environ un tiers de toutes les terres de l'Europe et même, dans certains pays (Hongrie, Bohême, par exemple), plus de la moitié. C'était là, formellement, une propriété publique, le bien de la communauté chrétienne, et elle portait officiellement le nom de *patrimonium pauperum* — patrimoine des pauvres. Mais la condition des serfs vivant sur les terres de l'Église ne différait pas, pour cela, essentiellement de celle de serfs vivant sur les domaines féodaux. Si les prêtres ne possédaient pas le droit d'héritage (n'étant pas autorisés à fonder une famille) et étaient très souvent d'origine plébéienne, ils n'en constituaient pas moins des maîtres aussi durs que les seigneurs laïcs. La propriété « publique » n'exclut donc pas, par elle-même, l'exploitation de l'homme par l'homme<sup>2</sup>.

La première partie du présent livre essaie de montrer que les principaux moyens de production et d'échange dans les satellites russes sont entre les mains de l'État (en partie de l'État soviétique) et qu'ils s'y concentreront de plus en plus. La seconde voudrait prouver que ces pays possèdent des régimes policiers totalitaires, non démocratiques, ce qui signifie qu'ils ne sont pas « possédés » par le peuple — ouvriers, paysans et intellectuels, — mais par une bureaucratie qui se recrute et se perpétue elle-même. De ces deux propositions, si nous parvenons à les démontrer, la seule conclusion possible sera que la bureaucratie est la véritable propriétaire des ressources de ce pays, que, tout en étant politiquement la classe dirigeante, elle l'est aussi économiquement.

## Abolition de tous les éléments démocratiques à l'usine

Les rapports entre la bureaucratie d'État et le peuple dans l'ensemble de l'économie imprègnent chaque secteur de celle-ci jusqu'à l'entreprise individuelle. Le macrocosme et les microcosmes sont dirigés par les mêmes règles.

En Russie, de 1917 à 1928, la direction des industries fut, formellement tout au moins, entre les mains de ce qu'on appela la Troïka (c'est-à-dire le trio) : le comité d'usine des ouvriers, la cellule du parti et le directeur proprement dit. Quand tout caractère démocratique eut disparu dans le parti et dans les syndicats, la Troïka perdit graduellement ses fonctions pour ne devenir qu'une simple étiquette. Elle ne cessa cependant pas de rester officiellement à la tête de l'usine, la dirigeant nominalement et manifestant même parfois une certaine activité en agissant un peu à la manière d'un frein sur les décisions arbitraires du directeur, jusqu'en 1929. Le Dr A. Baykov écrit ainsi dans *The Development of*

1 Sources utilisées pour ce passage :

A. N. Poliak, *Feudalism in Egypt, Syria, Palestine and Lebanon*, Londres, 1939 ; divers articles parus dans *Hameshek Hashitufi*, Tel Aviv ; « Les révoltes populaires en Égypte à l'époque des Mameluks et leurs causes économiques » (publié dans la *Revue des Études islamiques*, Paris, 1934).

A. kremer, *Geschichte der herrschenden Ideen des Islam*, Leipzig, 1868 ; *Kulturgeschichte des Orients unter den Chalifen*, Vienne, 1875.

G. H. Becker, *Beiträge zur Geschichte Ägyptens unter dem Islam*, Strasbourg, 1902-1903.

2 Il y a même eu des cas où les moyens de production étaient la propriété de l'État avec *égalité* entre les divers « propriétaires » de cet État dans le droit d'exploiter collectivement ceux que l'État possédait. La société Spartiate constitua un « communisme » dans la possession d'esclaves. Kautsky l'a caractérisée de la façon suivante : « Les Spartiates constituaient une minorité, peut-être le dixième de la population. Leur État était fondé sur un véritable communisme de guerre, la caserne communiste de la classe dirigeante. Il inspira à Platon son idéal de l'État. Celui-ci en différait uniquement en ce que les chefs n'étaient pas les militaires, mais les « philosophes », c'est-à-dire les intellectuels » (*Die materialistische Geschichtsauffassung*, 2<sup>e</sup> volume, Berlin, 1927, pp. 132-133).

*the Soviet Economic System* (Londres, 1946) :

*Au cours de cette période (avant le plan quinquennal), le directeur dépendait largement, de facto, de l'organisme syndical, le zavkom (comité syndical de l'usine), et de la cellule, organe du parti communiste dans l'entreprise. Les représentants de ces organisations jugeaient de leur devoir de superviser l'activité du directeur et n'hésitaient pas à intervenir contre ses décisions » (p. 115).*

Mais les dernières survivances de cette démocratie ouvrière dans les usines disparurent avec l'inauguration des plans quinquennaux, qui furent appelés... « la victoire du socialisme » ! Une résolution du Comité central du Parti arrêta que le comité syndical d'usine « ne doit pas intervenir directement dans la direction de l'entreprise, ni essayer d'aucune façon de se substituer à la direction. Il doit, par tous les moyens, contribuer à assurer l'établissement du contrôle par un seul homme, à accroître la production, à développer l'usine et, par conséquent, à améliorer les conditions d'existence matérielles de la classe ouvrière » (*Pravda*, 7 septembre 1929).

Le directeur a la pleine et entière responsabilité de l'usine. Les ouvriers doivent obéir inconditionnellement à ses ordres professionnels. Lui seul recrute, fait avancer ou renvoie le personnel, « prenant en considération l'opinion du parti et des organisations syndicales », mais sans être lié par elle. (Cité par A. Feiler et J. Marschak, dans *Management in Russian Industry and Agriculture*, New-York, 1944, p. 36.)

La Troïka disparut officiellement en 1937. Jdanov, second de Staline à cette époque, déclara devant le Comité central : « La Troïka est quelque chose d'absolument inadmissible... C'est une sorte de conseil d'administration, mais notre administration économique est construite sur des bases entièrement différentes » (*Pravda*, 11 mars 1937, *ibid.*, p. 44).

Le nouveau mode de direction de l'industrie fut nettement défini par un manuel officiel, de la façon suivante : « Chaque usine a un chef qui prend toutes les décisions et qui est, par conséquent, entièrement responsable de tout : le directeur » (Institut économique de l'Académie des sciences, *L'économie de l'industrie socialiste*, Moscou, 1940, p. 579, *ibid.*, p. 12-13). En outre, « le commandement par un seul implique une démarcation très nette entre l'administration, d'une part, les organisations du parti et des syndicats, de l'autre. Cette démarcation doit se retrouver à tous les échelons de la direction industrielle. Toutes les opérations courantes pour la réalisation du plan relèvent de l'administration. Le chef d'un atelier, le directeur de l'usine, le président du Glavk disposent de tous les pouvoirs dans le domaine de leurs attributions, les organisations du parti et des syndicats ne doivent pas interférer avec leurs ordres » (*L'économie de l'industrie socialiste*, p. 563, *ibid.*, p. 19).

Les comités d'ouvriers n'acquirent jamais dans les « démocraties populaires » l'autorité qu'ils eurent un moment en Russie, et il n'y eut jamais de troïka. L'opposition contre tout ce qui pouvait avoir un caractère démocratique fut beaucoup plus prononcée et l'emporta beaucoup plus rapidement que dans le pays « d'avant-garde ».

La chute de Hitler fit naître chez beaucoup d'ouvriers de l'Europe orientale la volonté de participer à l'exploitation de l'industrie, et ils y parvinrent en beaucoup d'endroits en élisant démocratiquement des comités de direction. *The Economist* du 9 février 1946 écrit ainsi, au sujet de la Tchécoslovaquie : « Les comités d'employés essayèrent, dans le premier élan de leur enthousiasme révolutionnaire, de dicter la façon dont les usines devaient être dirigées... »

Les chefs communistes du gouvernement et des syndicats ne pouvaient le tolérer. Il se déroula le processus suivant :

*Les conseils d'ouvriers assumèrent la direction pendant quelques mois, en fait presque jusqu'à la fin de 1945. (...) La situation fut transformée par le décret de nationalisation du 24 octobre (1945), qui prescrivit la désignation de directeurs nationaux dans les entreprises publiques. (...) Ainsi, la direction des industries fut-elle enlevée d'un seul coup aux conseils d'ouvriers, qui ne conservèrent même plus un semblant de contrôle sur le directeur. Ce fut une transformation radicale qui provoqua l'hostilité non déguisée d'un certain nombre de comités d'usine. (Czechoslovakia : six studies in Reconstruction, *The Fabian Society*, Londres, 1947, p. 49).*

Tout caractère démocratique fut supprimé dans les comités d'usine afin de leur faire perdre ce qui pouvait leur rester d'autorité. Au début d'avril 1947, au Conseil central des syndicats de Tchécoslovaquie, le secrétaire général se plaignit de ce qu'au premier tour des élections 32 % des candidats officiels (il n'y en avait pas d'autres) eussent été battus dans les territoires tchèques, et 26 % en Slovaquie. Le parti social-démocrate proposa alors ouvertement de présenter plusieurs listes de candidats aux élections des comités d'usine, chaque parti étant libre de choisir les siens. Antonín Zápotocký, président communiste des syndicats (aujourd'hui premier ministre de Tchécoslovaquie), décida, à la suite de ces élections, d'adopter une autre tactique. Il proposa de porter de un à deux ans la durée du mandat des comités d'usine.

Ayant dressé une seule liste de candidats, le parti communiste non seulement accrût ses procédés de terrorisme, mais recourut à divers artifices pour falsifier le résultat des élections. Le *Pravo Lidu*, organe du parti social-démocrate, publia, le 9 janvier 1948, une violente protestation contre les méthodes employées par les communistes dans les usines :



*Il est impossible de se taire plus longtemps. Des fanatiques brisent l'unité d'action des syndicats. Une nouvelle vague d'oppression politique déferle dans les usines. » Le même journal écrivit au sujet des récentes élections aux comités d'usine : « D'après tous les renseignements qui nous parviennent sur les élections, particulièrement dans les grands établissements industriels, il est évident que tous les procédés les plus haïssables ont été employés pour fausser la forme démocratique de ces élections et pour imposer certains candidats. Les réunions ont lieu ordinairement après les heures de travail, alors que la majorité des ouvriers partent ou sont déjà partis.*

*En outre, les méthodes de scrutin sont contrôlées, ce qui équivaut pratiquement à une intimidation non déguisée. (citée par The New York Times du 10 janvier 1948)*

Les socialistes furent réduits au silence après le coup d'État de février.

Le scrutin secret fut également aboli à cette époque, et les élections aux comités d'usine se firent par acclamation, les candidats étant, dans la plupart des cas, des fonctionnaires des syndicats. Aussi ne faut-il pas s'étonner si, à la réunion de mai 1949 du Conseil central des syndicats tchécoslovaques, Josef Kolsky, secrétaire général adjoint, put déclarer que 97,3 % des candidats officiels avaient été élus aux récentes élections pour les comités d'usine (*Czechoslovak News Letter*, publication officielle, 19 mai 1949).

Ces mesures ayant été prises, rien ne s'opposait plus à l'établissement de l'autorité unique dans les entreprises. Aux directions ouvrières qui s'étaient constituées au cours des premiers mois ayant suivi la libération de la Tchécoslovaquie, se substitua le Bureau de la Production (créé par le décret du 24 octobre 1945), dont un tiers seulement des membres étaient élus par les ouvriers. A. Kliment, ministre de l'Industrie, annonça le nouveau plan après la « victoire démocratique de février » : « Nous abandonnons le système de la direction collective et allons abolir les bureaux de production, auxquels nous substituerons le régime de la responsabilité personnelle du directeur de l'usine, des techniciens, des contremaîtres et des ouvriers. » C'était revenir aux pures méthodes du capitalisme.

En Hongrie, Ernö Gerö, le ministre « de fer », déclara dans son rapport au comité central du parti (juin 1950) : « Une usine ne peut avoir qu'un directeur unique, personnellement responsable de tout ce qui s'y passe. » La direction unique est également la règle dans tous les autres satellites.

Toute trace de démocratie ayant été ainsi abolie, les gouvernements purent, sans autre forme de procès, imposer aux travailleurs toutes les formes d'exploitation connues, anciennes et nouvelles. La première mesure fut l'introduction, sur une échelle jusque-là sans précédent, du travail aux pièces.

## Le travail aux pièces

Marx déclara jadis que le travail aux pièces était « la forme du salaire la plus convenable au mode de production capitaliste ». Mais les dirigeants des « démocraties populaires » ne sont pas de cet avis. *Scanteia*, quotidien du parti communiste roumain, écrivit le 13 janvier 1949 : « Le travail aux pièces est un système révolutionnaire (!) qui élimine l'inertie et fait presser le travailleur. Le système capitaliste encourage la flânerie et la paresse. A partir de maintenant, chacun aura la possibilité de travailler et de gagner plus » (cité par R. H. Markham dans *Christian Science Monitor* du 31 janvier 1949). Le « socialisme » est donc supérieur au capitalisme en ce qu'il emploie le travail aux pièces !

Le volume du travail accompli par ce système ne cesse de croître.

En Tchécoslovaquie, 30,2 % du nombre total d'heures de travail s'accomplissaient de cette façon en février 1946, 41,7 % en janvier 1947, 48 % en juin 1947, et le plan de deux ans (1947-1948) prévoyait que le système serait développé pour comprendre 70 % de toutes les heures de travail dans l'industrie. S'il n'est pas poussé à 100 %, c'est parce qu'il n'est pas partout applicable. La méthode ne fut pas favorablement accueillie par les travailleurs, comme le démontrent les reproches adressés le 18 janvier 1949 par le ministre de la Justice, Alexej Tchepitchka, à ceux d'entre eux qui manifestaient une « fausse solidarité » et le désir d'une « égalisation des salaires » en s'opposant au travail aux pièces. « L'égalisation des salaires est défavorable à la haute productivité. Le travail aux pièces doit être étendu de manière à donner une impulsion à chaque travailleur. Il n'est employé actuellement que dans 58 % de nos usines. Notre tâche consiste à l'étendre à la totalité. » Ce n'était pas tout, car les ouvriers s'attachaient à maintenir les normes très basses : « Nos ouvriers doivent cesser de travailler au ralenti et de lutter pour l'égalisation des salaires » (*Christian Science Monitor*, 31 janvier 1949).

Les stakhanovistes, travailleurs aux pièces par excellence, ne sont pas très aimés par leurs camarades. Dans son rapport au IX<sup>e</sup> Congrès du parti (mai 1949), Rudolf Slansky, secrétaire général, révèle que, sur les 900 000 membres du parti travaillant dans les usines, 65 000 seulement étaient inscrits comme stakhanovistes. L'impopularité de ceux-ci est rendue encore plus manifeste par les vitupérations du *Rude Pravo*, organe du parti communiste, qui juge nécessaire de répéter constamment que les stakhanovistes devraient recevoir des postes de plus haute responsabilité et être défendus contre les attaques d'ouvriers « non parvenus à la maturité politique ». « Il existe des fonctionnaires et des directeurs

qui, douillettement installés dans leurs places, ou craignant de se rendre impopulaires parmi les éléments politiquement arriérés, ne défendent pas les stakhanovistes comme ils devraient le faire. » Les lettres de stakhanovistes, publiées par la presse, se plaignent fréquemment de l'hostilité manifestée par les autres travailleurs. Un reporter du *Lidové Noviny* étant allé interviewer Marie Zemancova, jeune stakhanoviste de la manufacture de matériel de radio « Tesla », à Prague, qui avait été admise dans la délégation tchèque au « Congrès de la Paix », réuni à Paris, en récompense de son travail, il se révéla qu'elle était complètement inconnue dans son usine. « Cela prouve, commentait le journal, que nous avons été incapables de rendre populaires nos stakhanovistes et nos pionniers » (cité par *News from Czechoslovakia*, n° 6, avril 1949, publié par le parti socialiste tchécoslovaque en exil à Londres). Devant ces faits, il n'y a pas à s'étonner si, au IX<sup>e</sup> Congrès du parti communiste, une guerre ouverte fut déclarée aux gens « vilipendant le travail des stakhanovistes et essayant même de leur mettre des bâtons dans les roues ».

En Pologne, le travail aux pièces a pris une telle extension que le salaire de base a presque entièrement disparu. Comme l'écrit *Clarion* : « Il faut souligner incidemment qu'en ce qui concerne les salaires tout le système repose sur le maintien de salaires de base anormalement bas et sur une vaste inégalité dans les primes, tant en numéraire qu'en nature. Le périodique *Études et Conjoncture* signale à cet égard, dans une étude sur la situation économique en Pologne publiée en novembre 1946, qu'en moyenne, pour toute l'industrie, en mai 1946, le total des primes attribuées (aux ouvriers) représente de 6,8 à 14,6 fois le salaire de base, qui devient ainsi un simple supplément au lieu de constituer l'élément principal de la rémunération totale » (*op. cit.*, pp. 106-107).

La haine éprouvée par les ouvriers polonais contre ces formes extrêmes du travail aux pièces se manifesta ouvertement au printemps de 1946 et en septembre 1947, lorsque des dizaines de milliers d'entre eux se mirent en grève à Lodz, la plus grande ville industrielle de Pologne, en dépit de la terreur policière, des arrestations en masse, des brutalités, etc.

En Hongrie, où les ouvriers ne montrèrent pas un enthousiasme suffisant pour le travail aux pièces, ils furent accusés d'être « fainéants » par Rákosi (*N. Y. Herald Tribune*, 30 novembre 1948, rapportant un discours prononcé le 27 novembre) ; les directeurs d'usine « capitulaient » devant les ouvriers paresseux ; les taux de production restaient trop bas. « Nous ne pouvons pas réduire à néant l'avenir de la nation », proclama-t-il. Que ce discours n'ait pas été efficace, on peut le voir par le fait que les dirigeants hongrois ne cessent de broder sur le thème du travail aux pièces et de ses normes. Dans son rapport au comité central de juin 1950, dont il a été question plus haut, le ministre Ernő Gerő déclarait : « L'ennemi a réussi à ouvrir un nouveau front contre la « démocratie populaire » :

« celui de la dépréciation des salaires et des normes. » « Si cette campagne de dépréciation a pu se répandre dans les masses, c'est dû dans une large mesure à l'action souterraine des éléments socialistes de droite et de leurs acolytes, les réactionnaires cléricaux... » Il semble que des membres du parti soient également ligüés avec « les éléments socialistes de droite », qui « déprécient » les normes : « Si une situation aussi désagréable a pu naître dans le domaine des normes, c'est en partie parce que, dans de nombreux cas, les chefs économiques des usines, les fonctionnaires du parti et les membres des syndicats sont parmi ceux qui déprécient ces normes. » « En plus d'une occasion, ils sont allés jusqu'à protéger et à soutenir ceux qui sabotent les normes. » Ces vitupérations furent suivies par un relèvement considérable de la norme de base.

Il est intéressant de noter que le stalinisme n'est pas le seul à avoir ainsi abusé du travail aux pièces. L'Allemagne nazie l'avait fait également. Franz Neumann a écrit dans son livre *Behemoth* (Londres, 1942) :

*Le salaire de classe des syndicats socialistes a été remplacé par le « salaire pour le travail accompli » (Leistunglohn) défini à l'article 29 de la Charte du Travail (nazie — Y.G.). « Le principe de fer de la direction nationale-socialiste, déclara Hitler au congrès de l'Honneur du parti, a été d'interdire toute augmentation du salaire horaire et de n'accroître la rémunération qu'en fonction de l'accroissement du travail réellement accompli ». La règle, dans la politique des salaires, est une préférence marquée pour le travail aux pièces et les primes, même pour les travailleurs les plus jeunes. Une telle politique est tout à fait démoralisante, car elle fait appel aux instincts les plus égoïstes et accroît fortement les accidents industriels. (pp. 352-353)*

Neumann explique pourquoi les nazis recoururent à de tels extrêmes dans l'emploi du travail aux pièces (pas plus, cependant, que ne le fait le travail stakhanoviste) :

*La prépondérance accordée au travail accompli porte le problème de la différenciation des salaires au premier plan de la politique sociale. Il est essentiel de comprendre ce problème non pas comme une question économique, mais comme le problème politique crucial du contrôle des masses (souligné par moi — Y.G.)... La différenciation des salaires constitue l'essence même de la politique nationale-socialiste des salaires... cette politique vise sciemment à la manipulation des masses. (p. 353)*

Le système du travail aux pièces « est tout à fait démoralisant », « il fait appel aux instincts les plus égoïstes », c'est un moyen extrêmement important de « contrôler les masses », de les « manipuler », d'« atomiser » la classe ouvrière, de créer une élite au-dessus de l'élite dans la classe opprimée. C'est pourquoi les nazis furent si chauds pour

l'étendre, et il n'y a pas d'autre explication de l'enthousiasme que les dirigeants staliniens éprouvent pour lui<sup>3</sup>.

## Accroissement des limitations apportées à la liberté légale des travailleurs

En Russie, jusqu'au premier plan quinquennal, chaque ouvrier put librement changer de lieu de travail et émigrer sans obstacle d'un bout du pays à l'autre.

Le Code du travail (1922) prescrivait alors :

*Le transfert d'une personne salariée d'une entreprise à une autre ou son déplacement d'une localité à une autre, même lorsque l'entreprise ou l'institution se déplace, ne peut s'effectuer qu'avec le consentement de l'ouvrier ou de l'employé en cause (art. 37).<sup>4</sup>*

La *Petite Encyclopédie soviétique* (édition 1930) écrivait sur cette liberté des déplacements :

*La coutume des passeports intérieurs, instituée par l'autocratie comme un instrument d'oppression policière des masses laborieuses, fut abolie par la Révolution d'Octobre.*

Mais, dès 1931, aucun travailleur n'avait plus le droit de quitter Léninegrad sans une autorisation spéciale, et cette disposition fut étendue à toute la Russie en 1932. Un système de passeports intérieurs, beaucoup plus oppressif que celui des tsars, fut rétabli. Maintenant, personne n'a plus le droit de changer de lieu de résidence sans autorisation.

Dès septembre 1930, les entreprises industrielles se virent interdire d'employer des travailleurs ayant quitté leur place précédente sans y être autorisés. Des livrets de travail furent créés en 1932, chaque ouvrier dut remettre le sien au directeur au moment de l'embauche, et le directeur put y inscrire toutes les observations qui lui plaisaient quand l'ouvrier le quittait. Aucun ouvrier ne pouvait être engagé sans montrer son livret de travail. Victor Serge, qui vécut en Russie pendant de nombreuses années, y fut un communiste important, fut arrêté, puis finalement autorisé à sortir du pays, écrit :

*Le passeport est visé au lieu du travail. A chaque changement d'emploi, le motif du changement est porté dans le passeport. J'ai connu des ouvriers congédiés pour n'être pas venu, le jour de repos, faire une journée de travail « volontaire » (et naturellement gratuite) dans le passeport desquels on écrit : « Renvoyé pour sabotage du plan de la production » (Destin d'une révolution, in Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques – 1908-1947, Robert Laffont, 2001, p.358).*

Le 4 décembre 1932, le gouvernement fit paraître un nouveau décret conçu pour asservir les travailleurs. Les fournitures de vivres et des autres articles de première nécessité furent placées sous le contrôle exclusif du directeur, « afin de renforcer les pouvoirs des directeurs d'entreprises », (*Pravda*, 5 décembre 1932). D'après la loi du 26 juin 1940, il est interdit à un travailleur de quitter son emploi, sauf en cas d'incapacité physique, d'admission dans un établissement d'éducation ou d'autorisation spéciale accordée par les autorités supérieures. Toute absence pour une raison jugée insuffisante, même d'un seul jour, expose le coupable à six mois de « travail de correction », qui entraîne une diminution du quart de ses gains au cours de cette période. Il est symptomatique que, quelques mois après la promulgation de cette loi, plusieurs femmes écrivirent une lettre aux *Izvestia* pour réclamer que les domestiques y fussent également soumis. Les *Izvestia* commentèrent cette question (30 décembre 1940) et, tout en repoussant la suggestion, s'étonnèrent du contenu de cette lettre en cette période de « transition entre le socialisme et le communisme ».

Non seulement les ouvriers n'ont pas le droit de faire grève, mais les grévistes sont passibles, d'après la loi, d'être condamnés à mort (§ 14 de l'art. 58 du Code criminel. Comme la peine de mort a été abolie depuis, la peine est de vingt ans de travaux forcés)<sup>5</sup>.

3 Pour bien comprendre le but dans lequel le travail aux pièces a été si largement introduit, il est intéressant de noter qu'il le fut même avant la nationalisation de l'industrie. Il serait bon, pensèrent les chefs communistes, de discipliner les travailleurs à l'avance, dans « l'intérêt de la nation ». La compétition dans la production fut introduite en Roumanie et en Bulgarie au début de 1945, ayant les décrets de nationalisation, et les « héros du travail » se virent attribuer des décorations et de l'argent par les chefs du gouvernement. Le 1<sup>er</sup> mai 1946 fut célébré, en Hongrie, comme une compétition de production dans les industries privées. Pour toutes ces mesures, les dirigeants communistes obtinrent l'approbation cordiale de la bourgeoisie. Puis, après les avoir harcelés de cette manière, ils employèrent ces mêmes travailleurs pour appuyer leur assaut contre la bourgeoisie, qui aboutit à l'expropriation de celle-ci. Ceci démontre que la bourgeoisie et la bureaucratie du parti communiste avaient la même attitude envers l'exploitation des masses (travail aux pièces) et que cette bureaucratie et la classe ouvrière avaient également la même attitude envers la propriété privée (voir deuxième partie du présent livre).

4 Cet article fut supprimé le 1<sup>er</sup> juin 1932 (Collection des lois, *Code du travail*, Moscou, 1937, p. 20).

5 L'article suivant est le seul, dans la « Collection des lois », qui se rapporte à des manifestations pouvant être interprétées comme des grèves par les tribunaux : « Le sabotage contre-révolutionnaire, à savoir le refus d'exécuter une tâche assignée, ou son

Les « démocraties populaires » se sont conformées au modèle russe. Il ne faudra pas, cette fois, autant de temps pour aboutir à la perfection. Les grèves furent légales en Russie jusqu'en 1928 et se déroulèrent sans intervention de la police, même en dépit de l'opposition des dirigeants de l'administration, opposition qui crût en même temps que leur pouvoir<sup>6</sup>.

Mais les « démocraties populaires » évitèrent dès le début la faute d'autoriser les grèves. Aucune des nouvelles constitutions ne reconnaît le droit de grève. L'explication est très simple et a été condensée par le porte-parole du gouvernement yougoslave, répondant à une proposition de l'introduire dans la constitution : « Aujourd'hui que notre constitution garantit pleinement les droits de la classe ouvrière, une telle proposition a un caractère nettement réactionnaire et antinational » (20 janvier 1946). Dans leur opposition aux grèves, les dirigeants communistes se montrèrent très disposés à accepter le concours des hommes politiques bourgeois, et ceux-ci, de leur côté, n'hésitèrent pas à user de l'autorité du parti communiste pour réprimer les grèves. Le ministre tchécoslovaque de la Justice, Drtina (« épuré » lors du coup d'État de février 1948), déclara en effet, le 17 mars 1947, au sujet de grèves non officielles : « Ce furent, effectivement, des grèves dirigées contre le gouvernement et contre le président du conseil Gottwald... Ce qui est plus grave, c'est que ces grèves contre l'ordre légal se produisirent après la révolution. Elles ont donc un caractère anarchiste et terroriste » (*East Europe*, 26 mars 1947). Bien entendu, ceux qui tirèrent le bénéfice direct de la suppression des grèves « anarchiques » furent non pas le Dr Drtina et ses amis, mais Gottwald et les siens. En Roumanie, le décret n° 183 interdit la grève et la définit « une agression économique ». La participation est punie d'une peine d'emprisonnement variant de un à douze ans et d'amendes allant de 10 000 à 100 000 lei. Un membre du parti communiste dans les pays occidentaux, recourant à la double façon de penser qui lui est si habituelle, trouvera parfaitement normal de réprimer les grèves en Russie et dans les démocraties populaires (sauf, naturellement, en Yougoslavie, après le 28 juin 1948, date de l'excommunication prononcée contre Tito par le Kominform), tout en s'opposant à toute limitation du droit de grève dans les entreprises possédées par un organisme public, démocratiquement élu, dans son propre pays.

Les premières mesures pour interdire aux travailleurs le droit de changer leur lieu d'emploi ont déjà été prises. Le 16 avril 1948 a été promulguée en Yougoslavie une loi défendant à tout employé de l'État de le faire sans l'autorisation d'une commission spéciale du gouvernement. Le 19 août, Radio Sofia annonça que le Directoire du Travail avait décidé que les ouvriers « n'auraient plus le droit de changer de lieu de travail sans la permission » de l'administration de l'usine. L'autorisation d'embaucher ou de débaucher serait accordée en fonction des besoins de la production. Les ouvriers qui quitteraient leur emploi sans la permission du Directoire du Travail seraient renvoyés à leurs places primitives, conformément au décret du cabinet n° 7. S'ils ne retournaient pas volontairement, ils pourraient être convoqués par le bureau spécial du travail (c'est-à-dire affectés aux groupes de travailleurs forcés). En Hongrie, le gouvernement a publié, le 9 janvier 1950, un décret frappant de peines très sévères les travailleurs quittant leur emploi sans autorisation. Dans toutes les « démocraties populaires », le livret de travail russe a été adopté. Une « amélioration » a été introduite en Yougoslavie, chaque citoyen possède une *karakteristika* faisant foi de la confiance politique qu'on peut lui accorder, et qu'il doit montrer chaque fois qu'il se présente pour obtenir un emploi. Le fascicule étant scellé, il ignore ce qu'il contient et n'est pas en mesure de faire appel contre ce qui s'y trouve porté.

## Travail servile

Le travail servile est une institution qui joue un rôle d'une importance capitale en Russie, il commence à faire son apparition dans les pays satellites et est certainement destiné à s'y développer.

D.-J. Dallin donne quelques chiffres au sujet des travailleurs forcés de Russie dans le livre *Forced Labor in Soviet Russia* (Londres, 1948), qu'il a écrit en collaboration avec B. I. Nicolaevsky. « Kiseliev-Gromov, qui fut un fonctionnaire du G. P. U. dans les camps du nord, déclare qu'il y avait seulement 30 000 hommes dans ces camps en 1928... D'après lui, il y aurait eu un total de 662 257 prisonniers dans l'ensemble des camps en 1930... » (p. 52). Se basant sur tous les témoignages dont on peut disposer, Dallin aboutit à conclure que le nombre de ces prisonniers approchait de 2 millions en 1931 et qu'il était d'environ 5 millions en 1933-1935. Toujours d'après lui, ce chiffre aurait été compris entre 8 et 15 millions en 1942 (p. 53-62). L'ancien dirigeant communiste yougoslave Anton Ciliga, qui passa plusieurs années dans un camp de concentration russe, estime le nombre des prisonniers à une dizaine de millions (*The Russian Enigma*, Londres, 1940, p. 249).

---

exécution avec une négligence délibérée, dans le but spécifique d'affaiblir l'autorité du gouvernement ou d'entraver le fonctionnement de l'appareil gouvernemental, entraîne une privation de liberté pour une période ne pouvant être inférieure à un an et la confiscation totale ou partielle des biens. S'il existe des circonstances aggravantes de caractère particulièrement sérieux, la peine peut être portée à la mesure suprême de défense sociale : la mort par fusillade avec confiscation des biens (*Code criminel*, art. 58 § 14, 6 juin 1927, « Collection des lois », n° 49, art. 330, Moscou, 1937, p. 31).

6 En 1922-1923, il y eut 500 grèves avec 150 000 participants ; en 1925, 196, avec 37 600 participants ; en 1926, 337, avec 43 200 participants ; en 1927, 396, avec 25 400 participants. Plus de 90 % de ces participants étaient des employés de l'État. Ces grèves furent non seulement permises, mais, à cette époque, les dirigeants bolcheviks insistèrent pour que les membres du parti assistassent efficacement ces grèves lorsqu'elles étaient décidées par la majorité des ouvriers. (Voir, par exemple, les discours de Lozovsky et de Tomsky au II<sup>e</sup> Congrès du parti communiste russe, 1922).

Les citations suivantes, tirées de la *Pravda*, constituent la preuve concluante de l'existence du travail servile à grande échelle en Russie. Le 4 juin 1947, le présidium du Soviet suprême de l'U. R. S. S. fit paraître un décret sur la « protection de la propriété privée des citoyens », dont l'article 1<sup>er</sup> déclarait : « Le vol — c'est-à-dire l'appropriation clandestine ou ouverte de la propriété privée des citoyens — est passible de la détention dans un camp de redressement pendant une période de cinq ou six ans. Le vol commis en bande ou en récidive est passible de la détention dans un camp de redressement pour une période de six à dix ans » (*Pravda*, 5 juin 1947).

Le même jour parut un autre décret sur les « détournements de biens publics ou d'État » qui comprenait les articles suivants :

1. *Le vol, l'appropriation ou le détournement de fonds appartenant à l'État est passible d'une détention de sept à dix ans dans un camp de redressement, avec ou sans confiscation des biens.*
2. *Le détournement de fonds appartenant à l'État, effectué en récidive, ou par un groupe organisé, ou sur une grande échelle, est passible d'une détention de dix à vingt-cinq ans dans un camp de redressement, avec confiscation des biens.*
3. *Le vol, l'appropriation, les détournements commis au préjudice d'une ferme collective, d'une coopérative ou de toute autre organisation d'État est passible d'une détention de cinq à huit ans dans un camp de redressement, avec ou sans confiscation des biens.*
4. *Les détournements effectués au préjudice d'une ferme collective, d'une coopérative ou d'une autre organisation d'État, pour la seconde fois, ou par un groupe organisé, ou sur une grande échelle, sont passibles d'une détention de huit à vingt ans dans un camp de redressement, avec confiscation des biens » (ibid.).*

Un mois après la promulgation de ces décrets, le ministère public de l'U. R. S. S. publia dix exemples de la façon dont ils étaient appliqués (*Pravda* du 9 juillet 1947).

1. *Dans la ville de Saratov, V. F. Youdine, qui avait été précédemment condamné pour vol... déroba du poisson dans une sécherie. Le 24 juin 1947... il a été condamné à quinze ans de détention dans un camp de redressement par le travail...*
2. *Le 11 juin 1947, un électricien des lignes de transport d'énergie sur la ligne du chemin de fer Moscou-Ryazan, D. A. Kiselev, vola des fourrures dans un wagon... Le 24 juin 1947, le tribunal de guerre du chemin de fer Moscou-Ryazan l'a condamné à dix ans de détention dans un camp de redressement par le travail.*
3. *Dans la ville de Pavlov-Posad (région de Moscou), L. N. Markelov... vola des vêtements à la filature de cette ville. Le 20 juin 1947, il a été condamné à huit ans de détention dans un camp de redressement par le travail.*
4. *Dans le district de Rodnikov (région d'Ivanov), Y. V. Smirnov et V. V. Smirnov... volèrent 375 livres d'avoine dans une ferme collective. Le 26 juin 1947, ils ont été condamnés tous les deux à huit années de détention dans un camp de redressement par le travail.*
5. *Dans le district de Kirov (Moscou), E. K. Smirnov, chauffeur, a été arrêté pour avoir volé 22 livres de pain dans une boulangerie. Le tribunal du peuple... l'a condamné à sept ans de détention dans un camp de redressement par le travail.*
6. *A Saratov, E. I. Gordeyev... vola divers objets dans un magasin. Le 21 juin 1947... il a été condamné à sept ans de détention dans un camp de redressement par le travail.*
7. *A Kouibychev, E.-T. Polouboyarov vola un portefeuille à un voyageur du train.. Le 4 juillet, il a été condamné à cinq ans de détention dans un camp de redressement par le travail.*
8. *Le 7 juin 1947, à Kazan, au marché de la ferme collective, V. E. Boukine arracha de l'argent des mains du citoyen Pustinsky... Le 20 juin 1947... il a été condamné à huit ans de détention dans un camp de redressement par le travail.*

9. Le 6 juin 1947, au village de Soubovka, dans le district de Koutousovsk (région de Kouibychev), A. A. Tchoubarkine et V. G. Morozov volèrent dans un grenier 88 livres de pommes de terre appartenant au citoyen Presnyakov. Le 17 juin 1947... tous les deux ont été condamnés à cinq ans de détention dans un camp de redressement par le travail.

10. Le 5 juin 1947, à Moscou... K. V. Greenwald, précédemment condamné pour vol, profita de l'absence de son voisin, le citoyen Kovalev, pour entrer dans la chambre de celui-ci et y dérober divers ustensiles de ménage. Greenwald a été condamné... à dix ans de détention dans un camp de redressement par le travail. »

Le fait que des gens volent du pain et d'autres articles de première nécessité, malgré la terrible menace d'une détention minimum de cinq ans dans un camp de travail forcé, démontre qu'ils souffrent d'une terrible pauvreté.

Que le labeur servile soit très largement répandu en U. R. S. S., c'est démontré, non seulement par les très nombreux témoignages fournis par d'anciens détenus des camps (rassemblés dans le livre de Dallin et Nicolaevsky cité plus haut) et par les peines, publiées par la presse soviétique, attribuées aux auteurs des crimes les plus élémentaires — si un vol de pain peut être qualifié de crime, — mais aussi par d'autres faits qui, pour être indirects, n'en sont pas moins concluants. La loi soviétique accorde le droit de vote à toutes les personnes âgées d'au moins dix-huit ans, à l'exception de celles qui sont détenues dans les camps de redressement par le travail. Lors des élections de 1946, il y eut 101,7 millions d'électeurs. Cette même année, la population de l'U. R. S. S. s'élevait à 193 millions d'âmes. D'après le recensement de 1939, il y avait 58,4 % de personnes âgées de dix-huit ans et plus. En 1946, ce pourcentage était encore plus élevé parce que, premièrement, la proportion des enfants dans les populations des pays annexés à la Russie (Lithuanie, Lettonie, Esthonie, etc.) était plus basse que dans celle de l'U. R. S. S. dans ses frontières de 1939 et, deuxièmement, la guerre amena un taux de mortalité plus grand chez les enfants que chez les adultes. En admettant que le pourcentage des gens d'au moins dix-huit ans fût le même en 1946 qu'en 1939, cette catégorie comprenait 112,7 millions de personnes. Le nombre des électeurs inscrits étant seulement de 101,7, la différence, soit 11 millions de gens, devait représenter les détenus des camps de travail.

Jusqu'à maintenant, les renseignements venant de source officielle sur l'existence des camps de travail forcé dans les pays satellites sont demeurés assez rares. L'agence d'informations tchécoslovaque a annoncé, le 5 octobre 1948, que des camps de ce genre allaient être ouverts en vertu d'une loi approuvée ce même jour par le conseil des ministres.

Au cours du débat sur le nouveau code pénal voté le 27 juin 1950 par le parlement, le député Patchova déclara : « La loi spécifie que les condamnés doivent recevoir des emplois utiles leur permettant, après leur libération, de rejoindre les rangs des travailleurs. D'autre part, tout homme condamné comme ennemi de la démocratie populaire et qui ne témoigne pendant l'accomplissement de sa peine d'aucune amélioration justifiant l'espoir qu'il pourra mener la vie d'un honnête travailleur peut être envoyé dans un camp de travail forcé après l'achèvement de cette peine. » Ces paroles suffisent, à elles seules, à prouver qu'il existe des camps de travail forcé en Tchécoslovaquie. Les mieux connus se trouvent à Joakimov et à Kladno.

En Roumanie, une loi du 14 janvier 1949 fixe des peines très sévères — allant jusqu'à la mort — pour les négligences commises en service dans l'industrie. Bien évidemment la plupart de ceux qui seront arrêtés en vertu de cette loi ne subiront pas le châtement capital, mais constitueront des recrues pour les camps de travail forcé. D'autres « crimes », en dehors de ces négligences, sont également punis des travaux forcés, comme le démontre le fait que plusieurs milliers de Juifs, dont des dirigeants sionistes, ont été envoyés dans ces sortes de camps en Roumanie (Londres, *Jewish Chronicle*, 4 août 1950).

*The Times* du 13 juin 1950, parlant du travail forcé en Yougoslavie, écrit : « Afin de déraciner l'opposition du Kominform à l'intérieur du parti communiste et d'obliger les paysans à effectuer les livraisons prescrites, le gouvernement a procédé à de nombreuses arrestations qui, sans être sans doute comparables à ce qui se passe en Russie, n'en rendent pas moins la population concentrationnaire très supérieure à tout ce qu'on peut trouver à l'ouest. En Grande-Bretagne, où la population est environ trois fois plus grande qu'en Yougoslavie, le nombre des détenus est à peu près de 20 000. La plupart des observateurs estiment que le chiffre des gens actuellement en prison en Yougoslavie est compris entre 100 000 et 200 000. » « La majeure partie de ces prisonniers servent de réserve de main-d'œuvre très utile pour les travaux publics... »

Des confirmations officielles indirectes sur l'existence de camps de travail forcé paraissent de temps à autre en Hongrie ainsi que des indications sur la gravité des « crimes » qui en ouvrent les portes. C'est ainsi que Radio-Budapest a annoncé, le 21 août 1950, que I. Olajos, ouvrier à la manufacture de wagons de Gyöv, avait été condamné à six ans de travail forcé pour escroquerie sur son salaire.

En Bulgarie, les camps les plus notoires se trouvent à Kuznian, près de Pernik, et à Belene.

En Pologne, le plus connu est celui de Milecin.

Si l'on sait si peu de chose sur les camps de travail forcé dans les « démocraties populaires », c'est principalement

parce que les gouvernements s'efforcent par tous les moyens de dissimuler la hideuse vérité qui constitue un abominable outrage aux conceptions du « socialisme » et de la « démocratie » que les partis communistes affirment avoir établis. Il faut tenir compte de deux autres facteurs. Comme le dit Juvénal : « Personne n'atteint du premier coup au sommet du vice. » Il a fallu de nombreuses années à la Russie pour posséder des camps avec des millions de détenus. Si l'on admet que la proportion des prisonniers dans la population est à peu près la même qu'en Yougoslavie dans toutes les « démocraties populaires », il doit exister entre 500 000 et 1 000 000 de détenus au total. L'U. R. S. S., avec une population double de celle des démocraties populaires, avait moins d'un million d'esclaves en 1930 et deux millions en 1931. Deuxièmement, il est extrêmement probable que le travail servile, tout en se développant, n'atteindra jamais en Europe orientale l'ampleur qu'il a prise en Russie. Il est, comme l'a démontré Adam Smith, très improductif, convenant surtout aux besognes manuelles ne nécessitant pas un équipement industriel moderne, telles que l'abattage du bois, la construction de routes, de chemins de fer, d'établissements industriels de grande envergure, de réseaux d'irrigation, de canaux. Plus les travaux réclament d'outillage et d'ouvriers qualifiés, moins la main-d'œuvre servile est profitable. Selon toute probabilité, la Tchécoslovaquie en aura moins que la Bulgarie ou la Roumanie, et les « démocraties populaires », prises dans leur ensemble, moins que la Russie.

Il est très difficile, sinon impossible, de faire la distinction entre le travail volontaire et le travail forcé dans un régime totalitaire. Si ce n'était pas évident, les paroles suivantes de Tito (prononcées au congrès commun de la Jeunesse communiste et de la Jeunesse populaire, en décembre 1948) suffiraient pour le montrer : « Il existe, naturellement, des étudiants qui ne sont pas très chauds pour le travail volontaire ou qui refusent de participer à des besognes volontaires... Tel fut le cas d'un petit nombre que nous avons dû récemment expulser de l'Université de Belgrade et d'autres encore... »

## La répartition de la production sociale

Beaucoup de communistes admettent qu'en Russie et dans les pays satellites l'administration exerce un contrôle total sur l'appareil de l'État et dirige ainsi l'économie. Mais ils proclament qu'elle agit uniquement de manière à servir les intérêts du peuple.

Prétendre que des gens, disposant entièrement des moyens de production, ne prélèvent pas tout ce qu'ils peuvent sur celle-ci pour eux-mêmes équivaut à expliquer la conduite économique de l'homme par ses intentions : étrange raisonnement de la part de ceux qui affirment avoir une conception matérialiste de l'Histoire. D'autant plus que nous entendons dire, des mêmes lèvres, qu'en Amérique et ailleurs, sous le capitalisme ayant la propriété privée pour base, les simples miettes tombant de la table de la bourgeoisie suffisent pour acheter et corrompre l'« aristocratie du travail » — les fonctionnaires des syndicats, etc. — et les éloigner de la classe ouvrière. Staline et ses associés ont à leur portée, et eux seuls, toute la nourriture se trouvant sur la table, mais ils sont apparemment incorruptibles et resteront à jamais fidèles aux travailleurs. C'est faire de la taupinière une montagne, et de la montagne une taupinière.

Toute l'expérience historique conduit à la conclusion inévitable que, lorsqu'un groupe d'hommes disposent de façon absolue de la propriété des moyens de production, ils tirent inéluctablement de cette production tous les bénéfices personnels possibles.

La répartition du revenu national entre les différents groupes sociaux est tenue strictement secrète dans les « démocraties populaires ». Nul doute que, si le gouvernement britannique s'abstenait de publier les statistiques de ce genre, le parti communiste ne l'accusât, à juste titre d'ailleurs, de vouloir dissimuler la vérité au peuple. Néanmoins, des fragments d'informations publiées par les journaux permettent de se faire une idée de la grande différenciation des revenus.

L'organe officiel la *Bulgarie libre*, du 15 mars 1947, déclare que, dans ce pays, le rapport entre le salaire minimum et le salaire maximum parmi les employés de l'État est de 1 à 5. La *Yougoslavie nouvelle*, qui avait adopté le rapport 1/3,2, accroît graduellement la différence. En France, il est 1/6 ; aux États-Unis, 1/10 ; dans l'U. R. S. S. ; 1/11. C'est dans ce dernier pays que la différence est la plus considérable et les communistes bulgares l'en louent !

En Bulgarie, un chef de bureau gagnait 17 000 leva par an ; un conseiller-rapporteur, 19 500 ; un conseiller-spécialiste, 21 000 ; et un secrétaire général, 25 000. Ces traitements étaient dans de nombreux cas accrus par un « salaire supplémentaire » variant de 13 200 à 22 800 leva par an, ce qui les portait de 30 000 à 47 000 leva. Par contre, le salaire moyen de l'ouvrier était de 357,7 leva par mois, soit 4 292,4 par an (*Bulgarie libre* du 1er octobre 1947) et beaucoup de travailleurs non qualifiés gagnaient seulement de 150 à 200 leva par mois, soit de 1 800 à 2 400 leva par an (*Bulgarie libre* du 1<sup>er</sup> avril 1948), c'est-à-dire vingt fois moins que leurs parvenus de dirigeants. Il n'y a, bien entendu, pas trace des avantages en nature, tels que logements, voitures et domestiques, dont jouissent les hauts fonctionnaires.

En Roumanie, le salaire minimum d'un employé de l'État est de 3 328 lei par mois et le traitement maximum de 42 600 lei (*Nouvelles roumaines* du 6 février 1949). Beaucoup d'ouvriers ne gagnent pas plus de 2 000 à 2 500 lei par mois.

On peut obtenir indirectement certaines indications sur la différenciation des revenus en Pologne en utilisant le tableau indiquant le taux de l'impôt payable par les divers groupes de revenus. Il permet de se faire une idée de la

différence existant entre les revenus extrêmes, mais ne révèle pas le nombre de contribuables appartenant à chacun de ces groupes. Jusqu'à 72 000 zlotys, les revenus échappent à l'impôt (il y a beaucoup de gens qui gagnent moins de 36 000 zlotys). Voici le tableau des taux :

72 000 à	80 000	zlotys	2 %
100 000 à	110 000	zlotys	3,5 %
150 000 à	170 000	zlotys	7 %
190 000 à	210 000	zlotys	9 %
250 000 à	300 000	zlotys	13 %
500 000 à	600 000	zlotys	23 %
1 000 000 à	1 200 000	zlotys	33 %
1 400 000 à	1 600 000	zlotys	37 %
2 400 000 à	3 000 000	zlotys	43 %
3 600 000 à	4 200 000	zlotys	47 %
Au-dessus de	4 200 000	zlotys	50 %

(H. W. Robinson, U. N. R. R. A., Bureau régional européen, Londres, *Finance in Poland*, p. 21.)

On pourrait dire, en paraphrasant Orwell : tous les hommes sont égaux, mais il y en a qui sont plus égaux que d'autres !<sup>7</sup>.

En Tchécoslovaquie, ainsi que nous l'avons déjà dit, il n'était pas rare (en 1948) de trouver des directeurs d'usine gagnant 40 000 couronnes par mois, alors que les deux tiers des ouvriers recevaient moins de 2 900 couronnes brut (c'est-à-dire avant le paiement des impôts, des cotisations, etc.). En outre, ceux qui touchaient 40 000 couronnes avaient à leur disposition une villa, une voiture avec chauffeur et d'autres revenants-bons.

Le journal bourgeois et libéral de Bènes, le *Svobodné Slovo*, déclarait, non sans raison, que les bureaucrates vivaient « à la façon des millionnaires..., jouissaient du confort et du luxe grâce aux villas et aux limousines qui leur étaient attribuées par les autorités, et à leurs traitements élevés ». Ces gens, continuait le journal, ne sont « sans propriété que dans la forme... » (6 septembre 1947). Le niveau de vie des masses, par contre, est très bas, comme les statisticiens officiels sont obligés eux-mêmes d'en convenir. En juin 1946, déjà, le salaire moyen d'un ouvrier de l'industrie était de 2 540 couronnes, alors que la *ration alimentaire* d'une famille de trois personnes coûtait à elle seule 2 721 couronnes. Et nombreux étaient ceux qui gagnaient moins que cette moyenne de 2 540 couronnes ! La situation des masses s'est encore aggravée depuis cette époque. Le correspondant de l'*Associated Press* à Prague n'exagérait pas en déclarant, le 15 juillet 1948 : « La Tchécoslovaquie d'aujourd'hui peut à bon droit se prétendre le pays d'Europe le plus affamé, même encore plus que l'Autriche. » Le journal socialiste viennois *Arbeiter Zeitung* écrivait, le 23 juin 1948 : « Les voyageurs qui viennent souvent de Prague à Vienne signalent que, pour la première fois au cours des semaines dernières, ils ont emporté des vivres non pas à l'aller, mais au retour. » Le journal citait ensuite certains prix pratiqués sur le marché noir de Prague. On pourrait rapporter d'innombrables faits analogues.

Il n'y a pas à se demander qui souffrit de la disette, résultat partiel, mais seulement partiel, de la sécheresse de l'hiver 1947-1948. Cette sécheresse ne peut expliquer l'extrême pénurie des textiles, des chaussures (dans le pays de Bata !) et de certains autres biens de consommation, ni la durée de cette disette.

Il est manifeste, d'après des chiffres officiels, que la fraction du revenu social allant aux travailleurs ne cesse de s'amenuiser. En janvier 1946, la production totale de l'industrie tchécoslovaque se vendit 9,09 milliards de couronnes ; les salaires et traitements payés dans cette industrie s'élevèrent à 2,83 milliards de couronnes, soit à 31,6 % du chiffre d'affaires. Un an plus tard, en janvier 1947, les ventes montèrent à 15,66 milliards de couronnes et les salaires et traitements à 4,03, soit 25,7 % du chiffre d'affaires. Ce déclin du pourcentage des salaires s'accompagna d'un accroissement de 50 à 78 couronnes du rendement d'une heure de travail, soit une augmentation de 56 % (*Bulletin statistique de Tchécoslovaquie*, publié par le bureau national de statistique, Prague, juillet 1947). Si les statistiques

<sup>7</sup> En Russie, l'échelle des revenus imposables commence à moins de 1 800 roubles par an et se termine à 300 000 roubles (*Izvestia*, 6 avril 1940).



n'avaient compris que les salaires des ouvriers et non les traitements du reste du personnel, le déclin eût été encore plus considérable.

Le journal *Utchetnictvi a Kontrola*, publié par la maison d'édition des syndicats, Pràce, soumit le budget national à une analyse très poussée en vue d'obtenir une idée assez précise du coût de l'administration. Il découvrit que les frais de déplacements dans la haute administration, c'est-à-dire dans les ministères et non pas dans celle des industries nationalisées, ne s'élevaient pas à moins de 780 millions de couronnes, et l'entretien des automobiles à 180 millions. L'énormité de cette somme apparaît mieux quand on constate que les frais de déplacement de ces bureaucrates suffiraient pour donner un niveau de vie acceptable à environ 300 000 familles recevant des salaires dérisoires. L'article concluait : « L'administration publique engloutit 48 % du revenu national. Comment serait-il possible d'élever le niveau de vie du peuple tout entier, de donner satisfaction aux classes laborieuses, de payer des salaires convenables aux commis du gouvernement ? » (Tiré d'un article : « Réfléchissons aux chiffres », cité par V. Salus dans la publication du parti socialiste tchécoslovaque *Cil*, le 15 août 1947, sous le titre significatif : « La démocratie économique et la nouvelle noblesse »)<sup>8</sup>.

## La résistance des ouvriers

Nous avons déjà parlé de la manière dont les ouvriers de Tchécoslovaquie exprimèrent leur mécontentement aux dirigeants du parti communiste en rejetant la liste des candidats officiels lors des élections aux comités d'usine en 1947, amenant ainsi le parti à abolir le scrutin secret. Mais ils le manifestèrent de plusieurs autres façons dont la plus importante fut un absentéisme de vaste ampleur qui prit les proportions d'une épidémie dans l'industrie tchécoslovaque. Au IX<sup>e</sup> Congrès du parti communiste tchécoslovaque, Slansky, secrétaire général, révéla que cet absentéisme, qui, avant la guerre, était de 2,4 à 3,5 % dans les fonderies, s'était élevé à 12 % en janvier 1949 et à 15 % en mars. La situation était encore plus critique dans le bâtiment : dans les quatre entreprises principales du seul district de Moravska-Ostrava, il avait été perdu 53 420 journées de travail, tandis qu'une autre entreprise, à Tabor, enregistrait 50 % d'absences (cité par *News of Czechoslovakia* de mai 1949). Le 21 septembre 1949, le premier ministre, Zapotocky, déclara au conseil des syndicats tchécoslovaques que l'absentéisme parmi les ouvriers, depuis le début de l'année, était déjà plus élevé de 37 % qu'en 1947 (*Lidové Noviny*, 22 septembre 1949). Même la décision prise le 24 mars 1950 par l'Assemblée nationale de retrancher des congés annuels les jours d'absence sans excuse valable ne dut probablement pas arrêter complètement cette manière qu'avaient les ouvriers de manifester leur « enthousiasme » croissant pour le régime.

Les ouvriers tchécoslovaques ne furent pas seuls à offrir de la résistance, si limitée que pût être celle-ci par le caractère totalitaire du régime. *The Times* publia, le 5 septembre 1949, un rapport de son correspondant à Budapest sur une conférence tenue par le parti communiste du Grand Budapest — où est concentré plus de 60 % de l'industrie hongroise — et à laquelle assistèrent tous les principaux chefs du parti. « Le rapport (de la conférence) déclare que la production stagne dans la plupart des industries et a baissé dans certaines. Entre février et juillet, elle a diminué de 17 % dans l'ensemble de l'industrie manufacturière... » « Beaucoup trop d'ouvriers se réclament de l'assistance médicale : 11 % dans une usine au cours d'une semaine récente ; 12 % dans une autre. On cite des cas de blessures volontaires. » Rákosi déclara dans son discours que, dans de nombreuses entreprises, le nombre de jours d'absence pour maladie était deux ou trois fois plus élevé qu'avant la guerre (*Neue Zürcher Zeitung*, 6 septembre 1949). Il

8 Pendant un certain temps, les dirigeants communistes essayèrent d'étouffer le conflit entre les ouvriers et la « nouvelle noblesse » en orientant l'hostilité des masses exclusivement contre la bourgeoisie. En octobre 1947, par exemple, pour venir en aide aux paysans qui souffraient de la sécheresse, ils lancèrent le slogan : « Que les millionnaires payent ! » et proposèrent un prélèvement sur le capital. La bureaucratie n'aurait naturellement rien eu à payer, étant « sans propriété — dans la forme ». Le parti communiste essaya de masquer le fait que la portion du revenu national demeurant entre les mains de la bourgeoisie était si faible (elle ne possédait plus qu'un quart de l'industrie) que la seule possibilité d'améliorer sérieusement la situation des masses eût été : 1° de réduire le revenu de la bureaucratie ; 2° d'accroître le revenu national ; 3° d'empêcher la Russie de prendre sa part de celui-ci. Il proclama qu'il existait 35 000 millionnaires en Tchécoslovaquie. C'est un chiffre important, mais il est moins impressionnant quand on considère qu'il ne s'agissait pas de millionnaires en livres sterling ou en dollars, mais en couronnes. En juillet 1947, un million de couronnes équivalait à 5 000 livres sterling. Même en admettant les allégations communistes, la fortune de ces 35 000 millionnaires atteignait seulement 50 milliards (d'après le journal bourgeois *Svobodné Slovo*, il n'y avait que 12 000 millionnaires, avec une fortune totale de 22 milliards de couronnes). 50 milliards de couronnes, c'était seulement environ le quart du revenu national annuel de la Tchécoslovaquie.

La condition des masses ne pouvait donc être substantiellement améliorée aux dépens de la bourgeoisie, mais uniquement par des aménagements des secteurs nationalisés de l'économie aux dépens de la bureaucratie. Cela est démontré par la répartition du revenu national (milliards de couronnes en 1947) :

Bénéfices des entrepreneurs dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et revenus privés du capital	22,0
Locations et sous-locations (y compris la valeur du loyer des logements occupés par les propriétaires)	5,2
Agriculteurs indépendants	25,4
Traitements et salaires	125,9
Pensions des employés du gouvernement	5,7
Débloquages de comptes pour les gens à moyens limités (plus un certain nombre d'autres paragraphes)	6,3

(Bureau de statistiques des Nations Unies, *National Income Statistics of Various Countries, 1938-1948*, Lake Success, New-York, 1950, p. 59.)

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La possibilité d'accroître le paragraphe 4 aux dépens du paragraphe 1 est vraiment très réduite.

annonça, le 31 août 1949, que la productivité avait baissé de 10 à 15 % au cours des mois précédents.

En Pologne, une épidémie d'absentéisme poussa le gouvernement à prendre des mesures rigoureuses. Le 19 avril 1950, le Sejm vota une loi relative à la « discipline socialiste du travail ». Les ouvriers manquants sont frappés de peines extrêmement sévères. Ceux qui s'absentent plus de trois jours dans l'année, sans raison jugée valable, subissent une réduction de salaires de 10 à 25 % pendant une période pouvant atteindre trois mois.

Les ouvriers yougoslaves utilisèrent aussi l'arme de l'absentéisme pour lutter contre les mauvaises conditions dans lesquelles ils travaillaient. *The Times* du 1<sup>er</sup> novembre 1950, citant le journal syndical de Belgrade Rad, déclarait : « Dans les mines de charbon, l'absentéisme a atteint 19 % en Serbie, 17,5 % en Croatie, 15 % en Slovénie et 14 % en Bosnie-Herzégovine. Le plan fait état d'un absentéisme maximum de 11 %. » Dans le discours prononcé à l'Assemblée fédérale, le 17 avril 1950, Tito annonça : « En 1949, la perte des journées de travail a été de 26,26 %. Le chiffre a atteint 33 % en Croatie, dont 21 % en jours de congés et en absentéisme. Ceci démontre qu'on sait mal lutter pour renforcer la discipline... » Les ouvriers changent également beaucoup de lieu d'emploi. Parlant devant le Parlement serbe, Jovan Vesilinov, vice-président du Conseil, signala qu'au cours de dix mois de 1949 les entreprises d'État de Serbie embauchèrent 628 064 personnes, mais perdirent 430 050 ouvriers qui avaient quitté leur emploi (*The New York Times*, 29 janvier 1950). Le *Borba* du 21 août 1950 déclara que, dans les mines et les raffineries de plomb de Treptcha, qui sont parmi les plus considérables du monde, quelque 11 000 ouvriers furent embauchés en 1949, dont 10 500 s'en allèrent avant la fin de l'année, à cause des mauvaises conditions de travail, des payes irrégulières, « ordinairement entre le 15 et le 20 du mois, souvent entre le 25 et le 30 », et du retard dans la distribution des rations (en août, elles furent délivrées avec dix jours de retard et, dans l'intervalle, les ouvriers durent se passer de pain).

Le gouvernement prit des mesures rigoureuses pour lutter contre l'absentéisme et les trop fréquents changements d'emploi. Le 26 janvier 1950, il promulgua un décret proclamant que les cartes de ravitaillement seraient retirées à tous ceux qui quitteraient leur emploi sans autorisation, et qu'ils n'en recevraient pas de nouvelles. Le décret prescrivait aussi d'inclure dans les contrats de travail une clause obligeant un ouvrier à rembourser à l'entreprise toute perte de production résultant d'une absence injustifiée de sa part.

Le déclin de la *qualité* de ce que produisent les ouvriers constitue un autre symptôme de leur mécontentement croissant. Dans le discours cité plus haut, par exemple, Rákosi déclara que le pourcentage des déchets dans les fonderies Manfred Weiss, la seconde, par ordre d'importance, des usines métallurgiques de Hongrie, était passé de 10,4 à 23,5. En Pologne, en 1948, sur 67 millions de tonnes de charbon, il y avait 1 100 000 tonnes de pierres. En 1949, le pourcentage de pierres atteignit 5 %. En 1948 et 1949, une importante proportion des exportations de la Tchécoslovaquie — dont les produits avaient une réputation de bonne qualité — lui fut retournée pour malfaçons.

Les admonestations des dirigeants aux ouvriers ont souvent un tel caractère qu'elles ne laissent pas le moindre doute sur l'indocilité de ceux-ci. István Kossa, ministre hongrois de l'Industrie, déclara à Debreczen, le 6 décembre 1948 : « Les ouvriers ont pris une attitude terroriste envers les directeurs des industries nationalisées », et il les menaça des travaux forcés.

Tchivu Stoica, ministre roumain de l'Industrie, s'adressant le 25 décembre 1948 aux ouvriers de l'usine Resita, le plus grand établissement métallurgique du pays, les accusa de n'avoir pas réalisé les prévisions du plan et d'être des « agents des capitalistes ».

En Yougoslavie, Edvard Kardelj, vice-président du conseil, attaqua dans son rapport au V<sup>e</sup> Congrès du parti communiste (juillet 1948) les ouvriers qui manifestaient « de la résistance aux normes réalistes, contre la compétition et, d'autre part, formulaient des demandes exagérées en ce qui concernait les salaires ». « Il est évident que les conséquences d'une telle situation sont une diminution de la discipline du travail, un appui insuffisant aux rationalisateurs et aux innovateurs dans la réalisation et l'application de leurs propositions, une conduite incorrecte et inamicale envers les chefs d'entreprises, une attitude déplorable envers les compétitions ». (*Le parti communiste yougoslave dans la lutte pour la nouvelle Yougoslavie, pour l'autorité du peuple et pour le socialisme*, Belgrade, 1948, p. 87-88.)

Si les ouvriers restent néanmoins membres des partis communistes — comme l'indiquent les statistiques officielles, — ce n'est pas parce qu'ils en sont enthousiastes, mais parce qu'il est trop dangereux de les quitter. Ceux qui abandonnent le parti risquent (au minimum) de subir des sanctions économiques. C'est clairement démontré par quelques chiffres rendus publics, en octobre 1948, par József Révai, rédacteur en chef du *Szabad Nép*, quotidien du parti communiste hongrois. Ce journal, déclara-t-il, était lu seulement par 12 % des membres du parti. Aux grandes usines M. A. U. A. G., par exemple, où 6 000 des 8 000 ouvriers sont membres du parti, 780 seulement lisent le journal. (*Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !*, 15 octobre 1948.) Un très grand nombre d'ouvriers ne sont donc ainsi que des membres nominaux du parti.

Les « purges » de vaste ampleur exécutées dans ces partis expriment aussi l'hostilité croissante entre les dirigeants et leurs « partisans ». Dans celle qui eut lieu en Hongrie, il y eut près de 500 000 expulsions. En Tchécoslovaquie, l'épuration chassa 250 000 membres en 1948 et pendant le premier semestre de 1949. En Roumanie, « plus de 192 000 éléments hostiles », c'est-à-dire plus d'un cinquième de l'effectif du parti, furent « épurés » entre novembre 1948 et mai 1950. En Bulgarie, 92 500 membres et candidats, sur un total de 442 183, furent expulsés entre juin 1949 et juin 1950.

Si les ouvriers des « démocraties populaires » ne peuvent exprimer leur mécontentement lors des plébiscites contrôlés par la police et des élections prétendues générales, ceux de l'autre côté de la frontière, placés suffisamment près pour bien connaître les réalités du régime de ces « démocraties populaires », et jouissant d'assez de liberté pour exprimer leur opinion — comme en Autriche et à Berlin, — ont clairement manifesté leur désapprobation.

## **L'expropriation des paysans**

La classe de parvenus qui règne en Europe orientale a consacré toute son énergie, en vue d'accroître ses richesses et son confort, à augmenter le nombre des travailleurs employés par les industries d'État. Elle est ainsi entrée en conflit avec les masses paysannes.

Comme nous l'avons indiqué, le progrès de l'agriculture dans les pays d'Europe orientale dépend de leur industrialisation. Leur retard originel, leur isolement de l'Europe occidentale par la division du continent en deux zones d'influence, l'exploitation impérialiste de la Russie, l'avidité de l'administration locale sont des facteurs qui entravent l'accumulation du capital nécessaire à cette industrialisation. S'il avait déjà existé une grande industrie, la campagne aurait volontiers livré ses produits à la population urbaine en échange de produits industriels et également fourni la main-d'œuvre nécessaire, l'excédent de sa population étant attiré vers les villes par le niveau élevé de vie et de culture régnant dans celles-ci. Inversement, si les villages avaient procuré aux villes les produits agricoles et la main-d'œuvre qui leur étaient indispensables, l'industrialisation aurait été beaucoup plus rapide. Ces deux conditions sont fonction l'une de l'autre. Mais la bureaucratie ne peut tolérer un développement progressif de l'agriculture et de l'industrie, elle préfère échapper à ce cercle vicieux par la « collectivisation » forcée.

Les réformes agraires effectuées précédemment ont eu pour effet, pendant un certain nombre d'années au moins, non seulement de ne pas accroître les excédents agricoles disponibles pour le ravitaillement des villes, mais, au contraire, de les réduire. C'est parce que les grands domaines fonciers, cultivés par des fermiers ou par des ouvriers agricoles, disposent évidemment d'excédents plus considérables que les petites fermes paysannes, même si les uns et les autres ont la même productivité. Les réformes agraires, en partageant les grands domaines en petites fermes, ont eu pour résultat immédiat de faire baisser la quantité de produits agricoles livrés aux marchés. Les augmentations nécessaires à l'industrialisation auraient pu être obtenues par l'encouragement des cultures des koulaks, mais c'eût été peu sage du point de vue de la bureaucratie, car c'eût été créer, socialement et politiquement, une nouvelle classe dirigeante obstinément attachée à la propriété privée, tandis qu'économiquement il en serait résulté une demande accrue de marchandises industrielles par les koulaks en échange de leurs produits. La bureaucratie désirait trouver une façon moins onéreuse de se procurer ceux-ci. Elle pouvait avoir recours aux impôts et aux réquisitions. Mais il était impossible de compter sur ces mesures pour procurer les larges quantités de produits nécessaires à l'industrialisation rapide, le paysan, mécontent, pouvant « faire grève », diminuer l'étendue de ses semailles, négliger ses champs, de façon à diminuer les quantités passibles des réquisitions, voire dissimuler une partie de sa récolte, car il est impossible de surveiller étroitement des millions de petits paysans, répartis entre des milliers de villages. Toutes ces difficultés disparaissent virtuellement, et il est plus facile de se procurer les livraisons exigibles si ces millions de paysans sont concentrés dans quelques dizaines de milliers de grandes fermes. Ces paysans, il est vrai, peuvent réagir contre leur expropriation et leur rassemblement dans des camps de demi-servage en massacrant leur bétail. Il peut en résulter une diminution de la production agricole pendant un certain nombre d'années et des famines, avec leur cortège de morts, mais peu importe. Tout va bien si la quantité de produits agricoles tombant entre les mains de l'État augmente. La « collectivisation » permet aussi à l'État de contrôler la main-d'œuvre agricole et, si les salaires ne sont pas assez élevés dans les villes pour séduire des gens de la campagne, ceux-ci y seront attirés par la mécanisation de l'agriculture et l'élimination des bouches inutiles dans les « fermes collectives ». En outre, si l'on entreprend de grandes constructions réclamant peu de travailleurs qualifiés et pouvant être exécutées sans ou presque sans machines (car la bureaucratie préfère « dépenser » le moins possible des machines onéreuses dont elle a besoin pour l'industrialisation et l'armement), les « fermes collectives » peuvent fournir une ample quantité de cette main-d'œuvre à bon marché, prélevée sur les « koulaks », c'est-à-dire sur ceux qui osent opposer de la résistance à la bureaucratie. Jusqu'à maintenant, il a été impossible de prouver que tel serait le sort de l'agriculture dans les pays satellites parce que le processus n'en est encore qu'à ses tout premiers stades. Il n'en est pas moins clair que c'est la tendance, comme le démontrent les événements survenus jusqu'ici et l'histoire agricole de la Russie depuis 1928.

## **L'exemple de la « collectivisation » russe**

Le tableau suivant montre l'influence de la collectivisation sur la production agricole de la Russie :

	SURFACES ENSEMENCÉES			PRODUCTION BRUTE DE BLÉ (millions de quintaux)	BÉTAIL (millions de têtes)
	Total	Blé (millions d'hectares)	Plantes techniques		
	–	–	–	–	–
1928	113,0	92,2	8,6	733,2	70,5
1929	118,0	95,9	8,8	717,4	67,1
1930	127,2	101,8	10,5	835,4	53,0
1931	136,3	104,4	14,0	694,8	47,9
1932	134,4	99,7	14,9	698,7	40,7
1933	129,7	101,6	11,9	808,2	38,4
1934	131,4	104,7	10,7	804,6	42,4
1935	132,8	103,4	10,6	810,9	49,2
1936	133,8	102,4	10,8	744,6	56,7
1937	135,3	104,4	11,2	1 082,6	57,0
1938	136,9	102,4	11,0	854,9	63,2

(S. N. Prokopovicz, *Russlands Volkswirtschaft unter den Sowjets*, Zurich, 1944, p. 133.)

On peut constater que, dix ans après le début de la campagne pour la « collectivisation », le bétail avait diminué de 10 %, tandis que la production brute de blé était de 16 % plus élevée. La principale raison de cette augmentation fut la mise en culture de nouvelles surfaces de steppes qui exigeait des machines agricoles. La surface ensemencée s'accrut de 21 % et celle des emblavures de 11 %.

Le calcul suivant, fait par W. E. Moore, démontre que la productivité du travail agricole ne fut pas plus élevée, en Russie, de 1931 à 1935, malgré la mécanisation, que dans les pays d'Europe orientale :

PRODUCTION PAR PERSONNE DÉPENDANT DE L'AGRICULTURE ET PAR HOMME TRAVAILLANT A CELLE-CI, MOYENNE POUR 1931-1935

	Par personne	Par homme
	(unités de récolte)	
	—	
Tchécoslovaquie	45	146
Hongrie	33	96
Pologne	21	72
Roumanie	21	67
Bulgarie	20	70
Yougoslavie	17	55
Albanie	10	32
U. R. S. S.	17	53

(Op. cit., p. 35.)

Même en tenant compte de l'amélioration subie par la production agricole, en Russie, après 1935, il est clair que cette production par homme travaillant à l'agriculture n'était pas plus élevée que celles de la Roumanie, de la Bulgarie ou de la Pologne, et devait demeurer très inférieure à celles de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie.

Est-ce à dire que les maîtres de la Russie aient manqué le but qu'ils cherchaient par la « collectivisation » ? On peut répondre à cette question en étudiant la proportion de produits agricoles prélevés par l'Etat sous la forme de livraisons obligatoires :

	RÉCOLTE		LIVRAISONS OBLIGATOIRES			PARTIE CONSERVÉE PAR LES AGRICULTEURS	
	Brute	Nette*	Quantité	% du total brut	% du total net	Millions de quintaux	
	—	—	—	—	—	—	—
1927-28	728,0	605,9	112,2	15,4	18,5	493,7	100
1932-33	698,7	570,1	185,2	26,5	32,5	384,9	77,9
1933-34	808,2	677,1	228,7	28,3	33,8	448,4	90,8
1934-35	804,6	669,5	226,6	28,1	33,8	442,9	89,7
1935-36	810,9	677,5	249,3	30,7	36,8	428,2	86,7
1936-37	744,6	612,5	260,0	34,9	42,4	352,5	71,4

\* Après déduction des semailles.

(Prokopovicz, op. cit., p. 136,138.)

De 1927-1928 à 1936-1937, les livraisons obligatoires à l'État passèrent de 112,2 millions de quintaux à 260 millions (soit une augmentation de 131,8 %), leur part dans la récolte brute de 15,4 % à 34,9 %, et dans la récolte

nette de 18,5 % à 42,4 %.

Ces livraisons obligatoires sont virtuellement des impôts directs, car le prix payé par l'État, pour les produits ainsi obtenus, n'est qu'une très faible partie (pas même 5 %) de celui qu'il fait payer au consommateur.

Il est intéressant de noter ce que Lénine écrivait dans son livre *La question agraire en Russie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle* (1908) : « Les paysans ne possédant pas de cheval, et ceux qui en possèdent un seul (c'est-à-dire les très pauvres – Y.G.) payent sous la forme d'impôts *un septième et un dixième* de leurs dépenses brutes. Il est douteux que les redevances des serfs fussent aussi élevées... » Les agriculteurs de la « patrie du socialisme » payent beaucoup plus que cela<sup>9</sup>.

La collectivisation a transformé en prolétaires non seulement les paysans qui entrèrent dans l'industrie, mais ceux qui demeurèrent dans les campagnes. L'immense majorité des agriculteurs sont en réalité, sinon en théorie, des gens ne possédant aucun de leurs moyens de production : ils sont contraints d'exécuter un nombre sans cesse croissant de journées de travail dans les kolkhozes pour un salaire dérisoire, inférieur même à celui des travailleurs non qualifiés dans les villes. Le tableau suivant montre l'élévation du nombre de journées de travail effectuées par chaque famille au kolkhoze par comparaison avec la quantité de blé restant à chacune de ces familles après les livraisons obligatoires.

Pour ajouter aux difficultés des pauvres agriculteurs, ils ne sont pas astreints au même nombre de journées de travail. La classe supérieure des kolkhozniki en fournit beaucoup moins que la classe inférieure. Mais leur rémunération est en raison inverse du temps ainsi dépensé.

	MOYENNE DES « JOURNÉES DE TRAVAIL »* PAR FAMILLE		BLÉ CONSERVÉ PAR FAMILLE APRÈS LES LIVRAISONS OBLIGATOIRES	
	Nombre	Index	Quintaux	Index
	–	–	–	–
1932	257	100	15,8	100
1933	315	122,5	19,3	122,1
1934	354	133,4	20,1	127,2
1935	378	147,1	20,5	129,7
1936	393	152,8	17,3	109,5

\* Une « journée de travail » équivaut à un jour de travail physique d'un kolkhoznik non qualifié. Le travail physique d'un ouvrier qualifié vaut deux, trois « journées de travail » ou plus.

(Prokopovicz, *op. cit.*, p. 136, 138, 164.)

Il y a encore moins de raisons de dire que les agriculteurs russes d'aujourd'hui possèdent leurs moyens de production qu'en parlant des serfs du XIX<sup>e</sup> siècle.

M<sup>lle</sup> D. Warriner a noté, en 1940, au sujet de la productivité de l'agriculture soviétique : « La Russie, tant avant qu'après la collectivisation, a toujours eu une productivité inférieure à celle de l'Europe orientale... Cette collectivisation n'a guère accru la productivité en réformant le statut des paysans. Les récoltes sont encore plus faibles en Russie que dans n'importe quelle autre partie de l'Europe orientale, et la densité du bétail encore plus basse... » (*Eastern Europe after Hitler*, Londres, 1940, p. 4). M<sup>lle</sup> Warriner écrit en un autre endroit : « La production de blé par homme est légèrement plus élevée que dans les régions les plus pauvres de l'Europe orientale, et la valeur, en termes de produits industriels, certainement plus basse » (*Economies of Peasant Farming*, Londres, 1939, p. 188). En ce qui concerne le niveau de vie des agriculteurs russes par rapport à ceux de l'Europe, elle dit encore : « Telles que les choses sont actuellement, sur la base du pouvoir d'achat, le paysan russe n'est certainement pas aussi à son aise que les paysans de Pologne. » « Dans les fermes soviétiques, la consommation de viande doit être plus faible que dans les fermes polonaises, celle du lait également » (*Ibid.*, p. 188-189)<sup>10</sup>. Pour donner une idée approchée de ce qu'était le niveau de

9 Bien que la quantité de produits conservés par les agriculteurs en 1936-1937 fût plus basse qu'en 1927-1928 (352,5 millions de quintaux contre 493,7), la quantité par famille ne diminua pas et même augmenta par tête de la population agricole. Cela résulta du recul du nombre des familles de 25 millions en 1927-1928 à 20,4 millions en 1936-1937, c'est-à-dire de 24 %, tandis que la population agricole régressait de 122,4 millions à 78,6, c'est-à-dire de 35,8 %. Le fait que la quantité de produits conservés par tête augmente ne signifie pas que les conditions de vie de la majorité des agriculteurs s'améliorèrent, parce qu'elle fut répartie très inégalement, au désavantage de la masse. C'est une question que nous ne pouvons traiter ici.

10 Il est regrettable que M<sup>lle</sup> Warriner ait négligé, dans son nouveau livre, *Revolution in Eastern Europe* (Londres, 1950), au chapitre

vie des paysans polonais avant la guerre, citons encore ce passage : « La pauvreté des paysans polonais était proverbiale. On dit qu'au cours de la crise ils coupaient une allumette en quatre ou cinq et faisaient bouillir leurs pommes de terre plusieurs fois de suite dans la même eau, de manière à économiser le sel... Selon le ministre polonais des Finances, le revenu moyen en argent d'un paysan, en 1934-1935, était de onze groszy (environ un penny) par jour... » (Henryk Frankel, *Poland, The Struggle for Power, 1772-1939*, Londres, 1946, p. 134).

L'analyse de M<sup>lle</sup> Warriner, basée sur des statistiques soviétiques, confirme la conclusion obtenue par Victor Serge d'après ses contacts directs avec des travailleurs russes : « L'immense majorité des paysans vivent plus pauvrement qu'avant la collectivisation, c'est-à-dire, dans l'ensemble, à un niveau inférieur à celui d'avant-guerre » (*op. cit.*, p. 341). Les paysans ne gagnèrent rien à la « collectivisation », mais cela ne diminue pas le moins du monde le succès de celle-ci du point de vue du capitalisme d'État bureaucratique.

M<sup>lle</sup> Warriner eut parfaitement raison de dire au sujet de ses résultats en Russie : « Apparemment, donc, la plus grande partie de l'accroissement de production aurait pu être obtenue en développant les fermes d'État dans les régions pauvrement peuplées et cultivées, sans collectiviser les villages dans les régions déjà occupées. S'il n'y avait pas eu de collectivisation, la perte de capital produite par le massacre du bétail aurait été évitée et la production de blé de 1931 et 1932 aurait été maintenue » (*Economies of Peasant Farming*, p. 174). C'est exact. Mais, alors, l'État n'aurait pas recueilli une si grande partie de la production agricole pour rien !

## Les satellites suivent les traces de la Russie.

Les conditions dans lesquelles s'exécute et se poursuivra la collectivisation de l'agriculture dans les pays satellites différeront probablement de celles dans lesquelles elle fut effectuée en Russie. Elle sera, d'une part, plus modérée dans ses résultats et, d'autre part, plus rigoureuse. L'influence modératrice viendra de la leçon apprise en Russie, qui empêchera le parti communiste de répéter les mêmes erreurs, en particulier de procéder à la collectivisation sur un rythme fiévreux, devant de beaucoup l'établissement des fondations techniques indispensables au fermage à grande échelle, puis battant brusquement en retraite<sup>11</sup> ; et aussi d'enlever tous leurs animaux — vaches, moutons, volailles — aux paysans pour les mettre dans les kolkhozes, puis de renverser la politique après le massacre de la moitié de ces animaux.

Les gouvernements d'Europe orientale sauront éviter ces précipitations et ces reculs. Selon les plans, les fondations techniques de la collectivisation seront beaucoup mieux préparées qu'en Russie. En 1933, dans celle-ci, alors que 65,6 % des paysans étaient déjà rassemblés dans les kolkhozes, il n'existait qu'un tracteur par 615 hectares de terre arable. Quand les plans actuels auront été exécutés dans les satellites, il ne se trouvera qu'une minorité de paysans dans les fermes coopératives, et il y aura un tracteur par 290 hectares. Les fermes coopératives des « démocraties populaires » laissent la plus grande partie du bétail aux paysans, en propriété privée, et arrivent même à des compromis avec les intérêts particuliers de leurs membres sur la question de la culture en commun des terres, comme on peut s'en rendre compte en examinant le genre de fermes coopératives existant dans ces pays.

En Hongrie, il en existe de trois types :

1. Le type inférieur, dans lequel le labourage et les semailles sont seuls effectués collectivement, la suite de la culture et la récolte étant faites individuellement par les paysans. Les animaux de trait ou les machines nécessaires au labourage et aux semailles proviennent des membres de la ferme ou de la station de tracteurs d'État la plus voisine. Dans le premier cas, les propriétaires des animaux ou des machines reçoivent une rémunération fixée par la coutume. Chaque membre participe à ces frais en fonction de la quantité et de la qualité de la terre qu'il possède.
2. Le type intermédiaire ressemble au précédent sauf que la récolte et le battage s'effectuent aussi collectivement.
3. Dans le type supérieur toutes les terres sont réunies pour la culture en commun, sauf environ 80 ares, que chaque membre conserve à titre privé. Les membres reçoivent une rémunération correspondante à la quantité et à la qualité du travail accompli par eux, et un loyer fonction de la quantité et de la qualité des terres qu'ils apportent. Il ne peut être prélevé plus d'un quart des bénéfices pour payer ce loyer.

En Russie, les paysans appartenant au type le plus bas de la « ferme coopérative » — le kolkhoze — sont autorisés à détenir une propriété privée inférieure à celle que reçoivent les membres du type supérieur en Hongrie. Dans beaucoup de régions, chaque kolkhoznik ne peut posséder plus de 30 ares, plus de 60 dans d'autres ; dans un petit nombre de régions, le chiffre est porté à 120 ares, mais aucun loyer n'est payé pour la terre apportée.

---

« Fermes collectives », ce qu'elle avait elle-même écrit sur la collectivisation en Russie dans *Economies of Peasant Farming* et dans *Eastern Europe after Hitler*.

11 En octobre 1929, 4,1 % des paysans se trouvaient dans les kolkhozes. Cinq mois plus tard, le 10 mars 1930, il y en avait 58 %. Il se produisit ensuite une retraite précipitée et, en septembre de cette même année, le pourcentage était retombé à 21 %. C'est seulement après ces bévues que le rythme de la collectivisation commença à être moins désordonné, quoique la contrainte exercée sur les paysans pour les faire entrer dans les kolkhozes demeurât très rigoureuse.

En Yougoslavie, il existe quatre types de ferme coopérative. Dans le premier et le second, la terre demeure la propriété privée des membres qui touchent un loyer. Dans le troisième, la terre reste propriété privée, mais aucun loyer n'est payé. Le quatrième est semblable au kolkhoze russe. Jusqu'à présent, la très grosse majorité des fermes appartiennent aux deux premiers types.

En Bulgarie, le revenu net des fermes coopératives est généralement réparti de la façon suivante : 60 % est partagé entre les membres, en fonction du nombre de journées de travail fournies par eux ; 30 % sert à payer le loyer des terres en proportion de la qualité et de la quantité de celles apportées par chaque paysan. Le « Statut modèle des fermes coopératives » (adopté par la seconde conférence nationale des représentants des fermes coopératives, du 5 au 7 avril 1950) prévoit un autre mode de répartition du revenu : « un certain nombre de journées de travail, variant de 1 à 5 par décaire (1/10 d'hectare), selon la qualité de la terre, et fixé par la réunion générale, est attribué comme loyer à chaque membre de la coopérative. Ces journées de travail supplémentaires s'ajoutent à celles qu'il a effectivement fournies. Il reçoit des produits agricoles et animaux ainsi que de l'argent pour le total de ces journées » (art. 17 b). Pour un hectare, le propriétaire est crédité de 10 à 50 journées. La surface de terre maximum permise à un individu étant de 20 hectares (sauf en Dobroudja, où elle est de 30 hectares), un paysan qui apporte 20 hectares à la ferme coopérative reçoit en loyer l'équivalent du salaire pour un nombre de journées de travail compris entre 200 et 1 000. La ferme coopérative ne traite donc pas les paysans à égalité et ne supprime pas l'exploitation (même si nous ne tenons pas compte de l'exploitation de la coopérative dans son ensemble par la bureaucratie d'État sous forme de livraisons obligatoires, de fixation des prix agricoles, etc.).

Il existe une autre différence importante entre les coopératives d'Europe orientale et les kolkhozes de Russie. Quand un paysan quitte ce dernier ou en est expulsé, il perd tous ses droits à la propriété du kolkhoze ; quand un paysan quitte la coopérative, il est autorisé, tout au moins d'après la loi, à détacher ou à vendre le bien qu'il avait apporté ou le lot reçu en échange.

D'autre part, deux facteurs rendront les résultats de la « collectivisation » plus rigoureux dans les pays satellites qu'en Russie : 1° Ainsi que nous l'avons vu, l'augmentation de la production de blé qui suivit la collectivisation en U. R. S. S. provint surtout d'un agrandissement de la surface cultivée, mais il ne peut être question de semblable agrandissement dans les pays de l'Europe orientale. 2° Bien que celle-ci convienne moins à la production de la viande et du lait que l'Europe occidentale, mais qu'elle soit plus propre, comme la Russie, à la culture du blé, elle possède déjà plus de branches de l'exploitation agricole intensive (lait, porcs, légumes, vins, tabac, etc.) que cette dernière et leur prospérité dépend de l'existence d'une population urbaine jouissant d'un niveau de vie élevé et ne cessant de monter. Les régimes actuels ne laissent pas prévoir un tel développement.

## *La résistance des paysans*

Quoique la « collectivisation » ait à peine commencé dans les « démocraties populaires », la politique agricole des gouvernements s'est déjà heurtée à une résistance des paysans qui ne fait que croître. C'est en partie une résistance aux réquisitions, une protestation contre le manque de produits industriels, et, en partie, une résistance à la « collectivisation » elle-même (les deux raisons ne pouvant naturellement pas être séparées dans la pratique).

Comme il fallait s'y attendre, c'est en Tchécoslovaquie, le pays le plus industrialisé du bloc des satellites (mises à part les zones d'occupation en Allemagne et en Autriche), que la résistance des ouvriers à la politique industrielle des gouvernements s'est manifestée en premier lieu et de la façon la plus forte ; pour la même raison, c'est en Bulgarie que la résistance à la politique agricole a pris le plus d'acuité. En voici les raisons : premièrement, c'est la Bulgarie qui a été la moins affectée par la réforme agraire, de sorte que ses paysans ne doivent pas beaucoup de reconnaissance au gouvernement de ce fait ; deuxièmement, c'est la Bulgarie qui possède le plus haut pourcentage de paysans occupés à certaines cultures intensives — tabac, raisin, roses ; — aussi des arguments beaucoup plus forts sont-ils nécessaires pour vaincre leur opposition à la collectivisation ; troisièmement, c'est là que la base sur laquelle s'effectue l'industrialisation du pays est la plus faible (l'Albanie exceptée) et que le plan est le plus ambitieux (après celui de la Yougoslavie), de sorte que la nécessité de pressurer les paysans y est plus grande qu'ailleurs. Ce dernier point est bien mis en lumière par les prévisions des divers plans qui visent tous à collectiviser une minorité de paysans, sauf le plan bulgare, qui s'est fixé d'en avoir 60 % dans les fermes coopératives en 1953.

La résistance paysanne a pris la forme caractéristique de la non-livraison des quantités de produits exigées. Le 10 octobre 1948, en dépit d'une excellente récolte, seul un district avait effectué ses livraisons, 13 avaient fourni entre 80 et 90 % des quantités réclamées, mais beaucoup d'autres n'avaient même pas livré la moitié (*Rabotnitchesko Delo*, organe du parti communiste, 15 et 17 octobre 1948). En 1949, ce fut pis. A la date ultime, le 15 mars, les semailles prescrites n'avaient été nulle part effectuées entièrement. Les emblavures étaient à 56 %, les semailles de seigle à 45 %, celles d'orge à 55 %, celles d'avoine à 51 %, et celles de tournesol à 14 % (*Otechestven Front*, 25 mars 1949). Le ministre de l'Agriculture signala que la collecte des graines se heurtait à de gros obstacles dans de nombreux villages. Dans celui de Dimitriev, par exemple, le conseil local ne fit aucun effort pour remplir ses obligations et on put réunir tout au plus 1 200 kilos de blé. La coopérative de Yaboro avait des approvisionnements insuffisants, etc., etc. (*Otechestven Front*, 31 juillet 1949).



Le discours prononcé par Dimitrov devant le V<sup>e</sup> Congrès du parti communiste (19 décembre 1948) révéla que même des membres du parti participaient à la résistance contre la politique agricole du gouvernement : « Dans certains villages, des membres du parti, voire des dirigeants, ne soutinrent pas la campagne menée pour assurer la nourriture du peuple, et même sabotèrent, de facto, les délivrances de céréales. Il en va de même pour certains communistes des villages qui n'aident pas à la création de fermes coopératives et quelquefois l'entravent » (G. Dimitrov, *Rapport politique au V<sup>e</sup> Congrès du parti communiste bulgare*, Sofia, 1948, p. 80)<sup>12</sup>.

L'ampleur de la résistance paysanne et ses causes furent reconnues à l'assemblée plénière du comité central du parti communiste bulgare les 11 et 12 juin 1949 où, dans un excès d' « auto-critique hardie », le parti avoua ses « erreurs » et promit de relâcher sa politique de rigueur envers la paysannerie.

Un peu avant la séance plénière, le président du Conseil par intérim avait déclaré : « Aucun progrès n'a été réalisé depuis le 9 septembre 1944 dans la production des céréales, en dépit de l'importation de tracteurs et d'autres machines agricoles, et des améliorations agro-techniques considérables apportées au sol. »

L'un des rapports disait :

*Il faut admettre que nous avons serré la vis trop à fond dans nos relations avec le fermier moyen... Il est nécessaire de la desserrer et de passer à des méthodes qui inciteront le fermier, et plus particulièrement le paysan moyen, par un appel à son propre intérêt, à améliorer et à accroître sa production.*

La résolution adoptée par l'assemblée plénière déclarait :

*Des abus se sont produits dans le système des prélèvements et ont conduit à réquisitionner, à des prix fixés très bas, pratiquement toute la partie des produits disponibles pour le marché. Ceci s'applique plus spécialement aux cultivateurs de blé qui constituent l'énorme majorité de nos paysans. Il en est résulté que les producteurs agricoles se sont vu enlever à peu près tout intérêt à développer et à accroître leur production, à améliorer sa qualité et, d'une façon générale, à augmenter la productivité du travail agricole...*

*Dans la constitution des fermes coopératives, il y a eu dans presque tout le pays, au lieu de la stricte application des lois, des directives du gouvernement et des instructions du parti, des réquisitions arbitraires des terres les meilleures et les plus favorablement situées, pour les incorporer à ces fermes, tandis qu'on donnait en échange, aux fermiers particuliers, des terres éloignées et peu fertiles. Les fermiers n'ont pas reçu d'indemnités correspondant à la surface et à la valeur réelle de leurs terres.*

*Les paysans sont contraints de rallier les fermes coopératives, alors qu'ils ne sont pas encore convaincus des avantages qu'elles présentent.*

L'assemblée plénière décida donc :

*1. Des transformations radicales seront apportées au système des prélèvements des redevances, de façon que, tout en sauvegardant le principe des quotas progressifs, les producteurs agricoles conservent une plus grande quantité de leurs excédents de stocks, afin de pouvoir les vendre, à prix libres, à l'État, aux coopératives et aux consommateurs.*

*2. Un rapport précis et honnête sera établi entre le prix des céréales et celui des autres produits agricoles, des produits industriels et des services artisanaux ; les prix des céréales seront relevés...*

12 Deux ans plus tard, dans son rapport à l'assemblée plénière du comité central (7 et 8 octobre 1950), Vulko Tchervenkov, nouveau secrétaire général, donna beaucoup plus de détails sur les sabotages des livraisons agricoles commis par les membres et les organisations du parti communiste. Il déclara : « L'année dernière, l'ex-ministre du Commerce intérieur réduisit de trois fois et demi le plan des livraisons de grain à l'État, sous la pression d'appels arbitraires d'organismes locaux irresponsables, et sans obtenir la permission du comité central du parti et du gouvernement. Il ne comprit pas que ces appels avaient pour origine les agissements de certains propriétaires privés et de koulaks contre les intérêts de l'État... Les organisations du parti dans les districts de Bourgas, Gorna Oryakhovitsa, Rousse et Kolarovgrad... cédèrent à la pression d'organisations primaires qui exprimaient des intérêts de particuliers et de koulaks et essayaient de torpiller le plan de collecte des livraisons... » Tchervenkov accusa du même crime le premier secrétaire du comité du district de Staline, le vice-président du conseil du peuple de ce district et le représentant du comité central du parti et du gouvernement, qui était précisément chargé d'inspecter la collecte des redevances de blé dans ce district. « Le comité du parti et le conseil du peuple, dans le district de Plevan, sont tombés entre les mains des koulaks ;... l'inspecteur du comité central du parti attaché à ce district a joué un rôle peu enviable. » Il soutint les dirigeants locaux de toutes les manières possibles en vue d'« essayer d'obtenir une réduction du plan ». Les mêmes crimes sont attribués aux dirigeants du comité du parti et du conseil du peuple dans le district de Vratsa, ainsi qu'au représentant du comité central dans ce district, Dimitar Dimov, qui était en même temps un des secrétaires du comité central et membre du bureau politique. Et tout cela se produisit après la grande « purge » des « Kostovistes », en 1949 !

3. *Il sera garanti aux producteurs la liberté de vendre leurs excédents directement aux consommateurs, après avoir livré leurs redevances à l'État...*

8. *Le ravitaillement des villages en produits industriels, venant tant des sources locales que de l'étranger, sera amélioré...*

10. *En certains endroits, les champs réquisitionnés à tort seront rendus aux fermiers particuliers qui ont reçu en échange des terres de moindre valeur.* » (Cité par *La Bulgarie libre*, 1<sup>er</sup> juillet 1949.)

Le point auquel le gouvernement avait poussé l'exploitation de la paysannerie fut encore révélé plus clairement, lors du procès Kostov, par les témoignages apportés au sujet de la situation de la population agricole et par l'augmentation des prix officiels des produits agricoles qui eut lieu après l'assemblée plénière de juin.

Au cours du procès, l'inculpé Nikola Pavlov déclara que depuis quelques années jusqu'à la fin de 1948 il avait existé « un système de contingentements très strict qui opprimait les paysans... Ce système atteignit une ampleur telle que presque tout ce que produisaient les paysans leur était arraché et qu'on leur laissait à peine de quoi satisfaire aux besoins courants de leur famille. Le système englobait presque tous les produits servant à la consommation directe de la population : la laine, les œufs, la viande, le lait, les pommes de terre, même les pommes, les châtaignes, les arachides... » Il en résulta de violentes réactions. « Les paysans non seulement ne semèrent pas toutes les terres où ils avaient semé jusque là, mais ils commencèrent à les réduire. » La déposition de Kostov montra clairement que les paysans pauvres souffraient autant des prélèvements que les riches et les aisés, et n'étaient pas moins mécontents. « Le ressentiment des paysans pauvres fut également provoqué par le décret sur la collecte de la laine... selon lequel même ceux qui ne possédaient qu'un ou deux moutons devaient effectuer des livraisons »<sup>13</sup>.

La misère extrême dans laquelle le système des prélèvements plongeait les paysans est bien mise en lumière par le fait qu'en 1948 ces prélèvements s'élevèrent à environ 11 milliards de leva au total, alors que les ventes sur le marché libre ne dépassaient pas 715 millions de leva.

L'augmentation des prix réalisés après la réunion de l'assemblée plénière démontre bien que ceux payés aux paysans pour les produits qu'on leur enlevait étaient extrêmement bas : le prix du blé dur passa de 19 leva le kilo à 25 (31,6 %), celui du blé ordinaire de 17 à 23 leva (35,3 %), ceux du seigle et de l'avoine de 15 à 20 leva (33,3 %), ceux de l'orge, des semences de millet et du maïs de 13 à 18 leva (38,5 %) ; ceux des graines de tournesol de 25 à 30 leva (20 %) ; ceux des haricots secs de 30 à 60 leva (100 %), celui des lentilles de 44 à 55 leva (25 %) (*Otechestven Front*, 2 juillet 1949).

La résistance des paysans a également contraint le gouvernement à ralentir sa campagne de « collectivisation ». L'*Otechestven Front* déclara, le 15 novembre 1949, que quatre-vingt-six commissions gouvernementales avaient été créées pour remédier aux erreurs commises au sujet des fermes collectives. Elles étaient chargées d'enquêter sur les activités de 1 264 fermes coopératives (2/3 du total) et d'étudier 61 854 plaintes contre des réquisitions illégales de terres, formulées par des paysans n'ayant pas encore rallié les coopératives. Dans 35 311 cas, la terre avait été restituée à ses anciens propriétaires et les responsables châtiés.

Le gouvernement bulgare, à ce qu'il semble, mène sa campagne de collectivisation avec circonspection, mais ne renonce pas à son but pour cela. Au 1<sup>er</sup> janvier 1950, il existait 1 600 fermes coopératives avec 156 500 familles et 550 820 hectares, au 1<sup>er</sup> octobre il y en avait 2 249 avec 474 800 familles et 1 883 080 hectares. Ainsi donc, 43,4 % de la population agricole est entré dans les fermes coopératives. (*Rapport de Vulko Tchervenkov au comité central du parti communiste*, 7 et 8 octobre 1950.)

La Bulgarie n'est pas le seul pays où les paysans font de l'opposition à la politique du gouvernement. Il existe une pénurie de vivres en Tchécoslovaquie. Ce ne sont pas les Russes qui en sont responsables, car ils n'y achètent presque aucun produit agricole. La Tchécoslovaquie n'exporte pas beaucoup de vivres non plus. Il y a eu une sécheresse, c'est vrai, mais c'était il y a deux ans et, même à cette époque, l'état du bétail, par comparaison avec la situation d'avant la guerre, était plus favorable que dans n'importe quel autre État satellite. En outre, la population avait diminué à cause de l'expulsion des Allemands des Sudètes. Cette pénurie doit donc être attribuée, au moins en partie, au refus des paysans de livrer leurs produits au gouvernement. La résistance paysanne s'exprime aussi par la lenteur des progrès de la collectivisation. Julius Duris, ministre de l'Agriculture, déclara, au IX<sup>e</sup> Congrès du parti communiste, qu'il n'existait de fermes coopératives en activité que dans 208 villages, sur un total de 13 000 (*Lidové Noviny*, 28 mai 1949). En de nombreux cas, il y eut des révoltes presque ouvertes à l'occasion de réunions convoquées dans les villages par le parti

13 On se demandera sans doute pourquoi nous acceptons cette partie des témoignages, alors que nous considérons l'ensemble du procès comme un truquage (voir p. 301-302). C'est une chose de croire à la réalité de la pénurie de viande, à la nocivité du système des prélèvements, etc., reconnu par tous ceux qui vivent dans le pays, et une autre chose de croire que Kostov et ses co-accusés en portaient la responsabilité, alors que le reste des dirigeants les auraient ignorés pendant trois ou quatre ans. Quand nous considérons les « procès de sorcières » du Moyen Age, nous pouvons ne pas approuver l'« accusateur » quand il reprochait à une « sorcière » d'avoir déclenché une épidémie de peste, mais nous acceptons son accusation comme l'indice de l'existence d'une épidémie de peste à l'époque.

communiste pour lancer des coopératives, tandis que d'autres étaient boycottées par les paysans. Rudolf Slansky, secrétaire général du parti, alla jusqu'à dire : « Le parti n'a pas su mener une campagne d'explications dans ses propres rangs, de sorte que certains de ses membres, n'ayant pas été mis à même de comprendre la signification des coopératives, ni persuadés de leur utilité, ont commencé à fléchir et à tomber sous des influences réactionnaires. »

La Pologne connaît également des troubles. Le gouvernement a été obligé de fournir aux producteurs de blé beaucoup plus de produits industriels qu'il ne l'escomptait, et à des prix plus bas que ceux du marché libre (*Glos Ludu*, 4 mai 1948). D'autres manifestations de la résistance paysanne perturbèrent les campagnes. Selon *The Times* du 25 janvier 1949 : « Au cours des dernières semaines de l'année 1948, les journaux, sous contrôle du gouvernement, ont publié au moins vingt cas où des organisateurs communistes ont été tués en service dans les districts ruraux. Bien des gens estiment que le chiffre réel est beaucoup plus élevé. » Le gouvernement, alarmé, battit en retraite et, au lieu d'appliquer son plan ambitieux prévoyant la création de 7 400 fermes coopératives en 1949, réduisit son objectif à 200 seulement (*The World Today*, août 1949). Cette résistance des paysans, assez puissante pour ralentir l'effort de collectivisation, ne détourna pas les dirigeants communistes de leur but. Le 1<sup>er</sup> avril 1949, il existait 40 coopératives de production en Pologne, 145 au 1<sup>er</sup> octobre, 332 au 1<sup>er</sup> février 1950, 590 au 5 mars. Sur ces 590, 345 avaient été créées sur un statut analogue à celui des kolkhozes russes, 192 étaient de ce qu'on appelle le second type inférieur : 30 à 40 % de leurs revenus nets est distribué à titre de loyers pour la terre et l'outillage apportés à la coopérative, et 60 à 70 % comme rémunération du travail. Cinquante-trois appartenaient au type le plus inférieur : culture en commun de terres appartenant à des propriétaires privés (Roman Zambrowski, secrétaire du comité central du parti communiste polonais, dans *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !*, 10 mars 1950). Nous pouvons supposer que le rythme de la « collectivisation » sera accéléré après l'achèvement des premières expériences. Une importante mesure dans ce sens a été la mise à parité du zloty et du rouble russe : les paysans avaient jusqu'au 13 novembre 1950 pour échanger 100 zloty anciens contre un nouveau, alors que, pour les salaires des ouvriers, on donnait trois zloty nouveaux contre cent anciens. Les paysans ont donc dû perdre leurs maigres économies, cela les rendra plus souples devant la collectivisation.

En Roumanie aussi, la résistance a été grande. Le gouvernement dut prendre des mesures rigoureuses, en juin 1949, contre un mouvement de partisans, particulièrement développé dans le Banat. Il qualifia les paysans résistants de « voyous de koulaks », mais il suffit de jeter un coup d'œil sur ses exigences envers eux pour savoir à quoi s'en tenir. Chaque ferme, même la plus petite, devait livrer de grosses quantités de blé à des prix très bas. Par exemple, un paysan cultivant trois hectares seulement était obligé de céder 22 % de sa récolte à un prix inférieur à 20 % de celui du marché libre (*Neue Zürcher Zeitung*, 7 avril 1949). Il n'y a pas à s'étonner, dans ces conditions, si les paysans se révoltent ! La « collectivisation » de l'agriculture roumaine en est encore seulement à ses débuts : en septembre 1949, il n'y existait que cinquante-cinq fermes collectives.

En Hongrie, le gouvernement a montré beaucoup de prudence pour aborder le problème et a nié pendant longtemps son intention de le faire. Le 29 juin 1947, par exemple, dans un discours prononcé devant des paysans, à Debreczen, le président du Conseil, Lajos Dinnyes, déclara : « Si le gouvernement nourrissait le dessein de créer des kolkhozes, il n'aurait pas effectué la réforme agraire. Ce qui est bon dans un pays ne l'est pas forcément dans l'autre. Un gouvernement hongrois, dont le but serait d'abandonner le principe de la propriété privée, creuserait sa propre tombe et celle de la nation. Notre but est de fortifier la nouvelle paysannerie » (*The Times*, 30 juin 1947). Après un certain nombre de manœuvres, le gouvernement hongrois n'en a pas moins commencé à « collectiviser » l'agriculture, mais il l'a fait avec précaution et lenteur. Au 1<sup>er</sup> novembre 1949, les fermes coopératives occupaient seulement 3,5 % de la terre arable du pays, et les fermes d'État 3,5 % elles aussi. Mais les choses ont avancé depuis. En mai 1950, les coopératives et les fermes d'État occupaient 17,8 % de toute la terre sous culture.

On peut dire, d'une façon générale, que le processus de la « collectivisation » est rempli de contradictions. Il vise à assurer le ravitaillement en vivres et en matières premières agricoles des villes et des exportations, afin de faciliter l'industrialisation, ainsi qu'à procurer la main-d'œuvre supplémentaire nécessaire à l'industrie et aux travaux publics. Plus l'industrialisation s'effectue rapidement et plus les capitaux consacrés au travail sont faibles, plus la « collectivisation » doit se faire vite. C'est pourquoi la Bulgarie et la Yougoslavie ont parcouru, dans cette voie, un chemin beaucoup plus long que les autres démocraties populaires. Simultanément, plus le rythme de l'industrialisation est grand et plus la consommation du peuple est subordonnée à l'accumulation du capital, moins on peut attendre pour établir les fermes collectives que les conditions techniques nécessaires à la production agricole sur une grande échelle (tracteurs, cartels, etc.) aient été réalisées et que les paysans soient convaincus de la supériorité de cette production, leur conviction dépendant largement de l'aptitude du gouvernement à leur fournir des produits industriels de consommation. Des facteurs socio-politiques — avant tout, la crainte du gouvernement de se trouver isolé ou de se heurter à une puissante opposition de la part de la paysannerie — peuvent modifier l'étendue, la rapidité et la rigueur du processus de « collectivisation ».

## *L'accumulation primitive de capital*

Au moment de son apparition, la bourgeoisie britannique dut chasser des paysans de la terre en vue d'obtenir un supplément de produits agricoles pour les villes et aussi de constituer les réserves de main-d'œuvre nécessaires à ses entreprises sans cesse croissantes. La Grande-Bretagne traversa cette phase de son développement principalement aux

XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, et Marx a écrit que cette histoire « est écrite dans les annales de l'humanité en lettres de sang et de feu » (*Capital*, vol. I, p. 786). La bureaucratie stalinienne, dans son ascension, doit répéter ce même processus pour faire passer sous son contrôle la richesse du pays.

Mais il coula beaucoup plus de sang en Russie qu'en Grande-Bretagne au cours de cette « accumulation primitive ». Staline accomplit en quelques centaines de jours ce que la Grande-Bretagne avait mis quelques centaines d'années à réaliser. L'échelle sur laquelle il opéra et le succès qu'il remporta rejettent complètement dans l'ombre les actes des seigneurs anglais qui laissèrent « le mouton dévorer l'homme ». Ils portent témoignage de la supériorité de l'économie industrielle moderne concentrée entre les mains de l'État sous la direction d'une bureaucratie implacable.

Engels fit une prédiction au sujet de l'avenir de l'accumulation primitive en Russie, qui a été entièrement réalisée, quoique dans des conditions bien différentes de celles qu'il avait pu imaginer. Il écrivait dans une [lettre à Danielson, datée du 24 février 1893](#) :

*Le fait que la Russie est le dernier pays dont s'emparera la grande industrie capitaliste, et qu'elle est en même temps le pays possédant, de très loin, la plus forte population paysanne, est de nature à rendre le bouleversement provoqué par ce changement économique beaucoup plus aigu qu'il l'a été ailleurs. Le remplacement de quelque 500 000 pomeshchiki (propriétaires terriens) et de quelque 80 millions de paysans par une nouvelle classe de bourgeois, propriétaires terriens, ne peut s'effectuer qu'avec un accompagnement de terribles souffrances et convulsions. Mais l'Histoire est bien la plus cruelle des déesses, elle conduit son char triomphal sur des monceaux de cadavres non seulement pendant la guerre, mais aussi pendant les développements économiques « pacifiques » » (Marx-Engels Selected Correspondence, Londres, 1941, p. 509-510).*

Marx et Engels ne décrivaient pas la transition historique de la société de classes au socialisme, mais le développement de la société de classes dont le capitalisme d'État bureaucratique constitue un autre stade.

## DEUXIÈME PARTIE — LA VIE POLITIQUE DANS LES SATELLITES RUSSES

## Chapitre premier — L'intervention soviétique initiale : Bulgarie, Roumanie, Hongrie

Jamais les paroles de Napoléon : « Une armée au dehors, c'est l'État qui voyage », ne se sont mieux appliquées qu'aux armées russes qui envahirent les pays d'Europe orientale en conséquence de la deuxième guerre mondiale. Si l'État soviétique avait été une démocratie libératrice, le pouvoir étant entre les mains du peuple, l'entrée de l'Armée rouge dans ces pays aurait incité les populations à se charger elles-mêmes de leur destin, à mettre fin aux dictatures militaires et policières qui les soumettaient à la terreur, et à établir, elles aussi, la pleine souveraineté du peuple. Mais la politique suivie par les autorités d'occupation fut complètement différente. Pendant les deux ou trois premières années, leur principal objectif fut de maintenir des forces armées et policières aussi puissantes que possible, sous le contrôle des partis communistes. Ne perdant pas ce but de vue, les dirigeants de ceux-ci jouèrent habilement de la pression des masses pour introduire des éléments « loyaux » dans l'armée et dans la police, tout en faisant alliance, eux-mêmes, avec les anciens chefs réactionnaires, voire fascistes, de l'ancienne armée et de l'ancienne police. Le second objectif du Kremlin fut de porter un coup d'arrêt à toute action des peuples ayant un caractère véritablement démocratique et spontané qui aurait pu, de ce fait, gêner la *Gleichshaltung* (mise au pas) de la vie publique. Pour l'atteindre, il recourut à la même méthode, c'est-à-dire fit alliance avec les éléments d'extrême-droite, les plus réactionnaires, contre les partis les plus authentiquement socialistes, les partis paysans et, surtout, contre les peuples eux-mêmes.

L'étude de la vie politique dans les États satellites doit commencer par une analyse de cette façon de faire.

### Les régimes politiques dans l'Europe orientale d'avant la guerre

Avant le conflit mondial, tous les pays en cause (la Tchécoslovaquie exceptée) vivaient sous une dictature militaire camouflée derrière une façade parlementaire. Les partis ouvriers et paysans, les syndicats étaient persécutés ou interdits, les grèves réprimées de façon sanglante, les brutales exécutions en masse n'y étaient pas inconnues. Pour ne citer qu'un seul exemple, 20 000 à 30 000 ouvriers et paysans perdirent la vie après le renversement du gouvernement paysan d'Alexandre Stamboulisky, en Bulgarie, en 1923. Les polices secrètes de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Bulgarie n'avaient rien à envier, pour le raffinement dans les tortures, à la célèbre Gestapo. La presse était stipendiée. Les élections parlementaires étaient une dérision, les votes étant achetés, les électeurs terrorisés, le scrutin ouvert, quoique la computation des bulletins fût secrète. Ce ne fut pas par accident si, au cours des nombreuses élections nationales qui eurent lieu en Roumanie entre les deux guerres, le gouvernement appelé par le roi pour les diriger ne manqua qu'une seule fois d'obtenir la majorité escomptée ! La corruption et la dépravation de l'administration publique étaient immenses. Le symbole de cette corruption était la fameuse maîtresse du roi Carol, Magda Lupescu, qui nommait et renvoyait les ministres et les hauts fonctionnaires, répartissait les marchés gouvernementaux, etc. Les minorités nationales, les Juifs en particulier, avaient à souffrir d'une oppression officielle et des explosions « spontanées » d'un banditisme organisé par les agents du gouvernement. L'alliance de la Roumanie, de la Hongrie, de la Bulgarie et d'un grand nombre des dirigeants yougoslaves avec l'Allemagne hitlérienne parut naturelle.

Étant donnés ces faits, il n'est pas surprenant que l'écroulement de l'appareil militaire allemand ait été accueilli avec joie par l'immense majorité des peuples de l'Europe orientale, qui espéraient se débarrasser de l'ordre social et politique honteux régnant jusque-là. L'effondrement de la Gestapo déclencha un terrible soulèvement pour l'indépendance. La première tâche des autorités russes d'occupation fut de confisquer à leur profit ce mouvement des masses.

#### *La Bulgarie*

A Sofia et en d'autres villes, les ouvriers armés procédèrent à l'arrestation en masse des fascistes, organisèrent de vastes manifestations, créèrent des tribunaux populaires spécialement choisis, désarmèrent la police et formèrent une milice ouvrière. Des comités locaux prirent en main l'administration et le drapeau rouge fut hissé sur tous les bâtiments publics. La fermentation ne fut pas moindre dans l'armée bulgare. L'*Economist* du 7 octobre 1944 pouvait écrire :

*Les rapports qui parviennent sur les forces bulgares d'occupation en Thrace occidentale et en Macédoine rappellent énormément le tableau offert par l'armée russe en 1917. Des conseils de soldats ont été institués, les officiers dégradés, des drapeaux rouges arborés, et le salut est aboli.*

Mais les dirigeants communistes russes et bulgares n'accueillirent nullement avec plaisir cette initiative des masses. Bien au contraire, ils mirent tout en œuvre pour arrêter l'« anarchie » et rétablir l'« ordre ». En rencontrant la délégation bulgare d'armistice, Molotov lui fit la déclaration suivante : « Si certains communistes persistent dans leur attitude

actuelle, nous les mettrons à la raison. La Bulgarie conservera son gouvernement démocratique et l'ordre actuel... Il faut maintenir tous les officiers de valeur d'avant le coup d'État. Vous devez remettre en place tous ceux qui ont été chassés pour diverses raisons » (*New York Times*, 16 janvier 1945). Plus tôt encore, le 21 septembre 1944, le correspondant à Sofia de ce même journal signalait que « les dirigeants communistes faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher les extrémistes du parti de déclencher une campagne pour la soviétisation du pays ». Il disait de l'Armée rouge : « En plusieurs occasions, dans les provinces où des communistes locaux ont essayé de chasser les autorités municipales et de prendre les affaires en main, les autorités militaires russes leur ont donné l'ordre de les remettre en place jusqu'à l'arrivée des instructions du gouvernement du Front patriotique, à Sofia. » Le gouvernement du Front patriotique se hâta de rétablir l'ancien état de choses.

En ce qui concerne la restauration de l' « ordre » dans l'armée bulgare, on lit dans le même article de l'*Economist* :

*M. Veltchev (ministre de la Guerre dans le gouvernement du Front patriotique) a donné aux troupes l'ordre très ferme d'avoir à revenir immédiatement à la discipline normale, de supprimer les conseils des soldats et de ne plus arborer de drapeaux rouges. Sofia vient de faire connaître que l'armée bulgare a été placée sous le commandement supérieur du maréchal Tolboukine. Apparemment, les Soviets ne sont pas disposés à tolérer dans les Balkans une répétition des événements de 1917... La gauche bulgare semble prête à accepter cette politique, mais on peut se demander si elle aurait montré autant de bonne volonté au cas où elle eût été ordonnée par le colonel Veltchev et non par le maréchal Tolboukine.*

Le gouvernement du Front patriotique prit grand soin de souligner, dans son programme, qu'il était partisan du statu quo social et du maintien de la propriété privée. Immédiatement après sa mise en place, le chef communiste Anton Yougov, ministre de l'Intérieur, déclara : « Ce gouvernement dont je fais partie, et au nom de qui je parle, dément catégoriquement qu'il ait l'intention d'établir un régime communiste en Bulgarie. Il n'y a aucune parcelle de vérité dans les bruits annonçant qu'il entend nationaliser toutes les entreprises privées du pays » (*New York Times*, 22 septembre 1944).

Quelques mois plus tard, en mars 1945, au congrès national du Front patriotique, un autre chef communiste dit encore : « Nous sommes en train de bâtir un pays démocratique basé sur la propriété et l'initiative privées. En conséquence, le gouvernement est réformiste par sa nature même. » Il attaqua violemment les membres du parti communiste qui faisaient de l'opposition au gouvernement et désiraient « établir un gouvernement entièrement communiste ». L'organe officiel du Front patriotique, *Otechestven Front* (9 mars 1945), définit ainsi le programme de celui-ci : « C'est le programme des ouvriers, des paysans, des artisans et des femmes, des intellectuels honnêtes et patriotes, des industriels, des marchands et des soldats attachés à leur patrie bulgare. » Lors d'un congrès des industriels, le 27 septembre 1945, un ministre communiste, Dobri Terpetchev, déclara au nom du Conseil économique suprême : « L'initiative privée ne sera pas entravée, mais favorisée. Les communistes entendent la renforcer parce que notre économie a besoin de votre initiative... Travaillons désormais sans être uniquement conduits par l'appât du gain. » Un an plus tard, Georgi Dimitrov, président du Conseil, dit également : « La tâche immédiate n'est ni la réalisation du socialisme, ni l'introduction du régime soviétique, mais la consolidation d'un régime vraiment démocratique et parlementaire. »

De septembre 1944 à octobre 1946, le gouvernement du Front patriotique eut à sa tête le général Kimon Georgiev, qui avait non seulement joué un rôle capital dans le coup d'État militaire, à demi fasciste, de Tsankov, en 1923, à la suite duquel des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans furent massacrés, mais qui était également l'auteur du coup d'État militaire de 1934, qui aboutit à la dissolution immédiate du Parlement, à une terrible persécution des communistes, des agrariens, d'autres encore et, pour la première fois dans l'histoire de la Bulgarie, à la mise hors la loi des syndicats<sup>1</sup>. Les partisans de Georgiev exerçaient un tel pouvoir dans le gouvernement du Front patriotique que l'*Observer* du 10 septembre 1944 pouvait écrire : « La composition du gouvernement suggère que le groupe arrivé au pouvoir à Sofia est la fameuse Ligue militaire qui s'en était déjà emparée par le coup d'État de 1934. » Mais l'*Observer* ne mentionnait pas une exception fort importante. Le ministre de l'Intérieur, ayant la police sous son contrôle, était le chef communiste Anton Yougov. Ses camarades avaient fait alliance avec l'ancienne Ligue militaire en vue du maintien de l' « ordre », dont les premières victimes furent les ouvriers qui réclamaient l'amélioration de leur condition ou — ce qui était pis — osaient demander des mesures immédiates dans la voie du socialisme. Constantine Poulos, écrivant de Sofia, le 2 juin 1945, disait : « Les socialistes bulgares sont beaucoup plus à gauche que les communistes... Les ouvriers grecs qui réclamaient, l'automne dernier, du « pain et du travail » sont maintenant tués, en prison ou réduits au silence par la terreur. Leurs camarades bulgares qui présentèrent récemment des demandes semblables ont été publiquement dénoncés par les communistes comme des diversionnistes et des ennemis de l'État ; une poignée de mineurs qui firent grève en mars pour obtenir des salaires plus élevés ont été qualifiés d' « anarchistes » et jetés en prison par la milice

<sup>1</sup> Voici ce que l'*Inprecor*, organe officiel du Komintern, écrivait au sujet du coup d'État de 1934 : « Un nouveau coup d'État militaire et fasciste vient d'être exécuté en Bulgarie. Dans la nuit du 18 mai, le gouvernement Moutatchanov-Gitchev a été renversé et remplacé par une dictature militaire et fasciste établie sous la direction de Kimon Georgiev, lieutenant-colonel de réserve. « Les éléments directeurs de ce coup d'État avaient également joué un rôle capital dans celui de 1923 » (*Inprecor* du 1<sup>er</sup> juin 1934). Le journal officiel La Bulgarie libre dépeint maintenant de la façon suivante le rôle de Georgiev en 1934 : « En 1934, il prit le poste de premier ministre et rétablit les relations diplomatiques entre la Bulgarie et l'Union Soviétique » (1<sup>er</sup> août 1949).

sous contrôle communiste » (*The Nation*, 23 juin 1945).

En dépit de ces précautions, le passage de la Bulgarie du camp allemand au camp russe ne s'effectua pas aussi aisément que celui de la Finlande, de la Roumanie ou de la Hongrie, parce que la Bulgarie n'appartient pas géographiquement à la sphère russe proprement dite, mais se trouve à la frontière des zones soviétiques et anglo-américaines. Aussi, lors de la retraite allemande, beaucoup de membres des classes supérieures espèrent-ils passer non du côté de la Russie, mais du côté de l'Angleterre et des États-Unis. L'Union soviétique ne pouvait donc pas compter de façon absolue sur l'appareil d'État bulgare et une vaste épuration fut effectuée par les tribunaux entre septembre 1944 et mars 1945. Il en résulta que deux mille personnes furent condamnées à mort et exécutées tandis que plusieurs autres milliers étaient condamnées à de longues peines d'emprisonnement.

Mais le peuple bulgare fut heureusement « maintenu dans le calme », comme le montre le fait que, jusqu'à avril 1948, les communistes ne jugèrent pas nécessaire de procéder à des élections même factices pour remplacer les autorités locales : les maires des villages et les membres des administrations furent officiellement désignés par le ministre de l'Intérieur !

## La Roumanie

La Roumanie fut le premier pays d'Europe orientale à être atteint par l'Armée rouge, et la Russie se hâta de proclamer son intention de ne pas intervenir dans son régime intérieur. Molotov déclara le 2 avril 1944 : « Le gouvernement soviétique affirme qu'il ne poursuit aucun but visant à acquérir un territoire roumain quelconque ou à modifier l'ordre social existant actuellement dans le pays. Il affirme également que l'entrée des troupes soviétiques en Roumanie est uniquement la conséquence des nécessités militaires et de la continuation de la résistance par les forces ennemies. »

A l'intention des Russes de maintenir l'« ordre » répondit la bonne volonté du roi et des milieux gouvernementaux à collaborer avec eux. Le renversement d'alliance s'effectua presque sans la moindre friction, tout l'appareil de l'État — armée, police et administration — passant automatiquement dans le camp russe le 23 août 1944, quand le roi Michel fit arrêter le maréchal Ion Antonescu, premier ministre, et le remplaça par le général Sanatescu.

En mars 1945, après un certain nombre de changements provoqués dans le gouvernement roumain par des menaces directes et des pressions venant de l'armée russe d'occupation, comptant un million d'hommes, Petru Groza devint premier ministre, appuyé par le vice-président du conseil George Tatarescu et quatre de ses amis du soi-disant « parti libéral », un nombre égal de communistes et une certaine quantité de gens ne représentant personne.

*L'Inprecor*, organe du Komintern, avait dit de Tatarescu, le 8 décembre 1933 :

*En 1907, le parti libéral, alors conduit par Sturdza, fut la cause du massacre d'au moins onze mille paysans. La répression sanglante de l'insurrection paysanne de Tatar-Buna fut également l'œuvre des libéraux, sous la direction de Tatarescu, aujourd'hui ministre du Commerce et de l'Industrie. Le parti libéral porte aussi la responsabilité des salves tirées le 13 décembre sur des ouvriers en grève et qui en tuèrent cent.*

*C'est le parti libéral qui organisa, en décembre 1927, les sanglants pogromes. Des bandes d'étudiants se répandirent dans les rues en frappant les passants. A cette époque, le ministre de l'Intérieur s'appelait Duca, et le secrétaire d'État, Tatarescu. La corruption et la prévarication atteignirent leur apogée sous le gouvernement libéral. Ce même parti exerça une brutale terreur répressive contre les organisations révolutionnaires ; il supprima tous les journaux et provoqua l'assassinat de nombreux ouvriers. Sous le gouvernement libéral, les tribunaux de classe de la bourgeoisie roumaine ont condamné beaucoup des meilleurs chefs de la classe ouvrière à de longues années de travaux forcés ou de bannissement dans les mines de sel.*

Tatarescu représentait l'extrême droite autoritaire du parti libéral et aida le roi Carol à établir sa dictature. Sa politique extérieure fut orientée vers l'Allemagne de Hitler. Le journal communiste britannique *World News and Views* la décrivait comme suit, le 19 novembre 1938 : « Tatarescu, chef de la droite pro-hitlérienne du parti libéral national. »

Mihail Ralea, ministre de la Culture dans le cabinet de mars 1945, était un ancien ministre du roi Carol et un admirateur déclaré du régime hitlérien. Aujourd'hui il est ambassadeur à Washington. Le père Burducea, ministre des Cultes dans ce même gouvernement, fut l'un des plus notoires « gardes de fer » (il portait la décoration du Buna Vestire, accordée seulement à trente-deux membres de la Garde de fer). Lotar Radaceanu, ministre du Travail, appartint au « Front de la Renaissance » du roi Carol. Gheorge Macovescu était l'un des chefs du ministère de la Propagande, chargé du contrôle de la presse. Il occupait déjà le même poste sous le régime fasciste d'Antonescu et écrivit des articles pour célébrer l'alliance germano-roumaine contre la Russie. Groza lui-même, premier ministre à partir de mars 1945, était très riche avant la guerre, possédant de vastes domaines fonciers, des usines et de grands hôtels, avec de gros intérêts dans les banques. Il avait été ministre dans deux gouvernements d'extrême droite sous le général Averescu (1920-1921,



1926-1927).

Groza déclara à plusieurs reprises que son gouvernement était opposé à toute socialisation et défendait la propriété privée. Il dit, par exemple, interviewé le 26 septembre 1945 par le correspondant du *New York Times*, que « son gouvernement n'avait aucune intention de procéder à la collectivisation de la terre ou à la nationalisation des banques et de l'industrie, le seul fait de lui poser cette question démontrant l'ignorance de son programme. Prétendant représenter toutes les couches sociales, ajouta-t-il, ce programme était de « concentrer toutes les forces » de la nation pour la reconstruction du pays et la consolidation » du régime démocratique ». Le programme du gouvernement ne comprend ni nationalisation des banques et de l'industrie, ni collectivisation des terres » (*New York Times*, 30 septembre 1945).

Radio-Bucarest annonça que Groza, parlant de ses récents entretiens avec Staline, déclarait que c'était celui-ci qui lui avait conseillé de « conserver le régime de la propriété et de l'entreprise privées ».

Près de trois ans après l'entrée de l'Armée rouge en Roumanie, Groza s'opposait encore ouvertement à la nationalisation de tout bien appartenant à des capitalistes roumains ou étrangers, alors même que cette nationalisation de la propriété étrangère est inscrite au programme de mouvements non seulement socialistes, mais nationalistes, dans des pays où de grands capitaux ont été investis, tels le Mexique, l'Argentine, l'Inde, etc. Il déclara au journal *Timpul*, de Bucarest : « Le gouvernement et le Parlement feront tous leurs efforts en vue de réaliser un domaine de collaboration fructueuse pour le capital étranger... Il existera des conditions garantissant la sécurité de ces investissements et une juste rentabilité » (*International News*, Bucarest, 8 janvier 1947).

Même les capitalistes qui avaient collaboré cordialement avec l'Allemagne ne furent pas inquiétés pendant plus de trois ans. Le ministre communiste de la Justice, Lucreciu Patrascanu, alla jusqu'à souligner que les collaborateurs nazis étaient beaucoup plus favorablement traités en Roumanie qu'en France, par exemple. Le correspondant du *New York Times* télégraphia le 17 mars 1945 : « On a appris aujourd'hui que des industriels, des hommes d'affaires et des banquiers échapperont aux châtimements frappant les criminels de guerre du fait d'une loi présentée par Lucreciu Patrascanu, ministre de la Justice et membre communiste du gouvernement. La Roumanie ne peut se permettre de perdre les services des commerçants et des industriels, a déclaré celui-ci. Il a exprimé l'opinion que le pays poursuivrait envers cette classe une politique plus libérale que celle de la France. » Quelles clameurs une déclaration de ce genre aurait provoquées dans la presse communiste si elle avait été faite par un ministre occidental non communiste !

Tatarescu n'hésita pas à attaquer les « anarchistes » (c'est-à-dire les ouvriers). Dans une interview accordée au correspondant à Bucarest du *New York Times*, le 21 octobre 1945, il dit : qu'il fallait introduire une discipline rigoureuse dans l'industrie et mettre fin aux « excès » des comités d'ouvriers.

Il n'est pas surprenant que les capitalistes considérèrent l'avenir avec peu d'inquiétude et se montrèrent fort satisfaits de la situation du moment. Le journal suisse très sérieux *Neue Zürcher Zeitung* (10 février 1947) signala même que l'optimisme était grand chez les hommes d'affaires et en donna l'illustration suivante : « Comme l'annonce le *Finantze si Industrie*, journal économique de Bucarest, 355 nouvelles sociétés par actions ont été fondées l'année dernière (1946) avec un capital total de 20,3 milliards de lei. »

Pendant plusieurs années, les affaires continuèrent d'être bonnes et la spéculation active sur le marché libre, bien que les conditions dans lesquelles vivaient les classes laborieuses fussent effrayantes, se trouvant menacées par la famine après la sécheresse de 1946-1947. On peut se faire une idée de ces conditions en consultant l'*Étude sur la santé populaire dans plusieurs pays européens touchés par la guerre*, publiée par *La Documentation française* le 19 novembre 1948, et consistant en rapports du Comité international de la Croix-Rouge décrivant l'épouvantable tragédie qui se déroula en Roumanie, pays le plus affecté par la sécheresse. « Il est difficile d'imaginer la misère de la population roumaine en 1947 : la famine régnait dans des sections entières du pays ; en certaines régions, les gens mangeaient l'herbe et l'écorce des arbres, même de l'argile. On estime que six millions de personnes furent à la charge du gouvernement en 1947-1948. Voici quelques-unes des conséquences de la famine et de la misère prévalant dans ce pays : 1. Disparition complète des enfants en bas âge dans certains districts... la mortalité infantile atteignant le taux de 80 %... 2. Accroissement de tous les genres de décès et une brusque montée du taux de mortalité ; les cadavres étaient jetés dans les égouts auprès des maisons. 3. Une pauvreté universelle conduisant à une propagation rapide des maladies vénériennes... une personne sur douze est syphilitique, selon des rapports récents fournis par le ministère de la Santé... »

Pendant tout ce temps, les fortunes des capitalistes demeurèrent intactes, car ils travaillaient pour payer les réparations dues à la Russie. Ils prospérèrent, de même que la nouvelle bureaucratie d'État, tandis que, naturellement, le Kremlin se taillait la part du lion dans les plus-values produites en Roumanie.

Le caractère bureaucratique et militariste de l'État roumain demeura inchangé, beaucoup des anciens fonctionnaires restèrent en place. Patrascanu put dire du régime légal : « Les procédures, les méthodes, les traditions et la structure de la magistrature roumaine sont demeurées les mêmes depuis qu'un communiste est devenu ministre de la Justice. Il n'a pas été nommé plus de vingt juges nouveaux sur un total de deux mille. Environ un quart de l'ancien personnel a été épuré et mis à la retraite » (*Christian Science Monitor*, 12 décembre 1945). Cette politique est symbolisée par le fait que, « juste deux semaines avant le début du procès de Iuliu Maniu... les journaux de Bucarest publièrent discrètement la nomination d'un nouveau président au tribunal militaire du 2<sup>e</sup> corps d'armée (qui devait juger

Maniu)... à savoir : le directeur général des prisons et des camps de concentration roumains pendant la guerre » (*New York Herald Tribune*, 7 novembre 1947).

La structure de l'armée conserva son caractère hiérarchique, avec une subordination complète des hommes à leurs officiers, et sans conseils de soldats. La composition de son personnel se maintint avec une continuité remarquable pendant trois ans. C'est ainsi que le lieutenant-colonel Nicolae Cambrea, chef des unités roumaines ayant combattu contre les Russes à Stalingrad, fut promu général par le gouvernement Groza et nommé sous-chef d'état-major général. Le major Popescu-Argetoia, ex-militant fasciste, prit la tête de la police secrète. Le général Vasiliu Rascanu, chef de la police militaire pendant la guerre contre l'Union soviétique, fut nommé ministre de la Guerre. Un autre général de l'ancienne armée, Pretorian, devint chef d'état-major. Le général Lascar, qui avait commandé sur le front oriental en 1941 et reçu la croix de fer des mains de Hitler, fut considéré, après avoir rallié le parti communiste, comme assez « loyal » pour être fait ministre de la Guerre !

L'enthousiasme du parti communiste pour « l'ordre et la loi » est illustré par la ferveur qu'il montra envers la monarchie. Le premier ministre Groza déclara, le 3 novembre 1946 : « Le roi, l'Église, l'armée, le peuple et le gouvernement ne font qu'un. » Quelques jours plus tard, à une réunion du Bloc démocratique national, organisation de combat sous le contrôle communiste, le vice-président du Conseil, Tatarescu, dit : « De Gheorgiu Dej (chef du parti communiste) jusqu'à moi, nous lutterons ensemble pour consolider la monarchie, parce que nous sommes convaincus que le roi constitue le pôle d'attraction le plus puissant pour rallier l'ensemble des Roumains. Nous combattons pour consolider l'Église nationale et la propriété privée, source de toute entreprise créatrice » (*East Europe*, hebdomadaire londonien, 13 novembre 1946). Le 8 novembre, jour anniversaire de la naissance du roi Michel, le journal communiste *Era Noua* écrivit : « Le peuple roumain a foi dans son roi » (*East Europe*, 20 novembre 1946). Lors des manifestations électorales, un des slogans les plus répétés du Bloc démocratique national fut « Traiasca Regele ! » (vive le Roi !). Le 17 novembre 1946, lors d'une réunion électorale militaire, à Bucarest, Gheorghiu Dej termina son discours en invitant à voter pour le « gouvernement du roi » : « Vive le roi ! Vivent ses officiers et soldats ! Vive l'armée, qui est la sienne et celle du peuple ! » L'enthousiasme royaliste du parti communiste atteignit une telle ampleur qu'il accusa Maniu, chef du parti paysan, d'être... antimonarchiste ! L'*Era Noua* du 3 décembre 1946, parlant du départ de Maniu et de ses partisans du Parlement, suggéra : « En fait, l'attitude antiparlementaire de Maniu n'est qu'une expression de sa politique antimonarchique. Maniu a déjà essayé sa première manœuvre d'obstruction sous le règne du roi Michel... Ni Ferdinand, ni le roi Carol n'échappèrent aux tactiques politiques de Maniu ! » (*East Europe*, 18 décembre 1946). Pour couronner l'hypocrisie des chefs du parti communiste, le *Scanteia*, leur journal, écrivit : « Le peuple souhaite à Sa Majesté le Roi une longue vie, une bonne santé et un règne riche en réalisations démocratiques » (*New York Times*, 9 novembre 1947). Quelques semaines plus tard, ces mêmes chefs contraignaient Michel à abdiquer (30 décembre).

## La Hongrie

La politique suivie par le parti communiste en Hongrie au premier stade de l'intervention soviétique fut analogue à celle qu'il pratiqua en Roumanie, il est donc inutile d'en donner les détails. La citation suivante, tirée du rapport présenté par Imre Nagy, membre du bureau politique du parti, au congrès de septembre 1946, est caractéristique : « Alors que la guerre faisait encore rage, nous avons décidé, et c'est un de nos principes fondamentaux, que ce n'était pas le moment, en Hongrie, de passer du capitalisme au socialisme, d'engager une lutte entre les deux régimes sociaux, mais celui de déraciner les puissantes survivances de la féodalité. Il ne s'agit pas d'une lutte entre ces deux régimes sociaux, mais d'un combat entre la démocratie et la réaction contenue dans le capitalisme. »

Nous avons déjà évoqué le rapport existant entre cette politique et l'intérêt qu'avait la Russie à établir son contrôle sur l'économie hongroise (par des sociétés mixtes) pour lui extorquer des réparations. Nous nous bornerons à répéter que, pendant trois ans, les chefs du parti communiste persistèrent à broder sur le même thème, à savoir qu'ils s'opposaient à l'abandon de la structure capitaliste du pays.

## Chapitre II — Pologne : le soulèvement de Varsovie

L'opposition de la Russie et de ses agents à tout mouvement des masses spontané, indépendant et démocratique se manifesta de la façon la plus abominable quand le peuple de Varsovie, organisé et dirigé principalement par le parti socialiste polonais (P. P. S.), se souleva, les armes à la main, contre l'armée allemande d'occupation. L'attitude de l'Union soviétique envers cette action héroïque montre bien le caractère sinistre et antidémocratique de sa politique au cours des stades critiques du processus par lequel les communistes s'emparèrent de l'appareil de l'État.

En juillet 1944, l'armée soviétique approcha de Varsovie et, dans la seconde moitié de ce mois, les troupes allemandes commencèrent à évacuer massivement la ville et ses environs. Le 29, l'Armée rouge, commandée par le maréchal Rokossovsky, entra à Otwock, à 20 kilomètres de la capitale. Le lendemain, elle atteignit Milosna, à 10 kilomètres de celle-ci. Le 31 juillet, ses patrouilles pénétrèrent jusqu'au faubourg de Praga, sur la rive orientale de la Vistule. Tous les objectifs militaires de Varsovie furent bombardés par l'aviation soviétique. Les Allemands continuèrent de retirer leurs troupes épuisées, mais résistèrent à l'extrémité orientale des ponts de Praga. L'artillerie russe se mit alors à bombarder le faubourg. La Vistule fut franchie près de son confluent avec la Pilica, la garnison allemande se trouva menacée par le sud, puis, les 1<sup>er</sup> et 2 août, la Vistule fut encore franchie plus en amont, près de Sandomierz.

La situation dans la capitale même nous est dépeinte de la façon suivante :

*Les Allemands préparaient en toute hâte l'évacuation de Varsovie. Des installations de chemins de fer, des usines étaient démontées et enlevées... Tous les bureaux allemands, en ville, y compris le bureau des Postes, fermèrent. Les journaux publiés par les Allemands cessèrent de paraître. La Gestapo brûlait en grande hâte ses papiers et se préparait à décamper... Des civils allemands prenaient d'assaut les gares de chemin de fer. En raison du trop petit nombre de trains, ils fuyaient par tous les moyens de transport, offrant des prix astronomiques pour une voiture et un cheval. (T. Bór-Komorowski, Histoire d'une armée secrète, Paris, Les Iles d'Or, 1952, p. 196)*

Les Allemands ordonnèrent la mobilisation de 100 000 Polonais pour fortifier les faubourgs de Varsovie, mais pas un seul homme ne se présenta de lui-même. Une émission soviétique rapporta plus tard qu'« avant la dernière semaine de juillet on put sentir une atmosphère très tendue dans la capitale. Les Allemands, disait-on, préparaient un nouveau massacre de la population ». (Déclaration du colonel Tarnava, officier polonais, qui se trouvait alors à Varsovie, Service intérieur soviétique, 2 septembre 1944. Cité par la duchesse d'Atholl dans *The Tragedy of Warsaw and its Documentation*, Londres, 1945.)

Au cours de cette période, l'Union des patriotes polonais, organisation qui était le porte-parole du Kremlin, lança des appels de plus en plus pressants à la population de la capitale pour l'inviter à se soulever contre les Allemands. Le 29 juillet, Radio-Moscou en diffusa un autre :

*Appel à Varsovie. Combattez les Allemands. Varsovie entend déjà, sans aucun doute, le canon de la bataille annonçant sa libération. Ceux qui n'ont jamais courbé la tête devant le pouvoir hitlérien se joindront de nouveau, comme en 1939, à la lutte contre les Allemands, cette fois pour l'action décisive.*

*... Pour Varsovie, qui n'a jamais cédé ni cessé de combattre, l'heure de l'action a déjà sonné.*

*Les Allemands se défendront incontestablement dans Varsovie... Il est cent fois plus nécessaire de se rappeler que, dans la marée des destructions hitlériennes, tout sera perdu de ce qui ne sera pas sauvé par un effort énergique, que seule une lutte directe, dans les rues, dans les maisons, dans les usines et les magasins, peut non seulement hâter l'instant de la libération finale, mais également sauver les biens de la nation et la vie de nos frères.*

Le 30 juillet, Radio-Kosciuszko, station d'émission de l'Union des patriotes polonais, déclara :

*Varsovie tremble au bruit de la canonnade. Les armées soviétiques progressent et sont proches de Praga. Elles viennent nous apporter la libération. Les Allemands, une fois refoulés de Praga, essaieront de tenir à Varsovie et détruiront tout. A Bialystok, ils ont pillé pendant six jours. Ils ont assassiné des milliers de nos frères. Il faut tout faire pour éviter la répétition de ces horreurs à Varsovie. Peuple de Varsovie, aux armes ! Attaquez les Allemands... Aidez l'Armée rouge à franchir la Vistule. (Manchester Guardian, 22 août 1944).*

Varsovie se souleva le 1<sup>er</sup> août. Des femmes et des enfants prirent place parmi les combattants. Bien que pauvrement armé, ne disposant que de mortiers et de grenades fabriqués par lui-même, le peuple de la capitale polonaise se battit héroïquement et, dès le 3, les insurgés contrôlaient la plus grande partie de Varsovie.

Le 2 août, les Allemands lancèrent une contre-attaque contre l'armée soviétique et la refoulèrent à l'est et au nord-est de la ville sur une distance de 80 kilomètres. Mais elle se maintint au sud-est à moins de 25 kilomètres de celle-ci. Cette retraite empêcha les Russes d'apporter immédiatement un secours direct aux insurgés, mais ils pouvaient encore les aider de multiples façons. La Luftwaffe bombardait continuellement la capitale à partir du 4 août, les chasseurs soviétiques auraient pu intercepter les bombardiers allemands, les bombardiers soviétiques attaquer les aérodromes et les positions des batteries tirant sur la ville. En outre, l'U. R. S. S. aurait pu fournir aux insurgés les armes dont ils avaient un besoin si désespéré.

Le 5 août, le capitaine Constantin Kalougine, officier des Services de renseignements russes, fut envoyé au quartier-général des insurgés. Il expédia à Moscou le télégramme suivant (par l'intermédiaire de Londres, il arriva à Moscou le 8 août) :

*Au camarade le maréchal Staline, Moscou. Ai établi, le 5 août 1944, contact personnel avec commandant de la garnison de Varsovie, qui livre l'héroïque lutte de la nation polonaise contre les bandits hitlériens. Après avoir pris connaissance de la situation militaire générale, en suis venu à la conclusion qu'en dépit de l'héroïsme de l'armée et de la population entière il y a certaines difficultés à surmonter si nous devons hâter la victoire sur notre ennemi commun. Les besoins sont les suivants : armes motorisées, munitions, grenades et canons anti-chars.*

*Endroits où parachuter les armes : place Wilson, place des Invalides, le ghetto, place Krasinski, place de la Porte-de-Fer, place Napoléon, esplanade Mokotow, casernes de la cavalerie légère, Bielany.*

*Signaux de reconnaissance : panneaux rouges et blancs.*

*Les avions allemands causent des destructions dans la ville et parmi la population civile. Bombardez par l'air les ponts sur la Vistule dans la région urbaine, le parc saxon, l'avenue de Jérusalem, la rue Wolska, où des troupes sont concentrées. Bombardez les aérodromes d'Okecie et de Bielany. La population de Varsovie espère que vous viendrez à son aide dans les quelques heures qui suivent. Aidez-moi à prendre contact avec le maréchal Rokossovsky. Capitaine Constantin Kalougine, du Groupe Czarny, Varsovie, 66804 » (Z. Zaremba, *Powstanie Sierpniowe, Londres, 1946, pp. 30-32*).*

Tous les appels adressés à Moscou par les insurgés pour recevoir des armes, pour faire protéger Varsovie par des chasseurs contre les terribles bombardements, pour faire bombarder les aérodromes et les batteries ennemis, demeurèrent vains. L'aviation soviétique, qui, pendant tous les mois d'août et de septembre, occupa des terrains situés à quelques minutes de vol de la ville et qui, jusqu'à l'insurrection, bombardait régulièrement les objectifs militaires de Varsovie, cessa alors complètement son activité au-dessus et autour de la capitale.

Moscou a invoqué la très pauvre excuse qu'en parachutant des armes destinées aux insurgés celles-ci risquaient de tomber aux mains de l'ennemi. A une conférence des journalistes étrangers, tenue à Lublin, le 28 août, le général Michal Rola-Zymierski, chef des forces polonaises dans les rangs de l'Armée rouge, déclara : « Si les insurgés tenaient tout un quartier, on pourrait les aider, mais, comme ils occupent seulement des maisons isolées, tout tombera entre les mains des Allemands » (*The Daily Worker*, 30 août). Le télégramme du capitaine Kalougine, cité plus haut, rend cette explication spé cieuse, ainsi que l'affirmation du *Times* selon laquelle c'étaient les Allemands qui tenaient des maisons isolées, et surtout le fait qu'au milieu de septembre, alors que le secteur contrôlé par les insurgés était beaucoup plus réduit, des armes russes furent parachutées sur Varsovie.

Anna Louise Strong (qui fut pendant vingt-trois ans une apologiste de la politique soviétique, mais qui a été « épurée » depuis, comme « espionne américaine ») a cherché une autre excuse pour le Kremlin, dans un article de *The Nation*, en date du 2 septembre 1944 : « L'Armée rouge avait pris jusque-là bien des villes, tantôt par assaut direct, tantôt par débordement, mais jamais par une attaque frontale en liaison avec une insurrection intérieure. Elle découragea toujours une telle tactique. » Voilà l'Armée rouge révolutionnaire !

A partir du 4 août, des avions britanniques et américains, basés en Italie, commencèrent à survoler Varsovie — vol de plus de 2 000 kilomètres, aller et retour. Ils ne pouvaient être escortés par des chasseurs sur une distance aussi longue, de sorte qu'il leur fallut voler de nuit, ce qui augmenta les pertes et diminua l'efficacité de l'opération. La R. A. F. ne ravitailla Varsovie adéquatement que pendant trois jours. Ensuite, seuls des appareils isolés atteignirent la ville de temps à autre. « Si ces avions avaient pu, après avoir lâché leurs charges, aller se poser en arrière des lignes russes, refaire leur plein d'essence et reprendre le chemin du retour, les opérations eussent été évidemment plus faciles et beaucoup moins onéreuses » (*Daily Herald*, 30 août 1944). Ce système de « va-et-vient » existait déjà ailleurs. Les appareils britanniques et américains qui attaquaient les puits de pétrole roumains, Königsberg, Gdynia et d'autres centres allemands, allaient souvent se poser en territoire russe. Mais il s'écoula quarante jours avant que Moscou les autorisât à faire de même après avoir ravitaillé Varsovie ou bombardé les bases allemandes dans la ville ou aux environs, voire à laisser les appareils endommagés se poser sur les aérodromes soviétiques.

L'armée russe occupa Praga le 14 septembre et, au cours des trois jours suivants, refoula les Allemands sur une assez grande distance vers le nord-ouest. Ses avions nettoyaient le ciel au-dessus de Varsovie et commencèrent à y jeter des armes et des vivres. Mais cette politique changea encore brusquement au bout de quelques jours. L'armée soviétique entrée à Praga fit halte, son artillerie cessa de tirer, ses avions disparurent presque entièrement et la Luftwaffe reprit ses attaques meurtrières. Les Russes n'apportèrent plus qu'occasionnellement des armes et des vivres. L'armée soviétique demeura l'arme au pied dans les quartiers orientaux de la capitale polonaise durant un mois, tandis que les Allemands achevaient de massacrer les insurgés.

Après une lutte héroïque et inégale, qui dura soixante-trois jours, Varsovie dut capituler. 240 000 de ses habitants avaient été tués, 630 000 déportés. La cité fut détruite systématiquement, rue par rue et maison par maison.

Pendant toute la période du soulèvement, les partisans polonais qui essayèrent d'atteindre la malheureuse ville furent arrêtés, désarmés et emprisonnés par l'armée soviétique. (Au total, les Russes arrêtèrent 50 000 partisans polonais combattant les Allemands et les déportèrent en Sibérie.)

Les communistes avancent deux arguments principaux pour justifier cette politique envers l'insurrection : premièrement, qu'elle venait à un mauvais moment ; deuxièmement, qu'elle avait un caractère réactionnaire.

Le premier est réduit à néant par les appels de Radio-Moscou, cités plus haut, invitant la population de Varsovie à se révolter et par le fait que les officiers de liaison soviétiques qui arrivèrent dans la ville au début du soulèvement (et dont faisait partie le capitaine Kalougine) l'appuyèrent tous sans réserve. En outre, le petit groupe de communistes existant alors à Varsovie se prononça également en faveur de l'insurrection. Le journal officiel communiste *Armia Ludowa* écrivit, le 15 août : « Le soulèvement armé a été pleinement approuvé par la grande masse du peuple de Varsovie, sans tenir compte de ceux qui se trouvaient à son origine, de ses buts et de sa puissance. » (Ceci, soit dit en passant, est en contradiction totale avec les déclarations des journaux communistes de Moscou, de Londres et de New-York, qui essayèrent de ridiculiser le soulèvement.) Dix-sept jours après le début de la révolte, Radio-Kosciuszko donna également son approbation : « Notre camp, celui de la démocratie combattante, a toujours salué avec joie tout acte d'hostilité contre l'envahisseur allemand. Nous vous avons toujours appelés aux armes considérant qu'une lutte active constitue le meilleur moyen de sauver des vies humaines et le patrimoine national. Nous voyons dans le soulèvement actuel de Varsovie une manifestation de l'esprit combattant du camp démocratique et sa bataille nous est aussi sacrée que n'importe quel combat contre l'ennemi. » Deux jours après, Radio-Lublin, station de l'Union des patriotes polonais, proclamait :

*Le soulèvement de Varsovie démontre l'esprit agressif du camp démocratique. Notre infanterie (polonaise) brûle du désir d'aider la capitale. Les soldats de l'Armée rouge veulent aussi courir à son secours. Varsovie sera libérée—Des soldats polonais et l'Armée rouge arrivent à votre aide » (cité par L. M. Oak, dans le New Leader américain, 13 novembre 1944).*

La condamnation de la révolte à cause de son caractère réactionnaire et fasciste est encore plus monstrueuse que l'accusation d'avoir été prématurée. Si tel avait été le cas, l'attitude du Kremlin envers elle eût été bien différente. Il suffit de rappeler la bonne volonté manifestée au général Bêla Miklos, en Hongrie, et au roi Michel, en Roumanie. La Russie était hostile au soulèvement de Varsovie justement parce qu'il était complètement indépendant de toute influence communiste, dirigé par le P. P. S., et constituait un mouvement socialement progressiste.

Après la défaite militaire de septembre 1939, qui avait amené la désintégration du régime dictatorial, à demi fasciste, des « colonels », les ouvriers et les paysans, organisés dans les partis socialiste et paysan, devinrent l'épine dorsale de l'armée clandestine, appelée *Armia Krajowa* (A. K.), Armée de l'Intérieur. L'extrême-droite n'appartenait pas à celle-ci, mais aux forces armées nationales (*Narodowe Sily Zbrojne*). Des unités militaires du P. P. S. et du parti paysan rallièrent l'A. K. en conservant leur autonomie. C'était principalement sur les ouvriers et les paysans que s'appuyait le parlement clandestin : le conseil de l'Unité nationale.

Le programme de l'Armée de l'Intérieur fut défini dans son organe clandestin, *Biuletyn Informacyjny*, à la date du 9 septembre 1943, par un article intitulé : « Pour quel genre de Pologne nous battons-nous ? » Il déclarait nettement que la future Pologne devait jouir « de la liberté de parole, de la liberté d'opinion, de la liberté d'association ; ce sera une Pologne de justice sociale et de bien-être pour les masses, libérées du chaos capitaliste, une Pologne qui nationalisera ses grandes usines et ses grandes industries, une Pologne qui transformera de fond en comble son régime agraire, modernisera son système de distribution des produits, étendra son réseau de coopératives et industrialisera le pays ».

Le 15 août 1944, après quinze jours d'existence de la Commune de Varsovie, le conseil de l'Unité nationale adressa un manifeste au peuple où l'on lisait :

*La Pologne, dans cette guerre, se bat non seulement pour son existence et pour son indépendance politique, mais aussi pour des buts plus hauts. La Charte de l'Atlantique, qui définit les objectifs militaires des Nations-Unies, assure à la Pologne ses légitimes aspirations et ses nécessités historiques. Menacée d'agressions répétées de la part de puissances impérialistes, elle doit être assurée de sa sécurité et de pouvoir travailler en paix pendant des générations. Elle veut être capable de se gouverner elle-même conformément à ses propres principes et à ses lois. Ces principes ont déjà été publiés dans la déclaration*

*du 26 juillet 1944. Ils garantissent le régime de la République future, basé sur la liberté politique et la justice sociale.*

*Les principes de la République démocratique polonaise sont les suivants :*

- 1. Une constitution garantissant des gouvernements conformes à la volonté du peuple.*
- 2. Une loi électorale démocratique reflétant fidèlement l'opinion publique dans les élections générales et municipales.*
- 3. Une réforme agraire touchant tous les domaines de plus de 50 hectares aussi bien que les propriétés foncières allemandes, désignées au préalable par un décret.*
- 4. Socialisation des industries-clefs.*
- 5. Participation des travailleurs à la gérance des entreprises et contrôle par eux de la production industrielle.*
- 6. Tous les citoyens possèdent le droit au travail et à un niveau de vie décent.*
- 7. Juste répartition du revenu national.*
- 8. Tous les citoyens ont droit à l'instruction et à la culture » (Zaremba, La Commune de Varsovie (Fel.), Paris, 1947, p. 39-40).*

Bien que le soulèvement de Varsovie eût un caractère très net de libération nationale et de révolution sociale, il avait néanmoins parmi ses dirigeants des éléments négatifs et réactionnaires. Les chefs du P. P. S., avec leur propension au compromis, et au nom de l'union nationale, acceptèrent de laisser le commandement des forces armées entre les mains d'experts militaires, avec le général Bór-Komorowski à leur tête. Le gouvernement russe laissa Hitler massacrer les insurgés de Varsovie non pas parce que leur chef venait de l'ancienne armée polonaise, mais parce que la révolte constituait l'expression de forces nouvelles, nationalement et socialement indépendantes du Kremlin.

## Chapitre III — La Yougoslavie : l'exception

Contrairement aux autres partis communistes de l'Europe orientale, celui de Yougoslavie ne prit pas le pouvoir par l'intermédiaire des armées russes d'occupation, mais grâce au soutien des masses qui s'étaient ralliées autour de lui au cours des années de lutte contre les envahisseurs allemands et italiens et contre leurs collaborateurs.

L'entrée des armées de l'Axe en Yougoslavie amena l'effondrement total de l'ancienne armature de l'État. La Croatie et la Bosnie se séparèrent et constituèrent un État croate « indépendant » présidé par Ante Pavelić ; la Slovénie fut absorbée par le Reich allemand, la Dalmatie fut occupée par les Italiens, la Serbie du Sud-Est et la Macédoine orientale furent annexées par la Bulgarie ; Baryana, Backa et Medjumurje furent pris par la Hongrie, la province du Banat et la Serbie proprement dite furent gouvernées par un gouvernement fantoche du type de celui de Quisling en Norvège, sous le général Milan Nedić.

Manifestement, il n'existait pas une affection bien grande entre les éléments non serbes de la Yougoslavie et les anciens et chauvins dirigeants serbes. Les fascistes, parmi les premiers, utilisèrent cette hostilité pour convertir la haine ressentie pour l'administration de Belgrade en une haine nationale pour les Serbes, et il en résulta un des plus sordides événements de l'histoire yougoslave. Les oustachis — fascistes croates — déclenchèrent un pogrome de vaste envergure contre les Serbes, au cours duquel 810 000 hommes, femmes et enfants furent ignominieusement assassinés et des villages complètement rasés. Des fascistes musulmans de Bosnie participèrent également au carnage. Quelques villages échappèrent à l'anéantissement en abjurant la foi grecque orthodoxe et en se faisant catholiques. Le clergé catholique de Croatie et de Bosnie entreprit une croisade énergique contre les « infidèles » serbes. Les fascistes serbes ripostèrent en massacrant massivement les Croates et les Musulmans en Bosnie, en Herzégovine, en Dalmatie et ailleurs. Pendant ces assassinats généraux, les Quisling de chaque nation — Croates, Slovènes, musulmans et Serbes — collaboraient avec Berlin ou avec Rome, ou encore avec les deux.

Par contre, le général Draža Mihailović, chef militaire désigné par le roi Pierre et son gouvernement en exil, s'en tenait au principe d'une Yougoslavie groupant toutes les nationalités, mais unies sous la loi serbe. Ses tchetniks étaient tout prêts à participer activement au massacre des Croates et des Musulmans, et Mihailović, lui-même, demanda aux Alliés de bombarder Zagreb, capitale des Croates, pour punir ceux-ci de leur trahison. Il mit même en circulation des cartes de propagande reproduisant une Yougoslavie future où la Croatie était réduite à une étroite bande de territoire. Pour les Croates, les Monténégrins, les Slovènes et aussi les paysans et les ouvriers serbes, l'ancienne administration centralisée, symbolisée par Mihailović, représentait le percepteur, le gendarme, le fonctionnaire local et corrompu. La politique de Mihailović le condamnait à un isolement de plus en plus prononcé et par conséquent à l'impuissance, puis à la collaboration avec les Allemands et les Italiens contre les Partisans de Tito.

Le seul groupe politique combattant pour l'unité de la Yougoslavie sur la base de l'égalité entre tous ses composants fut le parti communiste. Les réfugiés des pogromes constituèrent les premières unités de partisans et les conflits communaux placèrent le mouvement de Tito devant le problème dont la solution devait être décisive pour le succès de la lutte contre les occupants.

En adoptant une politique d'égalité entre les nationalités et d'opposition à tous les conflits communaux, qu'ils fussent causés par les oustachis et les musulmans des pogromes, ou les « vengeurs » de Nedić et des tchetniks, le parti communiste yougoslave réussit à amalgamer les différentes nationalités. Comme l'a dit le lieutenant-général Svetozar Vukmanović (plus connu sous le nom de « Tempo ») dans le discours prononcé, le 22 décembre 1947, pour la célébration du « Jour de l'armée yougoslave » : « Le combat des unités prolétariennes et des brigades de choc serbes et monténégrines en Bosnie et en Croatie, le combat des unités croates, bosniaques et monténégrines en Serbie, le combat des unités serbes, croates, bosniaques, macédoniennes, monténégrines et Slovènes sur le front du Srem et au delà, pour la libération ultime de la Croatie, de la Bosnie, de la Slovénie, etc. : tout cela fut l'énorme contribution de l'armée yougoslave à la lutte pour établir l'unité parmi les peuples de Yougoslavie. » L'union des peuples et leur égalité furent symbolisées par le fait qu'un Croate (Tito) dirigeait la révolte en Serbie, un Juif serbe (Moša Pijade) au Monténégro et un Monténégrin (Vukmanović) en Macédoine.

Cette politique explique le fait que des unités composées d'Italiens, de Hongrois, voire d'Allemands, combattirent dans les rangs de l'armée Tito. Un grand nombre de soldats italiens rallièrent les Partisans après la chute de Mussolini et formèrent les Volontaires de Garibaldi, assez nombreux pour constituer un certain nombre de divisions. Sur le littoral slovène, où les Slovènes et les Italiens vivaient côte à côte, des partisans des deux nationalités formèrent des unités communes et des Italiens prirent une part active et égale à l'œuvre des comités populaires, administration embryonnaire du nouvel État. En dépit de la cruauté déployée par les armées d'occupation hongroises dans la zone qu'elles annexèrent, cruauté encore plus grande que celle des Allemands, Tito parvint à recruter un bataillon de volontaires hongrois, le bataillon Petöfi Sandor. Il y eut également un bataillon tchèque dans l'armée des Partisans. En juillet 1943, une campagne fut déclenchée pour recruter les membres de la minorité allemande vivant en Yougoslavie, et elle rencontra quelque succès ; un bataillon Volksdeutsche fut organisé pour participer à la lutte commune.

Le programme social des Partisans de Tito était conservateur. Le Conseil antifasciste de Libération nationale

(A. V. N. O. J.) — leur parlement — arrêta un programme, lors de sa première réunion, à Bihać, le 26 novembre 1942, dont deux articles affirmaient :

*L'inviolabilité de la propriété privée et l'ouverture de toutes les possibilités à l'initiative individuelle dans l'industrie, le commerce et l'agriculture.*

*Aucune espèce de changement dans la vie et les activités sociales des gens, sauf le remplacement des autorités de village réactionnaires et des gendarmes qui peuvent être passés au service des envahisseurs, par des représentants élus, ayant un caractère vraiment démocratique et populaire. Les questions les plus importantes relatives à la vie sociale et à l'organisation de l'État seront réglées par le peuple lui-même, grâce aux représentants qu'il élira dans des conditions convenables après la fin des hostilités.*

Ces objectifs furent constamment répétés par la presse et la radio des Partisans au cours des trois années suivantes.

Pour bien illustrer la nature conservatrice de leur programme social, il suffit de citer le serment prononcé par les nouveaux volontaires croates :

*Je jure par le Dieu tout-puissant, par tout ce qui m'est cher et je donne ma parole d'honneur de rester toujours fidèle aux traditions léguées par mes ancêtres. Je répondrai toujours à la confiance du peuple croate et je défendrai ma patrie, avec mon sang, contre les oppresseurs allemands, italiens et hongrois, ainsi que contre les traîtres à mon peuple. Que Dieu m'assiste ! (Radio-Yougoslavie libre, 13 juin 1943)*

Pour renforcer cet appel à la tradition, un confesseur ou un aumônier (*vjerski refeent*) était attaché à toutes les grandes unités militaires.

Cette politique se heurta à l'opposition de certains membres du parti communiste yougoslave. En juillet 1941, au cours d'une révolte monténégrine, fut dressée la bannière du « Monténégro soviétique » et, en Herzégovine, les déviations du parti local lui attirèrent des critiques très sévères de la part d'Aleksandar Ranković, l'un des principaux dirigeants communistes, aujourd'hui ministre de l'Intérieur (Proleter, décembre 1942). Le programme de Bihać fut cependant suivi jusqu'à la libération de la Yougoslavie, malgré quelques déviations de gauche.

Aucun changement ne se produisit dans la structure sociale ou dans le régime de la propriété avant la fin de 1944. Le 14 février 1945 encore, le vice-président du conseil, Kardelj, souligna à la radio que la Yougoslavie, dans sa structure économique, n'avait pas abandonné et n'abandonnerait pas le cadre général du capitalisme.

Le programme de Bihać put être accepté avec une facilité relative du fait que la plus grande partie des régions dominées par les Partisans étaient celles où le conservatisme social se trouvait le plus admissible. La Slovénie et la Croatie septentrionale, les deux régions les plus industrialisées du pays, ne tombèrent aux mains des Partisans qu'à la fin de 1944 ou au début de 1945. Le secteur où se trouvaient un nombre considérable de paysans riches et de colons allemands dont les terres pouvaient convenir à un partage entre les plus pauvres était également dans le nord. Ainsi donc, les Partisans n'eurent pas de nombreux capitalistes ou paysans riches sous leur contrôle avant la fin de 1944 ou le commencement de 1945, et, par conséquent, pas de cibles toutes désignées au mécontentement social.

Par la suite, la bourgeoisie industrielle fut expropriée sans qu'il y eût de renonciation formelle au programme de Bihać, par une confiscation légale des biens des traîtres. Ce fut seulement le 5 décembre 1946 qu'une loi de nationalisation fut promulguée, elle enregistra simplement le fait accompli.

Étant donné que les Partisans opérèrent loin des centres industriels, ils furent presque entièrement composés de paysans. Quoique les ouvriers yougoslaves soutinssent unanimement ou presque le parti communiste, ils ne jouèrent qu'un rôle très modeste dans le mouvement. Comme le déclara Bogdan Raditsa, ancien directeur de la presse dans le gouvernement Tito : « La classe ouvrière fut bien loin de constituer un facteur capital de la résistance, comme les communistes le prétendent dans leur propagande. Car les ouvriers demeurèrent dans les usines des grandes villes ou furent envoyés dans les camps de travail de Hitler » (*New Republic*, 16 septembre 1946). Ce caractère paysan du mouvement des Partisans explique qu'il fut à l'origine plébéien et démocratique. Il explique aussi pourquoi le parti communiste yougoslave put facilement lui imposer son programme conservateur de 1941 à 1944, et pourquoi l'armée yougoslave se stratifia aisément, développement commun à beaucoup de guérillas paysannes, qui se produisit notamment dans les guérillas espagnoles qui combattirent Napoléon.

Une véritable démocratie régna au début dans l'armée. Il n'y avait ni grades, ni décorations. Après chaque opération avaient lieu des réunions où chaque partisan pouvait présenter ses critiques. Cette façon de faire fut observée pendant deux ans, au cours des quatre premières offensives qui firent subir aux Partisans leur plus rude épreuve. Mais, en mai 1943, les grades des officiers et des sous-officiers furent créés ; environ 5 000 officiers et 11 généraux furent nommés au cours des quatre mois suivants. Tito fut élevé au rang de maréchal en novembre 1943. Dans l'administration publique, le principe des comités populaires élus fut rigoureusement observé jusqu'au moment où les Partisans, sortant des montagnes et des régions arriérées, atteignirent les grandes villes ; ces comités ne furent plus alors élus, mais



désignés. Quand des élections eurent lieu, occasionnellement, ce furent de simples formalités, car on n'y présenta qu'une liste de candidats. Les généraux, colonels et autres officiers devinrent l'épine dorsale de la nouvelle administration et monopolisèrent le pouvoir politique. C'est cette nouvelle caste bureaucratique qui réalisa la nationalisation de l'industrie, faisant passer entre ses mains toute la richesse industrielle du pays.

C'est ainsi que le mouvement des Partisans, démocratie plébéienne, suivant une politique progressiste sur la question nationale et possédant un programme social conservateur à l'origine, se transforma en capitalisme d'État bureaucratique.

## Chapitre IV — Les communistes prennent le contrôle de la police et de l'armée.

A la fin de la guerre, les partis communistes participaient aux gouvernements à côté des partis bourgeois, non seulement dans les « démocraties populaires », mais en France, en Italie, en Belgique, en Autriche et en Finlande. Leurs chefs, pendant environ deux ans, se réclamèrent de l' « union nationale » et de l' « ordre », contre les grèves et les mouvements ouvriers en général. A la fin de cette « lune de miel », les représentants communistes quittèrent le gouvernement ou en furent chassés en France, en Italie, en Belgique, en Autriche et en Finlande, et passèrent à l'opposition, tandis que, dans les « démocraties populaires », ils prenaient tout le pouvoir entre leurs mains. Cette différence provint de ce que le parti communiste ne put s'emparer du contrôle de la police et de l'armée dans aucun des pays occidentaux, comme il le fit à l'est. Dans aucun des premiers il ne réussit à obtenir le portefeuille de la Guerre et, seulement en Autriche et en Finlande, il détint pendant un moment celui de l'Intérieur et, par conséquent, la direction de la police. Même en Finlande, il ne réussit pas à « épurer » complètement celle-ci des éléments « indésirables » ni à y introduire ses agents, de sorte que, lorsque le ministre communiste Leino perdit son poste, il ne put guère utiliser la police comme moyen de résistance. Dans les États satellites, la situation était toute différente. Les ministres de l'Intérieur furent communistes presque dès le début. Ils en profitèrent pour incorporer au parti les anciens fonctionnaires ou pour les remplacer par des membres de ce parti. Comme on manque, naturellement, de statistiques sur les modifications subies par la composition de la police dans ces pays, on est obligé de recourir aux informations ou aux fragments d'informations publiées par la presse. Cependant, en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, on dispose du témoignage de Hubert Ripka, qui y fut ministre du Commerce extérieur jusqu'en février 1948 et se trouve actuellement en exil. Il déclare qu'à la veille du coup d'État de février « tous les postes importants du ministère de l'Intérieur étaient occupés par des communistes ; dans la Sûreté, sur neuf chefs de service, cinq étaient communistes. A la tête des trois branches du corps de la police de sécurité nationale (S. N. B.), il ne se trouvait que des militants communistes : le colonel Krystof, le Dr Hora et le Dr Goerner. Dans l'une des sections les plus importantes de la Sûreté (III-2), 14 des 19 fonctionnaires étaient également communistes, et dans le corps de la police, 9 sur 13. Au quartier général de la police politique, les trois postes les plus importants étaient occupés par des communistes. Ils dominaient aussi dans les Services de renseignements, jusqu'aux rangs les plus bas. Au quartier général de Prague de la S. N. B. provinciale, 4 des 5 fonctionnaires principaux étaient membres du parti. Sur les 17 directeurs régionaux de la S. N. B., en Bohême, 12 l'étaient également. Il en était de même pour 60 des 70 hauts fonctionnaires de la S. N. B. » (*Czechoslovakia Enslaved*, Londres, 1950, p. 195). Il n'est pas douteux que l'infiltration communiste dans les postes-clefs de la police dans les autres satellites ne fût encore plus complète. Il est significatif que Andrassy Ut, à Budapest, où se trouve le quartier général si redouté de la Police spéciale de Sûreté, ait été rebaptisée au nom de Staline !

Dans l'armée, il se passa à peu près la même chose. La mainmise du Kremlin sur les forces militaires des États satellites a été symbolisée par la désignation du maréchal soviétique Constantin Rokossowsky comme ministre polonais de la Défense nationale (7 novembre 1949), en remplacement du maréchal Michal Rola-Zymierski<sup>1</sup>. Rokossowsky naquit à Varsovie à l'époque où la Pologne faisait encore partie de l'empire russe, mais il eut aussi peu de liens avec sa patrie d'origine que le maréchal Montgomery, né en Irlande, avec la sienne. Il devint célèbre, ou plus exactement connu, en Pologne à l'époque du soulèvement de Varsovie, car il commandait les armées soviétiques qui assistèrent si passivement au massacre des insurgés. Après la guerre, on le prépara à prendre le commandement de l'armée polonaise en le maintenant dans le pays comme chef des troupes assurant la garde des lignes de communication russes avec la zone d'occupation en Allemagne.

Le général Korczyc, chef d'état-major de l'armée polonaise, et le général Poplawski, ministre adjoint de la Défense nationale, sont également des anciens chefs de l'armée soviétique. Le 24 avril 1950, la publication mensuelle des communistes hongrois émigrés, *Magyar Kommunista*, a signalé que le général russe Mensikov avait été nommé « Inspecteur général de l'armée hongroise ».

Non content de contrôler les armées « nationales », le Kremlin maintient des troupes dans quatre des États satellites, officiellement pour assurer la sécurité de ses lignes de communication avec ses zones d'Allemagne et d'Autriche. Ce sont la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie et la Pologne. Seules la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie n'ont pas d'unités soviétiques. La première, située à la frontière de l'U. R. S. S. et contractée entre la Pologne, la Hongrie et les deux zones russes d'occupation (avec une courte jonction avec la zone américaine d'Allemagne), peut être considérée comme suffisamment « sûre » du point de vue militaire. En Yougoslavie, le fait qu'il ne s'y trouvait pas d'armée russe et qu'il n'existe aucune frontière commune avec l'U. R. S. S. eut une grande importance lors de la révolte de Tito contre le Kremlin.

---

1 Rola-Zymierski fut l'un des rares légionnaires de Pilsudski à prêter serment d'allégeance aux Allemands au cours de la première guerre mondiale. Il exerça un commandement dans l'armée polonaise au cours de la campagne de 1920 contre la Russie. En 1927, il fut condamné pour prévarication, dégradé, réformé et puni de cinq années d'emprisonnement. Le Kremlin le fit commandant en chef des forces polonaises et ministre de la Défense nationale.

S'étant ainsi assurés de l'armée et de la police, les communistes purent procéder à l'élimination de tous les autres partis.

## Chapitre V — La liquidation des partis paysans

Une lutte sévère et prolongée se livra entre les partis communistes et les partis paysans. Ces derniers n'étaient pas aussi noirs que les ont dépeints les dirigeants communistes, ni aussi blancs que les journaux capitalistes de l'Occident ont essayé de les représenter. Ils étaient de caractères différents et chacun d'eux était loin d'être homogène. Des éléments progressistes et réactionnaires, démocratiques et totalitaires, s'y coudoyaient. Il est nécessaire de comprendre leur nature assez complexe pour suivre la politique des communistes à leur égard. La direction économique, culturelle et politique d'un pays s'exerçant à partir des villes et les paysans d'Europe orientale étant dispersés dans de petits villages isolés, la direction de ces partis restait principalement urbaine. La population citadine était divisée en groupes sociaux et politiques qui se combattaient, la question se posait donc toujours, pour les paysans, du choix de leurs alliés : la bourgeoisie citadine ou les partis ouvriers ? La paysannerie est elle-même également divisée, les éléments riches regardant naturellement vers un camp, les éléments pauvres, à demi prolétariens, vers l'autre. Toute une série de problèmes de politique sociale en découlent. Jusqu'au partage des grands domaines, la paysannerie constitua un bloc luttant pour la réforme agraire, et ses partis conservèrent un caractère plus ou moins révolutionnaire. Mais, après l'exécution de vastes réformes agraires en Roumanie, en Yougoslavie et en Bulgarie, après la première guerre mondiale (voir pages 12 à 16), il n'exista guère plus de lien pour maintenir l'union ni de plate-forme politique commune. Il faut tenir compte d'un autre facteur. Pendant des siècles, les paysans de nombreux pays, comme ceux de France à l'époque de la Révolution de 1789, désirèrent se débarrasser de leurs seigneurs féodaux, prendre possession de leurs terres et obtenir ainsi le droit de produire librement pour eux-mêmes et de vendre leurs produits sur les marchés des villes. Un tel programme eût été complètement inadéquat en Europe orientale pendant la période comprise entre les deux dernières guerres, à cause de la chute catastrophique des prix agricoles consécutive à la crise économique mondiale et à l'excédent de la population des campagnes. La solution des problèmes qui se posent aujourd'hui à la paysannerie n'est pas apportée par le seul partage des terres, mais doit être complétée par l'industrialisation qui absorbera l'excédent de la population agricole et ouvrira des marchés plus vastes à ses produits. Il existe une contradiction, au moins temporaire, entre ces deux facteurs, et les diverses couches de la paysannerie ont des attitudes différentes envers l'industrialisation ainsi qu'envers la politique consistant à maintenir élevés les prix agricoles (par les tarifs).

Les paysans pauvres qui ont besoin de travailler, au moins partiellement pour des salaires, et ne produisent pas assez de vivres, même pour leur consommation personnelle, ont intérêt à l'industrialisation et au bon marché des produits agricoles, alors que les riches, qui désirent une main-d'œuvre peu chère, ne se soucient pas de l'industrialisation et appuient toute politique visant à accroître le prix des vivres. Une industrialisation à grande échelle est impossible sans une planification étatique, dans les conditions régnant actuellement en Europe orientale, de sorte que les paysans pauvres tendent tout naturellement à appuyer les forces socialistes des villes, tandis que les riches regardent dans une direction toute différente. Après la réforme agraire et devant le chômage généralisé, apparent ou caché, les paysans riches ne purent proposer un programme positif capable de rallier autour d'eux les masses paysannes. Un autre facteur contribua à la faillite des partis paysans de l'Europe orientale. Si, dans l'ensemble, ils étaient favorables à la démocratie, le marché s'offrant aux produits agricoles de l'Europe orientale après 1930 fut principalement l'Allemagne fasciste. Aussi l'attitude de beaucoup de dirigeants des partis paysans envers la politique pro-allemande de leur gouvernement fut-elle équivoque, à dire le moins. Pour ajouter aux contradictions dans lesquelles ils se trouvaient, il y avait la question nationale que le conservatisme et l'étroitesse de vues de la paysannerie, particulièrement de ses éléments riches et prospères, empêchaient d'aborder. Ce facteur eut une importance extrême en Yougoslavie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie, en conduisant les partis paysans dans une impasse. Même si certains réussirent à échapper au contrôle des riches, la capitulation devant leur gouvernement à demi fasciste, la lutte réactionnaire sans issue contre les autres nationalités qui fut le cas particulièrement en Pologne et en Bulgarie, enfin le terrorisme exercé par le gouvernement les rendirent impuissants. Contrairement aux partis ouvriers, les partis paysans étaient des organisations assez lâches entre des individus dispersés, avec une direction concentrée en quelques mains (dans les villes), cibles toutes désignées à la police.

Ces généralisations seront bien illustrées par certains faits qui se produisirent avant la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le parti paysan national roumain naquit en 1926, par la fusion du parti national de Transylvanie, chauvin et anti-hongrois, que dirigeait Maniu, et du parti paysan de l'ancien royaume de Roumanie, conduit par Ion Mihalatche. Il fut mené entièrement par des avocats, des journalistes, etc., et par un petit groupe de paysans riches. Pendant des années, il s'opposa à la dictature royale et eut de fréquentes et sanglantes collisions avec les organisations fascistes et la police. Mais un parti conduit par des paysans riches et leurs alliés citadins dans un pays où 80 % de la population étaient pauvres ne pouvait pas poursuivre une politique démocratique d'une manière bien consistante. Au cours des brèves périodes où il vint au pouvoir entre les deux conflits mondiaux, Maniu réprima sévèrement les grèves des mineurs et des cheminots en 1929 et 1933. Bien qu'il eût été pendant des années l'un des chefs de l'opposition démocratique au roi Carol et à ses agents, et à un moment où il se produisait des chocs armés entre les membres de son parti et les fascistes de la Garde de fer, Maniu conclut brusquement, en 1937, une alliance électorale avec celle-ci, uniquement pour exécuter une manœuvre tactique contre son vieil adversaire Tatarescu, puis, après l'assassinat par le roi de Codreanu, chef de la

Garde de fer, il ouvrit les rangs de son parti aux membres de celle-ci pour qu'ils s'y réfugiassent. Le parti paysan se comporta avec une brutalité extrême envers la minorité hongroise en Transylvanie. Après 1930, quand la démocratie ne fut plus qu'une parodie en Roumanie, que la dictature se fit de plus en plus ouverte et sauvage, que des millions d'hommes attendirent de sa part un appel à la révolte, Maniu se borna à écrire quelques articles de protestation dans la presse. Pendant la guerre germano-soviétique, il appuya l'alliance du maréchal Antonescu avec l'Allemagne. Ce fut seulement lorsque l'armée roumaine atteignit le Dniester (ancienne frontière roumaine que la Russie avait violée en annexant la Bessarabie — où les Roumains étaient en majorité — en 1940, et que beaucoup de Roumains considéraient toujours comme la limite de leur pays) que Maniu demanda à Antonescu d'arrêter les hostilités. Mais il se contenta encore de publier des « lettres ouvertes », sans appeler le peuple à l'action.

Le parti paysan croate, sous la direction de Stjepan Radić, puis, après son assassinat, de Vladko Maček, disposait du soutien des masses, mais la question des nationalités se révéla être son talon d'Achille. Après l'exécution de la réforme agraire en Croatie, le parti se trouva aux mains des riches, qui étaient généralement nationalistes et opposés au gouvernement de Belgrade. La grosse majorité de la bourgeoisie croate, nationaliste, rallia également le parti. Ainsi, selon les paroles de H. Seton-Watson : « Un mouvement social révolutionnaire à l'origine devint une organisation nationaliste, dirigée par la classe moyenne des villes » (*Eastern Europe between the Wars*, 1918-1941, Cambridge University Press, 1945, p. 227)<sup>1</sup>. Le parti adopta une propagande de plus en plus chauvine et serbophobe et, en 1941, lorsque le Quisling croate Pavelić massacra les Serbes, beaucoup des dirigeants du parti paysan croate collaborèrent avec lui. Le parti, s'il ne fut pas collaborationniste dans l'ensemble, fut au moins un spectateur passif de l'occupation allemande.

Les agissements du parti paysan serbe ne furent pas plus louables, mais il n'exerça jamais une grande influence sur les masses et ne prit jamais un caractère révolutionnaire, de sorte qu'il ne tomba pas d'aussi haut. H. Seton-Watson en parle en ces termes : « Il possédait un plein effectif d'hommes d'affaires, de commerçants des villes, d'intellectuels et de fonctionnaires publics. C'était un parti paysan en ce sens qu'il s'appuyait sur le vote de la paysannerie et que ses dirigeants s'exprimaient avec une éloquence de taverne qui plaisait à un certain nombre de paysans, de moins en moins grand cependant » (*Ibid.*, p. 241).

Le parti des petits propriétaires de Hongrie, dirigé par Tibor Eckhardt à l'époque de Horthy et, ultérieurement, par Ferenc Nagy, a une histoire encore pire que celle du parti paysan de Roumanie. Eckhardt participa lui-même activement à la terreur blanche contre les ouvriers, les paysans, les communistes, les socialistes et les libéraux, après la chute du gouvernement de Béla Kun (1919). Pendant des années, il réclama avec ses partisans une révision des frontières de la Hongrie aux dépens de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Durant le conflit mondial, il fit une apparition en Amérique et y mena une agitation pour la restauration de l'empire austro-hongrois sous la dynastie des Habsbourg. Le parti des petits propriétaires était, par essence, une organisation de paysans riches qui ne se préoccupait pas de défendre les pauvres et les opprimés de la paysannerie. Bien au contraire, il collabora volontiers avec le régime Horthy pour étouffer toute résistance de celle-ci.

Le parti agraire tchécoslovaque fut, entre les deux guerres, si étroitement contrôlé par les citadins et les paysans riches qu'il devint le plus important des partis de la bourgeoisie dirigeant l'État.

Les deux partis des masses paysannes de Pologne et de Bulgarie avaient un caractère différent. Celui de Pologne était partagé en trois : à droite, il y avait l'aile conservatrice, Piast, et, à gauche, les deux organisations Vyzvolenie et Stronnictwo Tchlopskie. Les trois organisations s'unirent en 1931, devant la dictature de plus en plus prononcée de Pilsudski, pour constituer Stronnictwo Ludowe (S. L.). La crise économique mondiale conduisit les membres de celle-ci à formuler des demandes de plus en plus socialistes : partage de tous les grands domaines fonciers, renforcement des coopératives paysannes, réductions substantielles des impôts, amélioration des services sociaux. Elle collabora avec le parti socialiste polonais qui, à cette époque, luttait, avec l'appui des masses populaires, contre le gouvernement des colonels et contre les classes dirigeantes en général. La collaboration entre la Stronnictwo Ludowe et le P. P. S. atteignit son apogée lors de la grève massive de dix jours faite par les paysans en août 1937, à laquelle les ouvriers de plusieurs grandes villes se joignirent par solidarité. La police réprima ces grèves, tuant plusieurs grévistes (42 morts au total) et en blessant un nombre beaucoup plus élevé. Indubitablement, sans la menace de guerre, ces luttes menées par les ouvriers et les paysans auraient amené la chute du régime dictatorial.

Le parti paysan de Bulgarie — l'Union agraire — mit plusieurs années à se remettre du renversement de Stamboulisky, en 1923. Ses dirigeants furent en majorité soit assassinés, soit bannis, et c'est seulement en 1933 que le gouvernement, sous la pression populaire, autorisa les agrariens intrantsigeants à rentrer dans leur patrie. Une opposition se déclara entre les chefs de l'aile droite, tels que Dimiter Gitchev et Alexander Obbov, prêts à collaborer avec le gouvernement, et ceux de l'aile gauche, dont les principaux étaient G. M. Dimitrov et Nikola Petrov. A cause de leur radicalisme, ces deux derniers furent surnommés les « compagnons de route » du parti communiste. Le *Central European Observer*, du 12 janvier 1945, dit, de leur parti, qu'il « avait toujours fait, de l'amitié avec la Russie et avec la Yougoslavie, son but principal ». (Voir aussi *International Press Correspondance* du 13 novembre 1937, qui déclarait G.

---

1 L'étude de H. Seton-Watson sur la politique de l'Europe orientale entre les deux guerres est de loin la plus objective et la plus profonde qui ait été écrite à ce sujet. Je lui ai beaucoup d'obligations.

M. Dimitrov chef de l'aile gauche de la Ligue agraire, ou groupe « Pladne », ainsi appelé d'après son journal)<sup>2</sup>.

Il existait encore deux très petits groupes de paysans radicaux : les « explorateurs de villages » hongrois (maintenant fondus dans le parti national paysan) et le Front des travailleurs roumains.

Si l'on ne tient pas compte des contradictions internes régnant au sein des partis paysans entre leurs éléments progressistes, démocratiques, chauvins et réactionnaires, et des scissions qui en résultèrent, il est impossible de comprendre comment les communistes parvinrent à détruire des mouvements aussi importants, si facilement et si rapidement.

L'un des principes les plus importants de la politique des communistes à leur égard fut celui de « diviser pour régner ». Ils émiettaient chaque parti paysan de façon à pouvoir jouer de certains groupes contre les autres. Ils ne collaborèrent pas nécessairement avec les plus progressistes et les plus démocratiques. Leur politique fut uniquement conduite par les circonstances et non par des principes. En Bulgarie, par exemple, Nikola Petkov était très populaire et aurait donc pu prendre plus d'indépendance qu'ils ne le désiraient. Cette objection ne s'appliquait pas à Kimon Georgiev qui, comme nous l'avons dit, avait été l'un des chefs des coups d'État de 1923 et de 1934, et, après le 9 septembre 1944, il devint un des membres influents du gouvernement. Semblablement, Obbov, chef de l'aile droite, était si impopulaire en tant que réactionnaire que le parti communiste ne vit aucun danger à constituer autour de lui l'Union nationale agraire. Pour donner une idée de la popularité d'Obbov par rapport à celle de Petkov, il suffit de comparer les tirages du journal de l'Union agraire, *Zemedelsko Zname*, avec celui du journal de l'opposition, *Narodno Zemedelsko Zname*, au 1<sup>er</sup> novembre 1945 : la circulation à Sofia, du premier, était de 1 900 exemplaires, celle du second de 32 250. Il était donc bien préférable, pour les dirigeants communistes, de faire alliance avec les rédacteurs du premier. (Bien entendu, quand cette « coalition » cessa d'être utile aux agents de Moscou, il fut extrêmement facile de la rompre. Obbov a disparu de la vie publique depuis décembre 1947 ; d'après certains bruits, il serait détenu chez lui.)

Bien que son passé fût peu reluisant, Maniu était un démocrate progressiste bon teint par comparaison avec Tatarescu. Pour le prouver, il n'avait qu'à citer certaines déclarations des chefs communistes roumains d'avant la guerre, telles que celle du comité central, en date du 8 novembre 1937 :

*Le gouvernement Tatarescu est hostile au peuple et détesté non seulement par la grande masse des ouvriers et des paysans, mais aussi par une très grande partie de la classe moyenne. Sa politique intérieure, consistant en une transformation fasciste du pays, combinée avec l'affaiblissement des masses, et sa politique extérieure, qui est de préparer la guerre et d'engager graduellement la Roumanie dans le sillage de l'Allemagne hitlérienne, ont soulevé un immense mécontentement dans toutes les couches de la population.*

*Étant donné que le fascisme et la guerre menacent de plus en plus, le parti communiste roumain fait appel à tous les partis et à toutes les organisations démocratiques pour concentrer leurs efforts sur la mobilisation des masses. Il fait appel au parti socialiste, aux syndicats et aux autres organisations ouvrières pour réaliser sans délai l'unité d'action et l'unité syndicale. Il fait appel à toutes les forces démocratiques de Roumanie pour agir en accord en vue de la mobilisation immédiate des ouvriers, des paysans et de toutes les autres catégories des masses laborieuses du peuple roumain et de toutes les nationalités vivant en Roumanie, afin d'empêcher une intervention de l'Allemagne nazie dans les affaires intérieures de notre pays, afin de réaliser la dissolution de toutes les agences nazies dans celui-ci (partis et organisations fascistes et trotskystes), d'obtenir l'interdiction de leur propagande, l'arrestation de leurs dirigeants et, afin de mettre à la place du gouvernement Tatarescu profasciste, un gouvernement acceptant le mot d'ordre « la paix, la liberté, le pain et la terre » pour unir tous les partis et toutes les organisations démocratiques, le parti national zaraniste (parti de Maniu) prenant la direction. (International Press Correspondence, 27 novembre 1937)*

En se défendant contre les attaques du parti communiste, Maniu essaya de citer des déclarations de ce genre, mais, naturellement, la censure et la police, passées sous contrôle communiste, étaient en alerte. En janvier 1946, la censure des autorités russes d'occupation interdit un article du journal de l'opposition, *l'Ardealul*, reproduisant un passage de la *Petite Encyclopédie soviétique*, édition de 1938, où le parti de Maniu était qualifié d'antifasciste, de démocratique et de prosoviétique (*Manchester Guardian*, 14 janvier 1946). Les communistes ne pouvaient évidemment permettre à Maniu de répéter ce qu'ils avaient dit si fréquemment de lui de 1936 à 1939. Le slogan de leur alliance avec Tatarescu aux élections générales de 1946 (qui attribuèrent 75 sièges au parti de Tatarescu dans le nouveau Parlement, contre 68 aux communistes) fut : « Ne votez pas pour Maniu, qui a fait fusiller les ouvriers en 1933. »

Quand l'armée russe pénétra en Pologne, un groupe dirigé par Andrzej Vitos, Vladislav Kovalski, Vincenty Baranowski, Antoni Korzycki, Jozef Putek, Bronislav Drzewiecki et Stanislaw Banc-zyk, se proclama de lui-même groupe directeur du Stronnictwo Ludowe (S. L.) ou parti paysan. Certains de ces hommes, comme Kovalski, Korzycki ou

<sup>2</sup> Dix ans plus tard, le *Zemedelsko Zname*, journal de l'Union agraire, sous contrôle communiste, écrivait : « Nikola Petkov appartient en 1931 au groupe agrarien « Pladne », dont les connexions avec les milieux étrangers réactionnaires n'étaient que trop connues » (cité par *La Bulgarie libre*, du 1<sup>er</sup> octobre 1947). Il semble que l'*International Press Correspondence* fût seule à ne pas le savoir.

Baranovski, étaient tout simplement des communistes camouflés. Banczyk quitta le groupe à la fin de 1945, quand Mikolajczyk, chef véritable du S. L., arriva en Pologne, et il s'enrôla dans le nouveau parti de celui-ci. Le choix d'Andrzej Vitos pour présider le S. L. (fut une mesure habile du point de vue du Kremlin. C'était le demi-frère du vieux chef du Parti paysan, Vincenty Vitos, demeuré très populaire. Il avait fait parti du « Piast ». Expulsé de celui-ci en 1928, il avait rallié les « colonels » qui avaient supprimé le mouvement des ouvriers et des paysans et condamné Vincenty Vitos à l'exil. Au bout d'un certain temps, quand il devint évident que les paysans ne tombaient pas dans le piège et savaient faire la différence entre les deux frères, Andrzej Vitos se vit enlever la présidence du S. L. Pour assurer le succès de Kowalski et de ses amis, il fallait dénier toute activité politique aux chefs authentiques du parti paysan. En conséquence, l'armée soviétique arrêta Kazimierz Baginski, secrétaire général de celui-ci, et deux membres du comité central : Stanislav Mierzwa et Adam Bien ; Baginski et Mierzwa appartenaient tous deux à l'aile gauche du parti. Ils furent relâchés ultérieurement, après avoir subi des sévices en prison. Mais la menace d'une arrestation continua de planer sur la tête des dirigeants du véritable parti paysan. Quand Mikolajczyk fut autorisé à rentrer en Pologne (le Kremlin était tenu de sauvegarder les apparences de la « démocratie »), il reprit l'organisation ancienne pour créer le nouveau parti, qu'il appela parti paysan polonais (P. S. L.). Très rapidement, il acquit des centaines de milliers d'adhésions et révéla sa force aux élections générales de janvier 1947. Avant celles-ci, la police (*Urząd Bezpieczeństwa*, commandée par le communiste Stanislav Radkiewicz) arrêta plusieurs dizaines de milliers de ses membres. Rien qu'à Cracovie, 15 000 furent emprisonnés le 18 janvier et relâchés le lendemain, trop tard pour pouvoir prendre part au vote. Sur les 864 candidats du P. S. L., 428 seulement furent autorisés à se présenter. Dans 97 % des bureaux de vote — 6 430 sur 6 726, — le P. S. L. ne put installer de représentants. Dans les 296 où il le put, leur présence au moment du décompte des bulletins ne fut tolérée que dans 35. Dans ces 35, les résultats officiels donnèrent 62 % des voix au P. S. L. et 38 % au bloc gouvernemental<sup>3</sup>. Le moral du P. S. L. ne s'en trouvant pas abattu, la police se mit à arrêter un nombre de plus en plus grand de ses dirigeants régionaux. Mikolajczyk dut fuir le pays, les bureaux et les journaux du P. S. L. furent alors transférés au service S. L., qui put alors déclarer, sans crainte d'être contredit, que les deux partis étaient « unanimes » pour fusionner<sup>4</sup>.

La liquidation du P. S. L. ne fut pas une besogne trop ardue pour les agents du Kremlin, car il possédait les caractères, mentionnés plus haut, des autres partis paysans qui en faisaient une proie facile : l'atomisation de la paysannerie, sa dispersion entre des villages minuscules, son absence de programme positif après la mise en vigueur de la réforme agraire, division des paysans en groupes antagonistes, etc. Le P. S. L., rendu impuissant, recourut à l'opportunisme, ce qui est illustré par la position qu'il prit lors d'un référendum, le 28 juillet 1946. Les dirigeants communistes décidèrent de poser trois questions au pays en vue de réaliser une démonstration d'unité : l'abolition de la deuxième chambre (Sénat), la réforme agraire et la nationalisation, la nouvelle frontière occidentale. Mikolajczyk demanda à ses partisans de répondre oui aux deux dernières et non à la première. Le mouvement paysan avait toujours été opposé à la deuxième chambre et c'est un simple opportunisme de « Realpolitik » qui conduisit Mikolajczyk à rompre avec les traditions de ce mouvement. Ce même opportunisme se révéla dans une autre tendance, plus dangereuse : une disposition à accepter le concours des fascistes et semi-fascistes qui se dressaient contre les communistes et cherchaient un cadre légal à leur activité. Le P. S. L. ne s'en trouva guère renforcé et perdit beaucoup de ses partisans les plus progressistes parmi les paysans, les intellectuels et, naturellement, les ouvriers. Cette politique facilita sa désintégration.

En Hongrie, le parti des petits propriétaires, jadis si puissant qu'il avait remporté 59 % des voix aux élections générales de novembre 1945, fut réduit, par les « épurations », les arrestations et l'abolition de la liberté de parole dans les réunions et dans les journaux, à n'être plus qu'une caricature de parti. Le caractère de falsification du parti des petits propriétaires actuel est bien mis en lumière par le fait que, bien que le président du conseil lui appartienne, il est très rarement mentionné dans la presse hongroise et que son nom, Istvan Dobi, n'est guère connu du peuple.

Les partis paysans yougoslaves, qui étaient fort puissants autrefois, existent encore officiellement aujourd'hui, mais aucun d'eux ne possède de quotidien ni d'hebdomadaire, ni tout autre organe d'expression, et aucun d'eux n'est présent au parlement. Leur dernier représentant fut Dragoljud Jovanovitch, qui avait été emprisonné durant de longues années sous la dictature du roi Alexandre. Il fut l'un des secrétaires du Front du Peuple et ministre dans le gouvernement de Tito. Mais celui-ci ne pouvait lui pardonner d'avoir déclaré devant le parlement : « Les communistes sont merveilleux. Ils nous ont libérés du roi et de l'Église, il leur reste à nous libérer du parti communiste ! » Il fut immédiatement expulsé du gouvernement, du Front du Peuple, de son propre parti des paysans serbes et de sa place de professeur à l'Université de Belgrade. Il devint dès lors, à lui tout seul, l'opposition à la Chambre. Mais Tito ne pouvait tolérer aucune voix dissidente et des mesures furent prises pour lui clore la bouche. Il fut assailli et gravement blessé par des bandits, en février 1947 (la presse yougoslave ne mentionna même pas l'incident). Immédiatement après, il passa en jugement et fut condamné à neuf ans de prison.

Le sort des Quisling staliniens dans les partis paysans dérisoires fut souvent cruel. Par exemple, Romulus Zaroni, ministre de l'Agriculture dans le premier gouvernement Groza, ainsi que Moga et Belea, qui avaient dirigé le Front des travailleurs, en Transylvanie du Sud, depuis sa fondation en 1934, alors qu'il était une petite organisation, soutenue par de vrais paysans, au moins localement, furent dépouillés de tous les postes qu'ils occupaient quand Moscou jugea qu'ils

3 Pour avoir des détails complets sur ces élections, voir les articles de L. M. Oak dans l'hebdomadaire américain *New Leader* des 15 et 22 novembre 1947.

4 Voir la série d'articles d'A. Rudzienski dans l'hebdomadaire américain *Labor Action*.

ne pouvaient plus lui servir. Les deux chefs les plus importants des « explorateurs de villages » hongrois (devenu le parti paysan national après la guerre) étaient Imre Kovacs et Peter Veres : le premier démissionna de son poste de secrétaire général et parvint à s'enfuir à l'étranger, le second fut chassé de la vie publique.

Le rôle important joué par la police sous contrôle communiste dans la liquidation des partis paysans, non pas seulement en Yougoslavie, mais aussi dans les autres « démocraties populaires », est bien mis en lumière par le témoignage suivant de Peter Koev, député et ami de Petkov. Comme il était trop faible, après son « interrogatoire », pour le lire lui-même devant le parlement, Petkov le lut à sa place :

*Je vous décrirai d'abord la façon dont fut mené l'interrogatoire à la prison de la milice, afin de vous donner une idée de la façon dont on obtient les « confessions » et dont les accusations des communistes sont bâties. Vous atteignez un stade d'extrême fatigue physique et morale. Vous devenez totalement indifférent à votre vie et à votre sort, vous ne désirez plus qu'une fin, n'importe laquelle, à vos souffrances. Mais l'effondrement total survient seulement quand vous comprenez que vous êtes sans défense, qu'il n'existe aucune loi, aucune autorité pour vous protéger, que vous êtes à tout jamais entre les mains de vos interrogateurs. C'est exactement ce qu'ils essayent de vous faire percevoir dès le commencement.*

*La procédure est très différente de celle que nous connaissons jusqu'ici. Désormais on vous expose d'abord votre culpabilité, puis on vous réclame une confession pour la prouver. Les procédés pour l'obtenir revêtent trois caractères principaux : physiologique : faim, soif, manque de sommeil ; physique : torture ; psychologique : insinuations que votre famille a été arrêtée, qu'elle sera torturée, etc.*

*Permettez-moi de vous raconter ce qui m'est arrivé personnellement. Pendant les deux jours qui suivirent mon arrestation, je fus enfermé dans une cellule étroite et sombre et ne reçus absolument aucune nourriture. Le troisième jour, je fus conduit dans le bureau du chef de la Sûreté nationale. J'y rencontrai Ganev, chef du département «A », et Zeev, inspecteur de la milice. Ils me déclarèrent que j'avais été reconnu coupable d'un acte de sabotage : l'incendie de stocks russes de coton dans le port de Bourgas, en 1945, et que j'avais également participé à l'organisation du coup d'État comploté par les généraux Veltchev et Stantchev. J'aurais servi de liaison entre eux. Puis ils me lurent des aveux signés par plusieurs officiers, donnant des détails sur leurs actes répréhensibles et sur ma propre « participation » à la conspiration.*

*Je fus immédiatement reconduit à ma cellule et, pendant vingt et un jours, ne subis aucun interrogatoire. On me laissait « mûrir ». Pour y parvenir, on m'affama, ne me donnant qu'un peu de pain et d'eau chaque jour. Le 22, un samedi à 8 heures du matin, je fus conduit au quatrième étage pour un nouvel interrogatoire. Il dura, sans interruption, jusqu'au jeudi suivant, 11 heures du matin, se poursuivant jour et nuit sans la moindre pause, les interrogateurs se relevant toutes les trois heures. Pendant tout ce temps, on me garda debout, sans me laisser dormir, sans me donner de pain ni, ce qui est pis, d'eau. J'avais les menottes aux mains et il m'était défendu de m'appuyer soit contre le mur, soit sur la table. Toutes les trois heures les nouveaux interrogateurs me posaient les mêmes questions que je finis par connaître par cœur. Au bout des premières vingt-quatre heures, je n'éprouvai plus aucune faim. Le manque de sommeil rend la tête vide, elle se met à bourdonner étrangement. Les interrogateurs insistent pour vous faire répéter les mêmes dates, les mêmes heures, les mêmes noms, etc. Le cinquième jour, je m'évanouis et on me rapporta dans ma cellule, où je dormis douze heures de suite.*

*Je crus, à mon réveil, que l'interrogatoire était terminé, mais le même soir, à 11 heures, on me fit remonter dans une grande salle. L'inspecteur Zeev, chargé de l'instruction contre moi, déclara que mon entêtement l'obligeait à changer de méthode et à agir de façon plus énergique. Sur son ordre, on m'étendit sur le parquet. On m'attacha les mains derrière le dos et on me mit un bâillon. Puis, pendant deux heures, on me frappa les pieds avec un gros fouet en caoutchouc, tandis que l'inspecteur Zeev ne cessait de me poser les mêmes questions. La procédure se répéta pendant quatre nuits successives. Lors de la dernière, Veselin Georgiev, chef de la milice de Sofia, était présent, ainsi que plusieurs inspecteurs et miliciens. On me rejeta alors dans ma cellule, où l'on me laissa tranquille jusqu'au 4 novembre, 22h 30, moment où je fus remis en liberté. Au bout de ces quatre-vingt-dix jours d'incarcération, on ne me posa plus la moindre question et on ne me donna pas le moindre renseignement sur les accusations officielles pesant sur moi.*

Signé : Peter Koev.

Sofia, le 29 novembre 1946, Assemblée nationale.



*(Michael Padev, Dimitrov Wastes no Bullets, Londres, 1948, pp. 93-94.)*

## Chapitre VI — La liquidation des partis socialistes

Avant d'être liquidés par les communistes, les différents partis socialistes d'Europe orientale avaient, en face de ceux-ci, une force très variable à la fois en valeur absolue et relative. Celui de Pologne était incomparablement plus puissant que son rival communiste, celui de Hongrie était également plus fort; en Roumanie, il y avait sensiblement égalité ; en Tchécoslovaquie, les communistes l'emportaient, et plus encore en Bulgarie ; enfin, en Yougoslavie, le parti socialiste n'existait pour ainsi dire pas. Il est donc très instructif d'étudier avec quelque détail la lutte de Moscou contre le parti socialiste polonais en ne signalant que brièvement ce qu'il advint des autres.

De nombreuses raisons déterminèrent cette infériorité du parti communiste de Pologne (K. P. P.) par rapport au parti socialiste (P. P. S.). Il avait été précédé par la social-démocratie du royaume de Pologne et de Lithuanie (S. D. K. P. I. L.), que Rosa Luxembourg avait fondée et instruite. Cette grande marxiste avait une conception très erronée qui se révéla un grave obstacle pour le développement du parti communiste, à savoir : son opposition à toute lutte visant à affranchir la Pologne de la Russie, de l'Allemagne et de l'Autriche. L'invasion avortée effectuée par l'Armée rouge en 1920 convainquit les masses que le K. P. P. ne s'intéressait pas à l'indépendance de la Pologne. Karl Radek, qui connaissait bien le pays, déclara aux dirigeants bolcheviks que la marche de l'Armée rouge sur Varsovie n'aurait d'autre résultat que d'isoler le K. P. P. et la déconseilla. Cet avis, quoique soutenu par Trotsky, fut ignoré. Ce fut une des principales raisons pour lesquelles le parti communiste ne parvint jamais à s'acquérir l'appui de la majorité des ouvriers polonais. La S. D. K. P. I. L. étant plus ancienne que la social-démocratie russe, donc plus ancienne que le parti bolchevik qui, à l'origine, ne fut qu'une faction de celle-ci, elle possédait une tradition de pensée indépendante qui entra inévitablement en conflit avec la bureaucratie absolutiste de Russie. En 1923, la majorité du comité central du K. P. P. se prononça pour Trotsky contre Staline dans la grande lutte intérieure du parti bolchevik et ce dernier, après son triomphe, liquida la direction restée fidèle à Rosa Luxembourg et à Trotsky. Ultérieurement, il liquida encore les partisans de Boukharine, président du Komintern. La nouvelle direction, établie en 1930, ne s'étant pas, non plus, conformée à la « ligne », disparut à son tour. La Pologne ayant une frontière commune avec la Russie et le K. P. P. étant illégal, les chefs du parti les plus importants séjournaient ordinairement en U. R. S. S. et se trouvèrent ainsi impliqués dans les grandes purges d'après 1930. Beaucoup d'autres furent exécutés ou moururent dans les camps de travaux forcés : Domski, Sofia Unschlicht, Varski-Varszavski, Kostrzeva-Koszutska, Prochniak, Huberman (frère du violoniste), Viniarski, Sotchacki, Lenski, Rval, Zarski, Vandurski et Jasienski. (Pour plus de détails sur le sort des dirigeants communistes polonais en Russie, voir l'article de P. Olchowski dans la *Narodnaya Pravda*, Paris, septembre 1950.) Apparemment, cette épuration décima tellement la direction du K. P. P. que les Russes jugèrent nécessaire de dissoudre celui-ci officiellement (1938). (Ils invoquèrent pour prétexte qu'une grande quantité d'espions de la police s'y étaient infiltrés, ce qui pouvait être une raison pour le réorganiser, non pour le dissoudre.) Peu après cette liquidation du K. P. P. survint un événement qui rendit les partisans de Moscou encore plus odieux à tous les Polonais : le pacte Hitler-Staline, qui laissa la Pologne ouverte à l'invasion. Aucun Polonais ne pouvait oublier la jubilation de Molotov, déclarant devant le Soviet suprême, le 31 octobre 1939 : « Au lieu de l'hostilité fomentée par certaines puissances européennes par tous les moyens possibles, nous avons maintenant un rapprochement et l'établissement de relations amicales entre l'U. R. S. S. et l'Allemagne... Il a suffi d'un coup rapide porté à la Pologne d'abord par l'armée allemande, puis par l'Armée rouge, et il ne reste plus rien de la monstrueuse création du traité de Versailles... » Pas plus qu'il ne pouvait oublier ou pardonner le message adressé par ce même Molotov à l'ambassadeur du Reich à Moscou à la fin de la campagne de Pologne : « J'ai reçu votre communication relative à l'entrée des troupes allemandes à Varsovie. Veuillez transmettre tous mes compliments et toutes mes félicitations au gouvernement du Reich. Molotov » (R. J. Sontag et J. S. Beddie, *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941*, Documents tirés des archives des Affaires étrangères allemandes, Département d'État, Washington, 1948, p. 89). Ni : « Nos relations avec l'État allemand sont basées sur des rapports amicaux, sur notre désir d'aider les efforts de paix de l'Allemagne... » (Discours de Molotov en date du 31 octobre 1939, *Soviet Peace Policy*, Londres, 1941, p. 33). Aucun Polonais ne pouvait oublier, non plus, la façon dont son pays fut accusé d'avoir déclenché la guerre avec l'Allemagne. La *Petite Encyclopédie soviétique* (édition 1941) écrivait : « A l'automne de 1939, les dirigeants malavisés d'une Pologne seigneuriale *déclenchèrent la guerre contre l'Allemagne* (souligné par moi) sur l'ordre des impérialistes anglais et français ». Prévoyant le moment où la Pologne deviendrait une province russe, le Kremlin décida, en 1942, de créer un nouveau parti communiste, mais, pour dissimuler sa liaison avec le passé, il l'appela parti des ouvriers polonais (P. P. R.) et non parti communiste de Pologne.

Ainsi que nous l'avons vu, la Russie permit aux nazis d'écraser la révolte de Varsovie parce que ce nouveau parti était très faible parmi les insurgés, ce qui, naturellement, contribua encore à l'affaiblir.

La situation du P. P. S. était bien différente. Il obtint, entre les deux guerres, le soutien de l'immense majorité des ouvriers polonais. A la veille du conflit, il dirigea les grèves générales de Cracovie, Tarnov et autres villes, et appuya celle des paysans (août 1937). Les élections municipales de 1938 et 1939 constituèrent une lourde défaite pour le gouvernement et une grande victoire pour le parti socialiste. On ne peut contredire aux paroles d'Adam Ciolkosz, chef du P. P. S., parlant du résultat de ces élections : « S'il n'y avait pas eu la menace d'une invasion allemande, ce résultat aurait eu des conséquences beaucoup plus vastes, analogue à celui des élections municipales d'Espagne en 1931 » (Introduction à *The Flaming Border*, de C. Poznanski, Londres, 1944). L'aile gauche du parti se trouva tellement

renforcée à partir de 1930 que le nouveau programme officiel, accepté au congrès de Radom (février 1937), adopta les mots d'ordre de la révolution sociale et de la dictature des masses laborieuses. Le P. P. S., contrairement au Kremlin, n'identifiait pas le règne du prolétariat avec un régime à parti unique, mais avec une démocratie véritable.

La guerre constitua une grande épreuve de force, physique et morale, pour le P. P. S. C'est lui qui porta la principale responsabilité de la défense de Varsovie, en septembre 1939. Les « colonels » le reconnurent et leur porte-parole déclara : « La défense des ouvriers a le ton d'une révolution socialiste. » Étant donnée sa longue expérience de la clandestinité depuis l'époque des tsars, le P. P. S. s'adapta très rapidement aux nouvelles conditions de lutte contre les maîtres allemands. Il prit le nom de « Mouvement des masses laborieuses de Pologne » et fut généralement appelé V. R. N., d'après les initiales de sa devise : « Liberté (*Volnosc*), Égalité (*Rovnosc*), Indépendance (*Niepodlegosc*). » La citation suivante dépeint son activité sous l'occupation : « La grande organisation secrète du V. R. N. comprenait, dès la fin de 1940, plus de deux mille unités. Les journaux et les publications publiés clandestinement atteignirent, au cours de la guerre, le chiffre étonnant de deux millions d'exemplaires. Une organisation militaire socialiste fut créée sous le nom d'O. V. P. P. S. (détachements militaires socialistes d'insurgés), incluse de manière distincte, dans le cadre national de l'armée intérieure clandestine (A. K.). Il existait, en outre, une milice socialiste, organisée sur une base à la fois territoriale et par usine. Tous ces groupements jouèrent un rôle capital, en particulier lors du soulèvement de Varsovie, en 1944 » (A. Ciolkosz, *The Expropriation of a Socialist Party*, New-York, septembre-octobre 1946, p. 3). Le prix de la résistance aux Allemands fut très élevé. « Nonobstant l'observation très stricte des règles ordinaires aux conspirations — où le P. P. S. excella plus que quiconque à cause de sa vieille tradition révolutionnaire, — il fut impossible d'éviter de lourdes pertes. Trois membres du Comité exécutif central du parti (Niedzialkowski, Czapiński, Topinek) et vingt-huit membres du Conseil suprême moururent des mains des envahisseurs. Au total, environ sept cents dirigeants éminents du parti périrent sous l'occupation. Ces chiffres permettent d'imaginer les pertes des rangs subalternes » (*Ibid.*, p. 4).

Quand l'armée soviétique entra en Pologne, en 1944, l'un des principaux objectifs des Russes fut de détruire le P. P. S. et, pour y atteindre, ils utilisèrent la même méthode que contre le parti paysan. Alors que la majeure partie du territoire polonais était encore occupée par les Allemands, un congrès se tint à Lublin, dans la zone tenue par les Russes, les 10 et 11 septembre 1944, et il se baptisa, de sa propre autorité, XXV<sup>e</sup> Congrès du P. P. S. Un nouveau comité exécutif fut élu. Edouard Osóbka-Morawski en fut nommé président. Bolesław Drobner devint président du conseil suprême et Stefan Matuszewski secrétaire du comité exécutif central. Leurs amis occupèrent les autres places dans les organismes directeurs. Osóbka-Morawski devint président du Comité de Lublin et, ultérieurement, du gouvernement provisoire polonais, au nom du P. P. S.

Mais les titres d'Osóbka-Morawski, comme ceux de ses amis, avaient été fabriqués. Avant la guerre, il était fonctionnaire d'une coopérative et membre du P. P. S., mais aucunement un des dirigeants de celui-ci. Il le quitta pendant les hostilités pour rallier un nouveau groupe minuscule appelé parti des ouvriers socialistes polonais (R. P. P. S.). Drobner ne rentra au P. P. S. — après en avoir été expulsé en 1936 — que le jour de sa nomination au poste de président du conseil suprême de ce parti. Dans le soi-disant XXV<sup>e</sup> Congrès du P. P. S., il n'y avait pas un seul membre authentique du comité exécutif central, ni du conseil suprême, et pas un seul député socialiste des anciens parlements polonais.

Les chefs du véritable P. P. S. se virent dénier le droit de reconstituer leur parti ou d'en former un nouveau et ils furent persécutés cruellement. Kazimierz Pużak, secrétaire général de l'ancien parti, avait servi celui-ci pendant toute sa vie. Il y était entré en 1903. Un tribunal tsariste le condamna, en 1911, à huit ans de travaux forcés et à l'exil perpétuel en Sibérie. Il fit six années de cachot à la forteresse de Schlüsselburg, la plus fameuse des prisons tsaristes. Libéré en mars 1917 par la révolution russe, il devint secrétaire général du P. P. S. en 1921. Pendant les hostilités, il présida le parlement clandestin et fut un des chefs principaux de la Résistance. Plus tard, il fut arrêté par l'armée soviétique, libéré et arrêté de nouveau : il mourut en prison, en avril 1950. Antoni Zdanowski fut un des grands chefs du P. P. S. entre les deux guerres ; secrétaire général adjoint de la C. G. T. polonaise et rédacteur en chef de son journal. Lui aussi fut un des chefs de la Résistance pendant l'occupation et, en dépit d'Osóbka-Morawski et du P. P. R., fut élu président du conseil officiel du P. P. S., à Varsovie, en 1945. Après avoir quitté le P. P. S. officiel, il fut arrêté, puis assassiné en prison. Cohn, autre dirigeant du P. P. S., qui passa six années dans un camp de prisonniers de guerre allemand, fut arrêté une fois de plus. Ce fut également le sort d'Antoni Pajdak, Tadeusz Szturm de Sztrem, Jozef Dziegielewski, Viktor Kravczyk, Vladislav Vilszynski, Stanislav Sobolevski, Adam Obarski, Boleslav Galaj et de bien d'autres. L'un des chefs les plus populaires du P. P. S. était Zygmunt Żuławski, qui l'avait dirigé pendant quarante ans, ayant présidé pendant de nombreuses années son conseil suprême et ayant été secrétaire général de la C. G. T. Pour maintenir les apparences de la démocratie, les dirigeants du P. P. R. lui permirent de devenir membre du parlement tout en empêchant ses amis de se présenter aux élections comme socialistes indépendants. Il lutta obstinément, tout seul, jusqu'à sa mort, survenue en septembre 1949.

Même après l'élimination de l'authentique P. P. S., sa réplique officielle constitua une menace pour le P. P. R., car les ouvriers polonais la préférèrent à celui-ci. En voici un exemple : au cours de soixante-trois élections aux comités d'entreprise qui eurent lieu à la fin de 1945 dans la région industrielle la plus importante de Pologne, le P. P. R. obtint 193 sièges (21 %) sur un total de 928, et le P. P. S. 556 (64 %). Le reste fut ainsi réparti : listes syndicales communes entre le P. P. S. et le P. P. R., 117 (12,6 %) ; parti démocratique, 14 ; travailleurs chrétiens, 10 ; parti paysan polonais, 2 ;

autres (sans parti), 36<sup>1</sup>. Dans beaucoup de cas, même, les membres du P. P. R. ne votèrent pas pour les candidats de celui-ci. On le sait parce que Gomułka, alors secrétaire général du P. P. R., déclara, le 8 décembre 1945 : « Il y a eu des élections au comité d'entreprise de l'usine « Fablok » (à Cracovie). Notre cellule dans cette usine compte de 250 à 270 membres. Pourtant nous n'avons pas obtenu un seul siège. » Quand des gens rallient un parti par crainte des représailles, ils saisissent la première occasion pour montrer leur véritable façon de penser.

En dépit de la pression exercée lors du congrès de la C. G. T., en novembre 1945, le P. P. S. reçut l'appui des deux tiers des délégués et Kazimierz Rusinek, qui appartenait au P. P. S. avant la guerre, fut élu secrétaire général du nouveau comité central des syndicats.

Cet appui donné au P. P. S. officiel par les ouvriers ne manqua pas d'influencer les dirigeants. Aux conférences régionales du parti, tenues à Cracovie, à Katowice et dans d'autres villes, l'opposition fut presque unanime à la fusion avec le P. P. R. et même à l'adoption d'un front commun aux élections contre le parti de Mikołajczyk (P. S. L.). Osóbka-Morawski dut lui-même adopter cette politique, non sans réserves, d'ailleurs. Le 6 août 1946, il écrivit dans le *Robotnik* : « A mon avis, l'un des plus grands obstacles (au maintien d'un front uni) vient de ce qu'un des partenaires se comporte trop en « parti dirigeant »... Un front commun ne peut être basé sur le principe que l'un dirige, tandis que l'autre se subordonne à lui, que l'un pose les conditions devant lesquelles l'autre n'a qu'à baisser la tête. » Deux jours plus tard, le journal du P. P. R., *Głos Ludu*, ripostait que les « obstacles » dont parlait Osóbka provenaient, du moins en partie, d'« éléments hostiles à la démocratie » au sein du P. P. S. (cité dans l'article « Le sort du socialisme polonais », par R..., dans *Foreign Affairs*, octobre 1949). Quelques semaines après, le 29 août, les chefs du P. P. S. et du P. P. R. furent convoqués à Moscou pour y discuter la question du front commun. Cette réunion fut suivie par une seconde et la direction du P. P. S. céda enfin aux exigences du Kremlin, le 28 novembre 1946. A ce qu'il semble, le sort subi par Puzak, Pajdak et les autres impressionna Osóbka beaucoup plus que la pression venant des rangs de son parti.

Mais les dirigeants du P. P. R. n'oublièrent jamais ce qu'il avait eu la témérité d'écrire le 6 août 1946 et, immédiatement après la victoire remportée par le « front commun » aux élections factices du 19 janvier 1947, ils lui retirèrent ses postes de premier ministre et de président du comité exécutif central du P. P. S. Le premier fut donné à Józef Cyrankiewicz, le second à Kazimierz Rusinek, ami de ce dernier.

Cependant, les membres du P. P. S. ne cessèrent de manifester leur opposition à une capitulation devant le P. P. R. Au 1<sup>er</sup> mai 1947, celui-ci réclama énergiquement la fusion. Il agit également ; les membres du P. P. S. qui s'y opposaient furent « épurés » dans toutes les usines. Le 7 mai, Adam Kuryłowicz, membre du P. P. S., secrétaire général des syndicats depuis 1947, et président, de 1918 à 1939, du syndicat des cheminots polonais, écrivit dans le *Robotnik* un article intitulé « Défense des ouvriers contre les abus et les mesures arbitraires », où il accusait le P. P. R. d'organiser un régime de terreur dans les usines. « De toutes les parties du pays, disait-il, arrivent sans cesse des rapports au sujet des injustices subies par les travailleurs. Les éléments étrangers à la classe ouvrière se comportent de façon arbitraire et agissent comme des « patrons ». Ils renvoient et embauchent des travailleurs sans tenir compte de l'opinion de ceux de l'usine, au mépris des lois, des conquêtes et des droits sociaux des ouvriers. Une clique de politiciens égoïstes se constitue. Ces nouveaux notables ont découvert qu'une carte du parti avait plus d'importance que les qualifications techniques. »

La riposte à cette impertinence du P. P. S. fut un procès politique monté par la police. L'un des accusés, auquel on reprochait son appartenance au V. R. N., « avoua » qu'il n'existait « aucune différence réelle entre le V. R. N. et le parti socialiste (officiel) ». La menace était bien claire pour le P. P. S. et, bien que le congrès, qui eut lieu du 14 au 17 décembre 1947, n'acceptât pas le nouvel appel du P. P. R. à la fusion, ses dirigeants comprirent que les jeux étaient faits. Le 17 mars 1948, Cyrankiewicz déclara que cette fusion s'effectuerait. 82 000 membres du P. P. S., sur un total de 800 000, furent expulsés, et beaucoup des dirigeants récalcitrants démis de leurs fonctions. Kuryłowicz fut remplacé au poste de secrétaire général des syndicats par Tadeusz Cwik, vieil agent du parti communiste. Rusinek, Osóbka-Morawski, Stanisław Piaskowski, Drobner et huit autres membres du comité exécutif central disparurent de celui-ci, onze autres membres du conseil suprême en partirent également (réunion du conseil national du P. P. S., Varsovie, 18 au 22 septembre 1948). Tout le comité exécutif de Lodz fut changé et il en fut de même pour d'autres comités locaux. C'est également à ce moment que Gomułka fut accusé d'hérésie<sup>2</sup>, ce qui accrut l'opposition des membres subalternes du P. P. S. à la fusion avec le P. P. R. dictatorial et déclencha de nouvelles mesures coercitives contre eux. Mais la fusion fut un fait accompli en décembre 1948, le Parti unifié des ouvriers polonais (P. Z. P. R.) prit naissance. Le Quisling Cyrankiewicz déclara, au sujet du congrès qui prononça l'union : « Ce congrès constitue le plus grand événement qui se soit produit en Pologne depuis la révolte de Kosciuszko. » Sans doute espérait-il alors recevoir des mains de Staline la médaille de Souvarov — bourreau de cette révolte !

La liquidation des partis socialistes dans les autres États satellites suivit un cours analogue. Cependant, comme ils étaient relativement plus faibles que le parti polonais, leur écroulement fut non seulement dû à la pression policière et à la présence de l'armée soviétique dans certains de ces pays, mais également au sentiment qu'eurent beaucoup de leurs membres de ne pas être assez forts pour faire face aux partis communistes sans conclure alliance avec la bourgeoisie, alliance trop dangereuse, parce qu'une victoire de la bourgeoisie sur les partis communistes, soutenus par la majorité des ouvriers, aurait conduit à la défaite de ces ouvriers et à l'établissement d'une sorte de dictature bourgeoise et

1 Pour plus de détails, voir *Robotnik Polski*, Londres, janvier 1946.

2 Voir pp. 285-286.

terroriste, bref, au fascisme. Ils se croyaient sûrs, s'il n'y avait pas eu l'armée soviétique d'occupation, de pouvoir se débarrasser du joug communiste et de tous les éléments fascistes. Mais beaucoup pensèrent aussi qu'il serait impossible de faire face simultanément aux uns et aux autres. Il y eut donc des tendances très divergentes dans les partis socialistes de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie et de Bulgarie : d'une part, celle des partisans des dirigeants conservateurs de la droite, tels que Károly Peyer, Kosta Lulchev ou C. Titel Petrescu, qui collaborèrent avec les partis bourgeois ; d'autre part, celle de ceux qui coopérèrent avec le parti communiste sous des chefs tels que Zdeněk Fierlinger, Árpád Szakasits et Dimitri Neikov<sup>3</sup>. La troisième tendance, préconisant une politique socialiste indépendante, comme celle qui régna dans le P. P. S., demeura très faible dans les autres partis socialistes, d'autant plus faible que le sentiment d'impuissance était plus grand.

Les chefs communistes firent de leur mieux pour identifier à un fascisme résurgent toute opposition qu'on leur manifestait. Cela ne leur fut pas difficile, car il existait des survivants de la bourgeoisie fasciste et il était toujours possible de découvrir ou d'inventer un complot fasciste. La police secrète conservait, en réserve, quelques « fous », en vue de s'en servir au bon moment.

La connaissance que le Kremlin n'abdiquerait pas son autorité sans avoir fait jouer toutes les forces dont il disposait, la croyance que les peuples des États satellites ne pouvaient exercer d'eux-mêmes une opposition efficace, la conviction que leur « libération », au cours d'une troisième guerre mondiale, entraînerait la destruction de la population et de la civilisation, tous ces facteurs contribuèrent à produire un sentiment de désespoir impuissant et, par conséquent, conduisirent à la capitulation.

Ce fut particulièrement vrai parmi les membres éclairés et réfléchis des partis socialistes. Les dirigeants communistes ne l'ignoraient pas et jouèrent non seulement sur la démonstration de la force militaire de l'U. R. S. S., mais sur la peur de la guerre.

Après toutes ces années pendant lesquelles les agents de Moscou ont exercé une pression incessante, il n'existe plus un seul parti socialiste en Europe orientale. Tous ont fusionné avec les partis communistes.

---

3 Le sort connu par ces « compagnons de route » en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Bulgarie, ne fut pas meilleur que celui d'Osóbka-Morawski et C<sup>ie</sup> en Pologne. Quand ils eurent joué leur rôle, ils furent débarqués, Fierlinger, qui avait reçu le poste de vice-président du conseil, en récompense des services rendus lors du coup d'État de février, fut relégué, le 25 avril 1950, au ministère des Affaires ecclésiastiques. Szakasits démissionna, le 24 avril, de ses fonctions de président de la République hongroise pour raisons de maladie, ce qui paraît être un prétexte, car, quinze jours plus tard, son gendre, le député Paul Schiffer, fut expulsé du parlement. Neikov eut plus de chance : il mourut le 16 février 1948 (il occupait alors des fonctions relativement insignifiantes, celles de vice-président du bureau de l'Assemblée nationale). D'autres « compagnons de route » connurent un sort comparable. György Marosán, par exemple, secrétaire adjoint du parti unifié et ministre de l'industrie légère, en Hongrie, disparut au cours d'une visite en Russie (sa démission fut annoncée le 5 août 1950) ; Istvan Riesz, ancien social-démocrate et ministre de la Justice, fut arrêté en juin 1950 et mourut en prison ; Pál Justus, membre du comité central du parti unifié, fut condamné à l'emprisonnement à vie lors du procès Rajk. On pourrait citer des douzaines de cas analogues.

## Chapitre VII — Slaves contre teutons

L'un des actes les plus épouvantables commis par les partis communistes d'Europe orientale — particulièrement en Tchécoslovaquie et en Pologne — fut l'expulsion brutale de millions de gens, hommes et femmes, jeunes et vieux, pour la seule raison qu'ils étaient Allemands et non Slaves. Comme l'a déclaré V. Gollancz, « c'est l'un des plus grands crimes accomplis depuis Gengis-Khan ».

Le Kremlin escomptait retirer plusieurs avantages de cette expulsion. Les Slaves de l'Europe orientale recherchaient désormais les directives du plus grand pays de leur race, la Russie. En outre, la crainte d'un retour des millions d'Allemands expulsés créerait une barrière de suspicion et de haine entre l'Europe orientale et les puissances occidentales ayant sous leur contrôle l'Allemagne de l'Ouest, où la majeure partie de ces expulsés se réfugia. A la suite de ces expropriations, les industries de la Pologne et de la Tchécoslovaquie — c'est-à-dire les deux plus importantes de l'Europe orientale — pourraient être transférées à l'État (c'est-à-dire sous la coupe du parti communiste), tout en préservant l'« union nationale » et l'« ordre ». Cette action inhumaine démoraliserait inévitablement les Slaves, les habituerait aux crimes les plus abominables et les transformerait en complices. (Le Kremlin, avec son absence de scrupules ordinaire, n'en fait pas moins appel, aujourd'hui, au nationalisme allemand. Il ne s'agit plus de dresser les Slaves contre les Teutons. « Les Russes et les Allemands, les deux plus grands Peuples, a dit Staline dans son message du 13 octobre 1949, doivent se tenir au coude à coude face à l'Occident impérialiste. »)

Commençons par la description des persécutions et des expulsions que subirent les Allemands en Europe orientale après la guerre :

### **Nombre d'allemands expulsés**

R. H. M. Worsley, dans un article intitulé « Expulsion en masse », publié dans le *Nineteenth Century* (décembre 1945), donne les chiffres suivants :

Prusse orientale	2 333 301	<i>Statistisches Jahrbuch für das deutsches Reich</i> , recensement de 1933
Poméranie	1 920 897	
Prusse occidentale	337 578	
Basse Silésie	3 204 004	
Haute Silésie	1 482 765	
Total	9 278 545	
<i>Minorités allemandes dans les États baltes</i>	200 000	Chiffres estoniens, lettons et lituaniens
<i>Immigration allemande pendant la guerre en :</i>		
Pologne	800 000	I. L. O., <i>Displacement of Population in Europe</i> , p. 38.
Territoires de l'Est	300 000	
Minorité de Pologne	1 059 000	Recensement polonais de 1921
<i>Immigration pendant la guerre en :</i>		
Tchécoslovaquie	480 000	I. L. O., <i>Ibid.</i> , p. 38.
Sudètes	3 231 688	Recensement tchécoslovaque de 1930
<i>Minorités allemandes en :</i>		
Hongrie	520 000	Recensement hongrois de 1920.
Roumanie	740 000	Royal Institute of International Affairs, <i>South-Eastern Europe</i> , p. 8.
Yougoslavie	513 472	
Total général	17 122 705	

Ce tableau exagère quelque peu le chiffre des expulsions, car il est basé sur des statistiques d'avant la guerre ; or, pendant les hostilités, une proportion considérable des habitants de ces régions furent tués, tandis que beaucoup d'autres évacuèrent d'eux-mêmes. En outre, il subsiste un certain nombre d'Allemands en Europe orientale : 500 000 en Roumanie, 250 000 à 300 000 en Tchécoslovaquie, 200 000 en Hongrie, soit environ un million au total. Dans son livre, *Europe on the Move* (New-York, 1949), E. M. Kulischer déclare que le nombre des Allemands expulsés après la guerre fut de 11 200 000 (p. 302). (Ce qui ne comprend pas les 4 millions qui s'enfuirent de la zone soviétique en 1945 et 1946, ni ceux qui les imitèrent ultérieurement.) Quel que soit le chiffre qu'on adopte pour le nombre des expulsés ou des fuyards, il excède de beaucoup celui des gens expulsés ou recrutés pour le travail obligatoire par Hitler, durant la guerre. Kulischer écrit sur ce point : « Le nombre des travailleurs étrangers en Allemagne, y compris les prisonniers de guerre et les ouvriers civils officiellement reconnus comme étrangers, mais sans ceux de l'Alsace-Lorraine et des Sudètes, dépassa 6 millions en 1943. Le maximum de 8 millions fut atteint en 1944 (dont près de 2 millions étaient des prisonniers de guerre) » (p. 264). Il ajoute : « On peut estimer que, tout compris, le déplacement de 30 millions ou plus de gens pendant la domination de Hitler sur l'Europe aboutit au transfert définitif de 2 à 3 millions de personnes. La nouvelle distribution de la population européenne fut due à la défaite de l'Allemagne, qui ouvrit la voie à une autre migration, permanente cette fois, d'environ 25 millions<sup>1</sup> de gens, et qui est probablement la plus grande qu'ait connue l'histoire de cette partie du monde » (p. 305).

Des considérations de place nous obligent à choisir, pour décrire le caractère pris par les expulsions, entre la

1 Ce chiffre comprend quelques millions de non-Allemands : Polonais émigrés des régions occupées par les Russes (environ 4 millions) vers les territoires de l'Ouest pris à l'Allemagne, Tchèques et Slovaques qui gagnèrent le territoire des Sudètes, personnes déplacées qui retournèrent dans leur pays, réfugiés juifs qui se rendirent en Palestine ou dans d'autres pays, etc.

peinture plus ou moins détaillée du sort subi par les Allemands dans une des régions de l'Europe orientale ou de parler brièvement de ce qui leur arriva dans toutes. La première façon de faire nous a paru préférable et nous allons prendre comme exemple le traitement des Allemands en Tchécoslovaquie.

## Les Allemands des Sudètes

Les Allemands des Sudètes n'étaient pas des nouveaux venus dans ce territoire. Ils étaient arrivés il y a environ sept cents ans, lorsque l'Espagne était encore sous la domination des Arabes, et quelques siècles avant la découverte de l'Amérique. Leur chiffre était aussi grand que celui de la population de certains petits États de l'Europe. Le recensement de 1930 le fixait à 3,2 millions contre 2,8 millions d'habitants pour la Norvège, 3,6 pour la Finlande, 3,7 pour le Danemark et 4,1 pour la Suisse.

Leur structure sociale n'était pas très différente de celle des Tchèques et des Slovaques, sauf que le pourcentage des ouvriers était plus élevé (un peu plus que parmi les Tchèques, beaucoup plus que parmi les Slovaques). D'après le recensement de 1930, les divers groupes sociaux comptaient les effectifs suivants :

	Allemands (%)	Tchèques et Slovaques (%)
Indépendants	21,89	25,81
Fermiers	0,40	0,28
Fonctionnaires et employés	16,60	18,24
Ouvriers	61,11	55,67

En 1936, 476 000 Allemands des Sudètes étaient groupés dans des syndicats. Le comité exécutif de leur parti social-démocrate déclarait : « Au moment où leur situation fut la pire, à la veille de la décision de Munich, nos syndicats pouvaient encore se comparer, par la force, à ceux de la Suisse, pays de 4 millions d'habitants et démocratie active » (Introduction à *Sudeten Labour and the Sudeten Problem*, de W. Jaksch, Londres, 1945).

Ils possédaient une longue tradition socialiste, car leur territoire avait été l'un des premiers et des plus forts centres socialistes de l'empire austro-hongrois. Ils fournirent à l'Internationale socialiste un certain nombre de ses chefs les plus éminents, comme Karl Kautsky, Viktor Adler, Otto Bauer et Karl Renner. Dès les élections générales de 1907, le parti social-démocrate recueillit 39,4 % des votes dans la Bohême allemande. A celles de 1911, il en eut 40 %. Aux élections de 1920, il emporta 44 % des voix des Sudètes. Pendant plus de dix ans, avec le parti communiste<sup>2</sup>, il détint environ la moitié des bulletins de vote dans ce territoire, proportion beaucoup plus forte que celle à laquelle pouvaient prétendre les sociaux-démocrates et les communistes parmi les Tchèques et, a fortiori, parmi les Slovaques.

La crise économique mondiale qui débuta en 1929 transforma la situation. L'industrie des Sudètes, dépendant surtout de ses exportations, fut beaucoup plus affectée par cette crise que celle du reste du pays. Le gouvernement bourgeois de Tchécoslovaquie distribuait les emplois au désavantage des ouvriers allemands quand il donnait de l'ouvrage, ce qui aggrava encore l'état de choses. Il en résultait que le chômage, dans les districts des Sudètes, fut au moins deux fois plus élevé que dans les régions tchèques de l'intérieur (Jaksch, *ibid.*, p. 17).

La misère causée par ce chômage, alors que l'Allemagne nazie, de l'autre côté de la frontière, réclamait des travailleurs (bien que ce fût pour préparer la guerre), conduisit les Allemands des Sudètes à rallier la bannière de Henlein, chef des nazis dans leur territoire. Aux élections générales du 19 mai 1935, il recueillit 1 249 530 voix, c'est-à-dire 62 à 63 % du total, tandis que le parti social-démocrate n'en obtenait que 299 942 (contre 506 761 en 1929), soit environ 15 %. Les voix du parti communiste furent évaluées à 120 000, soit à peu près 6 % (Wiskemann, *op. cit.*, p. 206).

Les chefs de ce dernier n'étaient pas encore, à cette époque, faits à l'idée que les Allemands des Sudètes fussent de véritables nazis et ils expliquèrent la victoire d'Henlein par les circonstances nationales et sociales dans lesquelles ils se trouvaient placés. L'*Inprecor* du 1<sup>er</sup> juin 1935 écrivit : « Le parti, dans un manifeste du comité central, expose les raisons de la victoire remportée par la faction Henlein. L'explication à chercher est dans la politique de la bourgeoisie tchèque, qui a provoqué une misère et une pauvreté terribles, ainsi qu'une oppression nationaliste dans les régions allemandes... Les fascistes de Henlein peuvent être vaincus seulement par une politique donnant du travail et du pain

2 Il est impossible de calculer la force du parti communiste dans les Sudètes parce qu'il n'était pas divisé en groupes nationaux.



aux masses ouvrières des districts allemands et les libérant du joug de cette oppression nationaliste. »

Quel fut le sort des Allemands des Sudètes qui s'opposèrent jusqu'au bout à Henlein ? 400 000 votèrent contre lui, ce qui, avec les familles, faisait 700 000 à 800 000 personnes. Quand l'accord de Munich donna le territoire à l'Allemagne, les plus compromis des antinazis durent s'enfuir à l'intérieur de la Tchécoslovaquie. Mais plus de 20 000 d'entre eux furent livrés à la Gestapo par le gouvernement tchèque de l'époque, qui collaborait avec Hitler, et 10 000 autres durent revenir dans le territoire annexé par celui-ci parce qu'on leur refusa le droit d'asile. 4 000 Sudètes seulement furent acceptés par d'autres pays. Quelque 40 000, au total, furent internés dans les camps de concentration et la moitié, environ, y moururent. Ce chiffre soutient honorablement la comparaison avec le nombre des victimes dans d'autres pays qui tombèrent sous le joug nazi.

En 1940, Fierlinger, le « compagnon de route » social-démocrate qui devait devenir ultérieurement chef du gouvernement à qui fut due l'expulsion des Allemands de la Tchécoslovaquie, déclara :

*Dans sa lutte pour le pouvoir dans le territoire des Sudètes, Henlein employa les mêmes méthodes (que Hitler dans le Reich). Il promit aux grands propriétaires fonciers allemands de leur rendre les terres prises lors de la réforme agraire ; à l'Église, il promit également le retour de ses biens. Mais, simultanément, il promit aux paysans allemands de procéder à une juste répartition des terres. Aux propriétaires d'usines, Henlein garantit l'étouffement des organisations syndicales, tout en leur offrant les ouvriers avec la perspective de salaires plus élevés et de travail assuré.*

*Le mouvement des Allemands des Sudètes (celui de Henlein) exploita très habilement pour ses fins politiques les besoins égoïstes que l'ordre capitaliste entretient dans le peuple. La terreur compléta là où les promesses furent insuffisantes. Mais ce qui influença le plus les compatriotes d'Henlein, ce fut le sentiment que le monde ne faisait rien contre ces méthodes, qu'il nourrissait une sympathie secrète pour Hitler et ses complices, que la République demeurait isolée dans une lutte inégale contre la duperie et une force supérieure. Néanmoins, il se trouva parmi les Allemands des Sudètes de vaillants défenseurs de la République et de la démocratie qui, pour leur loyauté, ne reçurent aucune récompense, bien au contraire, ils furent terriblement châtiés. Le tableau de la lutte désespérée des Allemands des Sudètes démocrates, tout au moins du point de vue moral, n'est pas, pour les démocrates d'aujourd'hui, quelque chose de malheureux, comme il semble, par erreur, à beaucoup d'entre eux. (Dnešní válka jako sociální krise, préface, daté de décembre 1940, pp. 87-88, cité par Der Sozialdemokrat, publication bimensuelle de la social-démocratie des Allemands des Sudètes, Londres, juin 1945).*

Trois ans plus tard, Bruno Köhler, chef communiste des Sudètes, déclara à Radio-Moscou :

*Hitler est venu dans le territoire des Sudètes et il en repartira. Mais le territoire et les Allemands des Sudètes resteront... Les fascistes disparaîtront, mais les Allemands des Sudètes et les Tchèques demeureront pour vivre en bons voisins, quel que soit le régime qui s'établira en Europe après la guerre. La défaite de Hitler, qui est inéluctable, ne signifiera pas notre fin. Elle signifiera la libération des Allemands des Sudètes du joug sanglant de Hitler. La libération de Hitler donnera aux Allemands des Sudètes la possibilité de déterminer notre propre sort et d'ordonner notre vie conformément à la volonté des hommes qui aiment la liberté »(Ibid., janvier 1944).*

## Chauvinisme hystérique

La guerre finie, la chanson changea. Le parti communiste découvrit qu'il pouvait tirer deux avantages de l'expulsion des Allemands : premièrement, la conscience politique enfin éveillée des masses serait détournée vers des chenaux réactionnaires et chauvins ; deuxièmement, la majorité des industries (anciennement possédées par des Allemands) se trouveraient transférées à l'État sans qu'il y eût besoin d'une intervention active de la classe ouvrière et sans que la bourgeoisie pût s'y opposer. Gottwald déclara, le 12 mai 1945 : « La nouvelle République sera un État slave, une République des Tchèques et des Slovaques. Nous priverons de leurs droits de citoyens les Allemands et les Hongrois, qui ont commis de si grands crimes contre notre peuple et contre la République, et nous les châtierons sévèrement. » Le ministre communiste de l'Information, Václav Kopecký, parlant à Radio-Prague, le 25 mai 1945, dit : « L'armée tchécoslovaque est déjà prête à nettoyer les régions frontalières de la République des Allemands et des Hongrois, et à remettre les richesses de ces vieilles régions slaves entre les mains des Tchèques et des Slovaques. » Dans un discours prononcé à Liberec (Reichenberg), il dit encore : « Nous débarrasserons Liberec des ennemis allemands et nous le ferons de façon si complète qu'il le restera pas la moindre place où la graine teutonne puisse germer de nouveau. Nous expulserons tous les Allemands, nous confisquerons leurs biens, nous dégermaniserons non seulement les villes, mais la région tout entière... de sorte que l'esprit victorieux des Slaves imprégnera tout le pays depuis les frontières jusqu'au centre. »

Le ministre communiste de l'Enseignement, Zdeněk Nejedlý, déclara, le 29 mai 1945 :

*Nous ne connaissons pas d'Allemands progressistes, et il n'en existe pas... L'Allemagne, naguère puissance la plus redoutée en Europe, n'existe plus ; cela signifie pour nous que la question allemande est réglée une fois pour toutes. Nous continuerons l'œuvre de nos prédécesseurs ; nous purifierons Prague et les régions frontalières, et nous sommes en mesure de le faire parce que nous disposons à cet effet du puissant concours de l'Armée rouge. Toutes les armées ne nous auraient pas aidés dans cette tâche... Ce n'est plus le moment d'hésiter. Nous ne pouvons dire que nous ne nous orienterons ni vers l'Est ni vers l'Ouest, mais que nous attendrons. Aujourd'hui, il faut dire « oui » ou « non ». Il faut nous décider soit pour l'Est, soit pour l'Ouest. Je ne crois pas que ce soit là un problème bien difficile à résoudre pour le peuple tchèque. Nous appartenons à la grande famille slave, à la tête de laquelle se trouve le grand peuple russe et son chef Staline. » Il poursuivit, sur un ton de chauvinisme encore plus fervent : « Regardez l'Europe centrale... Il y a des Hongrois. Que peuvent-ils faire ? Et puis des Roumains... Que peuvent-ils faire eux aussi ? Et que peuvent faire les Allemands ? Ils n'ont plus d'avenir nulle part. Nous sommes plus grands qu'eux tous ; avec notre culture, nous pouvons nous placer bien au-dessus d'eux. Et vous verrez, dans leur situation désespérée, ils seront trop heureux de suivre notre direction. Combien existe-t-il de compositeurs, en Europe, de la taille de Smetana ? Combien de peintres de la classe de Mánès et d'Aleš ? Combien d'historiens de la valeur de Palacký ? Combien de savants de l'envergure de Purkyně ?... Notre culture doit être nationale... Nous n'avons rien autour de nous que des civilisations en ruines... Nous commencerons avant tout par porter la nôtre jusqu'aux régions frontalières, et nous y établirons notre idéal culturel ! (cité par Der Sozialdemokrat, juin 1945).*

Le parti communiste surpassa la bourgeoisie tchécoslovaque dans son ardeur chauvine, mais celle-ci fit de son mieux pour prouver qu'elle n'était pas moins germanophobe et patriote que les communistes. Le D<sup>r</sup> Ivo Duchacek, par exemple, du parti du peuple (catholiques), dit devant l'Assemblée nationale provisoire, en mars 1946 : « Nous ne voulons exclure personne de ce succès, bien qu'il soit vrai, par exemple, que le parti communiste n'avait pas sur cette question, en 1939, 1940 et 1941, des conceptions slaves aussi nettes et aussi intransigeantes qu'aujourd'hui. Cependant, je considérerais comme une véritable falsification de l'Histoire et comme une légende, que je n'hésite pas à appeler légende préélectorale, si les communistes, entre tous les partis, prétendaient que l'expulsion des Allemands de notre pays est due uniquement ou presque uniquement à eux » (*Lidová demokracie*, 9 mars 1946, cité par *Der Sozialdemokrat*, Londres, mai 1946).

Le parti communiste possédait certains avantages dans cette compétition nationale. Tout d'abord, il pouvait souligner que, nulle part ailleurs que dans les territoires sous contrôle soviétique, les Allemands n'étaient expulsés en masse. Deuxièmement, ce qui était encore plus important, l'expulsion fut organisée et les biens allemands répartis par un ministre communiste de l'Intérieur : Václav Nosek Le Corps de Sécurité, qui effectua matériellement l'expulsion, était commandé par des chefs communistes. (En Pologne aussi, le parti communiste se chargea d'expulser les Allemands des territoires occidentaux et d'installer des Polonais à leur place. C'était Gomułka, secrétaire général du parti, qui était responsable.)

Du fait qu'aux yeux du peuple ce fut le parti communiste qui assumait la responsabilité des expulsions, il y eut un pourcentage de partisans communistes plus important parmi les nouveaux colons tchèques du territoire des Sudètes que dans n'importe quelle autre région du pays, même dans les grandes villes où se trouvaient concentrés un grand nombre d'ouvriers. Aux élections générales de 1946, le parti communiste recueillit 70 % des voix dans les districts de Jablonec et de Turnov, 62 % dans celui de Kadaň, 59 % dans celui de Falknov, plus de 50 % dans celui d'Aš, etc. (Il en fut de même dans les territoires occidentaux de Pologne, aussi les dirigeants communistes insistèrent-ils pour qu'ils eussent une représentation disproportionnée aux élections générales de janvier 1947.)

Toute la population des Sudètes, sauf quelques dizaines de milliers d'ouvriers qualifiés indispensables, fut expulsée. Ceux qui restèrent furent contraints de travailler au moins douze heures par jour, voire quinze si l'employeur le commandait. Les comités nationaux organisèrent ce travail obligatoire. D'après leurs décrets, les ouvriers allemands de Tchécoslovaquie n'eurent plus le droit d'appartenir à un syndicat, furent exclus des avantages sociaux, durent céder un quart de leurs salaires à titre de réparations envers l'État, virent leurs congés supprimés, et l'école fut interdite à leurs enfants.

Dans les premiers jours qui suivirent la défaite de la Wehrmacht en Tchécoslovaquie, il y eut quelques lézardes dans le mur de l'hostilité nationaliste sous forme de fraternisation entre ouvriers tchèques et allemands. Un certain nombre de communistes de rang subalterne, à Bodenbach, par exemple, se mirent à publier un quotidien en tchèque et en allemand, appelé *Rudý Prapor-Rote Fahne*. Il ne vécut pas longtemps, car Nosek interdit immédiatement la publication de n'importe quel journal allemand ou en deux langues dont l'une serait l'allemand.

Il est assez ironique d'observer que ces excès contre les Allemands, en Tchécoslovaquie, avaient lieu au moment même où les autorités russes — leur armée venant d'entrer en Allemagne — attaquaient Ilya Ehrenburg pour sa très violente propagande anti-allemande, tant était grand leur désir d'obtenir l'oreille du peuple germanique (*Pravda*, 14 avril 1945). Contradiction ? Il est très facile de sortir des contradictions en chantant des chansons différentes en différents langages et en divers pays. Pour les Allemands qui s'intéressaient encore au sort de leurs frères de Tchécoslovaquie, il y avait une réponse toute prête : tous les Allemands des Sudètes étaient coupables d'avoir soutenu le mouvement de

Henlein ! P. Reimann, par exemple, écrivait le 2 juin 1945 : « Il n'existe pas de mouvement allemand antifasciste en Tchécoslovaquie. Au meilleur cas, il y eut des individus d'origine germanique qui, isolés de tout mouvement parmi leurs compatriotes, soutinrent le mouvement tchèque de libération nationale... Le fait que certaines couches de la classe ouvrière, organisées par les socialistes, furent contaminées par les nazis est prouvé par l'annonce, dans la presse britannique, de la fuite en masse des mineurs allemands de la région de Brûx. Cette nouvelle, et d'autres semblables, confirme à notre grand regret que la classe ouvrière allemande ne constitua pas une exception dans l'évolution générale de la minorité germanique sous le régime nazi » (cité par *Der Sozialdemokrat*, juin 1945). Ceci parut dans *Einheit*, dont le sous-titre est « Journal bimensuel antifasciste des Allemands des Sudètes », et qui montra pendant des années que le parti communiste exerçait une influence considérable sur le mouvement antinazi de cette région. Pourtant le 22 mai 1945, *Einheit* publiait la lettre d'un soldat tchèque qui avait visité une verrerie allemande près de Pilsen : « Nous pouvons être fiers. Nos gens et ceux qui étaient précédemment des fonctionnaires social-démocrates, tous ont tenu bon, quelle que fût la terreur, et ont suivi nos idées, tous m'ont dit qu'ils attendaient notre retour avec plaisir. Ils défendent et continueront de défendre ce que nous construisons. » *L'Einheit* ne tarda pas à oublier ces paroles. La politique du parti communiste en Tchécoslovaquie devint dès lors sans équivoque : il n'y avait plus de place pour les Allemands. Depuis ce moment, c'est trahir la ligne du parti que de parler des discours adressés par Radio-Moscou aux Allemands des Sudètes.

Les communistes posèrent en dogme, après la guerre, non seulement que tous ceux-ci — à l'exception de quelques individus — étaient des nazis, mais qu'ils l'étaient devenus en dépit de ce que, dans la République tchécoslovaque, ils eussent la pleine égalité des droits avec les autres citoyens. Gustav Beuer, ancien député communiste des Sudètes, écrivit : « La façon dont la République traita la minorité allemande dans son ensemble fut telle qu'elle permettait aux Allemands de s'adapter aux conditions nouvelles et de devenir une partie intégrante du pays slave s'ils n'avaient pas été possédés d'une hostilité indéradicable contre tout ce qui était slave » (*New Czechoslovakia and her Historical Background*, Londres, 1947, p. 190-191). C'est exactement le contraire de ce que le parti communiste avait dit pendant plus de quinze ans au sujet des injustices dont les Allemands avaient à souffrir en Tchécoslovaquie<sup>3</sup>. L'expulsion des Allemands de ce pays ne peut s'expliquer comme étant le résultat de la haine spontanée du peuple. La majorité des Slovaques, qui ne sont pas des Teutons, mais des Slaves, soutinrent Tiso, fantoche placé par les nazis à la tête de la Slovaquie, avec non moins d'empressement que les Allemands soutinrent Henlein. Le nombre de prisonniers politiques slovaques qui moururent dans les camps de concentration nazis fut inférieur à celui des Allemands des Sudètes, et il y eut relativement moins de victimes parmi les Tchèques eux-mêmes<sup>4</sup>. Les Tchèques souffrirent beaucoup moins que les Yougoslaves sous l'occupation hitlérienne. 1 700 000 personnes moururent dans ce dernier pays, alors qu'il y eut seulement 200 000 morts (dont 100 000 étaient des Juifs) en Tchécoslovaquie. Les crimes des fascistes des Sudètes contre les Tchèques furent beaucoup moins sauvages que ceux des oustachis croates, qui massacrèrent plusieurs centaines de milliers de Serbes, hommes, femmes et enfants. Cependant, comme nous l'avons vu, la haine et la persécution des Allemands à l'échelle nationale ne fut jamais un caractère marquant de la politique communiste en Yougoslavie et, pendant un certain temps, l'armée de Tito renferma même des unités allemandes.

On ne peut pas expliquer, non plus, la politique antigermanique en Tchécoslovaquie comme un sous-produit de la résistance contre les nazis. Une semaine avant l'entrée de l'armée soviétique à Prague, il n'y avait pas de résistance armée parmi les Tchèques (contrairement à ce qui se passait chez les Slovaques) et, deux ou trois jours encore auparavant, Radio-Prague, alors sous contrôle allemand, pouvait fièrement annoncer que « beaucoup de Tchèques travaillaient pour la défense de la patrie » (c'est-à-dire pour les Allemands). Le conflit avec la population germanique éclata seulement après la défaite du Reich. Pendant plusieurs mois, en fait pendant plus d'un an, la presse attaqua les nombreux Tchèques qui, dans le territoire des Sudètes, se conduisaient amicalement avec les Allemands. Tous les témoignages démontrent que l'expulsion fut imposée à un peuple désorienté, par la pression organisée du parti communiste et de la bourgeoisie.

Deux millions et demi de personnes, dont les ancêtres étaient établis dans le pays depuis plusieurs siècles, en furent victimes. Cinq cents ans après le mouvement démocratique et populaire de Hus, qui unit les paysans, les artisans et les ouvriers, aussi bien tchèques qu'allemands, plus de vingt-cinq ans après que Lénine eut félicité le parti communiste tchécoslovaque, alors le troisième par ordre d'importance (après le russe et l'allemand), d'avoir opéré la fusion des travailleurs révolutionnaires tchèques et allemands, slovaques et hongrois, se produisit une persécution effroyable qui n'a de comparable que celle des Juifs par Hitler. On pourrait écrire des centaines de pages pour décrire les horreurs de cette persécution qui constitua une partie capitale de la politique réactionnaire des partis communistes en Tchécoslovaquie et en Pologne. La citation suivante, tirée de la *Pétition adressée au secrétaire général des Nations Unies et aux ministres des Affaires étrangères des puissances signataires de l'accord de Potsdam par la délégation*

3 Voir la citation de l'*International Press Correspondence* du 1<sup>er</sup> juin 1935, reproduite plus haut. Voici un autre exemple : le 13 novembre 1933, le groupe des députés communistes français refusa de s'associer à l'hommage rendu par le gouvernement à l'occasion du quinzième anniversaire de la création de la République tchécoslovaque : « Non, nous ne nous associerons pas à votre manifestation de sympathie à l'adresse du gouvernement de Tchécoslovaquie... Nous n'oublierons pas que, présentement, les maîtres de ce pays tiennent sous le joug les minorités nationales... Notre sympathie va tout entière aux masses laborieuses de Tchécoslovaquie, aux minorités nationales slovaques, juives, allemandes, hongroises, opprimées par le pouvoir central de Prague » (cité par Maurice Ceyrat, *La Trahison permanente*, Paris, p. 25).

4 Il ne faut pas oublier, à ce propos, que le Kremlin, après l'annexion de la Bohême-Moravie par les Allemands et la création de la « Slovaquie indépendante » de Tiso, ferma la légation tchécoslovaque à Moscou et envoya un délégué soviétique auprès de Tiso.

parlementaire des syndicats des Sudètes en Grande-Bretagne, le 1<sup>er</sup> mars 1947, donne quelques exemples des souffrances infligées aux Allemands. Elle décrit les événements qui se déroulèrent dans la petite ville de Saaz (Žatec). En 1930, la population de Saaz était de 18 061 âmes.

## Atrocités commises contre les Allemands des Sudètes

*Arno Behrisch, ancien secrétaire du parti social-démocrate en Saxe, a recueilli les faits suivants qui se passèrent dans le fameux centre houblonnier de Saaz, au nord-ouest de la Bohême. Behrisch s'était réfugié en Suède pendant la guerre. Les autorités suédoises l'emprisonnèrent à cause de son activité pro-alliée. Il se trouve maintenant à Hof, en Bavière, comme secrétaire du parti socialiste, et il est vice-président du parti social-démocrate bavarois. En 1945 et 1946, avec sa femme Hildegarde, il interrogea de nombreux réfugiés des Sudètes, et le rapport qui suit est le résultat de cette enquête.*

*Le dimanche 3 juin 1945, les autorités tchèques ordonnèrent à tous les hommes de treize à soixante-trois ans, habitant Saaz, de se réunir sur la place du marché à six heures du matin. Ceux qui arrivèrent en retard furent horriblement battus à coups de fouets, de bâtons et de planches. Deux furent immédiatement tués parce qu'ils avertissaient une protestation. Cinq mille hommes et jeunes garçons furent mis en route vers la ville de Postelberg, distante de 18 kilomètres. Il leur fallut soutenir une allure rapide sous le grand soleil et ceux qui restèrent à la traîne furent aussitôt abattus à coups de revolver. A Postelberg, ils furent enfermés dans une ancienne caserne de cavalerie. Ils passèrent la nuit dans la cour, couchés à même le sol. Les gardes tchèques menacèrent de tirer sur tous ceux qui se relèveraient. Toutes les heures, ils tiraient des rafales au-dessus d'eux. Ils se promenaient parmi eux et rouaient de coups ceux qui remuaient. A l'aube, un commandement en tchèque retentit, il ne fut pas clairement compris; ce pouvait être zůstát : restez là, ou vstát : levez-vous. Certains hommes se relevèrent, d'autres demeurèrent couchés. Les gardes ouvrirent immédiatement le feu et abattirent de nombreuses victimes avec leurs mitraillettes. Ceux qui n'étaient que blessés furent achevés par une balle dans la nuque.*

*La nuit suivante, les hommes furent rassemblés dans les écuries, 400 hommes par écurie de 28 chevaux. Des centaines durent y passer les nuits suivantes. Pendant les trois premiers jours, on ne leur donna aucune espèce de nourriture, puis ils reçurent un morceau de pain et un peu de soupe de pommes de terre. Les gardes en tuèrent encore pendant la nuit et aussi pendant la journée. Un mécanicien allemand fut abattu par un soldat tchèque qui cria de manière à être entendu par tout le monde : « C'est le coup de grâce, vous y passerez tous. » D'autres Tchèques firent chorus : « Notre médecin, notre hôpital, notre médicament, c'est une balle dans la nuque. »*

*Le 5 juin, les hommes furent triés en fonction de leurs antécédents politiques. Les communistes et les anciens détenus des camps de concentration allemands furent renvoyés à Saaz. Les SS et les dirigeants nazis, les anciens policiers, etc., furent rejetés dans les écuries, certains dans une soue à cochons. D'anciens soldats allemands demeurèrent dans la cour de la caserne. Les hommes enfermés dans les écuries souffrirent du manque d'air. Dix devinrent fous, cinquante s'évanouirent. Les autres, ayant crié aux gardes de l'extérieur que certains de leurs camarades étaient devenus fous, reçurent comme réponse : « Tuez-les ! » Il n'y avait que deux petites ouvertures pour la ventilation. Les prisonniers ayant demandé que la porte fût ouverte pendant un moment, les Tchèques répondirent en tirant à travers les ouvertures. Il y eut plusieurs tués, d'autres furent abattus au matin. Les auges des écuries furent remplies d'eau. Les prisonniers durent y plonger la tête. Quand ils ne pouvaient plus tenir et se redressaient, ils étaient frappés sur la nuque. » Jour et nuit, les Tchèques venaient chercher des prisonniers et les rouaient de coups. Cela se produisait pratiquement toutes les deux heures. Les soldats furent aidés par des civils, qui apportèrent des cannes, des bâtons, des fouets et des cordes. Plusieurs hommes moururent sous les coups.*

*6 juin. Un camion de Tchèques armés de matraques en caoutchouc et de fouets arriva, il s'ensuivit une orgie de bâtonnades dans la pire tradition des SS. Les victimes devaient se déshabiller complètement et elles étaient rossées effroyablement pendant une heure entière ou jusqu'à ce qu'elles s'évanouissent. On les ramenait alors en leur jetant des seaux d'eau froide, et les coups recommençaient. Des Tchèques écrasèrent les parties génitales de certains hommes en les piétinant avec leurs bottes. Les malheureux poussaient des cris horribles. Cinq garçons, âgés de treize à seize ans, furent atrocement battus parce qu'ils s'étaient écartés de quelques pas de leur place. Ils se mirent à hurler en appelant leur mère. Ils furent alors mis au mur et les Tchèques épaulèrent leurs fusils. « Ne tirez pas, laissez-nous vivre ! » crièrent les petits. Une salve partit et ils tombèrent tous les cinq sur le sol. Des milliers de gens, restés dans la cour, furent témoins du fait. Quel crime pouvaient bien avoir commis ces enfants ?*

*Les Tchèques passèrent alors à un autre genre d'amusement, bien connu dans les camps de concentration nazis, celui d'obliger les prisonniers à se maltraiter entre eux. On les contraignit à se boxer et à se battre, et, s'ils y mettaient quelque mollesse, ils étaient roués de coups par les gardes. A certains, on enfonça des aiguilles de bois sous les ongles ; à d'autres, on écrasa les parties génitales. Un homme fut fouetté sur celles-ci ; à d'autres, on y attacha une corde sur laquelle on tira brutalement ; à d'autres les bourreaux les écrasèrent entre leurs mains jusqu'à ce qu'ils défaillissent sous la douleur. Un chimiste allemand fut tué dans la soirée.*

*Parmi 300 anciens soldats, entassés dans une petite écurie à la nuit et maltraités comme il a été dit ci-dessus, cinq hommes moururent dans la même nuit. Parmi eux il y avait un antinazi bien connu. Les gardes s'amuserent à tirer des balles dans le local. Le crime de ces hommes était d'avoir été mobilisés dans l'armée allemande.*

*Des groupes de prisonniers furent graduellement emmenés. Certains furent conduits dans des camps de concentration, d'autres employés à des travaux forcés. Ces derniers comprenaient des antinazis et même des demi-juifs. Un certain nombre furent emmenés dans des bois voisins et fusillés. Finalement, d'autres, dont M. Kruttner, un des témoins, furent ramenés à Saaz le 12 juin. Ils furent battus sans arrêt en cours de route. Un prêtre catholique fut tué d'un coup de revolver parce qu'il ne pouvait pas marcher assez vite.*

*12 juin. Le premier transport de gens transférés quitta Saaz. Ils avaient été choisis à cause de leur incapacité au travail. Il y avait parmi eux des invalides qui ne furent pas autorisés à emporter leurs membres artificiels. Le transport comprenait 200 hommes, 800 femmes et enfants. On leur avait arraché tous leurs biens. A la gare de Komotau, une jeune fille fut extraite d'un wagon, conduite dans le compartiment de l'escorte et violée. A Ober-Georgenthal, près de la frontière de Saxe, le train s'arrêta et les gens durent franchir à pied les montagnes. Une femme mourut sur la route. Les autres furent battus, particulièrement les soldats invalides, qui ne pouvaient soutenir l'allure. Après avoir parcouru près de 45 kilomètres, les déportés furent remis aux Allemands, à la frontière. Ils avaient refusé de travailler, dirent les Tchèques.*

*13 juin. Toutes les femmes furent convoquées dans une caserne de Saaz. On y garda 14 000 femmes et enfants pendant la nuit, entassés dans les écuries, les garages et aussi dans la cour. A la tombée de la nuit, des hordes de gardes tchèques entrèrent dans les locaux et les viols en masse commencèrent. Les victimes étaient choisies à la lueur de torches et violées sur place. Il y eut des hurlements effroyables. Les femmes qui tentèrent de résister furent battues jusqu'à ce qu'elles perdissent connaissance, et violées alors. D'autres, ainsi que des jeunes filles, furent emmenées et on ne les revit plus jamais. Ces actes abominables se répétèrent chaque nuit. Il n'y avait aucun soin sanitaire et des maladies ne tardèrent pas à se déclarer. Pendant les trois premiers jours, il n'y eut pas de nourriture et très peu ensuite. Les femmes avaient reçu l'ordre d'apporter les clefs de leur maison, on les leur prit et elles furent remises aux Tchèques, qui commencèrent à piller. En moins de deux jours, 40 bébés moururent dans les bras de leur mère. Les femmes furent gardées en cet endroit pendant plusieurs semaines et le nombre des morts ne cessa de croître. Les enfants en bas âge décédaient chaque jour ; il y eut quinze décès dans une seule journée. Du 25 au 30 juin, pas moins de 76 bébés périrent ainsi. Les mères étaient contraintes de porter elles-mêmes les petits corps au cimetière. Il y eut jusqu'à 32 personnes dans une pièce de cinq mètres carrés. On ne cessait de dire aux mamans qu'on allait leur prendre leurs enfants. 70 d'entre elles, envoyées aux travaux forcés, durent abandonner les leurs dans la caserne.*

*Une vieille femme sanglotante approcha, comme il sortait du cimetière, un prêtre catholique qui venait de procéder à l'enterrement d'un soldat tchèque. Elle lui murmura : « Il y a des voitures pleines d'enfants morts dans le parc voisin du cimetière. » Je vous en supplie, demandez au surveillant qu'il leur soit accordé une sépulture chrétienne ! » Le prêtre persuada le surveillant, un Tchèque qui désapprouvait fortement ce qui se passait, d'accorder cette demande.*

*Les femmes envoyées à la campagne pour accomplir des travaux forcés n'étaient pas payées et restaient enfermées dans des granges et des écuries.*

*1<sup>er</sup> juillet. A 4 heures du matin, des femmes et des enfants furent réveillés par de grands cris et des coups de revolver. On les conduisit par groupes de 50 dans une pièce où des soldats tchèques étaient assis. Ils firent se déshabiller complètement les femmes et les fouillèrent, devant les enfants, de la manière la plus honteuse, sous prétexte de chercher des bijoux cachés. Seules les jeunes femmes furent ainsi traitées, les vieilles furent accablées de sarcasmes. Les victimes durent ensuite demeurer plusieurs heures au soleil et*

*ne reçurent aucune nourriture de la journée.*

*Le commandant de ce camp de femmes était un Tchèque du nom de Marek, surnommé le « chien sanglant » et le « bourreau de Postelberg ». Il ne cessait d'inventer de nouvelles tortures. Il choisit 40 femmes et jeunes filles pour arracher les herbes sur la voie ferrée. Dans la soirée, elles furent poussées dans un wagon vide et violées par les soldats.*

*Le 28 juillet, 150 femmes furent envoyées dans un dépôt pour trier des stocks de l'armée allemande. Puis elles furent conduites dans une école et battues. Les Tchèques prétendirent qu'elles avaient voulu dérober du matériel pour les Werwölfe. Un groupe de 50 femmes qui rentraient des champs furent attaquées un peu plus tard par les mêmes soldats, également battues et violées.*

*Ce fut seulement en novembre que les derniers survivants quittèrent la caserne de SS de la Trnovaner Strasse, à Saaz. Jusque-là, la nourriture avait consisté en un peu de café noir et moins d'une demi-livre de pain par jour, rien d'autre. Les enfants recevaient trois onces de pain par jour. La mortalité crût beaucoup parmi eux. Finalement, les femmes et leurs enfants furent répartis entre les fermes tchèques pour y accomplir des travaux serviles.*

*Le commandant général des camps de Saaz était un Tchèque du nom de Haas, criminel déjà quinze fois condamné. Il était alors chef de la police.*

*Le nombre total des habitants de Saaz ainsi assassinés dépassa 2 000.*

*Les faits relatés ci-dessus représentent seulement une fraction de ceux qui se déroulèrent dans la malheureuse ville... Ces horreurs ne furent pas isolées ; elles firent partie d'un système dont la cruauté, on peut l'affirmer, ne fut pas inférieure à celle des pires agissements nazis » (p. 36-41).*

Les souffrances des Allemands des Sudètes ne cessèrent pas après leur expulsion. On peut juger par les deux témoignages suivants de ce qu'ils endurèrent au cours du transport vers l'Allemagne :

*A la fin d'août (1945), un convoi d'Allemands des Sudètes arriva à Berlin. Il venait de Troppau, en Silésie tchèque, et était resté dix-huit jours en route. Au départ, il comptait 4 200 femmes, enfants et vieillards. A l'arrivée, il n'y en avait plus que 1 350. » Un prêtre sudète, se trouvant maintenant à Berlin.*

*J'ai vu un très grand nombre de ces gens (des déportés des Sudètes), près d'un million, qui mouraient littéralement de faim sur les routes. J'ai vu des enfants et des bébés morts dans les fossés, morts de faim et de maladie, avec des bras et des jambes qui n'étaient souvent pas plus gros que le pouce d'un homme. Un observateur hollandais, écrivant de la Saxe (Amis américains des démocrates des Sudètes, Tragedy of a People. Racism in Czechoslovakia, New York, 1946)<sup>5</sup>.*

---

5 Le livre de V. Gollancz (*Our Threatened Values*, Londres, 1946, p. 96-105) décrit, avec de nombreuses citations de presse, les façons brutales employées lors de l'expulsion des Allemands de l'Europe centrale, en traitant plus particulièrement des territoires annexés par la Pologne.

## Chapitre VIII — Autres conflits nationalistes

### Les Hongrois de Tchécoslovaquie

Le sort des Hongrois fixés en Tchécoslovaquie depuis un millénaire fut meilleur que celui des Allemands, mais cependant pas très enviable. Gottwald déclara, le 27 septembre 1945 : « Nous essayons d'établir le principe selon lequel nous ne pouvons vivre côte à côte dans le même État avec les Hongrois » (*East Europe*, 3 octobre 1945). Le quotidien du parti communiste, *Zemědělské Noviny*, écrivait le 3 décembre 1946 : « La présence de cette minorité constitue une menace pour l'intégrité de notre État et, par conséquent, pour la paix de l'Europe » (*East Europe*, 11 décembre 1946). Le projet de les expulser, dit Gottwald, « a rencontré la compréhension et l'approbation totale du généralissime Staline et du ministre Molotov » (*East Europe*, 28 août 1946).

Ces paroles se traduisirent par des actes. Le ministre des Affaires étrangères hongrois fit à la Conférence de la Paix, à Paris, le 14 août 1946, cette déclaration à laquelle le représentant de la Tchécoslovaquie n'opposa pas de démenti :

*650 000 Hongrois qui vivaient en Slovaquie ont été privés de leurs droits de citoyens et même des droits les plus élémentaires. Leurs biens ont été confisqués. Aucun d'eux ne peut plus remplir un travail intellectuel ou manuel. Il ne peut réclamer justice, entrer dans un syndicat, exercer ses droits civiques. L'emploi de la langue hongroise est interdit dans les bureaux, même à l'église et dans les lieux publics, sous peine de fortes pénalités. Aucun journal ou périodique ne peut paraître en langue hongroise dans la Tchécoslovaquie, il est également défendu de parler hongrois au téléphone et d'envoyer des télégrammes dans cette langue. Les Hongrois ne peuvent posséder de postes de radio. Toutes leurs écoles ont été fermées et l'enseignement donné en hongrois est passible de fortes peines. Les autorités tchécoslovaques ont renvoyé tous les fonctionnaires et employés d'origine hongroise et suspendu le paiement de leurs pensions. Les soldats invalides, les veuves et orphelins de guerre ne touchent plus leurs allocations.*

Au même moment, le gouvernement tchécoslovaque, selon la presse hongroise, obligeait des Hongrois à travailler dans les mines de Kladno (loi sur le travail obligatoire pour les « traîtres et collaborateurs allemands et hongrois », signée le 21 février 1946).

La presse hongroise, les journaux communistes en particulier, signala que beaucoup de Hongrois expulsés de Tchécoslovaquie avaient été envoyés à Dachau par les Nazis et avaient reçu, pour ce fait, de hautes décorations tchèques. Beaucoup appartenaient au parti communiste hongrois. József Révai, rédacteur en chef du quotidien communiste *Szabad Nép*, après avoir critiqué le traitement des Hongrois par les Tchèques, « dont la conduite pendant la guerre fut bien différente de celle des Yougoslaves, et pourtant le maréchal Tito accorde aux Hongrois la pleine égalité des droits », demande : « Les Tchécoslovaques s'inquiètent-ils de savoir si leur État est démocratique ou réactionnaire à partir du moment où il est nationaliste ? » (15 juillet 1945). Le même jour, Rákosi, secrétaire général du parti communiste hongrois, condamnait l'expulsion des Hongrois de Tchécoslovaquie et « les excès ressemblant étrangement aux anciens procédés fascistes » (*East Europe*, 1<sup>er</sup> août 1945). (Il eut le tact de rejeter le blâme sur les fonctionnaires locaux.) En une autre occasion, le 26 mai 1946, Rákosi attaqua tous les partis tchécoslovaques, même le communiste, en déclarant : « Nous avons l'impression que tous les partis tchécoslovaques ont voulu cuire leur gâteau électoral au feu de leur traitement des Hongrois. Espérons que maintenant, les élections terminées, les Hongrois de Slovaquie seront traités enfin d'une manière plus convenable pour un pays démocratique » (*East Europe*, 5 juin 1946).

Les sévices n'en continuèrent pas moins. Même à l'époque du coup d'État de février 1948, le gouvernement tchécoslovaque n'oublia pas de donner des instructions interdisant aux Hongrois de faire partie des comités d'action, même s'ils étaient citoyens tchécoslovaques et s'étaient honorablement comportés dans la lutte contre les Nazis.

Au total, il fut expulsé 100 000 Hongrois.

C'est seulement après les événements du printemps 1947, qui consolidèrent le pouvoir du parti communiste en Hongrie, et après le coup d'État de février 1948 en Tchécoslovaquie, que Moscou jugea superflus les conflits nationalistes entre les Hongrois, d'une part, les Tchèques et les Slovaques, de l'autre. Aussi, à l'automne de 1948, un accord fut-il conclu entre les deux pays pour régulariser le statut de la minorité hongroise en Slovaquie. En janvier 1949, le parlement tchécoslovaque décida de rendre aux Hongrois tous leurs droits civiques et de les autoriser à séjourner de façon permanente dans le pays.

### Conflits entre les Roumains et les Hongrois.

La pomme de discorde entre la Roumanie et la Hongrie fut la Transylvanie, où habitaient près de 2 millions de Hongrois. Dans les vingt-quatre heures qui suivirent l'arrivée au pouvoir du gouvernement Groza, la Transylvanie

septentrionale, enlevée à la Roumanie par Hitler pour être donnée à la Hongrie, fut rendue aux Roumains, bien que la majorité de sa population fût hongroise. Vichinsky admit ouvertement qu'il s'agissait d'une récompense pour la mise en place du gouvernement Groza. Patrascanu, alors chef du parti communiste roumain, exprima des remerciements à la Russie responsable de ce transfert. Si étrange que cela puisse paraître, Rákosi profita aussi du conflit pour payer son tribut de reconnaissance à l'U. R. S. S. en déclarant, le 1<sup>er</sup> juin, que la Grande-Bretagne et les États-Unis n'avaient accepté ce transfert, à la conférence de Paris, qu'à cause de leurs intérêts dans l'industrie pétrolière roumaine. « La production de pétrole de la Roumanie est dix fois plus élevée que celle de la Hongrie et, naturellement, les pays qui s'intéressent au pétrole distribuent leurs sympathies ou leurs antipathies selon qu'il s'agit de 100 000 ou de 1 000 000 de tonnes de pétrole. Ce fait a, bien entendu, d'importantes répercussions sur leur jugement politique. Aussi, lorsque la question de la frontière roumano-hongroise fut abordée à la conférence de Paris, les États-Unis proposèrent-ils de rendre à la Roumanie ses limites de 1940. La Grande-Bretagne accepta immédiatement cette suggestion et la question se trouva réglée » (*East Europe*, 12 juin 1946).

Le parti communiste hongrois demanda, le 12 août 1946, que le traité de paix fût modifié de façon à rendre à la Hongrie au moins la partie de la Transylvanie habitée par des Hongrois. Mais au même moment, le parti communiste roumain se déclara opposé à toute modification.

Cependant, dès qu'il fut absolument clair que la Russie était favorable au rétablissement de la frontière de 1940, les deux gouvernements cessèrent de se disputer et, dans l'ensemble, celui de Bucarest adopta une attitude très libérale envers la grande minorité hongroise.

## Les polonais et les Tchèques à Teschen

Aussitôt la guerre terminée, un conflit très aigu éclata entre la Pologne et la Tchécoslovaquie au sujet de la fixation de leur frontière. Il existait des Tchèques et des Slovaques dans la ville polonaise de Spig, dans le district d'Orava qui fut partagé entre les deux pays, ainsi que dans les villes silésiennes de Ratibor et de Hlubčice qui étaient aux mains des Polonais. La Tchécoslovaquie voulait que la frontière fût modifiée en sa faveur dans toutes ces régions. Mais le conflit le plus grave surgit pour la possession du riche territoire de Teschen. Il avait été partagé entre les deux pays après la première guerre mondiale ; en 1938, lors de la crise de Munich, la Pologne envahit la partie occupée par la Tchécoslovaquie. A la fin du deuxième conflit mondial, l'armée polonaise, commandée par le maréchal Rola-Żymierski, occupa Teschen de nouveau. Les Polonais et les Tchèques furent invités dès le lendemain à envoyer des délégués à Moscou pour discuter la question. Il fut décidé de rendre à la Tchécoslovaquie les territoires qu'elle possédait avant Munich, à titre de compensation pour la perte de la Ruthénie carpathique, prise par la Russie. Mais la fureur chauvine n'en fut pas diminuée, les minorités tchécoslovaques et polonaises eurent à en souffrir dans les deux régions. Le *Central European Observer* écrivit, le 19 octobre 1945 : « Les Tchèques subissent des abus à Ratibor et à Hlubčice : leurs récoltes leur sont enlevées, leurs biens confisqués. On les arrête pour les emmener à l'intérieur du pays. Les services religieux en tchèque ou dans le dialecte local ont été interdits. Des Tchèques fuient à travers la frontière. Il y a déjà plusieurs milliers de réfugiés. » Le 27 décembre 1945, Radio-Prague se plaignit de ce que les Polonais eussent dissous les comités nationaux dans la partie de Teschen habitée par des Tchèques et les avaient remplacés par des maires polonais désignés par eux, de ce qu'ils eussent fermé toutes les écoles non polonaises. Le 27 mars 1946, le conseil national tchèque de Moravská Ostrava, en représailles, interdit l'emploi du polonais dans les écoles de Teschen (*East Europe*, 3 avril 1946).

## Conclusion

Cette politique d'entretenir les antagonismes nationalistes, particulièrement entre les Slaves et les Teutons, gêna le Kremlin lorsque ses agents eurent établi leur plein contrôle sur les États satellites et lorsqu'il consacra ses efforts à la lutte pour l'Allemagne contre les puissances occidentales.

C'est pourquoi, depuis la fin de 1947, date de création du Kominform, l'ancienne politique relative aux nationalités a été abandonnée et remplacée par l'« internationalisme », qui est, en réalité, un autre instrument de l'impérialisme russe. En juin 1948, une conférence des ministres des Affaires étrangères de l'U. R. S. S. et des « démocraties populaires », réunie à Varsovie, proclama son amitié pour le peuple allemand. En janvier 1949, Fierlinger félicita les staliniens germaniques (parti socialiste unifié), qui « professaient fièrement l'ancien internationalisme sous sa forme inaltérée ». D'autres dirigeants de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Roumanie, etc., brodèrent indéfiniment sur le même thème. Staline lui-même écrivit une lettre à Pieck, président de la « République démocratique allemande », le 13 octobre 1949, en lui disant que les Allemands et les Russes étaient « les deux peuples possédant les plus grandes possibilités en Europe pour accomplir de grandes actions, d'importance mondiale ». Malheur à qui parle désormais de l'union des « Slaves » contre les « Teutons » !

La nouvelle politique fut principalement dirigée contre les satellites osant désirer leur indépendance nationale et opposés à leur transformation en provinces soviétiques.



## Chapitre IX — La « mise au pas » des églises

### Religion et démocratie

La séparation de l'Église et de l'État, de l'enseignement et de la religion, fut un des dogmes fondamentaux d'à peu près tous les mouvements sociaux progressistes, depuis celui de la bourgeoisie antiféodale jusqu'à celui des ouvriers marxistes. Ce n'est pas par hasard qu'elle a été réalisée sous sa forme la plus complète aux États-Unis, libres de toute tradition féodale et abritant de nombreuses croyances différentes se développant librement du point de vue économique. Si Marx, en tant que démocrate, insistait sur cette séparation de l'Église et de l'État, il était aussi fortement opposé, en tant que philosophe matérialiste, à la religion elle-même, à cet « opium du peuple », à cette illusion calmante qui empêche les hommes d'agir d'eux-mêmes, dans la croyance que des puissances surnaturelles les dominent. Qu'on accepte ou non la conception marxiste de la religion, il est bien évident qu'il n'y a pas de contradiction entre les deux façons qu'avait Marx d'aborder cette question. La liberté de conscience, c'est-à-dire celle de pratiquer n'importe quelle foi religieuse sans craindre une intervention de l'État, implique logiquement la liberté de propager l'athéisme. Cette double politique n'est possible que dans une démocratie, où l'État ne s'identifie pas à un parti. Il n'existe pas d'autonomie dans une société totalitaire, l'Église y a seulement le choix entre l'annihilation ou la soumission, ou encore une combinaison des deux ; de toute façon, la liberté religieuse y est impossible.

Cela explique la lutte menée contre le catholicisme par les Nazis, qui n'étaient nullement athées, et les efforts considérables qu'ils firent pour se subordonner l'Église évangélique. Lors de la création du ministère des Affaires ecclésiastiques (16 juillet 1935), il fut souligné que le gouvernement d'Adolf Hitler ne combattait pas les Églises ou les croyances religieuses. Il les prenait, au contraire, sous son aile pour les protéger, partout où elles avaient une mission spirituelle à remplir. A. Brady, qui cite ces paroles, ajoute : « Le mot « protection » a ici la même signification que « surveillance protectrice » dans la terminologie habituelle des gangsters. Il veut dire : être protégé ou arrêté, être protégé ou aboli » (*The Spirit and Structure of German Fascism*, Londres, 1937, p. 104). Dans un échange de compliments avec le nouvel évêque catholique de Berlin, le comte Konrad von Preysing, ministre des Affaires ecclésiastiques, exposa clairement la base sur laquelle l'Église catholique serait tolérée : « Monseigneur, si, appréciant de façon nette les nécessités présentes, vous cultivez parmi votre clergé et vos diocésains la loyauté envers le nouvel État et son Führer et le respect de ses autorités, vous pouvez être assuré que les gouvernements allemand et prussien vous accorderont la liberté la plus complète dans l'exercice du culte et feront preuve de la plus grande compréhension pour les nécessités de l'Église » (*Ibid.*, p. 105).

### La religion en U. R. S. S.

Marx voyait dans la religion un « bonheur illusoire », reflet inverse de la « misère réelle » de l'humanité. Cette misère a deux sources : d'abord la dépendance et la faiblesse envers la nature, ensuite l'impuissance contre les forces sociales oppressives. Les extraordinaires progrès techniques réalisés sous le capitalisme, en donnant à l'homme un pouvoir de plus en plus grand sur la nature, ont sapé et continuent de saper l'ancienne base de la religion. Mais ces mêmes progrès, dans le cadre du capitalisme, tendent non pas à abolir, mais à renforcer le deuxième élément. La pauvreté au milieu de l'abondance, l'insécurité et la peur conduisent les hommes à rechercher un point d'appui solide, à croire au surnaturel.

Lorsque le gouvernement russe lança les plans quinquennaux qui devaient accroître considérablement le pouvoir de l'homme sur la nature, il crut amorcer la suppression de la pauvreté ; l'établissement du socialisme en Russie tarirait ainsi les deux sources de la religion. Lorsque le second de ces plans (1933-1937), qui devait réaliser une société complètement socialiste, fut annoncé, la Ligue des athées militants déclencha parallèlement un « plan quinquennal de l'athéisme » dont le but était de faire passer le nombre de ses membres de 5,5 à 15 millions en 1937, et d'obtenir « qu'il ne restât plus une seule maison de prières sur le territoire de l'U. R. S. S., que la conception même de Dieu fût bannie de l'Union soviétique en tant que survivance du Moyen Age et en tant qu'instrument d'oppression des classes laborieuses ».

Ce projet d'attaque frontale échoua misérablement. La persécution ne déracina pas la religion. La Ligue, au lieu de 15 millions de membres, n'en comptait que 2 millions en 1937 et, bien qu'au prix d'un effort énorme ce nombre atteignît 3,5 millions en 1941, il ne retrouva jamais son niveau de 1932. Dans son livre *Religion in Soviet Russia, 1917-1942* (Londres, 1943), le professeur N. S. Timasheff donne beaucoup de citations de presse pour montrer la vaste influence de la religion : « Au cours de l'une des rares conférences antireligieuses des dernières années, le président déclara qu'il avait été désigné par erreur, qu'il ne constatait aucun progrès véritable et qu'en fait les membres de la Ligue n'obtenaient aucun résultat (*Antireligioznik*, 1939, n° 2). Dans la province de Leningrad, une tentative fut faite pour redonner de la vie à l'organisation locale de la Ligue, mais une réunion, tenue trois mois plus tard, constata qu'elle avait été vaine. Le secrétaire s'écria amèrement qu'il avait dans la poche toute la besogne antireligieuse de la province, c'est-

à-dire qu'elle consistait entièrement en quelques papiers insignifiants (*Krasnaya Gazeta*, 15 novembre 1938 ; *Antireligioznik*, 1939, n° 1).

*Au début de 1940, on pouvait lire que « les ennemis de l'œuvre antireligieuse avaient obtenu que, dans la majorité des provinces, cette œuvre cessât complètement » (Bezbojnik, 1939, n° 5 ; Antireligioznik, 1939, n° 11). En septembre 1940, le comité central de la Ligue convoqua une réunion spéciale. Le rapport qui y fut lu reconnut que la propagande antireligieuse agonisait ; le parti et l'Association des Jeunes communistes n'y collaboraient plus. Les assistants ne purent rien dire pour atténuer ces conclusions pessimistes du comité central (Pravda, 22 septembre 1940) (p. 99-101).*

En 1937, Yaroslavski, président de la Ligue, déclarait que le nombre des gens religieux en Russie s'élevait à 80 millions. En 1940, un autre dirigeant fixa ce chiffre à 90 millions, c'est-à-dire à la moitié de la population. La même année, *Antireligioznik* écrivit que la moitié du prolétariat industriel croyait en Dieu et qu'il était à peu près impossible de découvrir des athées dans les villages.

Selon Timasheff :

*En 1938, le journal officiel de la Ligue des athées militants reconnaissait que les églises des districts ruraux étaient très fréquentées et que les jeunes gens observaient fréquemment les fêtes religieuses. D'après le même journal, on vit un grand nombre d'enfants dans les églises de Moscou lors des offices de Pâques, en 1939. Dans les provinces de Tambov et de Voronej, à l'occasion de Noël, de nombreux écoliers quittèrent les classes pour participer à des processions en l'honneur de la Nativité. Dans la première, les sept dixièmes des enfants n'allèrent pas à l'école le jour de Noël et célébrèrent la fête dans leurs familles. A Moscou et à Tiflis, on en vit prier dans les églises, avec des cierges à la main. A Koursk, beaucoup d'écoliers manquèrent pendant le carême, allèrent à l'église et reçurent la Sainte Communion. Dans la province de Riazan, nombreux furent ceux qui communièrent à la messe de Pâques, et, dans celle de Smolensk, ils participèrent activement aux cérémonies relatives à cette fête » (Ibid., p. 67).*

Aussi le cri de désespoir de Yaroslavski est-il naturel :

*Il est impossible de construire le communisme dans une société où la moitié des gens croit en Dieu et où l'autre moitié a peur du diable ! (Bezbojnik, 1939, n° 14).*

L'échec du « plan quinquennal de l'athéisme » ne peut s'expliquer entièrement, ni même principalement, par l'opposition de la génération d'avant la révolution, car les quatre cinquièmes de la population actuelle de l'U. R. S. S. naquirent après cette révolution ou n'avaient pas atteint l'âge adulte en octobre 1917, de sorte qu'ils furent élevés dans les écoles du nouveau régime. En outre, le parti communiste dispose de moyens de propagande illimités, alors que les prêtres ne publient pas un seul journal ou livre.

Le « plan quinquennal de l'athéisme » échoua parce que la « misère réelle » du peuple n'avait pas diminué. La logique des réalités fut plus puissante que tous les oukazés du Kremlin et, devant ces faits, Staline accomplit une volte-face complète, cessant de persécuter la religion pour l'enrôler.

Dès 1935, le gouvernement comprit que sa politique d'annihilation n'obtenait aucun résultat, c'est alors que l'évolution commença. A Pâques 1935, les magasins d'État et coopératifs commencèrent à vendre des insignes religieux et, à Noël de la même année, on put voir des arbres de Noël même dans les clubs syndicaux. Le fait ne pouvait se produire sans un ordre spécial du gouvernement, ordre qui contredit le principe de la séparation de l'Église et de l'État, aussi bien que la politique de persécution de la religion.

La guerre accéléra considérablement le processus d'enrôlement de l'Église. Le 21 août 1941, Radio-Moscou appela « tous les habitants aimant Dieu dans les régions occupées » à se soulever pour la défense de la liberté de croyance. Elle accusa le régime nazi de menacer « l'existence même du christianisme, de renverser le Christ-Roi pour le remplacer par *Le Mythe du XX<sup>e</sup> Siècle* d'Alfred Rosenberg ». Le 18 novembre 1941, dans un banquet offert en l'honneur d'hôtes américains et britanniques, Staline dit : « Que Dieu aide le président Roosevelt dans sa tâche » Les journaux de la Ligue des athées militants, le *Bezbojnik* et l'*Antireligioznik* furent supprimés, à cause de la « pénurie de papier » (30 septembre et 6 octobre 1941), et leur imprimerie commença à publier de la littérature religieuse à la place. On trouve un exemple de la « démocratie » régnant en Russie, soit dit incidemment, dans le fait qu'aucun des trois millions de membres de la Ligue n'adressa aux journaux une lettre de protestation ou de mise en doute de la sagesse de cette décision qui supprimait leurs journaux. Qui sait ? C'étaient peut-être même les anciens rédacteurs du *Bezbojnik* et de l'*Antireligioznik* qui composaient les nouvelles publications religieuses ?

Le 8 octobre 1943, le gouvernement russe créa un conseil soviétique des Affaires orthodoxes qui, au 1<sup>er</sup> août 1945, avait ouvert dix séminaires. Son président, Karpov, fonctionnaire du parti qui n'avait eu jusque-là aucun rapport avec l'Église, déclara qu'il existait alors en Russie plus d'églises et de prêtres qu'avant la guerre. L'Église orthodoxe, dit-il, pouvait « imprimer ce que bon lui semblait » et son conseil lui avait donné « la permission explicite de commander toutes les Bibles, tous les livres de prières, tous les ouvrages liturgiques qu'elle voudrait, étant prêt à l'aider de tout son

pouvoir dans cette tâche » (R. P. Casey, *Religion in Russia*, New-York, 1946, p. 187).

Après cela il ne faut pas s'étonner si le calendrier de l'Église orthodoxe russe a inscrit, au nombre de ses saints, Lénine, qui écrivait au sujet de cette Église : « Ce passé, honteux et exécrable, où l'Église était sous la dépendance féodale de l'État et où les citoyens russes se trouvaient sous la dépendance féodale de l'Église établie. » Mais l'Église oublia, comme il convenait, ces paroles et récrivit son histoire. Karpov put ainsi déclarer : « L'Église orthodoxe russe, aux heures de grande épreuve que notre patrie connut si souvent dans le passé, ne rompit jamais son lien avec le peuple, vécut avec ses besoins, avec ses espoirs, avec ses désirs, et collabora à la lutte commune. »

L'expérience faite en Russie servit de modèle au Kremlin pour traiter la question religieuse dans les pays satellites.

Il existe deux confessions dans ceux-ci : le catholicisme romain et l'orthodoxie grecque. Pour la répartition de la population entre elles, nous disposons uniquement des chiffres fournis par les recensements d'avant la guerre. Ces chiffres sont devenus caducs à la suite des modifications de frontières, des migrations de populations, de la destruction d'un nombre considérable de gens au cours des hostilités, en particulier de la quasi-totalité des Juifs de ces régions (sur 5 millions, il n'en reste plus que 700 000). Il nous faut cependant les utiliser, mais, en prenant certaines précautions, nous pouvons limiter la marge d'erreur.

Il existe des grandes communautés catholiques dans tous les pays satellites, sauf en Bulgarie. Elles englobent plus de 90 % de la population en Pologne, 73 % en Tchécoslovaquie, 64 % en Hongrie, 37 % en Yougoslavie, et 6 % en Roumanie. Dans trois de ces pays, on trouve un grand nombre d'orthodoxes : 86 % en Bulgarie, 70 % en Roumanie, 49 % en Yougoslavie. En Hongrie et en Tchécoslovaquie vivent d'importantes minorités protestantes (26 % et 8 % respectivement). En Bulgarie, les musulmans constituent 13 % de la population, 11 % en Yougoslavie.

## Attitude des communistes envers l'Église orthodoxe

Dès le début, les partis et les gouvernements communistes prirent des attitudes complètement différentes envers l'Église orthodoxe grecque et envers l'Église catholique romaine. La première fut enrégimentée, mais également appuyée comme constituant un soutien loyal du gouvernement. L'Église orthodoxe de Russie envoya de nombreuses délégations à celles de Bulgarie, de Roumanie et de Yougoslavie.

En avril 1945, l'archevêque de Moscou, Gregory, qui visita la Bulgarie avec une de ces délégations, déclara (16 avril) :

*Le peuple bulgare se trouve sous la puissante protection de l'Union soviétique... Par la religion orthodoxe et par nos sentiments de Slaves, nous devons renforcer l'amitié et l'union entre nos deux pays » (East Europe, 24 avril 1945).*

Dimitrov prononça également des paroles sans équivoque, le 28 mai 1946 :

*Le Front patriotique et les communistes en particulier rendent hommage aux patriotes de notre Église nationale. Ils sont fiers d'une Église qui donne au peuple des serviteurs aussi fidèles et aussi honorables qu'Ivan Rilski... Nous avons le droit, aujourd'hui, de demander à notre Église de suivre sa tradition millénaire et d'être, en fait, républicaine... Qu'elle imite l'exemple donné par les chefs actuels de l'Église russe » (East Europe, 5 juin 1946).*

Quelques jours plus tôt, le comité central des syndicats bulgares avait ordonné à tous ses membres de participer activement à la célébration des apôtres slaves, Cyril et Méthode, le 24 mai, « pour démontrer l'union indissoluble de tous les peuples slaves dans leur lutte contre la réaction et pour le renforcement de la démocratie ».

Aussi ne faut-il pas s'étonner si l'Église orthodoxe bulgare invita tous ses membres à voter pour les candidats du Front patriotique dans les élections, ni qu'un syndicat spécial (syndicat des prêtres orthodoxes) fût formé, ni que le gouvernement du Front patriotique fit prêter, pendant une couple d'années, aux soldats bulgares, le serment suivant : « Je jure devant Dieu, ma conscience et mon peuple... »

L'Église roumaine prit une attitude semblable. Le 17 mars 1945, le patriarche Nicodim donna sa bénédiction au gouvernement Groza, nommé par le Kremlin. Dans une lettre pastorale, il pressa le clergé et les fidèles d'appuyer sans réserve le roi et le gouvernement : « Obéissez à vos supérieurs pour le bien de tous... Cessez vos querelles intestines » (*The New York Times*, 20 mars 1945).

Ce même patriarche se rendit en U. R. S. S. et, selon le premier ministre Groza, « revint, rayonnant de joie chrétienne, de ce qu'il avait vu en Russie » (discours du 10 novembre 1945, lors de la consécration d'une église à Brasov).

A partir de ce moment, l'Église orthodoxe roumaine prêta allégeance au patriarche de Moscou et appuya le gouvernement dans toutes les élections, dans toutes les campagnes de propagande.

En Yougoslavie, du fait qu'une grande partie du clergé orthodoxe soutint, pendant la guerre, le général Nedić, Quisling serbe, Tito dut châtier sévèrement un certain nombre de prêtres. L'évêque de Bosnie, Nastić, par exemple, fut condamné à onze années d'emprisonnement. Tito se montra encore plus dur envers le clergé catholique qui collabora avec les forces d'occupation allemandes et italiennes. L'archevêque Stepinac — qui travailla ouvertement avec Pavelić, bénit les soldats de celui-ci, massacreurs de 800 000 Serbes, et reçut une haute décoration en récompense de ses services — se vit infliger seize années de prison. Un autre archevêque et deux évêques furent arrêtés. Les divisions religieuses étant, en Yougoslavie, à peu près identiques aux divisions nationalistes (les Croates et les Slovènes étant catholiques et les Serbes orthodoxes), Tito ne pouvait favoriser l'Église orthodoxe sans mettre en danger l'union à peine rétablie entre les diverses nationalités. Son gouvernement fut le seul de l'Europe orientale à promulguer une loi sur l'enseignement abolissant toutes les écoles religieuses et à exécuter une réforme agraire confisquant presque toutes les terres des ecclésiastiques.

L'Église orthodoxe de Tchécoslovaquie, bien qu'incomparablement plus faible qu'en Bulgarie, en Roumanie ou en Yougoslavie, ne témoigne pas d'un enthousiasme moins délirant pour le gouvernement communiste. C'est ainsi qu'à l'occasion du Jour de l'An 1946, elle donna sa bénédiction à l'établissement du socialisme, de la solidarité slave, et à « l'expulsion totale et sans réserve des Allemands ». Formule stalinienne au premier chef ! Le 3 mars 1948, après le coup d'État, l'Église orthodoxe tchèque lança une proclamation saluant la formation du nouveau gouvernement comme impliquant « le retour de la nation tchèque à l'idéal slave et le renforcement de la démocratie de notre peuple, ce qui est une garantie d'un avenir heureux pour l'État et pour l'Église ».

Cette politique de soutien mutuel entre l'Église orthodoxe et l'État, en Bulgarie ou en Roumanie, ne signifie pas qu'ils se trouvent placés sur un pied d'égalité et de liberté, car l'État se subordonne l'Église. C'est pleinement démontré par les nouvelles lois sur la religion, réactionnaires et totalitaires, promulguées dans ces deux pays.

Vassil Kolarov, ministre des Affaires étrangères à l'époque, présenta la loi sur la religion au parlement bulgare le 17 février 1949. Il affirma comme un dogme que « l'Église orthodoxe bulgare constitue l'Église traditionnelle du peuple de Bulgarie et, étant inséparable de son histoire, une Église de démocratie populaire dans sa forme et dans son esprit » (art. 3). Ceci dénie aux fidèles des diverses confessions (ainsi qu'aux agnostiques et aux athées) l'égalité devant la loi. Viennent ensuite toute une série de réglementations dont le but est de transformer l'Église en organisme d'État. *L'Economist* du 28 mai 1949 les résume fort bien : « L'objectif de la loi est, en bref, de transmettre à l'État la direction de l'Église — par un « bureau directeur responsable devant l'État » — et d'assurer la soumission totale des pasteurs et des prêtres (art. 9) ; de donner à l'État le pouvoir de renvoyer tous les ministres « travaillant contre les règlements démocratiques » (art. 13) ; d'interdire tous les appels et les adresses de l'Église contraires aux lois (art. 16) ; d'empêcher que les autorités ou les dirigeants publics soient désignés dans les offices religieux autrement que sous la forme prescrite par le ministère de la Religion (art. 19) ; de transférer à l'État tous les hôpitaux, établissements de bienfaisance, jardins d'enfants et autres institutions charitables (art. 22) ; de supprimer tous les rapports avec les autorités laïques et religieuses se trouvant en dehors du pays, non autorisés par ce ministère (art. 24) ; de défendre à tout organisme religieux ayant son centre à l'extérieur du pays de maintenir des missions ou des Églises dans celui-ci (art. 25) ; d'infliger des châtiments pénaux à tous ceux qui utilisent les églises à des fins de propagande politique (soutenir le parti communiste n'est pas, naturellement, de la propagande politique) (art. 30) ; et de soumettre au ministre tous les statuts et les règlements de l'Église (art. 32). »

L'Église orthodoxe est entièrement dépendante, financièrement, de son bienfaiteur, l'État. En 1948, sur une dépense totale de 418 millions de leva, 370 millions furent couverts par des subsides publics.

La loi religieuse promulguée en Roumanie le 5 août 1948 est tout à fait analogue à la loi bulgare.

L'Église orthodoxe étant embrigadée comme Église nationale et comme un agent de l'État, celles dont l'allégeance ne s'adresse pas à Moscou, mais à l'Occident, deviennent inéluctablement des parias. L'asservissement et la persécution se manifestent côte à côte.

## **Attitude des communistes en face des Églises non orthodoxes**

L'exemple le plus frappant est incontestablement la persécution des pasteurs protestants par le gouvernement bulgare. Il n'est pas nécessaire d'entrer dans les détails de l'accusation portée contre ces pasteurs lors de leur procès, à Sofia, en février 1949, pour être convaincu que ce procès fut une simple action politique dans la campagne pour asservir la religion. Les églises protestantes de Bulgarie n'avaient pas le trouble passé de l'Église orthodoxe, qui soutint la monarchie dans son alliance avec l'Allemagne au cours des deux conflits mondiaux, bénit les militaires auteurs des coups d'État de 1923 et 1934 et massacreurs de dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans, s'associa aux dictateurs semi-fascistes et ainsi de suite. La communauté protestante est si peu nombreuse, elle possède si peu d'influence ne constituant guère plus de 0,2 % de la population (15 744 sur 7 022 000), qu'il est inconcevable qu'elle pût causer un bien grand tort au peuple. Le gouvernement bulgare n'en fit pas moins passer en jugement quatorze pasteurs qui furent sévèrement châtiés, alors qu'il ne touchait pas au clergé orthodoxe.

L'Église catholique occupe une position différente. Quand Pierre le Grand envisagea d'unir l'Église russe à Rome, une considération l'en empêcha. Ce fut, comme le dit un auteur, que « le pape était un patriarche qui se montrerait indocile envers le tsar et ne pourrait être déposé » (R. P. Casey, *op. cit.*, p. 13). Cette considération n'a pas moins d'importance aujourd'hui dans l'attitude de Staline envers le Vatican.

Le pays dans lequel le conflit entre Moscou et Rome éclata de la façon la plus dramatique fut, pour diverses raisons, la Hongrie. Le talon d'Achille de l'Église catholique, qui paraissait si puissante, c'était qu'elle représentait un grand propriétaire terrien ayant de nombreux liens avec l'aristocratie foncière. Elle s'en trouva sérieusement affaiblie à l'époque où les paysans étaient en révolte contre cet héritage médiéval. En de telles circonstances, l'emploi de sanctions religieuses pour la défense d'intérêts séculiers retombe inévitablement sur le clergé. L'Histoire nous en fournit de nombreux exemples depuis la Révolution française jusqu'à la guerre civile d'Espagne. Au cours de la première, dans la lutte contre le parasitisme féodal, la résistance de l'Église ne fut pas moins grande que celle de la noblesse. Lorsque les paysans se rallièrent autour de leurs prêtres contre la France révolutionnaire, comme en Vendée, ce ne fut pas parce que leurs sentiments religieux étaient outragés par les Républicains, mais à cause de leur attachement pour leurs maîtres féodaux. Là où ils combattirent contre les nobles, ils combattirent aussi ouvertement les prêtres. Cela ne signifie pas que les paysans ne fussent pas religieux. La croyance que Dieu protège l'homme et qu'il existe une autre vie après la mort plongeait des racines plus profondes que l'attachement aux prêtres et à l'Église, qui était une grande institution foncière du Moyen Âge. Cela explique pourquoi les paysans qui luttèrent si farouchement contre les prêtres entre 1789 et 1794 furent très heureux d'accepter la restauration de l'Église en 1795 et le concordat avec le Vatican en 1801. Lorsque le Kremlin décida de détruire les réduits de l'Église catholique en Europe orientale, le bon sens, sinon une étude de la Révolution française, lui montra que le clergé serait beaucoup moins puissant là où il pouvait être complètement assimilé à la grande propriété foncière. C'était tout spécialement le cas en Hongrie. Quand le cardinal Mindszenty, chef de l'Église catholique hongroise, fit prêcher contre la réforme agraire et que les paysans n'en continuèrent pas moins, sans hésitation, à prendre les terres qu'ils cultivaient depuis des siècles sans en conserver tous les produits, il devint évident que l'Église catholique avait perdu non seulement cette bataille, mais toute la guerre. L'opposition du cardinal à l'abolition des titres nobiliaires, son obstination à se faire appeler « prince » allaient à rencontre des sentiments des paysans pauvres et malheureux. Il ne put améliorer sa cause en faisant appel à la « démocratie » contre la « tyrannie communiste », etc., ces paroles sonnèrent mal dans la bouche d'un homme qui, pendant plus de vingt ans, avait soutenu la Terreur blanche et la dictature de Horthy, qui avait prêché l'extermination des communistes et des socialistes, avait fulminé, en tant que nationaliste magyar, contre les Slovaques, les Roumains et les autres nationalités danubiennes ayant acquis des territoires hongrois après 1918, et salué d'applaudissements l'extermination de millions de Juifs par les nazis. Lorsque le Parlement hongrois vota, en juin 1948, une loi nationalisant toutes les écoles patronnées par l'Église, le cardinal Mindszenty, en excommuniant tous les députés catholiques qui avaient approuvé cette loi, ne se tenait assurément pas sur un terrain démocratique. Les régimes d'enseignement en Grande-Bretagne et aux États-Unis vont beaucoup plus loin dans la sécularisation que cette loi qui maintient l'instruction religieuse obligatoire dans les écoles, sous la direction de moines et de nonnes. En Pologne et en Tchécoslovaquie, où l'Église ne possédait pas énormément de terres et ne s'allia pas à l'opposition des féodaux contre la réforme agraire<sup>1</sup>, les partis communistes se montrèrent beaucoup plus prudents.

En Pologne, où l'Église catholique est de beaucoup la plus puissante, les dirigeants communistes furent contraints de trouver un *modus vivendi*. Ils composèrent avec elle, selon leur opportunisme habituel, d'une façon qui horrifierait les libéraux bourgeois, particulièrement les radicaux français, pour ne pas parler des athées.

*Polish Facts and Figures*, édité par l'ambassade polonaise à Londres, écrivait (11 décembre 1948) :

*Contrairement à beaucoup de pays, où la réforme agraire commença par le partage des terres de l'Église, la Pologne ne toucha pas aux vastes domaines ecclésiastiques dont la surface s'élevait à 336 400 hectares. Non content de cela, le gouvernement restitua encore à l'Église les terres et les biens qui lui avaient été enlevés par les Allemands.*

*L'instruction religieuse, donnée par des prêtres, est assurée dans toutes les écoles comme partie intégrante du programme d'enseignement (instruction gouvernementale de décembre 1926). Seuls peuvent en être exemptés les enfants dont les parents ou les tuteurs fournissent une déclaration écrite spécifiant qu'ils ne veulent pas la leur faire donner.*

*Le programme et les livres d'enseignement religieux sont préparés par des organes ecclésiastiques et soumis au ministère de l'Instruction publique. Les livres pour toutes les classes de l'enseignement primaire furent rédigés par une commission spéciale rattachée à la curie métropolitaine de Cracovie.*

1 Cela ne signifie pas que tous les dirigeants de l'Église catholique fussent progressistes, particulièrement en Pologne. Il suffira de rappeler l'un d'entre eux, le cardinal-primat Hlond. Il trouva le temps, après le pogrome de Kielce, en date du 4 juillet 1946, où 41 Juifs furent tués, d'accuser les Juifs de soutenir le gouvernement du moment et de laisser entendre que les absurdes légendes médiévales sur le meurtre rituel d'enfants chrétiens — qui jouèrent un certain rôle dans le pogrome — n'étaient pas totalement dénuées de fondement. Ce ne fut qu'un incident dans la carrière de ce prêtre politicien, partisan enthousiaste du régime des « colonels ».

*Les enfants qui suivent les cours religieux participent aux pratiques suivantes : a) le dimanche, les jours de fête, au début et à la fin de l'année scolaire, ils assistent à des services religieux ; b) ils suivent les « retraites » ; c) une prière est récitée au début et à la fin de chaque journée de classe.*

*Un réseau de séminaires catholiques préparant à la prêtrise et aux missions s'étend sur toute la Pologne.*

Un autre numéro de *Polish Facts and Figures*, en date du 6 août 1949, donne les renseignements suivants :

*Le clergé catholique jouit de nombreux privilèges personnels qui ont été abolis ou restreints depuis longtemps dans les autres pays...*

*Les séminaires comptent près de 18 000 élèves. Trois cents maisons d'enfants avec 15 000 pupilles, 600 jardins d'enfants avec 22 000 enfants, 40 établissements d'enseignement secondaire avec 9 000 élèves, sont placés sous une direction ecclésiastique. Le réseau scolaire catholique est couronné par l'Université de Lublin.*

*La Pologne reste l'un des rares pays où l'on donne une instruction religieuse à l'école. Les 6 300 prêtres qui en sont chargés sont payés par l'État.*

*La vie monastique s'est développée depuis la naissance de la Pologne populaire. S'il existait 1 742 monastères ou couvents en 1939, il y en a maintenant 2 010. Le nombre des religieuses est passé de 17 000 à près de 19 000. En dépit de la pénurie des logements, elles ont le privilège de vivre dans de grandes maisons confortables.*

*La Pologne tient le premier rang en Europe pour le nombre des périodiques catholiques. Leur tirage atteint 6 387 000 exemplaires.*

*Il est publié soixante-deux journaux catholiques, alors qu'il n'y en a que vingt en France.*

On trouve des aumôniers officiels dans toutes les unités de l'armée et de la police.

Pour bien montrer la dévotion des communistes envers le catholicisme, le général Karol Svierczewski, ancien chef de la Brigade internationale en Espagne et vieux militant communiste, fut enterré, le 1<sup>er</sup> avril 1947, selon les rites de l'Église romaine, et le clergé catholique chanta le *De profundis* sur son cercueil ! (*Glos Ludu*, 2 avril 1947).

Le gouvernement tchécoslovaque a promulgué une loi d'après laquelle tous les ministres du culte deviennent des fonctionnaires salariés par l'État. Les autorités ecclésiastiques, avec l'archevêque Beran à la tête, ne purent empêcher la presque totalité des prêtres d'accepter cette disposition, car l'absence de domaines fonciers et le manque de toutes autres ressources les rendaient financièrement dépendant de l'État. (Le même fait, à savoir que la pauvreté du clergé le met sous la dépendance du pouvoir politique, conduisit Catherine II, qui n'était certainement pas athée, à confisquer la plupart des terres de l'Église orthodoxe russe.) Les communistes, pour faciliter le passage de la subordination au pape romain à la subordination au gouvernement de Prague, se donnent l'apparence de bons catholiques. C'est ainsi, par exemple, que Gottwald, immédiatement après avoir été élu président, assista avec sa femme à un *Te Deum* spécial, célébré dans la cathédrale de Saint-Vitus par l'archevêque Beran lui-même. Jamais le président Masaryk ni le président Bénès n'avaient fait chose semblable (*Times*, 15 juin 1948).

En Roumanie, c'est à une autre méthode qu'à eu recours le gouvernement pour se subordonner l'Église catholique. Celle-ci comprend deux confessions, les catholiques romains, au nombre de 1 200 000, et les Grecs uniates, qui sont environ 1 426 000. Les uniates sont des chrétiens du rite byzantin — à peu près identique au rite orthodoxe — mais qui reconnaissent l'autorité du pape. Leur Église fut fondée en Pologne, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et introduite en Transylvanie une centaine d'années plus tard. Elle constitua un foyer de nationalisme pour les Ukrainiens et les Roumains et, par conséquent, une écharde piquée au flanc de l'empire tsariste. Entre 1870 et 1880, le tsar Alexandre II, sur l'avis du comte Dimitri Tolstoï, ultra-réactionnaire, supprima l'Église uniате dans les provinces occidentales de cet empire. En 1945, les Uniates de la Galicie orientale (enlevée à la Pologne par la Russie) furent contraints de se fondre dans l'Église orthodoxe. Il en fut de même pour ceux de Roumanie, trois ans après. Le gouvernement de Bucarest fit arrêter tous les évêques et beaucoup de prêtres uniates, en conséquence de quoi d'autres se réunirent et décidèrent de passer à l'orthodoxie. Les biens uniates furent également transférés aux orthodoxes et l'Église uniате cessa dès lors d'exister. L'Église romaine et catholique (comprenant seulement 6 % de la population) dut accepter la loi religieuse d'août 1948, d'après laquelle tous les ministres du culte devenaient des fonctionnaires de l'État. Les nominations aux rangs élevés de l'Église orthodoxe ne peuvent se faire qu'« après l'approbation du présidium de la Grande Assemblée nationale, donnée par décret sur la proposition du gouvernement et sur recommandation du ministre des Cultes ».

Le passage suivant d'une émission de la radio roumaine, en date du 14 décembre 1948, montre bien jusqu'à quel point la « liberté de conscience » se trouve limitée par le contrôle de la police : « La police de Bucarest informe ceux qu'intéressent le chant des cantiques à Noël et au Nouvel An que les enfants de moins de douze ans peuvent en chanter sans autorisation. Les chorales et les autres groupes qui chantent des cantiques doivent en demander l'autorisation au bureau administratif de la police de Bucarest. Ces demandes doivent indiquer, sous la responsabilité de la direction de chaque groupe, le nom, l'âge et la profession de chacun des membres, ainsi que la partie chantée par lui dans la chorale. Tous les membres doivent posséder des cartes d'identité » (Cité par l'*Economist* du 25 décembre 1948).

## Conclusion

D'après ce qui précède, il est clair que l'embrigadement des Églises orthodoxes par les États satellites s'est effectué directement et très simplement et qu'il est déjà achevé ; par contre, celui de l'Église catholique a été plus difficile et a nécessité des travaux de sape plutôt qu'une attaque frontale ; il n'est pas encore terminé. Pour le mener à bon terme, il sera nécessaire, à ce qu'il semble, soit d'inclure le Vatican dans le grand empire russe, soit d'amener les catholiques d'Europe orientale à se soumettre à un nouveau pape (en renouvelant le schisme d'Avignon) ou à constituer des Églises nationales.

Deux raisons interdépendantes ont été données jusqu'ici pour expliquer cette politique d'embrigadement de la religion dans les pays satellites : 1° l'impossibilité de déraciner le sentiment religieux dans le peuple aussi longtemps que la « misère réelle » et l'oppression resteront aussi grandes ; le Kremlin l'a compris, sinon en lisant Marx, du moins par l'expérience faite avec le « plan quinquennal d'athéisme » ; 2° la nécessité, sous un régime totalitaire, de ne laisser échapper au contrôle de l'État aucun domaine de la vie sociale. Une troisième raison possible se présente d'elle-même.

La bourgeoisie française, dans son ensemble, jusqu'à la Révolution, professa une philosophie matérialiste, elle était de tendances athées. Il existait bien quelques déistes parmi elle, mais ils ne soutenaient pas l'Église. Elle évolua après le triomphe révolutionnaire. L'Église perdit tous ses biens féodaux, et les prêtres, convaincus que l'ancien régime avait disparu à tout jamais, furent disposés à s'accommoder des nouveaux maîtres politiques de la France. Simultanément, la bourgeoisie commença à redouter ses alliés de la veille, les sans-culotte, plus encore que ses ennemis, les nobles, et se mit à considérer la philosophie matérialiste comme un danger et la religion comme un bouclier. Elle passa donc très rapidement du matérialisme au déisme (1793 à 1795), puis adopta l'Église catholique (concordat de 1801). Napoléon Bonaparte, représentant par excellence des désirs des nouveaux riches, expliqua très succinctement ce nouvel amour pour la religion : « Quant à moi, je ne vois pas dans la religion le mystère de l'incarnation, mais le mystère de l'ordre social ; elle rattache au ciel une idée d'égalité qui empêche que le riche ne soit massacré par le pauvre. »

Il est possible que cette considération rende compte également, jusqu'à un certain point, de l'attitude adoptée envers la religion par la « nouvelle aristocratie », de l'empire stalinien.

## Chapitre X — Les « démocraties populaires » sont des dictatures sur le peuple

Toutes les « démocraties populaires » possèdent de très belles constitutions. L'article 2 de la « Constitution du peuple de la République de Bulgarie » (approuvée par la Grande Assemblée nationale le 4 décembre 1947) déclare :

*Dans la République populaire de Bulgarie, tous les pouvoirs émanent du peuple et lui appartiennent.*

*Ces pouvoirs sont exercés par des organes représentatifs librement élus et par des plébiscites.*

*Tous les organes représentatifs de l'État sont élus par les citoyens au scrutin universel, direct et secret.*

On lit à l'article 88 :

*Les libertés de la presse, de parole, d'association, de réunion et de manifestation sont garanties aux citoyens de la République populaire.*

Toutes les constitutions des « démocraties populaires » contiennent des dispositions semblables<sup>1</sup>.

Mais comment ces belles institutions fonctionnent-elles dans la pratique ? Quelle interprétation donne-t-on aux expressions « élections libres », « libertés de la presse, de parole, d'association, de réunion et de manifestation » ?

### « Élections libres »

Officiellement, tous les gouvernements d'Europe orientale sont responsables devant des parlements constitués par des représentants du peuple élus démocratiquement. A chaque élection, il est déclaré que l'immense majorité du corps électoral a voté et que les représentants ont été élus également à une écrasante majorité. Lors des élections générales roumaines du 28 mars 1948, 91 % du corps électoral y participa, et les candidats appuyés par le gouvernement obtinrent 90,8 % des suffrages. Aux élections générales tchécoslovaques du 30 mai 1948, les chiffres furent respectivement 90 % et 89,2 % ; aux élections hongroises du 15 mai 1949, 94,6 % et 95,6 % ; en Bulgarie (18 décembre 1949), 98,89 % et 97,66 % ; enfin, en Yougoslavie (26 mars 1950), 92,23 % et 94,2 %<sup>2</sup>.

Cependant, l'impression que les gouvernements sont ainsi puissamment soutenus est très affaiblie par le fait qu'au cours de toutes ces élections il n'y eut qu'une seule liste de candidats.

Les dirigeants communistes ont essayé de masquer leur intention d'établir un tel système d'élections, qui est une négation manifeste de la procédure démocratique. Le maréchal Tito, qui fut le premier à employer ce système, déclara, par exemple, à un correspondant du *Times*, le 13 novembre 1945 : « J'aimerais voir notre opposition entrer dans une vie politique active. Je m'attends de façon certaine à ce que cette opposition se cristallise parmi les nombreux partis qui constituent le Front national au Parlement, car nous aurons à régler bien des questions prêtant à controverse. » Tito insista alors sur le droit de présenter plusieurs listes de candidats. Les dirigeants communistes du dernier pays à adopter ce système — la Tchécoslovaquie — démentirent aussi avec véhémence leurs intentions. C'est ainsi que le *Daily Worker* du 24 mars 1948 — deux mois avant les élections à liste unique — écrivit : « Il a été confirmé hier que les communistes iront aux urnes en tant que parti indépendant. Il y aura des listes de candidats présentées par les quatre partis tchèques et les trois partis slovaques. »

Mais comme la seule existence d'une liste unique ne pouvait garantir de manière suffisante la victoire électorale désirée, d'autres précautions furent prises. Le vote à bulletin secret fut aboli dans certains pays. En Tchécoslovaquie, par exemple, où ce mode de scrutin fonctionnait auparavant, il fut annoncé, avant les élections de mai 1948, qu'aucun électeur ne serait obligé d'observer le secret en déposant son bulletin. Nosek, ministre communiste de l'Intérieur, déclara quelques jours avant le scrutin : « Il n'y a aucune raison de s'opposer à ce qu'un électeur renonce volontairement au secret et vote ouvertement. » Le parti communiste fit chorus en proclamant que seuls les réactionnaires observeraient le secret parce qu'ils avaient honte de leur vote. Dans les bureaux électoraux, chaque votant dut exhiber ses papiers d'identité et déclarer s'il voulait déposer son bulletin dans les urnes publiques ou bien dans des urnes spéciales réservées

1 Pour une analyse comparative de ces constitutions, voir Samuel L. Sharp : *New Constitutions in the Soviet Sphere*, Washington, 1948, et A. Gyorgy : *Governments of Danubian Europe*, New-York, 1949.

2 Autant que nous le sachions, aucun candidat aux élections des « démocraties populaires » n'a obtenu jusqu'ici plus de 100 % des voix. Staline est le seul qui puisse revendiquer un pareil « miracle ». Lors des élections aux soviets locaux, qui eurent lieu le 21 décembre 1947, le corps électoral qui « élut » Staline au soviet de Moscou comptait 1 617 électeurs, mais Staline recueillit 2 122 voix. La *Pravda*, explique ainsi le lendemain, ce phénomène extraordinaire : « Les bulletins supplémentaires furent mis dans les urnes par des citoyens des circonscriptions voisines, anxieux de saisir cette occasion pour témoigner leur gratitude à leur chef. »



aux bulletins secrets. S'il était assez hardi pour choisir cette deuxième solution, il n'était pas au bout de ses peines. On lui remettait deux, bulletins, l'un au nom de la liste officielle, imprimé des deux côtés, l'autre en blanc, et, après avoir déposé celui qu'il voulait dans l'urne secrète, il devait jeter l'autre dans une corbeille à papiers plus ou moins placée sous la vue directe du bureau électoral.

Si l'électeur désirait exprimer sa désapprobation à l'égard du gouvernement non pas en votant contre lui — procédure bien trop dangereuse, — mais simplement en s'abstenant, il ne pouvait le faire qu'en acceptant la pénalité fixée par la loi pour les abstentionnistes : un mois de prison et une amende de 10 000 couronnes (50 000 francs).

Même si l'électeur avait l'audace de voter contre le gouvernement, quelle assurance pouvait-il avoir que son bulletin serait bien décompté, les scrutateurs étant uniquement des partisans de la liste officielle ? Quand il existe une liste unique, que le vote est ouvert et le compte des bulletins secret, au lieu que ce soit l'inverse, il est impossible que cette liste soit battue. En fait, au cours des élections générales qui ont lieu depuis 1948 dans les « démocraties populaires », il n'existe *pas un seul cas* de candidat officiel non élu.

Le fait suivant apporte un témoignage indirect de ce que ces élections ont d'artificiel. Toutes les constitutions des « démocraties populaires » proclament le droit pour un petit groupe d'électeurs de présenter une liste de candidats, ou même un seul candidat, s'ils le désirent. En Bulgarie, ce droit est reconnu à tout groupe de dix citoyens ; en Yougoslavie, à tout groupe de cent, et ainsi de suite. Mais, en dépit de l'existence de cette admirable loi électorale et des affirmations que des milliers d'électeurs votèrent contre le gouvernement (aux élections bulgares de décembre 1949, il y eut 109 983 bulletins blancs ou nuls et, aux élections yougoslaves de mars 1950, 613 125 votes hostiles au gouvernement), on ne signale pas un seul exemple de candidat présenté par un groupe de dix ou de cent citoyens contre le candidat officiel.

## **Libertés de la presse, de parole, d'association, de réunion et de manifestation**

De même que les « élections libres », ces droits n'existent que sur le papier. C'est prouvé par l'examen des journaux publiés dans les diverses « démocraties populaires », par les discours prononcés, etc. L'étendue de ces « libertés » devient évidente chaque fois qu'il survient un changement brutal dans la politique. Par exemple, jusqu'à l'arrestation de Rajk, tous les journaux hongrois rivalisaient pour chanter ses louanges ; aux réunions, son nom était placé sur le même rang que celui de Rákosi ; aux manifestations — à la dernière, celle du 1<sup>er</sup> mai 1949, — son portrait occupait une place prééminente et, selon la presse, les acclamations qu'il recueillit de la foule ne le cédèrent par l'importance qu'à celles saluant le portrait de Rákosi. Mais lorsqu'il fut annoncé, le 15 juin 1949, que Rajk avait été arrêté comme « fasciste titiste », tous les journaux, sans exception, l'attaquèrent de la manière la plus abominable. En moins d'une semaine, ils se remplirent de télégrammes envoyés par des réunions, tenues dans tout le pays, réclamant « un châtement impitoyable » ; les ouvriers demandèrent « une corde pour les traîtres comme Rajk » avant même que la date de son procès eût été annoncée. Aucun des milliers d'électeurs qui avaient voté pour lui, un mois auparavant, quand il était en tête de la liste des candidats aux élections parlementaires, ne fit usage de la « liberté de la presse et de parole » (art. 55 de la Constitution) pour proposer d'attendre le procès avant de porter un jugement sur lui, et encore moins pour le défendre. Qui plus est, les gens savaient exactement, plusieurs mois avant ce procès, la peine qui serait prononcée. Ils réclamaient la corde avec insistance et Rajk fut effectivement pendu. Les démonstrations de masse qui eurent lieu avant le passage du cardinal Mindszenty devant le tribunal n'exigèrent jamais la peine de mort, mais une punition sévère : Mindszenty fut condamné à une longue peine d'emprisonnement. La liberté de la presse, de parole, d'association, de réunion et de manifestation, c'est la « liberté » de dire exactement ce que le gouvernement désire qu'on dise.

Pour renforcer la « liberté » de la presse, un décret a interdit la vente des livres datant d'avant l'avènement de la « démocratie populaire ». Le gouvernement tchécoslovaque a défendu, le 10 janvier 1950, la vente de tous ceux qui avaient été publiés en Tchécoslovaquie avant le 5 mai 1945, à l'exception de certains livres de classe et de certaines publications scientifiques ; il ordonna aux libraires d'en débarrasser leurs rayons dans un délai de six jours, de les renvoyer au ministère de l'Enseignement et de les conserver jusque-là dans un endroit « inaccessible au public ». Antérieurement (le 22 novembre 1949), ces mêmes libraires avaient reçu l'ordre de dresser une liste de tous les livres d'occasion qu'ils avaient en stock et de ne pas les vendre sans une autorisation du ministère de l'Enseignement.

La correspondance privée n'échappe pas elle-même aux investigations gouvernementales. Le gouvernement tchécoslovaque décréta qu'à partir du 1<sup>er</sup> février 1950 toutes les personnes adressant des lettres à l'étranger devraient les déposer personnellement au bureau de poste, présenter une carte d'identité en les remettant et écrire leur nom et leur adresse sur l'enveloppe.

*The World Today*, organe mensuel du Royal Institute of International Affairs, a bien dépeint la « liberté de manifestation » en Yougoslavie (novembre 1946) :

*A la veille du jour fixé pour la manifestation, des instructions sont données aux ouvriers, aux fonctionnaires, aux syndicats, aux organisations antifascistes, de se préparer à l'action. Ils reçoivent l'ordre de se rendre à un point de rassemblement fixé à un moment déterminé. Des listes des slogans à*

*présenter leur sont remises et des personnes de confiance désignées pour conduire les colonnes... L'itinéraire et l'horaire du cortège sont soigneusement réglés, les enfants des écoles sont enrôlés pour peindre les bannières avec les mots convenables et pour couvrir les portraits géants de Staline et de Tito avec des fleurs et des guirlandes de feuillages.*

## La démocratie est la seule voie conduisant au socialisme.

Les dirigeants des partis communistes déclarent que les «démocraties populaires» constituent une étape sur la route conduisant au socialisme. Pour voir si cette allégation est exacte ou non, il est nécessaire de bien établir le rapport entre la suprématie économique de la classe ouvrière, son régime politique et la démocratie.

Dans l'Histoire, la lutte des classes atteint son apogée dans une bataille pour le pouvoir politique, considéré comme l'arme décisive pour défendre les intérêts économiques des classes dirigeantes. Tel fut le cas dans les révolutions bourgeoises de Hollande, d'Angleterre et de France, dans la guerre d'Indépendance des États-Unis. La bourgeoisie, qui renversa jadis la noblesse, se trouve aujourd'hui en face de la classe ouvrière, dont le but est également de s'emparer du pouvoir politique. Il n'existe pas de différence, à cet égard, entre le caractère de la lutte ancienne de la bourgeoisie et celui de la lutte actuelle du prolétariat. Mais il y en a une, capitale, dans le rapport entre l'influence politique et la part des richesses sociales possédées par chaque classe dans chacun de ces mouvements. La bourgeoisie possédait une grande partie des moyens de production avant sa révolution. Les capitalistes français avaient en main, par exemple, des usines, des manufactures, des terres, des navires, des boutiques, avant la Révolution de 1789. A l'intérieur de l'économie et de la société féodales, il exista pendant des siècles un développement étranger — l'économie capitaliste — et, plus sa richesse était grande, plus ceux qui en étaient les maîtres avaient d'assurance en eux-mêmes. Pour eux la révolution, c'était l'adaptation du pouvoir politique aux besoins de la classe déjà dominante. Par contre, il ne naît pas de cellules autonomes de socialisme à l'intérieur de l'économie capitaliste, et la classe ouvrière demeure sans biens tant qu'elle n'a pas conquis le pouvoir politique et transféré la richesse de la bourgeoisie à la société. Alors que la bourgeoisie put être la classe dirigeante économiquement, mais non politiquement, il ne peut en être de même pour la classe ouvrière. Sa suprématie et sa liberté économiques dépendent de sa suprématie politique.

Il en découle un corollaire très important. Le capitaliste peut conserver sa propriété même sous un régime politique hostile, tel que le règne de la noblesse, bien que, par suite de l'élévation des impôts, du despotisme royal et féodal, il ne puisse en retirer tout le bénéfice possible. Il a pu la conserver sous des gouvernements très différents, sous Louis XVI, sous Robespierre, sous Napoléon, sous la République, sous des gouvernements libéraux ou conservateurs, fascistes ou travaillistes. C'est possible parce que ces changements de gouvernement n'affectent pas le lien entre le capitaliste et sa richesse : la propriété privée. Aussi longtemps que le gouvernement ne l'exproprie pas économiquement, même s'il le fait politiquement — sous le fascisme, par exemple, où le capitaliste est frappé de coups très durs par le dictateur au profit de sa garde prétorienne —, le capitaliste continue d'être le détenteur de la richesse. Contrairement aux capitalistes, aux seigneurs féodaux, aux propriétaires d'esclaves, les ouvriers ne peuvent devenir les maîtres des moyens de production en tant qu'individus, mais seulement collectivement. Il est vrai qu'un certain nombre d'ouvriers parviennent, dans la société capitaliste, à s'élever dans l'échelle sociale et à posséder individuellement une certaine richesse. Mais c'est l'exception qui confirme la règle : les ouvriers qui « réussissent » ainsi sortent, par le fait même, de leur classe. Les ouvriers, en tant qu'entité collective, ne peuvent établir leur suprématie économique qu'après avoir conquis le pouvoir politique, et cette suprématie peut seulement prendre la forme de la propriété collective de la richesse sociale : les ouvriers disposent de l'Etat, l'Etat dispose des richesses, donc les ouvriers disposent des richesses.

La propriété collective implique que la volonté de la société est déterminante dans la politique générale de production et de distribution. Mais qu'est-ce que la volonté collective ? Certains voient dans la « volonté de la nation » ou dans la « volonté de classe » quelque chose de différent et d'indépendant des désirs des individus constituant la nation ou la classe. Mais cette conception est indéfendable à partir du moment où l'on considère qu'il n'existe pas de volonté ni de pensée sans un cerveau pour l'élaborer.

En personnifiant la collectivité, on accepte la « voix de la nation » ou de « la classe ouvrière », quelle que soit l'interprétation qu'on donne à ces mots, mais on rejette les voix des membres effectifs de la nation ou de la classe et, par conséquent, on nie la volonté de la collectivité. Celle-ci ne peut exprimer sa volonté qu'en agrégeant les volontés des individus qui la composent. Il en résulte que la forme de domination de la classe ouvrière peut seulement être démocratique.

L'idéal de la suprématie politique comme *condition préjudicielle* de la suprématie économique de la classe ouvrière et de la démocratie comme forme nécessaire de cette suprématie a été nettement exprimé dans le [Manifeste communiste](#) :

*La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.*

*Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante.*

Plus de quarante années plus tard, Engels [écrivait](#) : « Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la république démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française. » Une autre grande socialiste, Rosa Luxemburg, parlant de la Révolution russe, disait : « la démocratie socialiste ne commence pas seulement en terre promise, quand aura été créée l'infrastructure de l'économie socialiste, à titre de cadeau de Noël pour le bon peuple qui aura entre-temps fidèlement soutenu la poignée de dictateurs socialistes. La démocratie socialiste commence avec l'avec le début de la construction du socialisme. »

De même que la propriété par un groupe d'actionnaires d'une entreprise capitaliste s'accompagne du droit de voter au sujet de son administration et de décider la nomination ou le renvoi de ses directeurs, la propriété sociale de la richesse d'un pays doit s'exprimer par le pouvoir donné à la société de décider de son administration ainsi que de la nomination ou du renvoi de ses dirigeants. Les « démocraties populaires » sont basées sur des conceptions différentes. Une dictature policière et bureaucratique s'est établie au-dessus du peuple et demeure indépendante de la volonté de celui-ci, tout en prétendant gouverner au nom de ses intérêts.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage de Goethe, Faust décide de reprendre à la mer une bande de terrain pour y installer « plusieurs millions » de gens de « condition libre », afin d'avoir ainsi « un peuple libre sur un sol libre ». Mais, au cours des travaux d'aménagement, Faust lui-même se comporte avec les constructeurs comme s'ils étaient des esclaves à l'esprit épais :

*Pour accomplir ce grand ouvrage, un esprit suffit à mille bras.*

C'est sous le knout que les ouvriers doivent être menés pour réaliser les œuvres les plus grandioses. Méphistophélès, le contremaître, est encouragé par Faust :

*Autant qu'il sera possible, enrôle des ouvriers, des ouvriers en foule ; encourage par les récompenses et les châtiments ; paye, attire, presse. Chaque jour je veux qu'on m'informe de combien s'est allongé le fossé entrepris.*

Ainsi le but de Faust est la collectivité future du « peuple libre », mais les moyens de Méphistophélès sont le servage des travailleurs. La liaison entre les deux idées, c'est la croyance de Faust au despotisme éclairé :

*Un esprit suffit à mille bras.*

Est-ce que les moyens n'engloutiront pas le but ? Est-ce que le « sillon » ne deviendra pas une « tombe » ? Pourquoi le despote ne lèverait-il pas son knout aussi longtemps qu'il le pourra ? Pourquoi ne l'utiliserait-il pas pour perpétuer sa tyrannie sur les « mille bras » ? Et, la plus importante question pour le sort de l'humanité, pendant combien de temps les « mille bras » se soumettront-ils à cette tyrannie ?

## TROISIÈME PARTIE — LE SATELLITE REBELLE

## Chapitre premier — Les pays du Kominform attaquent la Yougoslavie

### Le Kominform prononce l'excommunication.

Le 28 juin 1948, une nouvelle, publiée en premier lieu par le *Rude Pravo*, quotidien de Prague, vint, comme un éclair dans un ciel serein, annoncer que le parti communiste yougoslave était exclu du Kominform.

La formule d'expulsion est à peu près aussi obscure que les fameuses prophéties de l'oracle de Delphes, et il est possible d'y lire presque tout ce que l'on veut ; elle est vraiment exceptionnelle par son brouillamini démagogique d'accusations se contredisant les unes les autres. Les dirigeants yougoslaves y sont flétris des noms de nationalistes, de trotskystes, de boukharinistes et de menchevistes. On leur reproche d'avoir laissé « se développer des éléments capitalistes dans leur pays » et aussi d'avoir « décrété trop hâtivement la nationalisation de l'industrie moyenne et du commerce ». On les accuse de « fausser la lutte de classe » dans les campagnes, en soutenant les paysans riches, les koulaks, et, en même temps, de se laisser emporter par des projets « aventureux » visant à supprimer les dernières traces de capitalisme dans ces mêmes campagnes. Ce sont les koulaks qui, d'après la formule, font de plus en plus la loi dans les villages, mais, simultanément, ils sabotent le plan de la collecte du blé et les autres entreprises gouvernementales. Bref, les dirigeants yougoslaves ne sont que des instruments entre les mains des koulaks, mais prennent des décrets « aventureux » contre eux, et sabotent ces décrets. Cette logique n'a probablement été approchée, en clarté, au cours de ces dernières années, que par les nazis, accusant les Juifs d'être à la fois des capitalistes et des marxistes.

Si l'on fait abstraction de toutes les banalités contenues dans la formule d'excommunication et dans la correspondance échangée entre le gouvernement soviétique et yougoslave<sup>1</sup>, tout le procès se ramène à trois accusations : premièrement, le gouvernement yougoslave a « poursuivi une politique inamicale envers l'Union soviétique » ; deuxièmement, la collectivisation de l'agriculture n'a pas été suffisamment poussée, et, troisièmement, le parti communiste de Yougoslavie n'a pas conservé son identité, il a été dissous et s'est fondu dans le Front populaire, qui n'est plus un parti, violant ainsi la conception marxiste du rôle prépondérant attribué au parti.

C'est la première accusation qui est la plus grave et elle est appuyée par de nombreux exemples. « La Sûreté yougoslave exerce un contrôle permanent sur les représentants soviétiques en Yougoslavie » (lettre du comité central du parti communiste de l'Union soviétique au comité central du parti communiste yougoslave, en date du 27 mars 1948). Milovan Djilas, l'un des quatre chefs du parti communiste yougoslave, est accusé d'avoir déclaré, au cours d'une réunion du comité central du parti, en 1945, que « les officiers soviétiques étaient, du point de vue moral, inférieurs à ceux de l'armée britannique » ; « cette allégation antisoviétique de Djilas n'a pas soulevé la réprobation immédiate des autres membres du comité » (Ibid). Les Yougoslaves « commencent à insulter nos conseillers militaires (soviétiques), à les traiter de fainéants et à jeter le discrédit sur l'armée soviétique », et le gouvernement a décidé de réclamer le rappel d'un certain nombre de ces conseillers (lettre du comité central russe au comité central yougoslave, en date du 4 mai 1948). Le gouvernement yougoslave a promulgué un décret interdisant aux organismes d'État de fournir des renseignements d'ordre économique aux représentants soviétiques sans sa permission (lettre du 27 mars 1948.)

Nous verrons plus loin quel rapport la deuxième et la troisième accusations ont avec la première, fondamentale, de témoigner de l'hostilité à la Russie ou, plus exactement, de refuser de se soumettre à elle.

La résolution du Kominform fut le premier coup de canon d'un tir de barrage extrêmement nourri, déclenché contre le gouvernement yougoslave.

### Les gens du Kominform ont la mémoire courte.

L'amnésie est un des plus grands bienfaits dont jouissent les dirigeants du Kominform. L'encre de la formule d'excommunication était à peine sèche que toutes les louanges, précédemment accumulées sur la tête de Tito, s'évanouissaient comme rosée au soleil. L'Église stalinienne ne connaît que des saints et des démons, Tito était soudainement devenu Lucifer en personne. Chaque membre du parti communiste se hâta consciencieusement d'oublier ce que ses chefs écrivaient encore à la veille de la rupture. Le rédacteur en chef du *Daily Worker*, par exemple, avait dit, le 13 septembre 1947 : « La Yougoslavie est la plus évoluée des démocraties européennes... c'est une démocratie véritable où le peuple est maître et construit une nouvelle vie. » Deux jours plus tard, il reprenait : « La Yougoslavie montre au monde entier le miracle qu'un peuple peut accomplir dès que le pouvoir est entre ses mains. » Rákosi déclara,

---

<sup>1</sup> Cette correspondance et la résolution du Kominform ont été données dans *The Soviet-Yugoslav Dispute* (Royal Institute of International Affairs, Londres, 1948).

le 10 septembre 1946 : « Au cours de ce grand conflit mondial, nous avons vu avec un enthousiasme immense que deux peuples justifiaient les espoirs de l'humanité : le peuple soviétique et le peuple yougoslave. » *Soviet News* publia, le 20 août 1947 : « Une transformation démocratique radicale s'est produite en Yougoslavie. » Les partis communistes ont instantanément oublié tous ces éloges et des milliers d'autres analogues.

Vittorio Vidalli, chef des communistes pro-Kominform du territoire libre de Trieste, fut l'un des premiers à donner la nouvelle version du passé de Tito. Dès le 15 septembre 1948, il exposa les péchés commis par les agents de Tito à Trieste, depuis plusieurs années : « Depuis longtemps déjà, tous les désaccords au sujet des directives du groupe Babič-Uršič (agents de Tito à Trieste) étaient qualifiés de « scandales », d'intrigues dues aux agents de l'« impérialisme anglo-saxon », de manifestations de « factionnalisme » et ainsi de suite. Sur l'ordre du Slovène Ranković, Boris Kreiger, chef de la police nationaliste à Ljubljana, d'honnêtes communistes qui n'étaient pas d'accord avec la politique de Tito furent brutalement persécutés.

*Dans la zone A et à Trieste, des tentatives de meurtre furent perpétrées, à cette époque, contre des fonctionnaires italiens et Slovènes.*

*Ici, les marionnettes de Tito ont essayé d'utiliser comme « propagandistes » des Slovènes, fonctionnaires de l'Etat yougoslave. Des élèves de la prétendue « école des cadres » furent employés à des besognes subversives. Cette école avait été créée secrètement par Babič et Uršič sous la direction de Sedmak et de Srečko avaient été expulsés du parti en tant que trotskystes, et qui avaient des rapports avec l'Intelligence Service britannique.*

Et cela se passait « depuis longtemps déjà » ! Pourquoi aucun membre du parti démocratique de Trieste n'avait-il révélé ces faits abominables avant le 28 juin 1948 ?

Le parti communiste albanais ne fut pas en retard pour flétrir le louche passé des dirigeants yougoslaves. Dans *Pour une paix durable, pour la démocratie du peuple !* du 15 août 1949, Bedri Spahiu, secrétaire du comité central du parti ouvrier albanais, parla de la politique suivie en Albanie pendant la guerre par « le tsar de troisième classe régnant à Belgrade » : « Dès le printemps de 1943, les buts du traître Tito, en ce qui concerne le peuple albanais, coïncidaient exactement avec ceux de Mussolini. » A la veille de la libération du pays de l'occupation italienne, Tito insista pour « placer de farouches fascistes dans les organisations directrices des campagnes ». Ultérieurement, « Koçi Xoxe (agent de Tito), alors secrétaire du comité central et ministre des Affaires intérieures », conduisit Nako Spiru à se suicider, par une « campagne d'injures et de menaces systématiques ». Nako Spiru, un des membres éminents du parti avait hardiment dévoilé « la politique colonialiste et impérialiste poursuivie par Tito en ce qui concernait l'Albanie ». « Beaucoup de communistes et de fonctionnaires des comités locaux furent jetés en prison ou fusillés sur la base des faux renseignements forgés sur les instructions de celui-ci (Xoxe). » Ce sont là de terribles accusations, mais, tout au long des années où ces crimes furent commis, pas un Albanais démocrate ne prononça un mot pouvant dénoncer leurs auteurs !

Jacques Duclos a trouvé une autre preuve que Tito fut, dans le passé, un agent réactionnaire du capitalisme occidental : le fait que ses partisans reçurent des armes, pendant les hostilités, des puissances anglo-saxonnes. Il écrit :

*Nous savons, par exemple, comment Churchill refusa de fournir des armes aux francs-tireurs et partisans français.*

*Mais nous savons aussi, d'autre part, que son attitude envers Tito fut complètement différente. Et, comme le vieux réactionnaire ne perdit pas de l'œil un seul instant les intérêts de la réaction, la question se pose : quelle garantie Tito fut-il à même de lui donner à cette époque ? Nous avons le droit de supposer que, durant la guerre, l'Intelligence Service eut des agents dans l'entourage le plus immédiat de Tito (Pour une paix durable, pour une démocratie du peuple ! 1<sup>er</sup> juillet 1949).*

La sottise de cet argument est vraiment stupéfiante ! Au cours de la guerre, la Russie reçut de l'Occident une quantité d'armes autrement considérable que la Yougoslavie. (En fait, l'Occident ne commença à aider sérieusement les partisans de Tito qu'au printemps de 1944.) Cela ne prouve-t-il pas que « l'Intelligence Service eut des agents dans l'entourage le plus immédiat de Staline » ?

N. Zachariades, secrétaire général du parti communiste de Grèce, rejette sur les agents de Tito la responsabilité de la défaite subie par les partisans grecs. Leurs machinations remonteraient jusqu'en 1943.

*Le parti communiste et le mouvement révolutionnaire grecs se sont trouvés pris entre deux feux depuis 1943 : d'un côté, les impérialistes et les monarcho-fascistes ; de l'autre, la clique de Tito. (...) Celui-ci travailla la main dans la main avec le général Zervas, le Quisling grec, et, entre autres méfaits, organisa l'assassinat d'un membre du bureau politique du parti communiste grec (Pour une paix durable, pour une démocratie du peuple ! 1<sup>er</sup> août 1949).*

Le procès Rajk apporta « preuve » sur « preuve » des anciens crimes de Tito. Il « démontra » qu'il fut un agent de l'impérialisme pendant la guerre, qu'il essaya d'entrer en compromis avec Hitler, mais qu'il en fut empêché par le peuple yougoslave, que, même lors de la guerre civile d'Espagne, ses partisans, membres de la brigade internationale, étaient des agents de Franco, de Mussolini et de Hitler. Immédiatement après le procès, Pero Popivoda, homme du Kominform, « rappela » un certain nombre d'autres faits significatifs. Au cours des hostilités, sur les ordres de Djilas et de Pijade, plusieurs unités de partisans, au Monténégro, furent divisées en petits groupes, le but cherché et qui arriva inévitablement étant de les faire tomber aux mains des Allemands. Si Tito échappa à l'encerclement à Sutesca — fait qui avait été jusque-là acclamé par les communistes comme un acte d'héroïsme et au sujet duquel la presse russe avait écrit que Tito avait été sauvé par un avion soviétique, — ce fut en conséquence d'un accord avec les Allemands ; preuve : « Plus de 10 000 partisans y furent tués, mais Tito échappa. » Il ne cessa d'avoir des relations avec la Gestapo et avec l'Ovra italienne ; preuve : les trois états-majors de l'armée des Partisans furent successivement anéantis (*Rumanian News*, 9 octobre 1949). A ce qu'il semble, si Tito commanda l'armée de Libération nationale, fixant plus de divisions allemandes et italiennes que les Alliés en Afrique du Nord (selon Radio-Moscou, à cette époque), s'il tua 477 000 soldats ennemis et en fit prisonniers 559 434, ce fut uniquement pour servir les intérêts... de Hitler et de Mussolini !

## Mesures prises contre Tito

Moscou ne se borna pas à des attaques verbales. Il procéda également à un boycottage économique. La Yougoslavie, avant la rupture, était largement dépendante du bloc soviétique pour ses importations et pour la vente de ses produits. En 1947, la Russie et les « démocraties populaires » fournirent 51,8 % des importations yougoslaves et absorbèrent 49,1 % de ses exportations. En 1948, les chiffres furent respectivement 43,3 % et 49,6 %. La cessation de ces relations économiques pouvait causer une catastrophe. La Russie s'en rendait bien compte et, après de longues et difficiles négociations, elle conclut avec la Yougoslavie, pour 1949, un accord commercial ramenant l'échange des produits au huitième de leur valeur de 1948. Les satellites emboîtèrent le pas et allèrent même plus loin. Le gouvernement polonais dénonça son accord commercial avec la Yougoslavie le 7 juin 1949 et annonça son intention de cesser toutes ses livraisons ; la Tchécoslovaquie arrêta les siennes complètement à partir du 12 juin 1949, et la Hongrie dénonça également son accord commercial le 18 juin. Le trafic entre la Yougoslavie et le bloc soviétique diminua abruptement pendant les trois premiers trimestres de 1949. Au cours du premier, la Yougoslavie tira 26,1 % de ses importations de ce bloc, 14,8 % pendant le second et seulement 3,2 % pendant le troisième. Le bloc soviétique prit 23,8 % de ses exportations pendant le premier, 22,2 % pendant le second et 7,7 % pendant le troisième (chiffres cités par Tito dans un discours prononcé devant l'Assemblée fédérale, le 27 avril 1950).

Cette politique répond exactement à la définition du « blocus économique » donnée par l'Encyclopédie politique soviétique : « Le blocus en temps de paix est le moyen de pression préféré qu'utilisent les pays impérialistes contre les pays les plus faibles. »

La Yougoslavie fut contrainte de développer son commerce avec l'Occident<sup>2</sup>. Le boycottage ne lui imposa pas moins de graves pertes. Ses exportations s'élevèrent, en 1948, à 14,3 milliards de dinars et, en 1949, aux mêmes prix, à 11 milliards seulement (discours de Tito du 27 avril 1950), tombant encore plus bas en 1950. (Il est cependant difficile de dire quelle fut la part de la grande sécheresse de 1950.)

La Yougoslavie est également menacée d'actions militaires. Des troupes russes, hongroises, roumaines, bulgares et albanaises sont massées à ses frontières, elles exécutent de vastes manœuvres et, plus fréquemment encore, déterminent des « incidents de frontière ». De juillet 1948 à décembre 1949, il y a eu 1 397 incidents de cette sorte avec la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie (discours de Tito à l'Assemblée fédérale, le 28 décembre 1950).

En outre, toutes les capitales du bloc soviétique font des émissions radiophoniques dans la langue des diverses nationalités de Yougoslavie. Jour et nuit, elles invitent le peuple à « faire de la Yougoslavie une deuxième Corée », à

### 2 Commerce extérieur de la Yougoslavie (millions de dollars)

	Exportations			Importations		
	1948	1949	1950	1948	1949	1950
Etats-Unis	50	148	79	80	209	194
Royaume-Uni	183	448	173	120	159	74
Allemagne	1	88	102	11	153	214
Italie	175	158	73	218	252	138
Autriche	122	167	55	96	203	74
Hollande	197	137	27	101	108	22
Suisse	78	60	15	88	95	26
France	37	26	27	51	63	34
	843	1 232	551	765	1 242	776

(Bureau de statistiques du Royaume-Uni, *Direction of International Trade*, 1950.)

saboter l'économie du pays et à prendre les armes contre « les monstres fascistes subitement devenus fous »<sup>3</sup>.

---

3 Selon le *Tanjug* du 26 janvier 1951, ces émissions occupent 162 heures et 47 minutes, contre 37 heures et 35 minutes, par semaine, en 1948, avant la publication de l'excommunication du Kominform. Au cours des six premiers mois de 1950, les pays du bloc soviétique firent 6 731 émissions en langues yougoslaves, ce qui correspond à 4 mois, 8 jours et 3 heures de propagande antititiste.

Les émissions du bloc soviétique en Europe avaient lieu en 26 langues et occupèrent 644 heures et 51 minutes par semaine. Sur ce total, un quart étaient faites dans trois langues yougoslaves (croate, slovène et macédonien). Les émissions russes en anglais, français et espagnol – c'est à dire en langues parlées par 460 millions de gens – furent sensiblement égales en durée à celles faites en langues yougoslaves, parlées par 16 millions de gens. En Bulgarie, les émissions faites en 13 langues étrangères duraient seulement une demi-heure de moins par semaine que celles en langues yougoslaves.



## Chapitre II — Motifs du conflit entre Staline et Tito

### Tito contre l'oppression nationale de la Yougoslavie

Les commentateurs politiques ont donné diverses explications du conflit survenu entre la Yougoslavie et la Russie. Certains y voient uniquement, ou principalement, un conflit personnel entre les deux dictateurs, mais cette explication est beaucoup trop simple et loin d'être convaincante. Étant donné le caractère farouche de la lutte, dont l'issue peut être la vie ou la mort non seulement de Tito et de son entourage immédiat, mais aussi de dizaines ou de centaines de milliers de titistes de Yougoslavie, il est bien évident qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus important qu'une antipathie entre les deux hommes. D'autre part, le gouvernement soviétique n'aurait pas accepté de courir les énormes risques que comporte le conflit, tels que la destruction de bien des légendes staliniennes et le « mauvais exemple » donné à des Tito en puissance, s'il n'y avait eu en jeu des questions d'une importance capitale pour les deux camps et non pas seulement des bisbilles personnelles entre le généralissime et le maréchal. L'explication vers laquelle penchent désormais la majorité des commentateurs, c'est qu'il s'agit d'une lutte nationale des dirigeants yougoslaves contre l'assujettissement de leur pays par l'Union soviétique. Cette explication s'est montrée satisfaisante jusqu'ici, elle est appuyée par les faits et par les déclarations des dirigeants yougoslaves. Contrairement aux chefs des autres « démocraties populaires », Tito et ses amis sont arrivés au pouvoir sans l'aide de l'armée russe. Mole Pijade, l'éminence grise du parti communiste yougoslave, dit : « Certains chefs des autres partis... sont arrivés dans leur pays libéré, en avion, la pipe à la bouche, et... pendant quatre années, quatre fois par jour, ont vainement appelé les masses la lutte, par la radio, alors que nous conquérions notre liberté le armes à la main » (*Borba*, 10 juillet 1948). Les dirigeants yougoslaves se jugent donc supérieurs aux Rákosi, aux Pauker et aux autres gouverneurs des provinces soviétiques ; ils se placent presque sur le même pied que les membres du parti communiste de l'U. R. S. S. Ce sentiment fut exprimé dès le début du conflit ouvert avec Moscou : « Notre parti a réussi à réaliser dans la pratique les plus grands résultats obtenus par le parti communiste de l'Union » (Rapport de Tito au V<sup>e</sup> Congrès du P. C. yougoslave, juillet 1948). « Notre parti a effectué la plus grande avancée vers le socialisme après celui de l'Union » (M. Pijade, *op. cit.*) « Tous les autres partis, à l'exception, naturellement, de celui de l'Union soviétique, auraient succombé dans une lutte telle que celle qui nous fut imposée » (Milovan Đilas, dans *Borba*, le 5 juillet 1948). « Aucun autre parti, sauf celui de l'Union, n'aurait pu supporter d'aussi rudes coups sans s'écrouler comme un château de cartes » (Ibid). Tous les discours prononcés au 5<sup>e</sup> Congrès, réuni trois semaines après l'excommunication par le Kominform, reflètent la même pensée.

La guerre de libération nationale, farouche et courageuse, menée contre les forces d'occupation allemandes et italiennes et leurs Quisling, donna aux dirigeants yougoslaves beaucoup plus d'assurance et d'indépendance que ne pouvaient en avoir les Bierut, Pauker et autres Rákosi, amenés par les baïonnettes de l'armée russe, et qui n'avaient jamais réussi à s'attirer le concours des masses. Ce concours n'avait pu être obtenu, en dehors de la Yougoslavie, qu'en Tchécoslovaquie et en Bulgarie, et même dans ces pays, où il n'avait pas été forgé par la lutte héroïque en vue de la libération nationale, il demeurait beaucoup moins puissant qu'en Yougoslavie.

L'administration yougoslave, sous contrôle communiste, fut bâtie au cours des années de guerre sans l'intervention directe de l'armée soviétique, et elle n'avait ni Rokossovski, ni Radkiewicz à sa tête. Ranković avait organisé sa police politique secrète, l'U. D. Ba (anciennement appelée O. Z. N. A.), sur le modèle du N. K. V. D., mais indépendamment de celui-ci. Le régime apparaît non comme une extension de celui de la Russie, mais comme une réplique relativement indépendante.

Aussi est-il naturel, dans ces conditions, que les dirigeants yougoslaves aient réclamé la pleine égalité des droits entre leur pays et l'U. R. S. S., ainsi que son indépendance.

### « La Russie veut maintenir la Yougoslavie dans la situation d'un pays colonial arriéré, d'une source de matières premières à bon marché. »

Étant donnée cette indépendance relative du gouvernement yougoslave par rapport au Kremlin, il était également naturel que ses ambitions industrielles fussent plus grandes que celles des autres « démocraties populaires<sup>1</sup> » et que toute tentative pour empêcher son développement dans ce sens suscitât la révolte.

Ce n'est pas exprimer complètement la signification sociale de la lutte que de dire simplement que la Yougoslavie combat pour son indépendance nationale. Une ancienne forme nationale dans un nouveau cadre social n'est plus tout à fait la même. Les luttes nationales revêtent des caractères différents, par exemple quand l'Abysinie lutta contre l'Italie,

1 Voir [première partie, chapitre V](#).

la France contre l'Allemagne, ou la Yougoslavie contre la Russie. Ce caractère et les motifs réels de la lutte dépendent, dans chaque cas, du degré de développement atteint par le pays en cause. Une lutte entre les grands propriétaires terriens de deux nations se concentre obligatoirement sur la question de savoir qui possédera les grands domaines fonciers d'un territoire donné. Les paysans croates et les propriétaires hongrois se battirent sur la réforme agraire. Les industriels hindous, commençant à constituer une classe, combattirent l'impérialisme britannique pour l'hégémonie du marché de l'Inde. Naturellement, il n'existe pas de muraille de Chine entre les diverses classes des différentes nations, et, tant que certaines dominent, elles exercent une influence sociale, politique et culturelle sur les autres, les entraînant dans la lutte nationale, même lorsque, comme dans de nombreux cas, celle-ci ne concerne aucunement leurs intérêts particuliers. En outre, pour éviter de simplifier à l'extrême, on doit se rappeler qu'il n'y a pas non plus de muraille de Chine entre les divers aspects de la vie humaine, économique, sociale et culturelle. Par exemple, lorsque les paysans croates engagèrent le combat contre les propriétaires hongrois, ils se battaient simultanément pour les droits démocratiques ainsi que, dans le domaine culturel, contre la magyarisation des écoles, de la presse, etc.

En Yougoslavie, la lutte nationale contre la Russie est menée par la classe dirigeante : l'administration. Elle prend donc son caractère, ses motifs et sa force impulsive de la nature de cette classe et de la place qu'occupe celle-ci dans le système économique.

La base matérielle d'un régime bureaucratique dans une économie de capitalisme d'État, c'est l'entreprise nationalisée, avant tout dans l'industrie, et la seule explication historique, sinon la justification, de son existence, c'est la poursuite de l'industrialisation et de l'accumulation du capital. Tout conflit d'ordre national entre deux groupes de bureaucrates dans un pays de capitalisme d'État se concentre inévitablement sur ce problème fondamental qui est en soi toute la fin. Les faits rapportés plus haut au sujet des rapports économiques entre la Russie et ses satellites (réparations, sociétés mixtes Sovrom et russo-hongroises, pratiques commerciales draconiennes) portent à conclure que la raison principale du conflit entre Staline et Tito est la question de l'industrialisation et de l'accumulation du capital. Tito et d'autres dirigeants yougoslaves ont déclaré qu'il en était bien ainsi lorsque, après la première phase de justification et de défense, ils sont passés à l'attaque, en accusant leurs accusateurs.

Moins d'un mois après l'excommunication du Kominform, Vlado Begović, l'un des chefs du parti communiste yougoslave, attaquant Hebrang et Žujović, anciens dirigeants de ce même parti, partisans du Kominform qui servirent longtemps de porte-parole à ce dernier, déclara :

*Jusqu'à récemment encore, on trouvait (Hebrang et Žujović) et l'on peut encore trouver l'opinion que la Yougoslavie est un pays agricole et qu'il le restera, qu'elle doit fournir des matières premières et des vivres à des pays industriellement plus développés, qu'elle doit recevoir de ceux-ci des produits finis » (Borba, 20 juillet 1948).*

Lors du congrès, réuni comme une manifestation contre l'excommunication par le Kominform, tous les orateurs attaquèrent Hebrang et Žujović, principalement pour l'opposition faite à une industrialisation rapide du pays. Dans le rapport sur les problèmes économiques présenté par Boris Kidrič, président de la commission de planification, toute une partie fut consacrée à Hebrang et à Žujović. L'énonciation de leur crime pose la question sans équivoque :

*Leur lutte contre l'accroissement des forces productrices de notre pays, contre l'abolition du contraste existant entre notre héritage de richesse et la condition arriérée de nos techniques, héritée de la Yougoslavie semi-coloniale d'avant la guerre, cette lutte peut se ramener à une politique d'asservissement de notre pays envers l'étranger, c'est-à-dire à l'impérialisme » (Sur la construction d'une économie socialiste dans la République fédérale de Yougoslavie, op. cit., p. 53).*

Bien entendu, Kidrič n'accusait pas ces ardents partisans du Kremlin de vouloir assujettir la Yougoslavie à l'impérialisme occidental.

Dans un discours prononcé devant l'Assemblée fédérale, lors de la discussion du budget (27 décembre 1948), Tito parla des « difficultés soulevées de divers côtés extérieurs pour nous empêcher de réaliser notre plan quinquennal et de construire le socialisme dans notre pays. On aurait tort de penser que ces obstacles ne sont apparus que dans les derniers mois de 1948. Non pas, ils ont été suscités beaucoup plus tôt pour devenir infiniment plus graves au cours du dernier semestre, où ils ont pris un caractère d'hostilité ». Pourquoi cette opposition au développement de la Yougoslavie ? Tito répond :

*Jusqu'ici, nous n'avons pas voulu parler des véritables raisons qui sont derrière tout cela (l'attitude hostile des pays du Kominform envers la Yougoslavie). Mais, aujourd'hui, les choses sont arrivées à un point tel que nous devons en dire un peu plus, quoique, pour des motifs compréhensibles, nous ne puissions pas tout dire.*

*Il suffit de lire les différents journaux et d'écouter les diverses émissions radiophoniques, non seulement de l'Europe occidentale, mais de Budapest, de Bucarest, de Prague, de Varsovie, de Sofia, etc., pour comprendre aussitôt de quoi il retourne, sans avoir besoin d'être particulièrement perspicace... Notre pays*

*ne peut continuer à demeurer uniquement une source de matières premières pour les nations possédant déjà une industrie puissante. Il ne peut continuer à leur acheter à des prix très élevés, comme il le fait aujourd'hui et comme il l'a fait dans le passé, tandis que nos peuples demeureront pauvres et arriérés... Non. Aussi longtemps que la forme capitaliste du commerce, en particulier l'échange des produits, existera entre les pays socialistes (c'est-à-dire l'U. R. S. S. et les démocraties populaires), où tout le monde essaye de vendre le plus cher possible et d'acheter au plus bas, personne n'a le droit de réclamer à d'autres de ne pas utiliser leurs possibilités au maximum pour améliorer le niveau de vie des pays en retard comme le nôtre, en dépit des grandes richesses minérales et autres qu'il contient.*

Le même thème fut repris d'une manière plus acerbe dans la presse yougoslave. On peut se borner à citer le passage suivant du *Borba* dans un article contre la propagande du Kominform relative à la Yougoslavie :

*Il est parfaitement clair pour tout le monde, dans notre pays, que ces périodes de phraséologie révolutionnaire servent uniquement à masquer des tentatives contre-révolutionnaires pour empêcher l'industrialisation de la Yougoslavie...*

## « Exploitation capitaliste dans les états socialistes »

Jože Vilfan, délégué yougoslave au Conseil économique et social des Nations Unies, a déclaré devant celui-ci :

*Appliquer le principe du marché et des prix mondiaux dans les rapports entre les pays industriels et ceux qui ne sont pas suffisamment développés, c'est exploiter ces derniers. Il existe tout d'abord et par-dessus tout une énorme différence dans la productivité du travail effectué dans chacune de ces deux catégories de pays ; ensuite, les nations très évoluées économiquement exercent une sorte de monopole dans leur commerce avec les autres ; finalement, en dominant le marché mondial, elles donnent une structure unilatérale aux exportations de celles-ci. C'est par ce mécanisme que le marché mondial devient un moyen d'exploiter les pays insuffisamment développés... L'expérience nous montre que ce caractère d'exploitation du commerce effectué d'après le principe du marché mondial persiste, même quand il s'agit des relations économiques entre des pays socialistes » (Tanjug, 11 octobre 1949).*

Milentije Popović, ministre des Finances adjoint en Yougoslavie, écrit dans sa brochure *Des relations économiques entre les États socialistes* :

*Les États socialistes (c'est-à-dire l'U. R. S. S. et les « démocraties populaires ») se partagent, dans les conditions actuellement régnantes, entre ceux qui exploitent et ceux qui sont exploités.*

Il explique dans cet ouvrage très important, en s'aidant de la théorie marxiste sur la valeur ajoutée, que les industries possédant une « composition organique du capital » très élevée — c'est-à-dire avec un capital très important par rapport à la main-d'œuvre employée — prennent une partie de la « valeur ajoutée » que les industries à « composition organique du capital » faible produisent. Ceci s'applique également au commerce international entre des pays parvenus à des degrés de développement différents, c'est-à-dire entre les pays disposant relativement de beaucoup de capitaux et ceux qui en ont moins. Il invoque Marx pour justifier l'argument suivant : le « pays favorisé obtient, dans un tel échange, plus de travail contre moins de travail ». Aussi, dans les conditions de la libre concurrence, les pays pauvres sont-ils exploités par les riches. Popović prétend que cette exploitation s'accroît lorsque ceux-ci se trouvent, pour une raison ou pour une autre, en mesure d'exercer une sorte de monopole par rapport aux premiers. Les pays pauvres se voient alors imposer des prix supérieurs à ceux que payent les autres acheteurs.

Pour conclure, Popovitch affirme que « les relations capitalistes n'unissent pas : elles divisent. Les pays qui les entretiennent se trouvent répartis en deux catégories opposées : ceux qui exploitent et ceux qui sont exploités. Parmi eux il n'existe ni égalité, ni union, mais uniquement l'antagonisme ». Les riches, dit-il, essayent de le devenir plus encore aux dépens des pauvres, qu'ils tentent de maintenir dans leur pauvreté et leur retard, alors ces pauvres ont le droit de lutter contre l'exploitation et l'oppression. L'U. R. S. S. appartient à la première catégorie, la Yougoslavie à la deuxième.

## La querelle entre Tito et Staline au sujet de la politique agricole en Yougoslavie

Presque tous les commentateurs, en parlant du conflit Tito-Staline, déclarent que la principale question économique, sinon l'unique, de la controverse n'est pas le degré d'industrialisation de la Yougoslavie, mais sa politique agricole. Cela vient de ce que, dans ce domaine, la seule accusation importante énoncée dans la formule d'excommunication du Kominform contre le gouvernement yougoslave, c'est de ne pas mener une politique de

collectivisation assez vigoureuse. Il semble, au premier abord, qu'il existe une contradiction insoluble entre des plans ultra-ambitieux pour l'industrie d'État et une indifférence envers la propriété privée dans l'agriculture. Mais, avant de voir si cette contradiction est vraiment insoluble, il faut examiner les réalités de la politique agricole de Tito. Est-il véritablement en retard pour « aiguiser la lutte de classe dans les campagnes », pour substituer les fermes collectives aux fermes individuelles ?

La « Loi sur le plan quinquennal de Yougoslavie » (1947-1951) consacre 14 pages à l'agriculture, dont cinq lignes seulement traitent des « coopératives paysannes », sans fixer de but. La seule section de la prétendue « agriculture socialiste », où un tel but ait été précisé, est celle des fermes d'État : leur superficie doit passer de 202 000 hectares en 1946 à 300 000 en 1951, c'est-à-dire moins de 4 % de la surface cultivable du pays — ce qui est un but bien modeste. Le plan quinquennal, en conséquence, assigne un objectif très bas à la mécanisation de l'agriculture qui constitue la base technique de la collectivisation : les prévisions sont d'accroître le nombre des tracteurs de 3 790 en 1946 à 4 500 en 1951, soit une augmentation de 13 % seulement. Il est vrai qu'antérieurement à la rupture les dirigeants, communistes des autres « démocraties populaires » n'avaient pas parlé non plus de « collectivisation » rapide, mais tous leurs plans visaient à une mécanisation accélérée, ce qui révèle clairement leur intention de réaliser cette collectivisation aussi rapidement que possible. Le plan bulgare prévoit une augmentation du nombre des tracteurs de 4 600 à 10 000, le plan hongrois de 11 900 à 21 000, le plan tchécoslovaque de 11 800 à 45 000, le plan polonais de 5 500 à 76 500 (N. U., *Economic Survey of Europe in 1948*, op. cit., p. 208).

Le manque de goût des dirigeants yougoslaves pour une collectivisation massive s'exprima nettement dans le long traité rédigé par le vice-président du conseil, Edvard Kardelj : « Coopératives paysannes dans une économie planifiée » (*Kommunist*, organe du parti communiste yougoslave, septembre 1947). Au cours des prochaines années, déclare-t-il, toutes les énergies doivent se concentrer pour construire, non pas des coopératives de travail, mais des coopératives vendant les produits des agriculteurs et leur fournissant des marchandises industrielles, traitant leurs produits, leur ouvrant des crédits, etc. (c'est-à-dire des coopératives analogues à celles du Danemark et de la Hollande).

Cette attitude prudente de Tito envers la collectivisation de l'agriculture dans le présent et dans l'avenir immédiat lui est inspirée par des considérations politiques et économiques. Il sait que cette collectivisation, en Russie, isole l'État et l'affaiblit tant que son existence même fut en balance. Il ne peut mener une guerre sur deux fronts, contre l'U. R. S. S. à l'extérieur et contre la paysannerie à l'intérieur, toute tentative pour procéder à une collectivisation de grande envergure par la contrainte l'aurait mis à la merci de Staline.

Mais la vie est beaucoup plus complexe que tous les plans, et la volonté de Tito ne suffit pas pour surmonter cette complexité. Sa rupture avec Staline, elle-même, par un choc en retour des événements, a forcé le gouvernement yougoslave à s'écarter de son plan initial de procéder lentement, et à accélérer la collectivisation de l'agriculture comme le montre le tableau suivant :

	NOMBRE DE FERMES COOPÉRATIVES.	FAMILLES		SUPERFICIE	
		Nombre	Index	Hectares	Index
31 déc. 1947	779	40 590	100	210 986	100
31 déc. 1948	1 318	60 157	148	323 984	153
1 <sup>er</sup> juil. 1949	4 535	226 087	558	1 241 065	588
10 nov. 1949	6 003	290 000	714	1 580 000	744

La politique agricole du gouvernement yougoslave reste néanmoins très différente de celle du gouvernement soviétique à l'époque de sa « collectivisation ». La grande majorité des coopératives de travail diffèrent des kolkhozes en ce que la propriété privée y est permise dans des proportions beaucoup plus vastes, qu'elles sont donc moins basées sur la coercition et plus sur l'adhésion volontaire des paysans. Les coopératives de travail couvrent environ 14 % de la superficie de la Yougoslavie, et celles du genre kolkhoze pas plus de 4 % ou, en y incluant les fermes d'État, de 9 %.

La rupture avec Moscou oblige Tito, afin d'obtenir des vivres et des matières premières pour l'industrialisation, non seulement à plus accélérer la collectivisation de l'agriculture qu'il n'en avait l'intention, mais diminue les dangers que cette mesure pouvait comporter pour lui. En face de la menace moscovite et aussi longtemps qu'elle aura à choisir uniquement entre Staline et Tito, la paysannerie sera poussée par sa conscience nationale à soutenir ce dernier et conduite à se plaindre moins amèrement du joug qu'il lui impose.

Il convient de noter en passant que le conflit Tito-Staline a également ralenti la collectivisation dans les « autres démocraties populaires » à cause des craintes qu'une opposition paysanne trop puissante ne renforçât les tendances « titistes ». On peut aboutir à ce paradoxe de voir cette collectivisation, sous sa forme la plus évoluée, s'achever plus tôt en Yougoslavie que dans les

## « Le parti communiste yougoslave a été dissous dans le front populaire. »

L'une des accusations formulées contre les dirigeants yougoslaves dans l'excommunication formulée par le Kominform est la suivante : « Ils ont amoindri le rôle du parti communiste et l'ont, en fait, dissous dans le Front populaire, qui n'est pas un parti... Le Front populaire est seul à figurer dans l'arène politique, le parti et ses organisations n'apparaissant plus ouvertement devant le peuple, en leur nom propre... » Cette accusation fut répétée par le comité central du parti communiste de l'Union soviétique. La critique, en apparence inexplicable, se comprend mieux quand on la met en rapport avec la politique de la direction yougoslave tendant à assurer l'indépendance nationale et avec son indulgence pour la paysannerie.

L'accusation, en elle-même, n'est pas sans fondement. Des observateurs neutres avaient déjà remarqué que le parti communiste yougoslave n'avait pas proclamé sa situation prédominante. Deux ans avant l'excommunication par le Kominform, Hal Lehrman pouvait écrire :

*Alors que les démocrates de l'opposition Grol, qui boycottèrent les élections, sont maintenant pratiquement invisibles en tous lieux, la Yougoslavie est le seul pays de l'Europe orientale, voire, à ma connaissance, du monde entier, où le parti communiste soit toujours illégal... Les partis ont été priés par le ministre de l'Intérieur de faire enregistrer leurs membres clandestins. Les démocrates ont accepté, mais les communistes ont refusé. De fait, le seul aveu public de l'existence de ces derniers, c'est la publication de leur organe officiel : Borba (La lutte), qui arbore leur pavillon en tête de mât. On ne connaît même pas officiellement le nombre et l'identité des députés communistes ; ils se sont tous enregistrés eux-mêmes dans les listes parlementaires, après les élections, en tant que membres du Front populaire ou comme indépendants. En dépit de cette mascarade, les communistes exercent le contrôle du pays tout entier et les autres partis qui, jadis, avaient une certaine signification dans le Front populaire sont devenus des zéros » (The Nation, 22 juin 1946).*

Lehrman explique le fait par « le goût bien connu des communistes pour la clandestinité ».

Cette dissimulation du parti communiste en Yougoslavie ne veut pas dire qu'il s'est dissous « dans le Front populaire, qui n'est pas un parti », ni que son influence ne soit pas décisive. Pour ne pas conserver le moindre doute, il suffit de jeter un coup d'œil sur le rapport présenté par Aleksandar Ranković au V<sup>e</sup> congrès du parti communiste yougoslave : « Sur le total des officiers de l'armée yougoslave, 89,9 % sont communistes, 1,3 % candidats à l'admission au parti, et 7,7 % non organisés. » La proportion est analogue dans d'autres branches importantes de l'administration. Le Dr Dragoljub Jovanović, chef du parti paysan serbe (actuellement en prison pour avoir fait de l'opposition à Tito), l'exposa clairement en déclarant, en mai 1946 : « Le parti communiste a monopolisé le Front populaire, les usines et les emplois publics. Dans chaque ministère, dans chaque entreprise ou institution publique, on trouve un homme de confiance du parti communiste qui s'occupe de tous les individus, suit tout ce qui les concerne et décide de leur sort. »

Le parti communiste tient les rênes du pouvoir en Yougoslavie comme dans tous les autres pays de l'Europe orientale. Mais, s'il est le véritable moteur de l'État, c'est le Front populaire qui paraît à la rampe. Lorsque le parti dirigea la guerre de libération nationale, il sut tirer de grands avantages de l'organisation de ce Front. En face de la menace moscovite contre l'indépendance nationale et du fait que ce Front englobe 80 % de la population adulte du pays (dont la majorité est constituée par des paysans), il est encore plus naturel que Tito pousse au premier rang cette organisation et non le parti communiste.

Après l'excommunication, celui-ci prit une place plus apparente dans la vie publique : il convoqua son congrès national, qui fut suivi par des réunions républicaines, etc. Tito essaya ainsi de saper l'effet que les critiques du Kominform auraient pu produire sur les membres du parti. Il put le faire, assuré que son appel à l'union autour du gouvernement serait favorablement entendu, même si le parti communiste dévoilait son pouvoir réel par delà la façade du Front populaire.

## Le problème de la fédération balkanique

La question si souvent débattue d'une fédération balkanique constitue une autre pomme de discorde entre Staline et Tito et n'est pas sans rapports avec les facteurs économiques dont il a déjà été parlé.

Ce mot d'ordre a, depuis des dizaines d'années, tenu une place de première importance dans le programme des partis communistes des pays des Balkans, comme, aussi bien, dans celui des partis socialistes. Tant qu'il était dirigé contre la bourgeoisie et la monarchie, Staline le considéra d'un œil favorable. Mais, quand la Russie devint la « métropole », il craignit de voir cette idée de fédération servir d'arme contre elle. De là son opposition, d'abord cachée, puis ouverte, à ce mot d'ordre, après la deuxième guerre mondiale. Tito, d'autre part, conscient que la Yougoslavie, demeurant isolée, ne pourrait tenir tête au colosse russe, l'adopta résolument.

Il en rêva pendant les hostilités et prit même des mesures pour en poser les fondations. Il se rencontra, en décembre 1944, avec un envoyé spécial du cabinet bulgare : Petar Todorov. Les Bulgares proposaient de constituer un conseil de régence mixte, Tito devenant premier ministre de la Fédération bulgare-yougoslave. Mais, deux heures avant le moment où une délégation particulière devait partir pour Belgrade, les Russes exigèrent qu'elle restât à Sofia. Ils expliquèrent ultérieurement qu'ils s'opposaient à cette fédération à cause des objections britanniques et américaines (*The World Today*, septembre 1948). Une telle explication ne peut être admise sans réserve, la Russie sachant se montrer fort inflexible envers les demandes des Alliés lorsque cela lui convient.

De nouveaux contacts furent pris après la guerre. Dimitrov et Georgiev, ministre bulgare des Affaires étrangères, rencontrèrent Tito à Belgrade le 27 juillet 1947, rencontre qui reçut une très large publicité dans les deux pays. Le 2 août, lors d'une réunion à Bled, un traité fut signé et, contrairement à la pratique habituelle, son texte fut immédiatement publié avec une vaste orchestration de la presse. L'article 2 prévoyait une collaboration économique, comprenant un taux d'échanges déterminé, la préparation d'une union douanière et la coordination des mesures économiques couvrant l'énergie électrique, les mines, l'agriculture, les transports et le commerce extérieur. Par l'article 7, la Yougoslavie renonçait aux 25 millions de dollars toujours inscrits à son compte des réparations.

En cette même occasion, un accord secret fut conclu entre les deux pays. Il cessa de l'être lors de la rupture avec le Kominform, Tito se hâtant de le publier et les Bulgares étant contraints de faire de même. Il prévoyait la constitution d'un État commun, bulgare-slave, baptisé « Union des Républiques populaires des Slaves du Sud ».

Dimitrov alla encore plus loin. Il déclara le 17 janvier 1948 : « Si ce problème devient mûr pour une discussion, et dès ce moment, la Bulgarie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et peut-être la Grèce décideront comment et quand une fédération pourrait les unir. Ce que le peuple accomplit maintenant est, en fait, une préparation à cette fédération future. » Comme mesure immédiate, il proposait une union douanière : « Nous sommes convaincus qu'une union douanière peut seule contribuer véritablement au développement de nos peuples, aussi allons-nous de l'avant sciemment et courageusement pour la préparer avec tous les pays qui voudront y entrer. » Ainsi donc, ce qui était envisagé, ce n'était pas uniquement une fédération de la Yougoslavie et de la Bulgarie, mais celle de tous les pays balkaniques et danubiens.

C'était pousser les choses trop loin pour le goût de Moscou, et la *Pravda* du 28 janvier 1948 lança une attaque ouverte contre Dimitrov, proclamant que « ces pays n'ont pas besoin d'une fédération problématique et artificielle, ni d'une confédération, ni d'une union douanière ». A ce qu'il semble, la seule fédération qui ne soit ni problématique, ni artificielle, c'est celle des pays de l'Europe orientale dans l'Empire russe.

Immédiatement après cet article de la *Pravda*, les dirigeants du parti communiste bulgare, y compris Dimitrov lui-même, déclenchèrent une campagne contre toute idée de fédération balkanique<sup>2</sup>. Dans une interview accordée le 18 mars à Budapest, le ministre bulgare des Affaires étrangères, Kolarov, démentit les « rapports de la presse occidentale » annonçant le désir de la Bulgarie de créer cette fédération. « Nous avons déclaré à plusieurs reprises, dit-il, que, pour nous, le mot d'ordre « Fédération balkanique » n'existait pas. » Il ajouta qu'il avait existé vingt ans auparavant parmi « les partis social-démocrates des divers États balkaniques », « mais nous nous en sommes dégagés ». Elizabeth Barker, qui cite ces paroles de Kolarov, commente entre parenthèses : « C'était, naturellement, une curieuse référence au rôle joué par Kolarov lui-même alors que, membre dirigeant de la fédération communiste balkanique, entre 1920 et 1930, il préconisait ardemment la fédération balkanique » (*Macedonia, its Place in Balkan Power Politics*, Londres, 1950, p. 124).

Le fait que Dimitrov, Kolarov et les autres dirigeants bulgares fussent ainsi prêts, sur l'injonction de Moscou, à renoncer à leurs projets de fédération fut pour les dirigeants yougoslaves un autre grief à ajouter à la liste de leurs récriminations contre le Kremlin. Pijade se rappela que l'Union soviétique portait la responsabilité de l'enterrement non seulement du projet de fédération des Slaves du Sud, mais aussi de n'importe quel traité d'alliance entre la Yougoslavie et la Bulgarie, et qu'elle avait contrarié tous les efforts faits dans ce sens entre novembre 1944 et février 1945. Au sujet de l'attaque de la *Pravda* contre Dimitrov, il déclara :

*L'intention de cette mise hors la loi de l'idée de fédération, en qualifiant toutes les fédérations, confédérations et mêmes unions douanières de « douteuses et artificielles », est uniquement d'empêcher les petits États socialistes de se grouper, de défendre leur indépendance et leur souveraineté, de façon à les maintenir isolés les uns des autres, sans qu'ils puissent se soutenir mutuellement, et à les amener un par un à remettre cette souveraineté et cette indépendance entre les mains du gouvernement soviétique en se plaçant sous sa protection » (Tanjung du 5 janvier 1950, compte rendu du discours de Pijade devant l'Assemblée nationale).*

Le même Pijade avait dit antérieurement :

*La vieille question orientale connaît un renouveau. Aussi ne faut-il pas s'étonner que la politique impérialiste du terrorisme russe soit présentée, aujourd'hui dans les manuels soviétiques comme une*

2 Voir le discours de Dimitrov devant le II<sup>e</sup> Congrès du Front patriotique (2-3 février), six jours après l'attaque de la *Pravda* (*Second Fatherland front Congress*, Sofia, 1948, *op. cit.*, p. 36).

*protection désintéressée des nations balkaniques. (Cité par The Times, 27 septembre 1949)<sup>3</sup>*

## La question macédonienne

La politique concernant la Macédoine constitue une autre pomme de discorde entre Moscou et Belgrade.

Le conflit éclata seulement lorsque le Kremlin comprit que les « éléments sains » du parti communiste yougoslave n'étaient pas assez forts pour écarter Tito.

La Macédoine est partagée entre la Yougoslavie, la Bulgarie et la Grèce. Les trois parties sont appelées Macédoine du Vardar — celle de la Yougoslavie, de beaucoup la plus grande — la Macédoine du Pirin, la bulgare, et la Macédoine égéenne, la grecque, comprenant la côte. Un simple coup d'œil sur la carte montre quel avantage stratégique la Russie obtiendrait si toute la Macédoine se trouvait rassemblée sous un gouvernement qui serait son vassal. Elle aurait accès à la mer Egée ; l'Albanie, satellite sans liaisons terrestres avec aucun des autres, deviendrait le débouché direct sur l'Adriatique ; la Yougoslavie non seulement perdrait une partie de son territoire et de sa population, mais se trouverait bloquée au nord-est, à l'est et au sud par des satellites russes. Qui gouverne la Macédoine gouverne toute la péninsule des Balkans.

Si l'on considère que le district du Pirin possède seulement environ 200 000 Macédoniens contre un million dans la Macédoine du Vardar, il est extrêmement improbable que le premier puisse attirer la seconde sous son égide ; l'inverse semble beaucoup plus possible. La Macédoine égéenne, avec 1,5 million d'habitants, constitue donc un facteur indispensable pour unir la Macédoine sous l'hégémonie de la Russie. C'est ce qui explique la collaboration des partis communistes grec et bulgare pour réaliser l'« unité macédonienne ».

Quels chemins tortueux, quelle hypocrisie, quelle acrobatie cette politique réclame des agents de Moscou !

Le V<sup>e</sup> Congrès du Komintern, en 1924, avait mis en avant deux slogans : « Une Macédoine unifiée et indépendante », « Une Thrace unifiée et indépendante ». Ce dernier ne repose absolument sur aucune base, la Thrace étant une expression géographique n'ayant aucun caractère national, il n'existe de nationalité thrace. Mais le premier ne vaut guère mieux. Après la guerre de 1921-1923, les Turcs expulsèrent d'Asie Mineure tous les habitants grecs, dont quelque 700 000 s'installèrent dans la Macédoine égéenne, de sorte que les 9/10 de la population cette province sont aujourd'hui grecs. Il ne peut donc plus être logiquement question de la réunir aux autres parties de la Macédoine. C'est ce que fit ressortir le délégué grec au Congrès Maximos : « A la suite du traité de Lausanne, tous les habitants turcs de la Macédoine furent contraints de partir et la bourgeoisie hellénique les remplaça par 700 000 réfugiés. Le parti communiste grec s'opposa et a continué de s'opposer à cette violation du traité de Lausanne. Nous serions heureux que nos camarades turcs fissent de même. Il n'en demeure pas moins qu'il existe 700 000 réfugiés grecs en Macédoine. Les ouvriers et les paysans de Grèce n'étaient donc pas disposés à accepter le slogan réclamant l'autonomie de la Macédoine. » Le congrès ne tint pas compte de ces paroles et maintint son mot d'ordre : « Une Macédoine unifiée et indépendante ». Il l'imposa à la VII<sup>e</sup> Conférence des partis communistes balkaniques ainsi qu'au Congrès extraordinaire du parti communiste grec, en dépit de l'opposition présentée par la direction de celui-ci, avec le professeur Pouliopoulos, son secrétaire général, à la tête.

La raison principale de l'obstination montrée par le Komintern sur ce point venait de ce que les défaites subies par les partis communistes allemand et bulgare, en 1923, rendaient nécessaires quelque geste de caractère « explosif » pour relever le prestige des dirigeants moscovites : le meilleur moyen de le faire parut être de s'unir au comité nationaliste macédonien d'Alexandrov et de Protegerov (prêts alors à collaborer avec les communistes comme ils le firent ultérieurement avec les militaristes bulgares, les agents de Mussolini et ceux de Horthy).

Cette alliance ayant tourné à la faillite au bout d'un an ou deux, le parti communiste grec renonça à faire du slogan « une Macédoine unifiée et indépendante » le pivot de sa politique. S'il y revint occasionnellement sous telle ou telle forme (résolutions votées par les III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Congrès du parti communiste grec et à la réunion plénière du comité central en décembre 1931), ce fut uniquement pour défendre son prestige vis-à-vis de l'opposition de gauche (trotskystes) conduite par Pouliopoulos.

Lors de l'arrivée de Hitler au pouvoir, le Komintern abandonna lui aussi le slogan. Il ne cadrait plus avec ceux d'« union nationale », de « défense des frontières existantes ». En conséquence, la politique fut officiellement renversée dans le programme du comité central du parti communiste grec, en janvier 1935. Les résolutions votées au VI<sup>e</sup> Congrès

3 L'opposition manifestée par Moscou à la fédération balkanique est en contradiction apparente avec le fait suivant mentionné par Tito (Assemblée fédérale, 26 avril 1950) : en février et mars 1948, alors que Kardelj et Djilas se trouvaient à Moscou et que la situation était déjà tendue entre eux et Staline, « Staline lui-même demanda impérieusement la conclusion immédiate d'un acte de fédération entre la Yougoslavie et la Bulgarie, tandis que, d'autre part, les Soviétiques s'opposaient à une fédération avec l'Albanie ». Mais, la rupture avec Moscou étant imminente, une telle mesure, avec les modifications qu'elle entraînait, aurait compromis l'homogénéité de l'administration de Tito et aurait pu faire le jeu de l'U. R. S. S. (surtout qu'il y avait des troupes soviétiques en Bulgarie). Comme le dit Tito : « Nous aboutîmes à la conclusion que cette demande n'avait d'autre but que de faciliter l'abaissement et l'asservissement de la Yougoslavie. »

(décembre 1936) proclamèrent que la question nationale macédonienne n'existait pas par suite des changements apportés à la composition ethnique de la population dans la Macédoine égéenne. Les députés communistes cessèrent dès lors de soutenir même les moindres demandes relatives à la Macédoine présentées devant le parlement hellénique. Cette attitude se maintint pendant plus de dix ans. Zachariades, lors de son procès à Athènes, en 1945, déclara : « Le parti communiste grec a rejeté ce mot d'ordre (celui de l'unification de la Macédoine) depuis 1931, moment où je devins son chef, et n'a cessé dès lors de proclamer que la Macédoine était grecque... La Macédoine est grecque et doit le demeurer. » La résolution adoptée lors de la session plénière du comité central du parti, en 1946, disait : « Les communistes grecs, combattant à l'avant-garde dans la lutte pour l'indépendance et l'intégrité nationales, proclament une fois de plus saintes et sacrées les frontières actuelles de la Grèce. Le parti communiste grec déclare qu'il n'acceptera pas de livrer bataille pour la reconnaissance des droits ou de l'égalité des Slaves habitant la Macédoine grecque, sauf dans le cadre de l'État hellénique » (Cité par Svetozar Vukmanović, *How and why the People's Liberation Struggle of Greece met with Defeat*, Londres, 1950, p. 51). Dans une interview accordée à un journaliste britannique, en mai 1946, Zachariades dit que la population de la Macédoine hellénique était aux 9/10 grecque, et slave seulement pour 1/10, que l'E. A. M. défendait l'intégrité territoriale de la Grèce.

Tout changea après la révolte de Tito contre Staline. Qui s'inquiéta dès lors de la composition ethnique de la population ? Qui se préoccupa de la volonté des habitants de la Macédoine égéenne de ne pas être englobés dans une Macédoine unifiée ? A sa cinquième session plénière, en janvier 1949, le comité central du parti communiste grec reprit le slogan de la « Macédoine unifiée et indépendante » : « Il ne peut être douteux qu'une des conséquences de la victoire remportée par l'armée démocratique de Grèce et par la révolution populaire sera de donner au peuple macédonien la pleine liberté de déterminer lui-même son sort, comme il le désire effectivement. » Un mois plus tard, la direction du parti hellénique affirma que le désir d'une « Macédoine unifiée et indépendante » constituait le « but séculaire » des habitants de la Macédoine égéenne.

Il n'y a pas à penser que cette nouvelle orientation soit couronnée d'un bien grand succès : les habitants de la Macédoine égéenne n'ont pas pour ambition suprême d'obéir aux oukases de Staline, changeant au vent de sa politique étrangère. Tito n'a pas à craindre que Salonique ne lui enlève Skopje.

Il est beaucoup plus probable que c'est la Macédoine du Pirin qui gravitera autour de la Macédoine du Vardar, et non l'inverse. En effet, au moment même où Moscou relevait son slogan démagogique : « Une Macédoine unifiée et indépendante », les dirigeants communistes bulgares prenaient des mesures pour restreindre les droits nationaux des Macédoniens de la province du Pirin : aussitôt après l'excommunication de Tito par le Kominform, leur comité central se réunit (session plénière des 12 et 13 juillet 1948). Il vota que « l'étude de la langue littéraire macédonienne dans les écoles » serait « facultative » dans la province du Pirin et décida « d'abolir l'obligation d'apprendre la langue officielle macédonienne pour les employés de l'État, ainsi que l'obligation de souscrire aux journaux macédoniens pour les habitants de la province du Pirin ». On enseignerait le bulgare à la place. (C'est seulement en 1945 que le macédonien devint une langue littéraire, avec un alphabet et une grammaire)<sup>4</sup>.

La politique de la Russie au sujet de la question macédonienne révèle ses vastes appétits impérialistes, mais aussi les limites de sa puissance. Tito n'en a pas grand'chose à craindre.

---

4 Il est intéressant de noter que, s'il existe des statistiques scolaires pour les minorités turque, arménienne, tzigane et juive, « il n'existe absolument aucun chiffre relatif aux Macédoniens de la région du Pirin » (*Bulgarian Bulletin*, publié par le bureau londonien de l'Agence télégraphique bulgare, 15 décembre 1950).



## Chapitre III — Les titistes exposent le stalinisme.

Le jugement des titistes sur la politique intérieure et étrangère de l'U. R. S. S., sur le rôle de Staline en tant que chef de la classe ouvrière, sur les caractères du stalinisme, etc., s'est radicalement métamorphosé depuis la date fatidique du 28 juin 1948. Quoique rien ne soit plus récalcitrant à la systématisation logique que les conceptions nées de l'empirisme, il n'existe pas le moindre doute sur l'orientation des idées des dirigeants yougoslaves. Chaque aggravation de leur différend avec Moscou les oblige à jeter bas une nouvelle pierre du stalinisme. Ils ont commencé par accepter tous les principes fondamentaux de celui-ci et fini par les rejeter tous. Ils n'y sont pas parvenus après une étude théorique et méthodique, mais parce que tous les aspects du stalinisme se tiennent entre eux. C'est prouvé empiriquement par l'évolution des critiques formulées par les titistes. Il existe une telle antinomie entre le stalinisme et le socialisme ou le communisme véritables que critiquer un seul de ses aspects du point de vue socialiste aboutit à le découvrir entièrement.

### Louange de la Russie et de Staline

Quand le V<sup>e</sup> Congrès du parti communiste yougoslave se réunit, après la rupture, les portraits de Tito et de Staline présidaient ses séances. Les délégués répétèrent des phrases telles que : « Nos grands maîtres : Marx, Engels, Lénine et Staline », « Le chef et le maître du prolétariat international : le grand Staline Celui-ci fut très fréquemment cité comme guide par les principaux orateurs. On ne cessa de crier : « Staline, Tito, le Parti ! » L'U. R. S. S. fut de nombreuses fois proclamée « la patrie du socialisme », le seul pays où les réalisations socialistes fussent plus élevées qu'en Yougoslavie. La politique extérieure soviétique fut également exaltée, il n'était pas alors question d'impérialisme russe, d'exploitation nationale. Les critiques adressées au Kominform — si tant est qu'on puisse parler de critiques — se limitèrent à la dénonciation de « certains de ses dirigeants », qui déviaient de la ligne internationaliste en attaquant la Yougoslavie. Pas une fois, Staline ne fut accusé d'être l'instigateur de toute l'affaire.

Cette solidarité des dirigeants yougoslaves avec le stalinisme pendant plus d'un an après la rupture est bien illustrée par leur attitude, absolument exempte de toute critique, envers la politique étrangère de la Russie, bien que la scission entre Belgrade, et Moscou provint justement de cette politique. Le « programme du parti communiste de Yougoslavie » adopté à son V<sup>e</sup> Congrès dit : « Deux camps se constituèrent après la deuxième guerre mondiale : d'une part, celui des impérialistes, des anti-démocrates, des fauteurs de guerre, conduit par l'impérialisme américain ; de l'autre, celui des anti-impérialistes, des démocrates, des ennemis de la guerre, conduit par l'Union soviétique. » Le même thème reparait de temps en temps dans les discours de Kardelj, ministre des Affaires étrangères. Dans le discours prononcé devant l'Assemblée fédérale, le 29 décembre 1948, il dit : « La politique extérieure de notre gouvernement continuera de servir la cause de la paix et de la collaboration internationale pacifique, ainsi que celle d'une union plus étroite entre les forces anti-impérialistes conduites par l'Union soviétique. » Devant l'Assemblée générale de l'O. N. U. (29 septembre 1948), il proclama que les Etats-Unis constituaient la puissance ultra-impérialiste et portaient seuls la responsabilité de la menace de guerre. Il est particulièrement intéressant de noter que Kardelj se fit un point d'honneur de célébrer la politique de l'U. R. S. S. en Corée, qu'il qualifia de politique de paix et d'indépendance nationale. Et il appuya sans réserve la campagne pacifiste inspirée par les Russes, en disant : « Il faut donner aux millions de travailleurs, que trouble chaque jour le bruit fait par les fauteurs de guerre, la preuve vivace qu'ils n'ont pas à avoir peur du lendemain. La seule voie réaliste qui, dans les conjonctures présentes, peut conduire le monde à ce but, c'est l'interdiction des armes atomiques, la destruction des bombes existantes, le contrôle de l'énergie atomique et la réduction générale des armements. C'est précisément pourquoi la proposition mise en avant par M. Vichinsky au nom du gouvernement soviétique au sujet de la réduction d'un tiers des forces armées représente une contribution consistante et importante au renforcement de la paix, de la collaboration internationale pacifique et, par conséquent, de l'organisation de Nations Unies elle-même. Accepter cette proposition, ce serait apporter une participation essentielle à la libération des masses de la crainte qui les oppresse, à l'abolition de la menace de guerre comme méthode de politique internationale, et à la création d'une atmosphère où toutes les questions internationales brûlantes pourraient être vraiment résolues dans un accord mutuel. »

A côté de ces louanges adressées à la Russie, on entendit une note de critique, dirigée avant tout contre le Kominform. Devant le blocus soviétique qui obligea la Yougoslavie à se retourner vers l'Occident pour ses relations commerciales — renversement capital qui devait lui causer bien des difficultés — et devant le fardeau imposé par un plan quinquennal exagérément ambitieux, Tito jugea absolument nécessaire de réfuter la légende selon laquelle la Russie avait apporté à son pays une aide économique désintéressée, altruiste et, dès le début de la rupture, souligna que ses rapports économiques avec elle étaient restés basés sur les principes capitalistes. La nécessité de consolider l'appui reçu des masses l'obligea, dès le commencement, à ne pas se borner à des généralités au sujet des menaces contre l'indépendance yougoslave, mais à attaquer les pays du Kominform sur des questions plus immédiates, plus au jour le jour, notamment sur ce que leur politique était de maintenir la Yougoslavie dans son retard, comme source de matières premières à bon marché, et avec un niveau de vie très bas, etc. Jamais la Russie ni Staline ne furent désignés comme

responsables de cette politique, tandis que les pays du Kominform étaient accusés de mener cette politique réactionnaire uniquement à l'encontre de la Yougoslavie, ce qui était une aberration sans aucune raison et qu'il était impossible d'essayer d'expliquer.

## « La politique extérieure de l'U. R. S. S. tend à établir son hégémonie. »

Le second stade de l'évolution de l'attitude yougoslave envers le stalinisme, après la rupture, fut caractérisé par une critique générale adressée à la politique extérieure de la Russie d'être expansionniste, mais son régime intérieur continua d'être qualifié de socialiste, tandis que Staline était toujours cité comme l'un des plus grands maîtres marxistes.

Lorsque le « procès » Rajk essaya de prouver que la Yougoslavie nourrissait des desseins impérialistes contre ses voisins et qu'elle était « l'agent de l'impérialisme anglo-américain », les dirigeants yougoslaves, pour se défendre, durent réfuter la prétention de la Russie à conduire les forces pacifistes et anti-impérialistes. En conséquence, leurs journaux se remplirent, partir de septembre 1949, d'articles sur ce qu'ils appelaient la « politique d'hégémonie de l'U. R. S. S. ». Ils entreprirent d'exposer son caractère impérialiste et la phraséologie « internationaliste » qu'elle employait pour se masquer, la façon dont elle exploitait et asservissait d'autres pays, son désir de transformer la Yougoslavie en une véritable colonie. Pour se couvrir contre le principe du stalinisme selon lequel quiconque ne soutient pas inconditionnellement la Russie devient fatalement un agent États-Unis, il leur fallut expliquer également la campagne « pour la paix ».

Ils le firent avec une grande véhémence, comme le démontre les citations suivantes, prises au hasard dans leurs déclarations

Pijade, dit, le 7 juillet 1949 :

*Les peuples de Yougoslavie ont appris énormément de choses au cours de cette dernière année. Ils ont appris que les grands principes du socialisme et de la solidarité internationale peuvent devenir des formules commerciales dans la bouche de diplomates et d'hommes d'État socialiste. Ils ont appris que les phrases au sujet de l'internationalisme socialiste pouvaient uniquement dissimuler les intérêts des grands pays aux dépens des petits. Ils ont appris que le prétendu droit à subordonner les intérêts de certains peuples aux intérêts généraux du stalinisme camouflait une politique égoïste, considérant exclusivement ceux de son propre État comme les intérêts généraux auxquels tous les autres doivent être sacrifiés.*

*Les derviches hurlleurs de l'Informburo ont prédit qu'en résistant à leur volonté nous perdions en deux mois notre indépendance et deviendrions une colonie des impérialistes. Les résultats ont été exactement l'inverse ! Nous avons sauvé notre liberté et notre indépendance, notre pays ne sera ni une colonie, ni une «gouvernia ». Leur prophétie, considérée d'un point de vue théorique, n'était pas du tout clairvoyante et ne se justifiait aucunement du point de vue historique.*

*Soit dit en passant, c'est bien le comble de l'hypocrisie, car cette prophétie signifiait qu'un petit peuple tombe forcément dans la gueule d'un requin s'il ne se laisse pas avaler par un autre. Mais je ne vois pas la nécessité, pour les petits peuples, de se laisser avaler par quelque requin que ce soit. (Tanjug)*

Au sujet de la campagne « pour la paix », la *Revue des Affaires internationales* (30 août 1950), publication bimensuelle paraissant à Belgrade, déclara que c'était « une propagande montée pour pousser à la guerre, habilement camouflée par les spécialistes du Kominform pour prêter aux autres les méthodes et les intentions de leurs patrons ». Dans le numéro précédent (16 août 1950), l'éditorial portait ce titre significatif : « La psychose de guerre est développée sous le slogan de la lutte pour la paix. » On y lisait, entre autres : « Cette lutte « pour la paix » (dans les États satellites), ou plutôt la propagation de la peur de la guerre sous ce manteau, poursuit un but particulier. L'U. R. S. S. s'arrange de cette manière pour mieux tenir ses satellites en laisse, pour les exploiter plus largement et plus brutalement. D'autre part, cette propagande vise à provoquer un sentiment d'insécurité, et la crainte d'un conflit détourne l'attention des peuples d'Europe orientale de leur situation économique et politique, ainsi que des difficultés où l'U. R. S. S. les a plongés par son attitude de « frère aîné » qui, en échange de l'indépendance économique et politique dont il les a privés, donne à ses « frères cadets » des promesses vides et étend son « aide fraternelle » sous la forme d'une lutte pour la paix, camouflant une propagande incitant à la guerre. »

Puisque la Yougoslavie est accusée de nourrir des intentions chauvines à l'égard de ses voisins, quoi de plus naturel, pour les dirigeants yougoslaves, que d'exposer le chauvinisme pan-russe ? Dans un article du *Komunist*, organe du comité central du parti communiste yougoslave (septembre 1949), Djilas accuse les dirigeants russes d'être « nationalistes sous la forme la plus grossière » :

*Leurs propagandistes parlent des capacités exceptionnelles du peuple russe (p. ex. dans le message*

*adressé par l'Académie des Sciences soviétique à Molotov), de la supériorité de la culture russe (qui est en effet considérable) sur celle des autres nations. Les dirigeants de l'U. R. S. S. ne font pratiquement rien pour mettre leur peuple au courant des réalisations révolutionnaires, socialistes et culturelles effectuées par les autres peuples, pas même de celles des peuples qui se sont déjà engagés dans la voie du progrès socialiste. Ils ont inventé la théorie antimarxiste de l'importance primordiale des « premières découvertes » dans le domaine scientifique (affirmant que les savants russes ont tout découvert les premiers)<sup>1</sup>, et, sur la base de cette « idée », ils se sont approprié d'innombrables inventions effectuées par les nationaux d'autres pays.*

*Il est à peine besoin de signaler que tout le nouveau de cette « théorie » (également celle des capacités exceptionnelles d'une nation déterminée), c'est qu'elle vient d'apparaître en U. R. S. S. après avoir été propagée dans le passé, sous une forme à peine différente, par tous les genres de racistes et de nationalistes.*

Ce chauvinisme russe est devenu la risée de la Yougoslavie. Dans une vitrine de Belgrade, consacrée à une satire des pays du Kominform, un morceau de fer rouillé fut exposé avec cette notice : « D'après l'Académie des sciences de l'U. R. S. S., ce morceau de fer rouillé appartient à la première locomotive du monde — une locomotive russe, — qui circula entre les villes sibériennes d'Irkoutsk et de Verkhoïansk, au VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. » ( Alexander Werth, dans *The Manchester Guardian*, 16 juin 1950).

Mijalko Todorović, ministre de l'Agriculture, déclara, le 6 novembre 1950 :

*Pour exprimer cette politique de domination, il a été mis en circulation une « théorie » au sujet de la nation directrice, du « frère aîné », qui, dans son essence, est indiscernable de la théorie raciale de l'Herrenvolk, familière à tous dans un passé très récent, la seule différence étant que sa nature contre-révolutionnaire se dissimule derrière la Révolution d'Octobre » .(Tanjug)*

Naturellement, si les dirigeants russes sont chauvins et impérialistes, ils ne peuvent être des adversaires, mais des partisans de la tradition tsariste. Djilas le met en lumière en disant :

*Ce n'est pas par hasard que la propagande soviétique a fait presque complètement disparaître ses critiques du tsarisme et de sa politique impérialiste en général, vis-à-vis des peuples opprimés et faibles en particulier.<sup>2</sup> (Komunist, septembre 1949, op. cit.)*

## Révélation au sujet des « procès »

La critique ne pouvait s'arrêter en si beau chemin. Lorsque le « procès » Rajk fut utilisé contre les dirigeants yougoslaves, ceux-ci se virent contraints d'exposer tout le système des « procès » de Vichinsky, non seulement des « articles d'exportation », mais aussi des originaux, des « procès » de Moscou des années trente. Pijade, parlant de celui de Rajk, déclara :

*Le procès de Budapest rappelle ceux de l'Union soviétique en 1936, dont les organisateurs auraient pu aider de leur riche expérience les metteurs en scène hongrois. Toutefois, les procès de Moscou, quoiqu'ils fussent significatifs pour tous les partis communistes, demeurèrent des affaires intérieures russes, l'acte d'accusation fut dressé et le procès conduit contre des citoyens soviétiques auxquels on imputait des crimes divers, dont celui d'avoir eu des relations avec les fascismes allemand et japonais. Mais Hitler ne fut pas accusé, ni même mentionné. Un pacte de non-agression fut conclu avec lui quelques années plus tard, occasion au cours de laquelle des toasts furent portés à sa santé. Mais, aujourd'hui où l'accusateur public est le ministre des Affaires étrangères, ce genre de procès se transporte sur la scène internationale, il devient un article d'exportation. »*

1 La presse russe informe le monde que l'inventeur de la machine à vapeur n'est pas, comme on le croyait universellement, le célèbre Anglais Watt, mais le Russe Polzounov. La turbine à vapeur, le télégraphe, le moteur électrique, l'éclairage par incandescence, la radio, l'avion, la propulsion par réaction, l'hélicoptère et la pénicilline ; tout cela, ce sont des inventions russes (*Soviet Monitor*, 24 septembre 1947, 10 avril 1948, 6 mai 1948 ; *Izvestia*, 16 mars 1948 ; *Pravda*, 17 mars 1948).

2 On en trouve un exemple dans le tribut payé à Souvarov, dont le nom s'accolle, aujourd'hui, à celui de la plus haute décoration soviétique, à des écoles et à d'autres institutions. A l'époque de la Révolution française, Souvarov écrivait à la tsarine : « Oh ! Petite Mère ! ordonne-moi de marcher contre les Français ! » Il conduisit ultérieurement son armée en Suisse pour lutter contre eux. Il écrivit au chef de la contre-révolution royaliste, en Vendée : « Grand héros de la Vendée ! Défenseur de tes pères et du trône de tes rois... puissent les méchants (les révolutionnaires) périr et leur race disparaître ! » Il réprima dans le sang la révolte nationale des Polonais, en 1793, et reçut, en récompense, le rang de maréchal par Catherine, qui lui déclara : « C'est vous-même qui vous êtes promu maréchal en soumettant la Pologne. » En dehors de cet exploit, il aurait mérité sa promotion pour ses actes « progressifs », accomplis en Russie même, entre autres pour la répression de la révolte des paysans conduite par Pougatchev.

Il conclut énergiquement :

*Il a prouvé que l'attitude contre-révolutionnaire de ces dirigeants bolcheviks envers la Yougoslavie ne peut constituer une déviation exceptionnelle ou partielle de la ligne générale, qu'elle ne peut aller de pair avec une attitude révolutionnaire correcte, mais qu'elle fait partie intégrante d'une politique nouvelle, d'une nouvelle ligne idéologique constituant une déviation de la ligne fondamentale du marxisme-léninisme, un acte de révision ayant porté sur tous les domaines de la théorie et de la pratique. (Borba, 22 septembre 1949)*

Afin de se défendre contre les mensonges répandus sur eux par le Kremlin, les titistes jugèrent nécessaire d'attaquer le principe moral contenu implicitement dans la politique de Staline, à savoir que la fin justifie les moyens. Dans le message adressé à l'occasion du Nouvel An, Tito déclara :

*Ceux qui continuent à dire, pour apaiser leur conscience, que la fin justifie les moyens doivent savoir que ce mot d'ordre était particulièrement bien connu des jésuites au temps de l'Inquisition. Les grandes choses ne peuvent en aucun cas se fonder sur des moyens vils ni sur la malhonnêteté. (New York Times, 2 janvier 1949)*

## Le rôle messianique de la Russie

En détruisant la légende de l'internationalisme de Moscou, les titistes sont conduits à détruire aussi certaines autres idées, devenues des demi-axiomes dans le mouvement communiste mondial. On y considérait le Kremlin comme l'autorité infaillible, qui décidait ceux qui étaient socialistes et ceux qui étaient fascistes, ceux qui étaient démocrates et ceux qui ne l'étaient pas<sup>3</sup>. Devenus l'objet des accusations soviétiques, ils se sont rappelés que « personne n'a, aujourd'hui, le droit de distribuer des brevets de socialisme à des régimes comme les papes de jadis conféraient des titres impériaux » (Pijade, dans *Borba*, 22 août 1949)

Une autre légende, renvoyée au magasin des accessoires, est celle d'après laquelle la Russie jouerait un rôle messianique dans la libération du monde entier. Dans un discours prononcé devant des mineurs, le 12 septembre 1949, Tito déclara :

*(Les pays du Kominform) commettent une erreur en propageant l'idée que l'Armée rouge joue un rôle exclusivement révolutionnaire, ce qui, en fait, entraîne à la démobilisation des forces révolutionnaires latentes dans chaque peuple et dans chaque classe ouvrière. »*

*Chaque classe ouvrière est capable de lutter et de vaincre dans l'établissement du nouvel ordre social. Les baïonnettes n'ont jamais propagé convenablement une idée progressiste, elles n'ont jamais amené de transformation sociale, mais seulement la servitude.*

Tito dit encore, dans une autre occasion :

*Si la voie où ils (les pays du Kominform) se sont engagés devait être suivie jusqu'au bout, c'est-à-dire amener la libération par les baïonnettes de l'Armée rouge, qui ne serait qu'un asservissement des peuples sous une autre forme, c'en serait fait à jamais de la science du marxisme-léninisme, et le prétendu nouvel ordre social ainsi créé différerait bien peu de ceux qui l'auraient précédé ». (Yugoslav Fortnightly, 2 novembre 1949)*

Vukmanović a tenté d'expliquer les raisons de la théorie stalinienne selon laquelle un mouvement révolutionnaire ne pouvait être victorieux sans la présence de l'Armée rouge :

*Le gouvernement soviétique ne s'intéresse pas du tout à la victoire du socialisme dans un autre pays, à moins qu'il n'ait la garantie que celui-ci deviendra aussitôt dépendant de lui et soumis, exactement comme il ne s'intéresse pas le moins du monde à un mouvement révolutionnaire qu'il ne peut contrôler et subordonner à ses propres plans d'hégémonie, il le considère même comme un obstacle. Dans la pratique, cette garantie de la future soumission du mouvement révolutionnaire ne repose finalement que sur la force brute de l'armée soviétique. Dans ce domaine, il ne peut pas en être autrement !... Pour mener à*

---

3 Par exemple lorsque Zilliacus, hautement apprécié par les dirigeants communistes pendant de nombreuses années, n'accepta pas leur ligne au sujet de la Yougoslavie ; après la rupture, le journal du Kominform *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire !* le traita d'« avocat du fascisme », de « gentleman honteux », et déclara « L'opinion publique démocratique s'est indignée de la conduite de Zilliacus » (30 décembre 1949). L'expression « opinion publique démocratique » représente apparemment, pour le Kominform, uniquement ses partisans, même si ceux-ci ne constituent que moins de 0,5 % de la population britannique. « Quand j'emploie un mot, dit Humpty Dumpty, il signifie exactement ce que je veux qu'il dise, rien de plus et rien de moins. »

*bien leur politique d'hégémonie, les dirigeants de l'Union soviétique se sont montrés totalement hostiles aux mouvements et aux luttes révolutionnaires dans tout pays sur lequel ils n'exerçaient pas un contrôle (soit à cause de la distance géographique, parce que les chefs ne sont pas « dignes de confiance », etc.) ou qui a pu être l'objet de marchandages avec les impérialistes (sur le principe des zones d'influence). C'est pourquoi les dirigeants soviétiques ont ordonné aux communistes français et italiens de désarmer le peuple à fin de la seconde guerre mondiale, de dissoudre tous les comités populaires qui avaient pu être constitués pendant les hostilités comme organes préparatoires ou réels d'un régime révolutionnaire, de participer aux coalitions politiques bourgeoises (ce qui entraîne en fait, la liquidation de tous les résultats de la lutte révolutionnaire et la renonciation à toute nouvelle lutte). Et ainsi de suite. Que faut-il conclure, dès lors, de ces faits ? Manifestement que les dirigeants soviétiques se sont intéressés exclusivement au développement du mouvement dans les pays qui se trouvaient dans la « zone d'influence » de l'U. R. S. S., et où la possibilité existait de les soumettre au contrôle du gouvernement soviétique. Quant aux mouvements révolutionnaires des autres pays, le gouvernement moscovite a fait tous ses efforts pour les empêcher de vaincre et pour les obliger à collaborer avec la bourgeoisie réactionnaire, quelles qu'en soient les conséquences » (Vukmanović, op. cit. p. 2, 3).*

## Exposé du régime intérieur russe

Jusqu'ici, ces critiques ne s'adressent qu'à la politique extérieure de la Russie. Avant 1950, les dirigeants yougoslaves n'avaient nullement laissé entendre que cette politique impliquait l'existence d'un certain régime économique, social et politique dans la Russie elle-même. Mais cela ne pouvait tarder beaucoup. Pour tous ceux qui se prétendent marxistes — et Tito le prétend, — la politique extérieure d'un pays n'est que la continuation de sa politique intérieure. Celle d'un pays ou d'un groupe de pays féodaux, par exemple, diffère complètement de celle d'un pays parvenu au stade du capitalisme commercial ; celle-ci diffère à son tour de celle d'un pays capitaliste hautement industrialisé, et ainsi de suite. Aucun État, même socialiste, ne peut échapper à cette loi de l'Histoire. Les maîtres marxistes supposaient qu'un État socialiste aurait une politique extérieures de paix, de liberté nationale, d'égalité entre les peuples. Si, disaient-ils, il n'y a pas de place dans le pays lui-même pour l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'y aura pas de place non plus dans sa politique étrangère pour l'oppression ou l'exploitation des nations. C'est un axiome pour tout socialiste que, de même que la politique extérieure d'un État marchand capitaliste — par exemple l'encouragement de l'expansion commerciale, la création de colonies servant de débouchés, etc. — ne peut se combiner avec une politique intérieure féodale, il est impossible de greffer une politique étrangère capitaliste sur une politique intérieure socialiste.

Tito est donc logique en disant que, la politique extérieure de la Russie étant impérialiste, sa politique intérieure ne peut être socialiste, mais oppressive. Comme exemple concret, nous pouvons prendre l'affirmation de Tito — dont n'a jamais parlé le Kominform, même pour la réfuter — que le principe capitaliste domine le commerce entre l'U. R. S. S. et les « démocraties populaires ». S'il prévaut dans le commerce entre ces pays, une question se pose : chacun d'entre eux ne va-t-il pas essayer de vendre ses produits aussi cher que possible non seulement aux autres pays, mais à son peuple lui-même, et d'acheter ce qu'ils offrent — principalement de la main-d'œuvre — aussi bon marché que possible ? En outre, les vendeurs ne pouvant céder leur main-d'œuvre à personne, sauf à l'État employeur, et les acheteurs ne se procurant leurs produits qu'auprès de l'État-marchand, il est évident que, si les ouvriers ne disposent d'aucun contrôle sur l'État employeur, ils souffriront encore plus que ceux même d'un pays arriéré commerçant avec cet État. Si un pays, disposant de gros capitaux, en exploite un moins bien doté à cet égard, et surtout si le premier occupe une situation de monopole (renforcée par des dispositions politiques), la bureaucratie qui possède l'État et les moyens de production ne peut manquer d'exploiter très durement les travailleurs ne possédant pas de biens et privés de tous les droits politiques.

Les dirigeants yougoslaves commencèrent en 1950 à exposer et à attaquer la structure sociale du régime stalinien. C'est Djilas qui ouvrit le feu dans le très important discours électoral prononcé devant les étudiants de Belgrade (18 mars 1950) ; il énuméra les principaux péchés de la Russie :

*Création d'une inégalité dans ses rapports avec les autres pays socialistes et exploitation de ceux-ci ; exaltation contraire au marxisme du rôle d'un chef, prenant souvent la forme de falsifications grossières de l'Histoire et idolâtrie semblable à celle qu'on trouve dans les monarchies ; différenciation des traitements, bien supérieure à celle des administrations bourgeoises, allant de 400 à 15 000 roubles ; promotion idéologique du nationalisme pan-russe, sous-estimation et subordination du rôle de la culture et de l'histoire des autres peuples ; politique visant au partage de zones d'influence avec les États capitalistes ; monopolisation de l'interprétation de l'idéologie marxiste et de la tactique à employer par le mouvement international de la classe ouvrière ; introduction de méthodes recourant au mensonge et au scandale dans le mouvement de la classe ouvrière... sous-estimation de la conscience, notamment de la conscience des masses, dans la lutte pour une société nouvelle ; tendance à liquider la démocratie socialiste en n'en conservant plus que l'apparence ; abolition de la liberté de discussion, freinage de l'initiative des masses, c'est-à-dire des forces productrices fondamentales et, du même coup, de toutes les forces productrices en*

*général. (Sur les nouveaux chemins du socialisme, Belgrade, 1950, p. 11-12).*

Ces péchés sont le résultat de l'existence d'une bureaucratie isolée du peuple et le dominant, cette bureaucratie est devenue un obstacle au développement des forces productrices de la société russe. Djilas dit : « Le développement des forces de production dans l'Union soviétique a atteint le point où les rapports sociaux ne lui correspondent plus, pas plus que les méthodes de direction de la production elle-même ou celles de distribution des produits » (Ibid., p. 10). Il pose alors la question : « Est-ce que ce qui se produit en Union soviétique constitue quelque forme nouvelle de société de classes ? est-ce du capitalisme d'État ? est-ce une « déviation » à l'intérieur du socialisme lui-même ? » Sa réponse est qu'il s'agit d'un socialisme « dévié ». La bureaucratie, coupable de cette distorsion, est également responsable de la politique extérieure impérialiste. « La résolution du Kominform... montre... que les éléments bureaucratiques de l'U. R. S. S. qui ont « gelé » leur situation privilégiée essayent de trouver dans le monde extérieur une solution à la crise intérieure, c'est-à-dire d'étouffer temporairement cette crise par des succès à l'étranger, par l'exploitation et la subordination d'autres pays socialistes. » « C'est ainsi que les contradictions internes entre le centralisme bureaucratique et les producteurs directs, c'est-à-dire le peuple, se sont inévitablement développés... en contradictions externes, en un conflit entre l'impérialisme bureaucratique et les aspirations du peuple vers une vie dans la liberté et l'égalité » (Ibid., p. 17, 18).

Tito lui-même, trois mois après le discours de Djilas, critiqua sévèrement le régime stalinien. Il est possible que la violence de l'attaque fût dictée par le fait qu'elle se produisit juste au lendemain du début de la guerre de Corée, après que la Yougoslavie eût appuyé les puissances occidentales de l'O. N. U. et que sa collaboration avec elles dans les questions de politique étrangère et commerciale fût devenue plus étroite. Il déclara :

*La Révolution d'Octobre permet à l'État de prendre entre ses mains les moyens de production. Mais, au bout de trente et un ans, ils y sont toujours. Le slogan « l'usine aux ouvriers » a-t-il été mis en pratique ? Non, évidemment. Les ouvriers n'ont toujours aucun mot à dire dans la direction des usines. Celles-ci sont conduites par des directeurs nommés par l'État, autrement dit par des fonctionnaires. Les ouvriers n'ont qu'une possibilité et qu'un droit : travailler, mais ce n'est pas très différent du rôle qu'ils jouent dans les pays capitalistes. La seule différence, c'est qu'il n'y a pas de chômage en U. R. S. S., voilà tout. (Tito, Les ouvriers dirigent les usines en Yougoslavie, Belgrade, 1950, p. 24).*

Alors que Marx, Engels et Lénine, souligne Tito, enseignaient que l'État finirait par s'effacer sous le socialisme, il n'a cessé, en U. R. S. S., de s'élever de plus en plus au-dessus de la société, et de se bureaucratiser de plus en plus.

*Existe-t-il dans ce pays (l'Union soviétique) la moindre tendance à céder aux organismes inférieurs les fonctions de l'État, soit économiques, soit politiques ? Y constate-t-on le moindre indice de décentralisation ? Aucun jusqu'ici. Bien au contraire, on y voit un centralisme de plus en plus intransigeant qui est la marque caractéristique des États les plus bourgeois, bureaucratiques et centralistes. Les signes les plus manifestes de cette centralisation outrancière sont :*

- a) a concentration en un point unique de toutes les fonctions économiques, politiques, culturelles et autres ;*
- b) un appareil bureaucratique monstrueux ;*
- c) une augmentation et non une diminution des effectifs de la milice du ministère des Affaires intérieures, c'est-à-dire du N. K. V. D., etc.*

(Ibid., p. 26).

Il cite alors ce que Staline disait en 1939 :

*Le rôle de la coercition militaire a cessé, s'est évanoui, dans le pays ; l'exploitation a été abolie ; il ne restait plus d'exploiteurs, la coercition n'avait donc plus d'objet... Quant à notre armée, aux organismes de répression, aux services de renseignements, ils ne sont plus orientés vers l'intérieur, mais vers l'extérieur, vers nos ennemis étrangers.*

Tito réfute cette déclaration par l'argument suivant :

*Dire que les fonctions de l'État, dans le domaine des forces militaires, non seulement l'armée, mais les soi-disant organismes de répression, sont dirigées uniquement vers l'extérieur, c'est parler en perdant tout contact avec les réalités, juste comme ces paroles sont sans contact avec la situation actuelle dans l'Union soviétique. Que fait donc le gigantesque appareil bureaucratique ? Est-il orienté lui aussi vers l'extérieur ?*

*Que font le N. K. V. D. et la milice ? Sont-ils orientés encore vers l'extérieur ? Qui déporte des millions de citoyens de nationalités en Sibérie et dans l'Extrême-Nord ? Quelqu'un peut-il prétendre que ce sont là des mesures prises contre l'ennemi de classe, quelqu'un peut-il avancer que des nationalités entières constituent une classe à détruire ? Qui interdit la confrontation des opinions en Russie ? Tout ceci n'est-il pas le fait d'un des appareils d'État les plus centralisés, les plus bureaucratiques n'offrant aucune ressemblance avec une organisation en train de s'effacer ? Staline a tout de même raison sur un point sil'on applique ses paroles à la période actuelle, c'est-à-dire que cette machine d'État a vraiment des fonctions orientées vers l'extérieur. Il faut ajouter que ces fonctions s'exercent là où elles le doivent, mais aussi là où elles ne le doivent pas. Elles consistent à s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays et contre la volonté du peuple de ces pays. Par conséquent, ce ne sont nullement les fonctions d'un État socialiste en train de disparaître mais elles ressemblent beaucoup à celles d'une machine d'État impérialiste combattant pour obtenir des zones d'influence et subjuguier d'autres peuples. (Ibid., p. 29-30).*

Dans toute cette argumentation, le caractère socialiste de l'U. R. S. S. n'est jamais nié, même s'il est prétendu « dévié ». Mais cela devait venir. Si la politique extérieure de la Russie est caractérisée par une exploitation capitaliste et impérialiste, sa politique intérieure par l'existence de camps d'esclaves, et si la situation des ouvriers, comme le déclare Tito, « n'est pas différente du rôle que jouent les ouvriers dans les pays capitalistes », en quoi s'écarte-t-elle du capitalisme ?

Dans le discours cité plus haut, Todorović fit un pas de plus vers la conclusion que la Russie est un État capitaliste :

*Bien que les usines soient la propriété de l'État, si les ouvriers ne jouent aucun rôle dans la direction de ces usines, si personne ne leur demande jamais ce qu'il faut faire de la valeur ajoutée par le travail, si la bureaucratie décide du sort de cette valeur ajoutée et en prélève une bonne partie pour son propre usage et l'entretien des divers services assurant sa situation privilégiée et dominante, si tout ceci est bien réel, et ce l'est certainement aujourd'hui en U. R. S. S., en quoi la situation de l'ouvrier soviétique diffère-t-elle substantiellement de celle de l'ouvrier des pays capitalistes ? Le tribut payé par la classe ouvrière pour l'entretien d'une bureaucratie grassement payée et privilégiée, pour la politique de celle-ci, ses « poètes », ses protégés et autres parasites, ce tribut n'est rien d'autre — précisément du fait qu'il est exprimé en termes de production — qu'une valeur capitaliste ajoutée qu'on cherche à dissimuler. Le fait que la propriété privée n'existe pas sous sa forme classique, pourrait-on dire, n'affecte pas sensiblement le caractère d'exploitation. Cette propriété privée a cessé depuis longtemps d'exister, même sous un régime de capitalisme monopolisateur. Engels, par exemple, écrivait dès 1891 : « si nous passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la production privée, mais encore la cessation de l'absence de plan ». (Tanjug, 7 novembre 1950).*

Finalement, il fut déclaré ouvertement que la Russie était une société à capitalisme d'État.

Dans un article intitulé : « L'Union soviétique, Apparences et Réalités » (*Borba*, 20 novembre 1950), Djilas écrivit que ce que la Russie représente est clair « non seulement pour un marxiste, mais même pour tout homme politique bourgeois, voire pour l'homme ordinaire qui n'est pas politicien ».

*Au lieu de l'internationalisme, de la fraternité et de l'égalité entre les peuples, au lieu d'efforts pour régler pacifiquement leurs querelles, nous avons un obscurantisme nationaliste, le maintien de six pays européens civilisés sous le joug d'une force d'occupation camouflée, une exportation de capitaux et l'extorsion de ceux-ci — d'après les méthodes primitives de l'accumulation — par des superbénéfices, la préparation d'une guerre de conquête, prétendument dirigée contre le capitalisme — à moins qu'il ne soit possible de s'arranger momentanément avec lui, — mais, en fait, pour s'assurer du butin et conquérir de nouveaux territoires... Au lieu des formes joyeuses et libres de la vie intellectuelle et sociale de travailleurs et de travailleuses ayant secoué le joug de leurs maîtres capitalistes ou de leurs seigneurs féodaux, nous avons des pensées grises et standardisées, les déblatérations frénétiques, déshumanisées, d'hommes ivres d'une forme de bonheur patentée, l'oppression sauvage et totale d'un talon de fer — un réseau d'espions, qui a pénétré même la plus petite unité de la société, s'est glissé dans les relations entre mari et femme, entre parents et enfants, entre les artistes et leur inspiration ou leur œuvre — tel que l'histoire de l'humanité n'en avait pas encore connu... Des uniformes poussiéreux et oubliés ont été ressortis des musées du tsarisme, pas même ceux des jours « glorieux » de Catherine, mais ceux de Nicolas I<sup>er</sup>, agrémentés de l'éclat de « nouvelles » épaulettes, pour en draper l'échiné de maréchaux, de généraux et de policiers « socialistes ». Des phrases creuses, des falsifications grossières, la démagogie et des procès « cuits d'avance », sur le modèle de ceux jadis intentés aux hérétiques et aux sorcières, tentent d'abuser les braves et simples travailleurs — ce qui révèle en soi un mépris inhumain des gens ordinaires, de leur intelligence et de leur force ; — au lieu de la recherche passionnée, inflexible, de la vérité, des mensonges et des infamies en tout lieu et en toute chose, même dans la peinture du capitalisme et de certains pays*

*capitalistes...*

Il écrit encore que « c'est l'U. R. S. S. qui cherche à se protéger elle-même et à se fermer au monde capitaliste », et il demande :

*Qu'est-ce que ces hommes ont à cacher, de quoi ont-ils donc peur ? Ce qu'ils cachent, c'est leur propre ordre social et leur propre conformation, qui est monstrueuse même par comparaison avec la démocratie bourgeoise. (...) L'État capitaliste et monopolisateur a atteint en U. R. S. S. des formes gigantesques, despotiques, dans tous les domaines de la vie. (...) Et, quand ils nous accusent de quelque chose, nous savons qu'en fait c'est d'eux qu'ils veulent parler. Même quand ils parlent de fascisme ou d'une chose analogue, nous savons, par l'expérience des accusations antérieures, que nous pouvons nous dire avec confiance : De te fabula narratur.*



## Chapitre IV — Le titisme n'est pas une négation radicale du stalinisme.

### Efforts pour faire disparaître certains traits de stalinisme en Yougoslavie

La logique de la lutte menée par les dirigeants yougoslaves contre la domination de Moscou, qui les contraint à dévoiler de plus en plus ouvertement le véritable caractère du régime de Staline, les force aussi à renoncer, ou tout au moins à prétendre renoncer, à ses traits les plus manifestes. Cette lutte, où c'est une question de vie ou de mort pour le gouvernement yougoslave que d'élargir l'appui reçu des masses, lui fait une loi de « libéraliser » sa dictature. Les difficultés économiques provenant de l'isolement de la Yougoslavie réalisé par le bloc des pays soviétiques, et plus encore de la grave sécheresse de 1950, le poussent aussi dans la même direction. Mais c'est une autre question de savoir s'il est possible de « libéraliser » vraiment un régime du genre de celui de Tito (ou de Staline) ou s'il lui faut devenir de plus en plus dictatorial.

En opposition avec le « centralisme bureaucratique » de Staline, Tito a essayé d'implanter la « démocratie socialiste ». L'administration a été décentralisée, à commencer par l'économie. Les ministères fédéraux de l'Électricité et des Mines ont été supprimés Par un décret du 7 février 1950, et la responsabilité de la direction de ces branches de l'économie transférée aux gouvernements des Pays composant la République de Yougoslavie. Le 11 avril, six autres ministères du gouvernement central : Agriculture, Forêts, Industries légères, Commerce, Ravitaillement, Approvisionnement de l'État ont également été supprimés. A l'échelon fédéral, les départements ont des conseils à leur tête et les lois accordent une large autonomie aux divers gouvernements.

Le 26 juin 1950, l'Assemblée fédérale yougoslave vota la « Loi fondamentale sur la direction, par les collectivités ouvrières, des entreprises économiques d'État et des hautes unions économiques ». Tito a déclaré qu'il s'agissait de remplir la promesse « l'usine aux ouvriers » et d'un nouveau grand pas vers l'établissement définitif du socialisme. Cette loi prévoit l'élection d'un conseil d'ouvriers par entreprise d'État ou par « haute union économique » groupant plusieurs unités économiques (art. 2). Il est élu pour un an (art. 3). Il élit lui-même le conseil de gestion (art. 4). Celui-ci dirige l'entreprise et est responsable devant le conseil des ouvriers et devant l'organisme d'État compétent (art. 5). Le conseil de gestion est élu chaque année. Un tiers seulement de ses membres peuvent être réélus et personne ne peut en faire partie pendant plus de deux années consécutives. Les membres de ce conseil ne sont pas rétribués (art. 6). « La production et la conduite des affaires dans une entreprise sont à la charge du directeur de cette entreprise, le fonctionnement et la conduite des affaires d'une haute union industrielle est à la charge du directeur de cette union. » « Le directeur de l'entreprise sera nommé par le conseil de gestion de la haute union économique, ou par l'organisme d'État compétent su l'entreprise n'est pas amalgamée, et le directeur d'une haute, union économique est désigné par l'organisme d'État compétent » (art. 8). « Le directeur d'une entreprise est responsable devant le conseil de gestion et devant le directeur de la haute union économique, ainsi que devant l'organisme d'État compétent » alors que le directeur d'une haute union économique l'est devant le conseil de gestion et devant l'organisme d'État compétent (art. 9). « Le conseil des ouvriers d'une entreprise est élu au suffrage général, égal et direct, et au scrutin secret » (art. 11).» « Les conseils d'ouvriers des entreprises approuvent les plans de base et les comptes définitifs, prennent les décisions relatives à la gestion de l'entreprise et à l'exécution du plan économique, élisent, rappellent et changent les conseils de gestion de l'entreprise ou ses membres individuels, arrêtent les règlements de l'entreprise avec l'approbation du conseil de gestion de la haute union économique ou de l'organisme d'État compétent, discutent les rapports sur les résultats obtenus par le conseil de gestion, prennent des décisions à leur sujet et les approuvent, discutent les diverses mesures arrêtées par le conseil de gestion et prennent des décisions à leur sujet, distribuant la partie de l'accumulation restant à la disposition de l'entreprise, c'est-à-dire de la collectivité des travailleurs » (art. 23). « Le directeur et les autres membres du conseil de gestion doivent assister aux séances du conseil des ouvriers. Chaque membre de celui-ci a le droit de leur poser des questions au sujet du fonctionnement de l'affaire. Le conseil de gestion et le directeur sont dans l'obligation d'y répondre » (art. 24). « Le directeur d'une entreprise répartit les ouvriers et les employés entre les tâches particulières et fixe leur travail. Les ouvriers et les employés sont responsables de leur travail devant le directeur de l'entreprise. Celui-ci assure la discipline dans le travail et dans les autres activités de l'entreprise » (art. 39).

Une décision du Front populaire (septembre 1950) constitue une autre mesure pour « libéraliser » le régime. Elle prévoit que les citoyens ne seront plus contraints de fournir un travail « volontaire », les dispositions policières prises jusque-là à cet effet ayant été inspirées par le modèle russe.

A la suite de la famine qui régna dans les derniers mois de 1950, des « mesures contre le bureaucratisme » encore plus draconiennes furent prises. Le 14 octobre, Tito signa un décret abolissant les magasins spéciaux vendant leurs articles à des prix de faveur aux hautes autorités du gouvernement et du parti communiste ainsi qu'aux directeurs de

l'industrie. Les villas et les établissements de repos réservés jusque-là à ces privilégiés furent transférées à l'industrie du tourisme. « Les personnes qui remplissent certaines fonctions de responsabilité sociales ou nationales » sont cependant exemptes de ces dispositions, et la liste en est arrêtée par le gouvernement.

Dans les domaines de la culture et de l'enseignement, l'accent a été mis sur la liberté de la puissance créatrice des individus. Selon les directives données par le comité central du parti au sujet de la réorganisation du régime de l'enseignement (2 janvier 1950), le rôle de celui-ci doit être :

*De former un homme socialiste nouveau, libre et audacieux, aux conceptions larges, affranchi des idées bureaucratiques et standardisées.*

*De développer la compétition intellectuelle et l'esprit d'initiative par une diffusion de l'expérience pratique et du sens de la lutte engagée pour construire le socialisme dans notre pays (New York Times, 3 janvier 1950).*

Aucune mesure concrète n'a cependant été prise jusqu'ici à cet effet.

## La quadrature du cercle

La décentralisation de l'administration, l'installation dans l'économie de ce qu'on appelle la « gestion par les ouvriers », les mesures prises en faveur de l'égalité sociale, de la liberté idéologique et du développement libre de l'individu, tout cela semble contraire aux pratiques du régime stalinien. Mais le but ainsi fixé pourra-t-il être atteint ? Malheureusement, et malgré qu'on en ait, les résultats pratiques et, en liaison avec eux, l'analyse des circonstances dans lesquelles s'effectue l'expérience de Tito obligent à répondre négativement : le gouvernement d'un Etat capitaliste et bureaucratique menacé à l'extérieur peut faire des concessions au peuple, mais il ne peut cesser de rester séparé de lui et de s'élever au-dessus de lui.

Les dirigeants yougoslaves n'essayent pas d'expliquer comment la décentralisation de l'administration peut être compatible avec l'existence d'un régime à parti unique, monolithique, hautement centralisé, dirigé par un bureau politique, ni comment gestion d'une entreprise par les ouvriers peut se concilier avec un plan économique central arrêté par les neuf personnages qui se trouvent au centre du pouvoir politique. Quelle autonomie peut posséder un conseil d'ouvriers élu sur une liste de candidats présentés par le syndicat de tendance centraliste et soumis au contrôle du parti ? De même, quelle peut être cette autonomie alors que l'économie est planifiée et que les décisions fondamentales au sujet de la production, telles que celle sur les salaires réels (la quantité de biens de consommation à produire et à distribuer au plan national), sont prises par un gouvernement indépendant du peuple ? Comment pourrait-il exister des gouvernements locaux vraiment autonomes dans une situation où tout, des usines aux journaux, des hommes aux machines, se trouve entre les mains de l'Etat centralisé et bureaucratique ?

Mais, surtout, les dirigeants yougoslaves n'expliquent pas les causes historiques de l'établissement en Russie de ce qu'ils appellent le « centralisme bureaucratique », ni s'il est possible d'agir contre ces causes en Yougoslavie. Le capitalisme d'Etat bureaucratique n'est pas un accident en Russie, c'est le résultat de l'industrialisation rapide d'un pays disposant de forces productrices très faibles, entraînant la subordination de la consommation aux nécessités de l'accumulation, et ainsi la séparation des travailleurs des moyens de production, qui conduit à un accroissement de la pauvreté conjointement avec un accroissement de la richesse. La bureaucratie apparaît comme la matérialisation de ce processus, comme l'incarnation de l'accumulation du capital aux dépens du peuple et comme la bénéficiaire de cette accumulation. Si tel a été le cas en Russie, des circonstances fondamentalement analogues dans la Yougoslavie, petite, arriérée et isolée, doivent donner forcément les mêmes résultats malheureux.

L'expérience des deux années a fourni des arguments en faveur de la thèse selon laquelle Tito et ses amis ne peuvent pas rompre avec les caractères fondamentaux du stalinisme. Pour illustrer la limitation des droits dont jouit l'ouvrier yougoslave dans « son » usine, il suffira de mentionner qu'il n'y a pas eu une seule grève ni avant, ni après la promulgation de la loi du 26 juin 1950 sur la gestion par les ouvriers, que le livret de travail (la karakteristika) existe toujours et que les châtiments les plus rigoureux continuent de frapper les travailleurs qui violent les règles de discipline ou chapardent, même si c'est seulement pour apaiser leur faim. Ce dernier point montre clairement la contradiction existant entre la forme — « les ouvriers possèdent les usines » — et la réalité sociale, et il est intéressant d'en donner un exemple. Le *Manchester Guardian* du 19 août 1950 a publié l'article suivant sous le titre : « Condamnation à mort pour vol dans un atelier » :

*La nouvelle procédure consistant à juger les délinquants dans leur lieu de travail et non devant les tribunaux a été mise en vigueur il y a quelques jours à Belgrade. Dix-sept ouvriers d'un grand atelier de constructions mécaniques ont été ainsi jugés pour avoir commis de nombreux vols. L'un d'eux fut condamné à mort et les seize autres à des peines de prison et de travaux forcés allant de deux mois à vingt ans. Tout le personnel de l'atelier a dû assister au procès, conçu comme devant servir d'avertissement.*

*Il n'y a guère à s'étonner que les ouvriers yougoslaves aient recours au vol et aient besoin d'être prévenus par des méthodes spectaculaires. Les rations sont très faibles et le gouvernement a peine à les honorer. Les prix sont extrêmement élevés sur le marché libre...*

Le régime du parti unique continue d'exister dans l'arène politique. Les « élections » demeurent les mascarades pseudo-démocratiques qu'elles ont toujours été. Il paraît si évident aux dirigeants yougoslaves qu'une seule liste de candidats doit être présentée aux élections générales et que seuls les candidats officiels puissent être élus que l'un d'eux, Djilas, a pu dire dans une réunion électorale (18 mars 1950) :

*Il est manifeste que la question de savoir si les candidats seront élus est secondaire dans de telles conditions et sous un tel régime (celui de la Yougoslavie), étant donné qu'ils seront élus de toute façon.*

Aucune faction n'est tolérée à l'intérieur du parti lui-même et, jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu de débat libre entre des dirigeants sur n'importe quelle question. La presse, également, est toujours unanime dans ses louanges ou ses blâmes.

L'expression de « libre développement idéologique » ne signifie pas, naturellement, que les partisans du Kominform possèdent leur liberté d'action. Ils sont emprisonnés. Elle ne donne pas aux partis paysans et socialistes le droit de publier des journaux et de tenir des réunions. Personne, non plus, ne peut tirer avantage de la « liberté culturelle » préconisée par les dirigeants. Lorsque Branko Ćopić, l'un des écrivains communistes les plus connus, rédigea trois articles critiquant le genre de vie extravagant et le snobisme des hauts fonctionnaires (octobre 1950), Tito intervint immédiatement en personne pour l'en blâmer sévèrement.

En ce qui concerne l'aspect moral de la démocratie, le choix des armes dans la lutte contre des adversaires, Tito ne répugne pas plus aux calomnies et aux mensonges que ses ennemis du Kominform. Cet aspect en lui-même et comme baromètre général de l'essence véritable du régime présente une grande importance et mérite d'être illustré par quelques exemples. Dans un discours prononcé le 1<sup>er</sup> septembre 1948, Djilas traita les partisans yougoslaves du Kominform « qui avaient fui dans les autres démocraties populaires ou en U. R. S. S. » de « traîtres au socialisme, opportunistes, trotskystes, mécontents doués d'ambitions démesurées ». Quel salmigondis : des trotskystes agents de Staline se réfugiant en Russie et dans les satellites de celle-ci !

Peu après la publication de l'excommunication prononcée par le Kominform, 233 étudiants furent expulsés de l'Université de Belgrade et des écoles techniques pour des accusations allant de la critique des autorités à l'espionnage, à la collaboration avec l'ennemi en temps de guerre, au vol de la propriété publique, à la spéculation, etc.

Les dirigeants yougoslaves proclamèrent que Hebrang, principal partisan stalinien en Yougoslavie, était dès 1942 un agent des oustachis, les fascistes croates. Ils oublient apparemment qu'il avait occupé un des postes les plus importants dans l'armée des Partisans et au gouvernement, que toute sa vie avait été vouée à la lutte contre les oustachis et leurs complices, qu'il avait fait douze ans et demi de prison pour cela.

Dans le rapport présenté au III<sup>e</sup> Congrès du Front populaire (9 avril 1949), Tito parla des Yougoslaves qui approuvaient l'excommunication prononcée par le Kominform. L'un d'eux, dit-il « avait été inspecteur de police de Nedić pendant l'occupation... et avait torturé des patriotes. Il avait réussi à dissimuler son passé et à se glisser dans les rangs de notre parti ». Un autre avait été un des policiers de Pavelić, un autre encore « agent de la Gestapo », et ainsi de suite. Bref, « pour 95 % au moins d'entre eux, vous découvrirez qu'ils ont un passé chargé (c'est-à-dire qu'ils ont été des mouchards de la police) ou que ce sont des ambitieux, des lâches et des faibles, des ennemis de classe, des fils de koulaks, des éléments ayant appartenu aux tchetniks ou aux oustachis, aux gardes blancs, etc. », c'est-à-dire des « déchets humains ». Pour compléter cet étrange mélange, Tito déclara, dans le même discours, qu'il y avait à Prague « un trotskyste bien connu », chargé par le Kominform d'attaquer la Yougoslavie.

Dans une autre occasion, il accusa les partisans du Kominform de collaborer à Trieste avec les fascistes italiens, avec « l'appui cordial des autorités anglo-américaines d'occupation ». C'était pour protester contre un « article calomnieux » publié par le quotidien polonais *Trybuna Ludu* (13 février 1949), sous le titre : « Les forces d'occupation anglo-américaines soutiennent la clique de Tito à Trieste ! »

Le *Borba* déclara :

*Le régime communiste bulgare est rempli de civils et d'officiers qui commirent des crimes de guerre en Yougoslavie pendant l'occupation par les troupes bulgares de certaines parties de la Serbie et de la Macédoine. Quelques-uns de ces officiers ont obtenu de l'avancement, d'autres des pensions, et quelques-uns des civils occupent des positions importantes au sein du parti communiste bulgare...*

*Le régime communiste de Budapest emploie des criminels de guerre hongrois et d'anciens espions de l'armée hongroise pro-allemande... D'ex-membres de la Gestapo font partie de la police communiste roumaine. (etc., cité par le New Herald Tribune du 22 janvier 1949).*

Si tout ceci est vrai, pourquoi n'en fut-il pas parlé entre création des « démocraties populaires » et la rupture entre et Staline ?

Tito, à ce qu'il semble, ne répudie pas, dans la pratique, les principes amoraux des jésuites, qu'il condamne par ailleurs si catégoriquement.

## Chapitre V — L'épidémie de titisme en Europe orientale

Depuis l'excommunication de Tito, son spectre n'a cessé de hanter l'Europe orientale. Un grand nombre de dirigeants des partis communistes ont été accusés d'être envoûtés par lui, et « épurés ».

### Pologne

En septembre 1948, Varsovie annonça la « résolution unanime du comité central du parti des ouvriers polonais » et l'« approbation unanime » de cette résolution par la réunion plénière des membres actifs de ce parti de retirer ses fonctions au secrétaire général Władysław Gomułka. Celui-ci était vice-président du conseil des ministres et le chef véritable de l'administration (le président, membre du P. P. S., n'étant qu'une figure de proue). Il était également ministre des Territoires recouverts, cœur industriel du pays. En l'espace de quelques mois, Gomułka se vit démettre de toutes ces fonctions ainsi que de celles de membre du bureau politique et même de celles de membre du comité central. Un discours de Bolesław Bierut, qui le remplaça comme secrétaire général, jette quelque lumière sur la technique de la « purge ». La preuve capitale — sinon l'unique — de la « déviation » de Gomułka qu'il cita était un article de la *Trybuna Wolności*, organe central du P. P. R., paru... le 1<sup>er</sup> juillet 1944. On pourrait penser que cette critique fut formulée quatre ans trop tard ou que l'article avait été blâmé précédemment. Non pas. On pourrait tout au moins croire que cet article avait été écrit par Gomułka. Non pas, encore. Il était dû à un autre dirigeant parti, Benkowski. Mais c'est un avertissement à Gomułka et aux autres chefs communistes que, s'ils s'écartent jamais de la ligne leur déviation sera antedatée de 1944 et que les « erreurs » commises par l'un d'eux serviront à compromettre les autres.

Gomułka fut peut-être choisi comme objectif de l'attaque parce qu'il n'était pas de ces dirigeants du P. P. R. qui arrivèrent de Moscou à la fin de la guerre « en avion, la pipe à la bouche », comme l'a dit Pijade.

Quelques jours après la disgrâce de Gomułka, Varsovie annonçait que presque tous les chefs du P. P. S. (alors sur le point de fusionner avec le P. P. R.) étaient également démis : Kazimierz Rusinek « démissionna » de ses fonctions de président du comité central exécutif — le plus haut organe hiérarchique du P. P. S. — Edward Osóbka-Morawski, premier ministre en 1945-1946 Stanisław Piaskowski, Drobner et huit autres membres disparurent du comité central exécutif. Stanisław Szwalbe, président du conseil national du P. P. S., et onze des membres de celui-ci « démissionnèrent » également. La nouvelle direction, dans la plus pure tradition de Machiavel, confia le soin de dénoncer Gomułka, qui n'avait pas rétracté assez servilement son « nationalisme » à son collaborateur le plus proche, Zenon Kliszko membre du bureau politique, secrétaire du parti et chargé des cadres de celui-ci de 1944 à septembre 1948. Son attaque fut bruyamment applaudie par le congrès. Kliszko, lui-même, fut ultérieurement disgracié pour « déviations nationalistes ».

Le 7 septembre 1949, après plus d'une année de silence, le quotidien varsovien *Trybuna Ludu* publia un article de Gomułka attaquant Tito. On aurait pu penser que c'était la fin de l'« affaire Gomułka », mais il n'en était rien. Après la dégradation politique ayant consisté à être accusé par son ancien collaborateur et après cette condamnation par Gomułka du « nationalisme » de Tito, la scène était prête pour une liquidation matérielle devant servir d'avertissement à tous ceux qui auraient l'audace de « dévier ». L'attaque de Gomułka par Kliszko et celle de Tito par Gomułka suivaient le modèle des lettres adressées à la Pravda par Radek et par d'autres futures victimes des procès de Moscou, à l'époque du jugement de Kamenev et Zinoviev, où ils traitaient leurs anciens amis de « chiens enragés », de « bande de fascistes contre-révolutionnaires », et faisaient appel à « leur chef bien-aimé, Staline », pour n'avoir aucune « pitié » à l'égard de ces « assassins et traîtres méprisables ».

Le coup de grâce fut administré à Gomułka quelques semaines après cette attaque contre Tito. Il se produisit quatre jours après l'annonce de la nomination du maréchal soviétique Rokossovsky comme ministre polonais de la Défense nationale. Lors d'une réunion plénière du comité central du parti unifié des ouvriers polonais, qui eut lieu du 11 au 13 novembre 1949, Bierut accusa plusieurs membres de la brigade Dombrowski — unité polonaise de la brigade internationale ayant combattu en Espagne — d'être des mouchards de la police fasciste parvenus à des positions dirigeantes dans la nouvelle administration polonaise. Les responsables de cette situation étaient Gomułka, Kliszko et le général Marian Spychalski. Ce dernier avait commandé la brigade Dombrowski, dirigé le département de l'Information (c'est-à-dire le département politique) de l'organisation militaire du P. P. R. sous l'occupation allemande, puis de l'Armia Ludowa, armée polonaise sous contrôle du P. P. R., et était, récemment encore, ministre adjoint de la Défense nationale et membre du bureau politique. Dans le rapport au congrès de l'Union, où Gomułka avait été seul à être attaqué et Kliszko son principal dénonciateur, le discours de Spychalski et une photographie de lui avaient tenu une place importante, ne le cédant qu'à ceux de Bierut et de Berman. Tous les trois, Gomułka, Kliszko et Spychalski, sont maintenant en prison pour avoir « aidé et protégé des fascistes ». Simultanément, Lechowicz ancien ministre du Ravitaillement ; le Dr Stanisław Kovalewsky, ancien vice-ministre de l'Agriculture ; Ryszard Borowy, vice-ministre des Forêts, et Tadeusz Kochanowicz, vice-ministre du Travail et du bien-être social, étaient arrêtés.

Cela ne constitue nullement la fin de la « purge » des « titistes » en Pologne, et Bierut, dans un article publié juste après la réunion plénière, indiqua que le filet se resserrait plus étroitement encore. Il déclara :

*Il suffit d'analyser un peu plus profondément les conditions spécifiques régnant en Pologne pour conclure que les dangers d'un travail subversif, sous la forme d'espionnage, de sabotage, de conspiration et de terreur, ont, dans notre pays, tant du point de vue objectif que subjectif, une base beaucoup plus large que dans n'importe quel autre. (Pour une paix durable, pour une démocratie populaire, 19 décembre 1949).*

## Bulgarie

En Bulgarie, les « titistes » étaient conduits par Traïtcho Kostov, qui n'était pas un ami de Tito, étant précédemment entré en conflit avec celui-ci sur la question de la fédération balkanique, mais qui n'était pas non plus un laquais servile de Staline.

Avant sa disgrâce (suivie de son arrestation, de son jugement et de son exécution), Kostov était secrétaire politique du comité central du parti, président du conseil intérimaire et président du comité gouvernemental des Affaires économiques et financières. La presse communiste bulgare, à l'occasion de son cinquantième anniversaire, décrit la longue lutte qu'il avait soutenue pour le parti et les hauts postes qu'il y avait occupés, ayant été l'un de ses fondateurs en 1919, membre du comité central en 1924, chef du groupe parlementaire communiste (alors appelé officiellement « parti des Ouvriers »), rédacteur en chef de son journal en 1931-1932, membre du secrétariat balkanique du Komintern en 1932-1934, membre du bureau politique du parti depuis 1935, son secrétaire depuis 1940 et son secrétaire général depuis 1944. Il avait passé plus de dix ans en prison et fut l'un des plus éminents martyrs de la classe ouvrière bulgare entre les deux guerres mondiales. En 1924, il avait été torturé si cruellement que, craignant de trahir ses camarades, il avait tenté de se suicider en se jetant du quatrième étage de la Direction de la police, à Sofia. Il avait survécu, mais avec les deux jambes brisées et une déformation de la colonne vertébrale. Le comité central du parti s'adressa à lui dans les termes suivants :

*Vous avez accompli de grandes choses, camarade Kostov, en bâtissant le parti, en servant de maître et d'instructeur à ses membres. Sous votre direction, et inspirés par votre vie héroïque, des milliers de communistes ont été élevés dans une fidélité sans réserve au parti. Votre profonde connaissance de la théorie marxiste-léninienne, votre grande culture, votre esprit de ressource et votre fermeté, votre modestie, votre loyauté indiscutable envers le parti et la classe ouvrière constituent les caractères bolcheviks qui magnifient votre vie de combattant, à jamais liée aux luttes du parti. Aujourd'hui, collègue loyal du camarade Dimitrov et son premier adjoint, vous êtes l'un des chefs du parti les plus aimés et les plus respectés, un grand homme d'État, un des bâtisseurs de la Bulgarie nouvelle. (cité par The World Today, avril 1950)*

On s'attendait à ce que, tout naturellement, à la mort de Dimitrov, ses attributions retombassent sur les épaules de Kostov.

Lorsque, le 5 avril 1949, il fut démis de ses fonctions de premier ministre intérimaire et de membre du bureau politique, l'explication officielle suivante fut publiée : « Traïtcho Kostov a poursuivi une politique manquant de sincérité et inamicale envers l'U. R. S. S. au cours des négociations commerciales et dans la fourniture de renseignements économiques aux représentants soviétiques. Il a toléré et, en fait, encouragé les tendances nationalistes au sein de l'appareil de l'État. » Quelques mois plus tard, il était condamné et exécuté pour avoir été un des mouchards de la police bulgare depuis 1942 et un des informateurs des services de renseignements britannique, américain et yougoslave depuis 1944.

Beaucoup d'autres hauts personnages furent « épurés » avec Kostov. La « purge » atteignit une telle ampleur qu'on put penser que toute l'administration de l'État et du parti se trouvait dans une situation critique. La grande majorité des hauts fonctionnaires ainsi « épurés » furent proclamés des « espions fascistes ». On aura une idée des proportions de la « purge » en parcourant la liste de leurs noms. Ceux qui furent déclarés des espions fascistes seront marqués d'un astérisque pour éviter de les confondre avec ceux qui furent éliminés simplement en conséquence d'une mesure administrative.

\* Professeur Ivan Stefanov, ministre des Finances ;

\* Nikola Pavlov, ministre adjoint aux Constructions, secrétaire du cadre du comité central et président de la commission centrale du parti ;

\* Professeur Petko Kounine, membre du bureau politique jusqu'au 8 janvier 1948, puis membre remplaçant, ministre de l'Industrie (également ministre des Finances pendant deux mois après l'arrestation de Stefanov) ;

\* M. Sakelarov, ministre des Travaux publics ;

\* S. Tontchev, ministre des Transports et ancien secrétaire du Front patriotique ;

Le général Dobri Terpechev, vice-premier ministre et président de la commission de planification (il demeura

quatorze ans en Prison et fut deux fois condamné à mort ; au cours de la guerre, il commanda les Partisans bulgares), expulsé de toutes ses places pour « manque de diligence dans sa tâche et manque de vigilance » ;

\* Yordan Bojilov, ancien ministre du Commerce extérieur ;

\* Ljubomir Kairakov, ancien ministre à l'Électrification ;

M. Gotchev, ancien ministre de l'Industrie, membre du comité central du parti, expulsé de celui-ci ;

\* Nikola Natchev, président adjoint de la commission gouvernementale pour les Affaires économiques et financières ;

\* Lultcho Tchervenkov, ministre adjoint des Transports ;

\* Vasil Markov, ministre adjoint des Transports ;

\* Georgi Petrov, ministre adjoint des Finances ;

\* Boris Simov, ministre adjoint de l'Industrie ;

\* Nikola Govedarsky, ministre adjoint du Commerce intérieur ;

\* Dimiter Kotchemidov, ministre adjoint du Commerce intérieur ;

\* Bonyu Petrovsky, ministre adjoint du Commerce extérieur ;

\* Ivan Tutev, directeur du ministère du Commerce extérieur ;

\* Georgi Andreitchine, secrétaire d'État aux Affaires étrangères ;

Popentcharov, ministre adjoint des Affaires étrangères et directeur des services de la propagande communiste ;

Le général Ivan Kinov, chef d'état-major général, « relevé de ses fonctions » et expulsé du comité central du parti. Il avait été l'un des chefs de la brigade internationale pendant la guerre d'Espagne ;

Le général Boyan Balgaranov, chef du département politique de l'armée, « relevé de ses fonctions » et expulsé du comité central du parti ;

\* Peter Vrantchev, chef du Service militaire des renseignements ;

\* Lev Glavintchec, chef adjoint des gardes-frontières ;

\* Stefan Bogdanov, directeur de la police d'État ;

\* Georgi Ganev, directeur de la police d'État et membre du bureau politique ;

\* Nikolai Zadgorsky, directeur de la police d'État ;

\* Tsanyu Tsontchev, gouverneur de la banque nationale bulgare, chef de l'office gouvernemental des statistiques ;

Grosev, ex-secrétaire général du Front patriotique, expulsé du comité central du parti ;

B. Koptchev, K. Dobrev, I. Batcharov, K. Stoytchev, expulsés du comité central du parti.

Il est encore difficile de juger la signification de l'enlèvement d'Anton Yougov à son poste-clef de ministre de l'Intérieur, qu'il avait occupé pendant cinq ans. Il n'a pas été démis de ses fonctions de vice-premier ministre. Cette mesure peut constituer un prélude à sa disparition totale.

Sur les seize ministres qui étaient membres du parti communiste avant la « purge », six seulement (dont Anton Yougov) sont restés en place. Sur les neuf membres du bureau politique, la plus haute instance du parti, il ne reste que Voulko Tchervenkov et Vladimir Poptomov (et peut-être Georgi Tchankov).

Mais la hache ne s'arrêta pas de frapper. Rien que dans le procès Kostov, 55 Bulgares « agents de Kostov » furent cités en dehors des inculpés ; c'étaient de hauts fonctionnaires de l'État et du parti en grande majorité, ils furent également « épurés ». Après le procès, quelques douzaines d'autres hauts fonctionnaires furent également relevés ainsi que des milliers de subalternes. Le 16 juin 1950, un porte-parole du gouvernement annonça qu'au cours des douze mois précédents 92 500 membres et candidats avaient été expulsés du parti communiste (en juin 1950, il comptait 428 876 membres et 13 307 candidats). Même après cette « purge » massive, G. L. Grozev, président du comité central de l'Union Dimitrov de la Jeunesse populaire, déclara que le parti souffrait toujours de « nationalisme, de cosmopolitisme, de kostovisme et de titisme » (*East Europe*, 29 juin 1950)<sup>1</sup>.

---

1 Il est intéressant de rapprocher ces faits des attaques lancées contre la presse occidentale par le *Daily Worker* du 7 mai 1949, pour avoir rapporté des « mensonges » tels que l'expulsion du comité central et l'arrestation de Kostov. Incapable, à l'époque, d'accepter une telle « calomnie », il n'arrive pas à comprendre, maintenant, pourquoi on fait un tel bruit autour de la liquidation des anciens chefs du gouvernement et du parti.

## Hongrie

La « purge » prit également d'importantes proportions en Hongrie, pas aussi vastes, cependant, qu'en Bulgarie. Sa première et plus éminente victime fut László Rajk.

Comme beaucoup des autres qui furent liquidés, il avait un très beau passé. Il s'enrôla dans le parti communiste hongrois en 1931, à l'âge de vingt-deux ans, et fut arrêté un an plus tard. Au bout d'un an de prison, il poursuivit son œuvre dans les conditions de clandestinité très difficiles qui régnaient alors. Il se rendit en Espagne en 1936 et devint secrétaire de l'unité hongroise de la brigade internationale (bataillon Rákosi), poste qu'il occupa jusqu'à la dissolution de la brigade. Il fut très grièvement blessé, effectua la retraite en France avec ses camarades et fut interné pendant plus de deux ans. Relâché en 1941, il rentra en Hongrie. Il fut arrêté en octobre de cette même année et passa, cette fois, trois années en prison, d'où il continua à diriger l'activité du parti communiste. Quand l'armée allemande évacua la Hongrie en octobre 1944, il fut emmené avec d'autres prisonniers politiques et enfermé dans un camp de concentration en Allemagne. La chute de Hitler lui rendit la liberté. De retour en Hongrie, il ne tarda pas à prendre une place prééminente, le parti l'acclamant comme l'« organisateur de la Résistance hongroise ». Il devint secrétaire de l'organisation de Budapest, qui groupait la grande majorité des membres du parti communiste hongrois (et prit le nom de parti du peuple des travailleurs hongrois après la fusion avec les social-démocrates), membre de son comité central et de son bureau politique, secrétaire du parti et secrétaire général du Front indépendant (organisation de masse du parti communiste). De 1946 à 1948, tandis que ce dernier s'efforçait de prendre en main le contrôle complet de l'appareil d'État, Rajk occupa le poste-clef du gouvernement, celui de ministre de l'Intérieur. Il devint ultérieurement ministre des Affaires étrangères. Selon le quotidien communiste *Szabad Nép*, il fut accueilli avec des acclamations délirantes, le 1<sup>er</sup> mai 1949, par la foule de Budapest, qui ne manifesta pareil enthousiasme que pour Rákosi. Une édition officielle des discours de celui-ci, publiée quelques jours plus tard, parlait de Rajk comme de l'un des dirigeants hongrois les plus populaires et comme d'un combattant inlassable de la démocratie populaire. Aux élections générales du 15 mai, il était en tête de liste dans sa circonscription et fut élu au parlement.

A peine un mois plus tard, sans avertissement préalable, Rajk était de nouveau emprisonné et toute la presse, naguère encore si prodigue de louanges à son égard, vitupérait cet « espion fasciste ». Il ne se trouva personne pour protester contre un tel traitement ou tout au moins pour proposer d'attendre jusqu'au procès !

Celui-ci groupa d'autres inculpés de marque. Le Dr Tibor Szönyi avait été, jusqu'à son arrestation, secrétaire du parti communiste hongrois (et du parti du peuple des travailleurs qui lui succéda), membre du comité central et de la commission centrale de contrôle, député au parlement. Andras Szalai, son adjoint, était également membre du comité central. Le D<sup>r</sup> Pál Justus faisait partie du comité exécutif du parti social-démocrate, puis fut membre du comité central du parti du peuple des travailleurs hongrois, député, vice-président de la corporation de la radio hongroise. Le général György Pálffy était chef d'état-major de l'armée, ministre adjoint de la Défense nationale, chef de l'organisation du parti dans l'armée, membre du comité central et député<sup>2</sup>.

## Tchécoslovaquie

Le dernier pays où s'effectua la consolidation de la « démocratie populaire » fut aussi le dernier à montrer des traces de la contagion du titisme.

Lors de la réunion du comité central du parti communiste, qui dura du 24 au 26 février 1950, Vilém Nový, rédacteur en chef du plus important quotidien du parti, le *Rude Pravo*, fut « démasqué comme étant un agent des impérialistes », chassé du comité central, expulsé du parti et arrêté. A cette même réunion, Milan Reiman, chef de cabinet du premier ministre, fut également accusé d'être un « espion impérialiste ». On annonça qu'il s'était suicidé pendant l'enquête. Le 14 mars parut la nouvelle que le D<sup>r</sup> Vlado Clementis avait démissionné de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. Le 24 mai, au IX<sup>e</sup> congrès du parti communiste de Slovaquie, Viliam Široký, nouveau ministre des Affaires étrangères, déclara :

*Le camarade Clementis émigra après l'occupation de la République en 1939. Après la conclusion du pacte germano-soviétique, qui eut une telle importance pour l'humanité progressiste parce qu'il déjouait les plans, vils et insidieux, des impérialistes anglo-américains, il se dressa contre l'Union soviétique et prit l'attitude d'un ennemi de classe.*

*Il conserva cette attitude pendant le conflit russo-finlandais ainsi que durant la libération de l'Ukraine et de*

2 D'autres « purges » ont eu lieu depuis. Kádár, qui remplaça Rajk comme ministre de l'Intérieur, fut arrêté quelques mois après le procès de son prédécesseur. Radio-Budapest annonça, le 21 avril 1951, que le D<sup>r</sup> Sándor Zöld, remplaçant de Kádár, avait été relevé, sans donner de raison. Kádár et Zöld étaient deux dirigeants du parti. Le 18 juillet 1950, le D<sup>r</sup> István Riesz, ministre de la Justice, démissionna. Le 5 août, Marosan, ministre de l'Industrie légère, l'imita. Tous deux avaient appartenu au parti social-démocrate, qui avait fusionné avec le parti communiste. Ils furent arrêtés le 29 août. Le général László Sólyom chef d'état-major de l'armée, fut également arrêté. On annonça de Budapest, le 27 mai 1951, que le général Cvetaiev, commandant militaire de Moscou pendant la guerre, avait été envoyé par le Kremlin pour prendre le commandement de l'armée hongroise.



*la Russie blanche occidentale par les armées soviétiques.*

*A Londres, le camarade Clementis s'associa aux émigrants bourgeois entourant le président Bénès, et son activité ainsi que ses discours à la radio demeurèrent dans la ligne bourgeoise. Il conserva la même attitude dans ses fonctions de secrétaire d'État puis de ministre des Affaires étrangères. Ce déviationniste n'envisageait pas les développements d'après la guerre en termes de, lutte des classes.*

L'accusation qui ne cessa de lui être jetée à la tête au cours du congrès fut celle de l'affreux nationalisme titiste.

Au même congrès, Široký attaqua un certain nombre de hauts dirigeants communistes et, en première ligne, le D<sup>r</sup> Gustáv Husák. Celui-ci était resté en Tchécoslovaquie pendant l'occupation allemande et fut le principal chef communiste de l'insurrection slovaque en 1944. Il présida le Conseil des commissaires slovaques — c'est-à-dire le gouvernement — jusqu'au 5 mai 1950. Il est maintenant accusé d'être un « nationaliste » et un « suivant de démentis ». Avec lui furent attaqués un autre membre du Conseil des commissaires slovaques, le D<sup>r</sup> Ladislav Novomeský, et le D<sup>r</sup> Karol Šmidke, président de l'Assemblée nationale slovaque et de l'Association des Partisans.

Furent en outre arrêtés : le D<sup>r</sup> Evžen Lobel, ministre adjoint du Commerce extérieur, et un groupe de hauts fonctionnaires de ce ministère qui avaient « orienté le commerce extérieur de Tchécoslovaquie vers l'Occident au détriment de l'extension du commerce avec l'U. R. S. S. et avec les démocraties populaires » : le D<sup>r</sup> Klinger, chef du service d'information du ministre des Affaires étrangères ; Bohdan Benda, ancien secrétaire militaire du comité régional de Prague du parti communiste, « agent de la clique du fasciste Tito » ; Josef Stavinoha, secrétaire du comité régional d'Olomouc, « agent de la Gestapo », et trois députés : Andrew Roba, Ján Lorko et le D<sup>r</sup> Josef Bruha.

Certains indices laissent prévoir le départ du ministre de l'Intérieur Václav Nosek, proche ami de Clementis et de Nový avec qui il était à Londres pendant la guerre, c'est l'unique survivant du groupe communiste naguère émigré dans la capitale britannique qui ait conservé un poste important. La création d'un ministère spécial de la Sécurité publique a été annoncée le 23 mai, jusque-là la Sécurité avait fait partie du ministère de l'Intérieur, sous Nosek. Son chef est Ladislav Kopřiva, l'un des trois ou quatre personnages les plus importants de Tchécoslovaquie et homme de confiance du Kremlin, il donne plus de voix que quiconque dans la dénonciation des « titistes ».

On ne voit pas encore très bien la signification du départ du général Ludvík Svoboda, ministre de la Défense nationale (25 avril 1950), et du général Drgáč, chef d'état-major général (5 mai 1950).

La fin du « titisme » n'est pas prochaine en Tchécoslovaquie, comme le montre un blâme récent adressé au *Rude Pravo* par le journal du Kominform : « Le *Rude Pravo*, en particulier, témoigne d'un ralentissement de la lutte contre la clique du fasciste Tito » (*Paix et Démocratie*, 8 décembre 1950)<sup>3</sup>.

## Roumanie

En Roumanie, les attaques contre le « nationalisme bourgeois » de la direction du parti commencèrent quatre mois avant la rupture entre le Kominform et Tito. La victime fut Lucrețiu Pătrășcanu, qui était depuis plus de trois ans ministre de la Justice et depuis plus longtemps encore président du comité central du parti. Lui aussi possédait un passé impressionnant auquel *l'International Press Correspondence*, organe officiel du Komintern, rendit hommage, le 14 novembre 1936, en parlant de ses « dix-huit années de lutte active au sein du mouvement ouvrier de Roumanie », et en l'appelant « chef du premier groupe communiste ayant siégé au parlement roumain ». C'était le rédacteur en chef du journal du parti *Scântea* et son théoricien reconnu, ce qu'il fut pendant vingt-huit ans. Il commit cependant une très grave faute aux yeux de Moscou il ne vécut pas assez longtemps dans cette ville. Ana Pauker, ministre des Affaires étrangères, s'y trouvait durant les « purges » des années 30 et démontra sa valeur en ne témoignant aucune faiblesse quand son mari fut exécuté comme « trotskyste ».

3 Depuis l'impression de ce livre, une nouvelle « purge » antititiste a eu lieu en Tchécoslovaquie. Le 22 février 1951, Gottwald, au cours d'un discours prononcé devant le comité central du parti, dénonça Otto Šling et M<sup>me</sup> Marie Švermová comme les chefs d'une conspiration de « traîtres et d'intrigants » qui se proposait de s'emparer du pouvoir pour marcher sur les traces de Tito. Otto Šling avait été secrétaire de l'unité tchécoslovaque dans la brigade internationale en Espagne, député et secrétaire général du comité régional de Brno, deuxième ville du pays. M<sup>me</sup> Švermová, veuve de Jan Šverma, martyr de la Résistance, était membre du présidium du comité central du parti communiste, chef de la section d'organisation au secrétariat du comité central et secrétaire générale adjointe du parti. Le 27 février, il fut annoncé que Clementis, Novomeský, Husák et Mme Švermová avaient été arrêtés. Le 9 mars, le D<sup>r</sup> Čepička, ministre de la Défense nationale, déclara que Clementis avait de nombreux complices dans l'armée, allant « des généraux aux simples soldats », dont le général Reicin, ministre adjoint de la Défense nationale, et le général Kopold, chef d'état-major général.

L'ampleur des « purges » est montrée par le fait que jusqu'au 9 février, moment où fut déclenchée la troisième purge depuis la saisie du pouvoir, sur 1 846 957 membres et candidats examinés, 143 590 avaient été rayés des listes et 25 954 expulsés, ce qui n'est pas loin d'être remis aux mains de la police. Le président ou les hauts fonctionnaires de six des dix-neuf comités régionaux du parti ont été arrêtés pour complicité dans le « complot » de Clementis. On ne peut qu'être d'accord sur ce que déclarait le *Borba* du 1<sup>er</sup> mars 1951 au sujet des « purges » : « Il est impossible de qualifier les centaines de milliers de membres expulsés de « traîtres, d'espions, de nationalistes bourgeois ». »

Après la rupture avec Tito, le seul personnage roumain important à être « épuré » fut le maire adjoint de Bucarest, Constantin Doncea. Il avait été le frère d'armes de Gheorghiu-Dej, secrétaire général du parti, lors de la grande grève des chemins de fer, en 1933, et son défenseur principal devant le tribunal. Il fut accusé de « déviation bourgeoise ».

## Albanie

Cinq membres du comité central ont été relevés de leurs fonctions pour tendances titistes. Koçi Xoxe, vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur et secrétaire général du comité central du parti, fut exécuté. Pandi Kristo, président de la commission nationale de contrôle, membre du bureau politique et ministre sans portefeuille, Nosti Kerentyi, président de la commission nationale de planification et membre du bureau politique lui, aussi, Vaske Koletzki, ministre adjoint de l'Intérieur, Vargo Mitrojrji, l'un des chefs de la police, et Huri Nota, membre de la section de propagande du comité central, furent tous condamnés à de longs emprisonnements (mai 1949). Un an plus tard eut lieu l'« épuration » d'un nouveau groupe de dirigeants du parti conduit par Abedin Shehu, autre secrétaire du parti et membre du bureau politique.

## La « Grèce libre »

L'une des premières victimes fut Markos Vafiades, chef du gouvernement de la « Grèce libre » et commandant en chef de l'armée. Un petit entrefilet, dissimulé dans un coin des journaux communistes des divers pays, annonça que « le général Markos était gravement malade » et s'était déchargé de « ses responsabilités politiques et militaires ». Étant donné que tout son état-major et tous ses conseillers politiques — Petros Roussos (ministre des Affaires étrangères), Chryssa Hadjivassiliou et Militades Porphyrogenis (ministre de la Justice) — disparurent avec lui, cette explication n'est pas très convaincante. Un peu de lumière est jetée sur cette « démission » de Markos par le fait que la cinquième réunion plénière du comité central du parti communiste grec, qui eut lieu les 30 et 31 janvier 1949, au Mont Grammes, et à laquelle le départ de Markos fut annoncé, discuta également, selon la radio de la « Grèce libre », les quatre points suivants :

1. La Grèce sur le chemin de la victoire (rapport de Zachariades).
2. La déviation opportuniste de droite dans le parti grec.
3. Les changements dans la composition du comité central et du bureau politique.
4. L'élection d'un nouveau bureau politique.

Seul le rapport de Zachariades fut diffusé par la radio de la Grèce libre. Le bureau politique décida que la résolution adoptée le 15 novembre 1948, contre la déviation opportuniste du parti, était approuvée, mais ne serait pas publiée « pour le moment ».

Puis, comme un éclair dans un ciel serein, juste un an après l'excommunication de Tito, la presse russe publia (19 juin 1949) une lettre attribuée à Markos et attaquant le chef yougoslave. Il est impossible de savoir s'il fallut un an de « préparation » pour obtenir cette lettre de lui ou si elle lui est gratuitement attribuée alors qu'il se trouve en prison ou dans la tombe<sup>4</sup>.

---

4 Depuis la publication de ce livre en anglais, la « purge » a affecté un certain nombre de dirigeants des « démocraties populaires » qui ne peuvent guère être soupçonnés de « titisme », c'est-à-dire d'opposition nationaliste à l'impérialisme russe. Les plus importants sont : Rudolf Slánský, secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque, jusqu'à son arrestation ; Ana Pauker, anciennement secrétaire du parti communiste roumain et ministre des Affaires étrangères, ainsi que Vasile Luca, ministre roumain des Finances. Il semble qu'il s'agisse cette fois d'un phénomène différent de celui auquel on assista dans les cas Tito, Gomułka, Rajk et Kostov, du fait que presque tous les nouveaux accusés sont des membres de minorités nationales. Slánský est un Juif ; B. Geminder, autre très important dirigeant tchécoslovaque arrêté, est un Allemand ; en outre, M. Oren, un des chefs du Mapam, parti israélien prosoviétique, qui était en visite en Tchécoslovaquie, a été également arrêté. Ana Pauker est juive, et Vasile Luca, hongrois. Ils ne sont pas accusés de titisme, mais de « cosmopolitisme », d'être des « agents de Jérusalem » et « sionistes ». A ce qu'il semble, ces personnages ont été choisis par Moscou comme boucs émissaires pour les difficultés éprouvées par le régime et comme la preuve vivante de l'existence en tous lieux d'ennemis intérieurs, agents de l'Occident. Le danger intérieur permanent doit excuser l'accroissement du totalitarisme.

## Chapitre VI — Les procès à grand spectacle contre le titisme

L'Europe orientale a connu deux procès à grand spectacle destinés à diffamer le titisme : celui de Rajk à Budapest et celui de Kostov, à Sofia. La technique de tous ces procès est foncièrement la même, de sorte qu'en traçant les grandes lignes de l'un on définit le caractère général de tous les autres. Nous relaterons donc celui de Rajk, nous bornant à parler brièvement de celui de Kostov<sup>1</sup>.

Tout au long de l'interrogatoire des huit inculpés et des dix-neuf témoins du procès Rajk, les avocats de la défense ne posèrent pas une seule question et n'ouvrirent la bouche que trois fois : l'avocat de Pálffy demanda que l'accusé fût « autorisé à se servir de ses notes pour faire sa déclaration », celui de Brankov réclama la même faveur pour son client, enfin celui de Korondy fit observer, après l'interrogatoire du sien, qu'il ne désirait pas poser de questions, mais s'en réservait le droit lors de l'audition des témoins (ce qu'il oublia d'ailleurs de faire par la suite). L'explication selon laquelle les inculpés, se sachant condamnés d'avance, ne firent aucun effort pour se défendre n'est pas suffisante en soi, il suffit de se rappeler le procès de Nuremberg où la culpabilité des dirigeants nazis ne fut jamais en doute et où la défense se comporta cependant d'une manière toute différente.

Sur les dix-neuf témoins, douze furent qualifiés dans le réquisitoire ou au cours des débats de « collaborateurs fascisto-titistes de Rajk et C<sup>ie</sup> », et cinq d'ex-fonctionnaires de la police de Horthy, c'est-à-dire de gens dont la vie ou la mort dépendent entièrement des autorités. Quelle valeur peut avoir leur témoignage ? Vichinsky, qui est lui-même un juriste, a fourni une réponse dans un cas analogue. La commission des Balkans, à l'O. N. U. ayant déclaré que la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie aidaient les partisans en lutte contre le gouvernement royal de Grèce, il déclara que cette affirmation était sans valeur parce qu'elle reposait sur les témoignages d' « hommes condamnés à mort ou qui étaient menacés de l'être au cours de leur interrogatoire ». C'est là, à ce qu'il semble, un critère excellent s'appliquant d'une façon générale, sauf quand il s'agit de Vichinsky lui-même et de ses disciples.

Cela suffit pour établir le véritable caractère du procès. Mais l'examen de certaines déclarations des accusés et des témoins révèle des contradictions si absurdes, des inventions si évidentes, qu'on en aperçoit aussitôt l'aspect complètement artificiel.

Rajk avoua avoir été un mouchard de la police de Horthy depuis 1931. On apprit à la brigade internationale, déclara-t-il, qu'il était un « espion trotskyste », aussi fut-il exclu du parti communiste en juin 1938. La date est habilement choisie : la brigade internationale fut en effet dissoute officiellement au début de juillet 1938, de sorte qu'il est difficile de savoir exactement ce qui se passa dans le bataillon Rákosi à cette époque<sup>2</sup>. Le Deuxième Bureau français savait qu'il était un espion fasciste au moins depuis 1939, et la Gestapo à partir de 1941. Les services de renseignements américain et yougoslave l'apprirent en 1945. Rajk collabora avec tous. Ainsi, les services de renseignements de cinq pays et la brigade internationale savaient qu'il était un espion, mais les responsables communistes de cette dernière, qui l'expulsèrent comme « mouchard trotskyste », oublièrent apparemment d'en prévenir Moscou, de sorte que le N. K. V. D. demeura dans l'ignorance la plus complète. On veut ainsi expliquer pourquoi il lui fut ultérieurement permis d'occuper une position aussi importante en Hongrie. Rajk déclara lui-même :

*Quand j'arrivai à Budapest, le parti communiste hongrois opérait alors légalement, bien entendu, dans le pays libéré. Sa direction ignorait tout de mes activités antérieures. Elle me croyait un des membres du parti les plus fidèles. C'est pourquoi il me fut confié des fonctions importantes dès mon retour.*<sup>3</sup>

Les services de renseignements hongrois, français et allemand savaient donc, d'après ses propres déclarations, qu'il était un espion. Pourquoi son défenseur ne demanda-t-il pas comment on pouvait concilier le fait avec celui que Rajk, entre 1932 et 1945, passa près de quatre ans dans les prisons hongroises, deux dans un camp de concentration français et près d'un autre dans un camp allemand ? C'était assurément une étrange façon d'utiliser un espion et de récompenser ses services.

On relève une absurdité aussi manifeste au sujet d'une certaine Ljubitsa Hribar, qui déposa que les services de

1 Il existe des comptes rendus de ces procès en français : *Laszlo Rajk et ses complices devant le tribunal du peuple*, Budapest, 1949, et *Le procès de Traïtcho Kostov et de son groupe*, Sofia, 1949.

2 Les organisateurs du procès montrèrent le même soin, en ce qui concerne les dates, dans un autre cas. Certains témoins parlèrent d'une prétendue rencontre secrète, en Hongrie, entre Rajk et Ranković, ministre yougoslave de l'Intérieur. On donna de nombreux détails sur cette rencontre, mais on n'en indiqua pas la date exacte, le danger de commettre un faux pas étant trop grand. Il aurait pu être démontré, si on en avait donné une, qu'il était matériellement impossible à Ranković de se trouver à l'endroit indiqué. Le cas s'était présenté lors du procès des mencheviks à Moscou (1931). Il avait été prétendu que leur chef, R. Abramovitch, était venu secrètement en Russie à une certaine date. Mais il fut démontré que, justement ce jour-là, il assistait à une conférence à Bruxelles, les journaux belges ayant publié sa photographie.

3 Il est intéressant de noter qu'une absurdité aussi flagrante est tout de même assez difficile à « avaler ». Le communiste britannique Derek Kartun, dans son livre *Tito's plot against Europe* (Londres, 1949), apologie du procès Rajk, qu'il affirme basé sur le compte rendu officiel, omet complètement de dire que Rajk fut expulsé du bataillon Rákosi ou du parti communiste en Espagne, voire que quiconque le soupçonna, dans le parti, d'être un « trotskyste », avant 1948.

renseignements britannique et yougoslave collaboraient en Hongrie. A ce qu'elle déclara, la légation yougoslave à Budapest essaya de la recruter comme espionne. Sur son refus, elle fut enlevée par des fonctionnaires de cette légation et transportée clandestinement en territoire yougoslave. Elle y resta « à peu près du 15 décembre 1947 au 5 janvier 1948 ». Les agents du gouvernement « m'intimèrent alors l'ordre de faire du travail de renseignements en Hongrie, contre le gouvernement hongrois, ils voulaient aussi me faire assurer la liaison entre les agents britanniques et yougoslaves. Devant mon refus, ils menacèrent de me liquider et me firent signer une déclaration par laquelle je m'engageais à travailler pour l'U. D. B. yougoslave. » Ainsi, c'est à une recrue nouvelle et se refusant à servir d'espionne à la Yougoslavie qu'était confiée « la liaison entre les agents britanniques et yougoslaves » ! Ce que le N. K. V. D. avait ignoré pendant tant d'années, à savoir les rapports de Tito avec l'Intelligence Service, fut tout bonnement dévoilé à Ljubitsa Hribar. Peut-on imaginer quelque chose de plus bête !

Cette association de Tito avec l'Intelligence Service et le Service de renseignements américain est affirmée par Szónyi et d'autres témoins, qui racontent une histoire aussi naïve que celle de Hribar. En novembre 1944, pour passer de Suisse dans la partie de la Hongrie occupée par l'armée soviétique, Szónyi et cinq autres membres importants du parti communiste hongrois furent présentés à un grand nombre d'officiers de renseignements yougoslaves et américains — tout cela afin d'obtenir un avion pour les transporter. Les autorités russes ne pouvaient rien pour eux à elles seules. Il n'était possible de se procurer un avion qu'en impliquant Tito et le F. B. I.

Toutes les histoires au sujet des principaux accusés — Tito et ses amis — sont dans le même goût. Ranković, ministre yougoslave de l'Intérieur, révéla à Rajk les intentions de la clique titiste : « Il faut renverser le régime des démocraties populaires constituées après la Libération, empêcher qu'il se développe dans le sens du socialisme, en partie vaincre les forces révolutionnaires démocratiques et les arracher au camp de l'Union soviétique, en partie les détruire quand il n'y aura pas d'autre moyen. Dans tous ces pays, il faut remplacer le régime de démocratie populaire par un régime démocratique bourgeois, c'est-à-dire qu'au lieu d'une évolution vers le socialisme il faut restaurer le capitalisme. Ces gouvernements bourgeois s'orienteront vers les États-Unis et non vers l'U. R. S. S... »

Il y avait bien longtemps qu'on nourrissait en Yougoslavie des intentions aussi sinistres. La plupart des volontaires de la brigade internationale, sinon tous, étaient des agents de la Gestapo ; rien que dans le camp français où fut interné Rajk, il y avait cent cinquante de ces agents yougoslaves.

Mais le metteur en scène du procès commit ici une grande erreur. Cinq jours avant qu'il commençât, Radio-Budapest diffusa l'acte d'accusation (également imprimé dans le *Szabad Nép* et le compte rendu officiel) spécifiant que les Yougoslaves suivants avaient appartenu à la brigade internationale, qu'ils étaient en réalité des fascistes et avaient été internés avec Rajk dans un camp de concentration français : Bebler, Kosta Nađ, Gošnjak, Maslarić, Mrazović. Après cette publication, les volontaires yougoslaves de la brigade internationale se réunirent et établirent que ni Bebler, ni Maslarić, ni Mrazović n'avaient été enfermés dans un camp français ; aussi le metteur en scène s'arrangea-t-il pour que Rajk, dans sa déposition, ne citât plus ces trois noms. Mais il parla, à la place, de Vukmanović (Tempo) comme de l'un des volontaires d'Espagne qu'il avait rencontrés dans le camp français. Pas de chance encore ! Vukmanović n'avait pas été volontaire en Espagne et ne pouvait donc avoir été interné en France<sup>4</sup> !

Rajk déclara au sujet de Tito lui-même : « Les Américains étaient probablement en possession de quelques documents compromettants pour Tito, datant de l'époque fasciste en Yougoslavie, qui leur permettaient de le tenir en leur pouvoir, de même que d'autres dirigeants yougoslaves occupant aujourd'hui de très hautes positions » — amiable allégation que Tito et C<sup>ie</sup> étaient des mouchards de la police, même avant la guerre. Pourquoi, dès lors, Tito dirigea-t-il le mouvement des Partisans et chassa-t-il les ennemis nazis, le roi Pierre, les banquiers et les industriels ? En fait, il leur était tout dévoué, mais c'est la pression des masses qui le contraignit à les éliminer. (D'après la même logique, Hitler pouvait aimer les Juifs et n'en avoir assassiné six millions que sous l'effet de la pression antisémite des masses !) Même dans ces conditions, Tito essaya d'en tirer quelque avantage personnel. Brankov fouilla sa mémoire : « Il fut beaucoup question pendant la guerre que Tito, en 1941, 1942 et au début de 1943, avait essayé de négocier avec les Allemands, se déclarant prêt à cesser la lutte si ceux-ci consentaient à lui laisser établir un gouvernement en Yougoslavie. » C'était alors bien connu, d'après Brankov, d'un grand nombre de gens en Yougoslavie, mais, apparemment, Hebrang et Žujović, agents de Moscou, dirigeants du parti communiste dans ce pays, l'ambassadeur, les consuls, les conseillers militaires soviétiques, etc., n'eurent pas le moindre soupçon de ces tractations avant le 28 juin 1948, date de la rupture entre Tito et Staline.

Rajk déclara également que Tito était un allié du Vatican et « comptait beaucoup » sur le cardinal Mindszenty — Tito, qui avait fait condamner l'archevêque Stepinac à seize années de prison et avait confisqué la presque totalité des terres de l'Église catholique (ce que les gouvernements polonais, hongrois, tchèques et roumains n'avaient pas fait).

Deux « confessions », celle de Pálffy, chef d'état-major général de l'armée, et celle de Korondy, colonel de la police, éclairent le caractère de l'armée et de la police dans les « démocraties populaires ». Ces déclarations renferment manifestement plus de vérités que la plupart des autres, car elles se fondent non sur des on dit, mais sur des faits qui

4 Un événement intéressant, survenu après le procès Rajk, montre combien celui-ci convainquit peu de gens en dehors des dévots du Kremlin. Deux mois plus tard, des membres yougoslaves de la brigade internationale, mentionnés comme des espions nazis au cours du procès, reçurent du gouvernement républicain espagnol de hautes décorations pour les services rendus au cours de la guerre civile. Quelle défaite morale pour les organisateurs du procès !

s'étaient passés en Hongrie et qui pouvaient être vérifiés par de nombreux Hongrois et chercheurs. Elles montrent la continuité des institutions militaires et policières avec celles de l'époque de Horthy et démentent ainsi la propagande communiste prétendant qu'elles ont pris un caractère complètement nouveau et démocratique depuis la « révolution de 1944 ». Pálffy déclara :

*J'ai saboté l'introduction dans l'armée de cadres provenant de la classe ouvrière. Non seulement je n'ai pas soutenu les quelques ouvriers qui s'y trouvaient déjà ou qui parvinrent à y pénétrer, mais je les ai refoulés en les reléguant à des postes secondaires. J'ai été le chef de la section politique militaire pendant trois ans et, au cours de cette période, pas un seul ouvrier ne réussit à prendre une place de dirigeant, même d'un rang subalterne. Bien au contraire, dans l'intérêt du but antérieurement mentionné, j'ai rappelé un grand nombre d'officiers de l'ancienne armée Horthy qui, en partie, nourrissaient des convictions pro-occidentales ou, en partie, des sympathies fascistes et chauvines. Je leur ai accordé des promotions et les ai poussés aux plus hauts postes... J'ai exercé mes autres activités subversives dans le cadre de la section militaire où, en ma qualité de président de l'organisation du parti, j'ai systématiquement introduit un régime dictatorial.*

Korondy déposa :

*Pour développer cet esprit anti-démocratique, nous publiâmes même des manuels de police, copiés sur ceux de l'ancienne gendarmerie. Au début de 1948, nous dressâmes le programme des examens obligatoires pour tous les fonctionnaires de la police en le rendant exactement conforme à ce qu'il était autrefois, de sorte que les nouveaux fonctionnaires ne purent satisfaire à ces examens et furent écartés. Par nos activités, nous parvînmes à faire des unités d'entraînement de la police une importante force armée pouvant être, à cause de son orientation, utilisée à tout moment contre la démocratie et le régime démocratique.*

Bien évidemment Rákosi, Gerő et les autres dirigeants étaient au courant de ce que, depuis près de cinq ans, il était interdit aux ouvriers d'atteindre des situations importantes dans l'armée et dans la police, et de ce que les manuels de cette dernière étaient la copie de ceux qu'utilisait l'ancienne gendarmerie. Pálffy, Korondy et naturellement Rajk acceptèrent simplement de se faire les boucs-émissaires, mais, ce faisant, ils révélèrent la véritable situation de l'armée et de la police.

Le procès Rajk démontre une fois de plus qu'aucun homme ni aucun mouvement ne peut s'écarter de l'obéissance aveugle aux ordres de Moscou sans être immédiatement flétri du nom d' « espion fasciste ». On en eut deux exemples particulièrement significatifs au cours des débats. L'un fut celui d'Earl Browder, qui fut pendant seize ans le secrétaire général du parti communiste américain, « unanimement » appuyé et applaudi par tous les partis communistes du monde. Soudainement, sans plus ample cérémonie, quand la ligne de Moscou changea, il fut démis de la direction (juillet 1945), puis expulsé du parti (février 1946). Szőnyi attribua sa propre dégradation au rang d'espion américain et yougoslave à son influence. Il déclara : « Sous l'influence politique de Micha Lompar, — dans laquelle un grand rôle doit être attribué à la théorie de Browder, ancien dirigeant du Parti Communiste Américain, théorie que Lompar et Field diffusaient alors, en Suisse et en France, sur ordre des services secrets américains en un grand nombre de brochures imprimées en langue française et allemande » Et encore : « En 1944, je professais déjà ouvertement, des vues favorables aux intérêts de l'impérialisme américain. A cet égard, la théorie du traître Browder joua un rôle important. »

Le second exemple se rapporte au mouvement sioniste. Celui-ci sortit assez maltraité du procès, flétri du nom d'agent de l'impérialisme américain. Le procureur du Peuple demanda à Szőnyi, sans aucun rapport avec les débats : « Vous apparteniez au mouvement sioniste ? » Szőnyi répondit :

*Autant que je le sache, Ferenc Vagi et György Demeter en étaient membres. Je sais à ce propos, et j'en ai fait l'expérience en Suisse, que, d'une façon générale, le mouvement sioniste travaille dans une collaboration très étroite avec le Service secret américain.*

L'accusé Szalai fit une déposition étrangement embrouillée qui mettait en cause le mouvement sioniste. Il dit :

*J'étais en liaison avec la police de Horthy. J'y fus intégré en 1933 par l'inspecteur Réti, chef du service politique de la police de Pécs. Je travaillais depuis 1930 dans un groupe trotskyste, sioniste, où j'avais reçu une formation tellement anti-ouvrière que cela facilita la tentative de Réti en vue de me faire entrer dans la police.*

Le président demanda à l'accusé Pál Justus s'il était sioniste et, pour le cas où quelqu'un aurait pu oublier que Szalai l'était, il lui posa la même question.

*Szabad Nép*, le quotidien du parti des Ouvriers hongrois, écrit : « L'ambiance et le bourbier idéologique dans lesquels vécut Rajk et ses complices étaient faits de trotskysme, de fascisme, de sionisme et d'antisémitisme » (19 juin 1949). Un rédacteur de la *Pravda* compléta cet étrange amalgame (20 septembre 1949) en affirmant que Tito et

l'impérialisme américain recrutait leurs agents dans un milieu « de traîtres professionnels, d'infâmes espions, d'assassins, de gendarmes, de trotskystes et de sionistes ».

Le procès de Kostov se déroula d'une manière analogue à celui de Rajk. Mais l'inattendu survint. Kostov rétracta dès le début sa « confession » écrite. Un « repos » d'une demi-heure, pour « rafraîchir sa mémoire », lui fut accordé, mais, à la reprise, il plaida encore « non coupable ». Il maintint cette attitude à la fin du procès, alors même que son « avocat » souligna rageusement sa culpabilité en déclarant que, « dans un pays socialiste, le devoir de la défense est d'aider l'accusation publique ». Pas un seul des accusés, des témoins ni des avocats de la défense ne mentionnèrent que Kostov avait rétracté ses « aveux » et ils utilisèrent, au contraire, abondamment ceux-ci. Étant donnée son obstination, il ne fut interrogé que pendant quelques minutes, alors que d'autres accusés beaucoup moins importants l'étaient dix fois plus. Quand il prononça ses « dernières paroles », il fut hué et sifflé par le public de l'audience, agissant spontanément, bien entendu.

Les commentateurs officiels bulgares, aussi bien que les commentateurs communistes des autres pays, ne surent s'expliquer pourquoi Kostov avait rétracté sa « confession écrite ». (Il y avait eu un précédent. Au cours d'un des procès de Moscou des années 30, l'accusé Krestinsky avait également rétracté ses « aveux ». Mais, le lendemain, il se repentit de cette obstination et avoua tout ce que Vichynski désirait.) Pendant deux jours, aucun journal, aucune station d'émission n'osa faire de commentaire à ce sujet en Russie ou dans les « démocraties populaires ». Le troisième jour, la *Pravda* indiqua la « ligne » en disant de Kostov que c'était un « ennemi artificieux, expérimenté et résolu », ayant une « voix douce et onctueuse » et « les yeux audacieux d'un voleur ». Il se moqua de sa « bosse », causée par la déviation de la colonne vertébrale subie en 1924, alors qu'organisateur du parti il avait sauté du plus haut étage du bâtiment de la police, à Sofia, pour se soustraire à la torture.

Quelques heures après sa pendaison, la presse communiste publia une « confession », écrite par lui, dans laquelle il approuvait sa condamnation à mort, disant qu'elle était « parfaitement juste et répondait aux intérêts du développement pacifique de la Bulgarie dans sa lutte contre l'impérialisme anglo-américain et son agent Tito ». La machine fonctionne aujourd'hui beaucoup plus rapidement dans les « démocraties populaires », car, après le procès Petkov, il avait fallu attendre pendant trois semaines la publication d'une « confession posthume » du même ordre<sup>5</sup>.

---

5 Il est intéressant de noter, incidemment, que l'une des plus graves accusations portées contre Kostov fut d'avoir été l'ami de Béla Kun, chef du gouvernement communiste hongrois de 1919, car il avait été « prouvé que ce Béla Kun était un trotskyste-fasciste ».

## Chapitre VII — Le « titisme » avant Tito

Le « titisme », c'est la lutte d'une petite nation, conduite par sa bureaucratie, contre l'oppression de la bureaucratie pan-russe. Le conflit entre Tito et Staline éclaire non seulement ceux avec Rajk, Gomulka et Kostov, où il s'agissait encore de l'oppression des peuples des nouveaux États vassaux, mais aussi la question des nationalités dans l'U. R. S. S. elle-même. Il est fort instructif de considérer cet aspect assez peu connu de la politique soviétique.

Ce sont les Ukrainiens qui constituent la nationalité non russe la plus nombreuse. Une série de « purges » a mis fin à leurs aspirations nationales. L'Académie des Sciences ukrainienne fut dissoute en 1930 et certains de ses membres arrêtés pour « déviation nationaliste ». En 1933, Skrypnyk, chef le plus éminent du parti communiste ukrainien, membre de son comité central et de son bureau politique, se suicida pour échapper à la prison. A la même époque, Kostoubinsky, vice-président du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine (gouvernement ukrainien), Kovnar, commissaire à l'Agriculture, et quelques autres grands personnages furent fusillés pour nationalisme. En 1933 encore, afin d'empêcher de nouvelles déviations, Moscou envoya Postychev en Ukraine pour réformer le parti et l'administration de l'État. Des pouvoirs dictatoriaux lui furent donnés. Devant le XII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste ukrainien, il déclara :

*Les dirigeants de notre parti et le camarade Staline lui-même sont particulièrement haïs en Ukraine. L'ennemi de classe s'est trouvé à la bonne école dans ce pays et a appris à lutter contre la loi soviétique. Les résidus de beaucoup de partis et d'organisations contre-révolutionnaires se sont installés ici. Kharkov est graduellement devenu un centre d'attraction pour les nationalistes et autres contre-révolutionnaires de tout crin. De là, ils ont étendu leurs fils sur toute l'Ukraine, se servant du réseau de notre parti à leurs propres fins. Vous vous rappelez, camarades, que vingt secrétaires des comités régionaux du parti proclamèrent qu'il était impossible de remplir les prévisions du plan de récolte. (n° 15 à 21 du Prolétaire, Kharkov, 1934, cité par W. E. D. Allen, The Ukraine, Cambridge, 1940, p. 326).*

Postychev expulsa plus d'un quart des membres du parti communiste ukrainien. Trois ans plus tard, il subit le même sort, fut chassé et arrêté. Kossior vint de Moscou pour le remplacer. A son tour, comme il se doit, il fut également arrêté. En 1937, Lioubtchenko, président du conseil des commissaires du peuple de l'Ukraine, se suicida pour échapper au même destin. Les commissaires Petrovski et Eiche furent « liquidés ».

La même histoire se répéta dans d'autres républiques. Dans celle de Biélorussie, Goloded, qui avait présidé pendant dix ans le conseil des commissaires du peuple, fut arrêté en 1937 comme trotskyste. Quelques mois plus tard, Tcherviakov, son remplaçant, se suicida pour ne pas être jeté en prison. Il présidait le comité central exécutif de la Russie blanche (c'est-à-dire était président de la république) depuis dix-sept ans.

Au Tadjikistan, le président du comité exécutif fut « épuré » en 1934 sous l'inculpation de nationalisme. Son successeur demeura en place pendant trois ans, puis subit le même sort. Dans l'article « Empire or Free Union ? » publié dans *Politics* (New York, printemps 1948), Walter Padley donne la liste suivante des personnages les plus importants qui furent épurés en 1937 :

Présidents	Premiers ministres	Républiques
Tcherviakov	Goloded	Biélorussie
	Mgalobichvili	Géorgie
	Khodjaev	Ouzbékistan
Chotemour, Rahkhimbayev	Rakhinov	Tadjikistan
	Bondarenko	Ukraine
	Ovakabelachvili	Transcaucasie
Arkoupov		Carélie
Lordkipanide		Adjar
Dolgat		Daghestan
Kounz		Allemands de la Volga

Ce n'est là qu'une très faible partie des victimes. Dans la grande « purge » de 1937 furent ainsi « liquidés » la totalité ou la majorité de trente gouvernements nationaux. Ils étaient principalement accusés de vouloir se séparer de l'U. R. S. S.

Le fait que le N. K. V. D., dirigé de Moscou, puisse arrêter dans les diverses républiques les chefs du gouvernement, les commissaires (appelés ministres aujourd'hui), les premiers secrétaires du parti et une quantité de personnages moins importants, démontre que l'indépendance de ces républiques est purement formelle. Il ne subsiste absolument rien du droit de sécession, bien que celui-ci soit reconnu dans la Constitution de Staline (art. 17). Dès le XII<sup>e</sup> Congrès du parti communiste ukrainien (1923), ceux de ses membres qui demandèrent le transfert au gouvernement local de l'autorité sur le G. P. U. dans les diverses républiques furent sévèrement réprimandés.

En dehors de la police, l'armée constitue l'élément le plus important de l'administration d'un État, mais les républiques ne possèdent pas d'armée en propre. On ne leur permet même pas de conserver leurs soldats à l'intérieur de leurs frontières, et les troupes stationnées sur leur territoire appartiennent à d'autres nationalités. L'histoire de l'armée ukrainienne est caractéristique. Elle conquit des lauriers pendant la guerre civile de 1918-1921 où, presque à elle seule, elle chassa les Blancs de l'Ukraine. Mais la bureaucratie pan-russe, s'effrayant de la force prise par cette armée de paysans, décida de la paralyser de façon définitive. Elle fut disloquée et ses unités distribuées sur tout le territoire de l'U. R. S. S., puis remplacée par une armée pan-russe, commandée directement de Moscou, qui plaçait l'Ukraine dans la dépendance complète du Kremlin. Il en fut de même dans toutes les autres républiques.

Les partis communistes de celle-ci sont non seulement dirigés de Moscou, mais la plupart des membres de leur appareil ou de celui de l'État sont des Russes. Presque tous les premiers secrétaires du parti ukrainien vinrent de Moscou : Kaganovitch, Postychev, Kossior, Khrouchtchev et encore Kaganovitch. Sur les cinq premiers secrétaires des partis communistes des républiques de l'Asie centrale d'aujourd'hui, quatre sont des Russes, et il en est de même dans les autres républiques. Même lorsque ces secrétaires sont pris dans la population locale, ils se trouvent dans une telle dépendance de l'appareil centralisé et du N. K. V. D. qu'ils sont uniquement des Quisling.

L'étude de la composition par nationalités du Soviet suprême de l'U. R. S. S. montre bien la subordination des peuples non russes. Vs. Félix et Ju. Snov ont fait une analyse intéressante dans la revue socialiste ukrainienne *Vpered* (Munich, 1950, n° 3), en prenant pour base la liste des députés publiée dans la *Pravda* du 15 mars 1950. Sur les 25 délégués envoyés par chaque république au Soviet des nationalités, la proportion des Russes était : Ukraine, 5 ; Ouzbeks, 4 ; Kazakhs, 6 ; Lithuanie, 5 ; Lettonie, 6 ; Tadjiks, 5 et Kirghizes, 6. Ceux-ci occupaient tous les postes-clés de l'administration des républiques. Par exemple, sur les cinq délégués russes de la république des Tadjiks, deux étaient D. K. Vichnevski, ministre de la Police (M. G. B.) du Tadjikistan, et A. V. Khartchenko, ministre de l'Intérieur (M. V. D.).

Le contrôle absolu exercé par Moscou sur l'administration des républiques nationales explique la défaite totale subie jusqu'ici par les mouvements de résistance existant dans celles-ci. Il explique aussi celle des « titistes » en Pologne, en Bulgarie, en Hongrie et en Roumanie. Tito n'a pu réussir que parce que Moscou n'avait pas encore établi ce contrôle sur l'appareil d'État en Yougoslavie. Ce pays avait été libéré par sa propre armée nationale, commandée et organisée par des Yougoslaves et non par l'armée soviétique.

La vie culturelle dans les diverses nations a fait aussi l'objet d'une russification totale. Quand les bolcheviks parvinrent au pouvoir, ils introduisirent l'alphabet latin dans les nombreuses nationalités de Russie qui ne possédaient pas de langue écrite, en créant ainsi 71. Cette mesure fut considérée comme le moyen le plus simple et le plus progressiste de favoriser le développement culturel de ces peuples, et elle soulignait qu'il n'existait alors nulle intention de russification. Staline renversa cette politique. En 1936, l'alphabet latin fut remplacé par le cyrillique, qui est beaucoup plus compliqué, et le russe devint la langue obligatoire dans toutes les écoles secondaires de l'U. R. S. S. en 1938.

Mais ce que les gens disent ou écrivent est encore plus important que la langue dont ils se servent.

Leur pensée est orientée dès l'école dans le sillon désiré par Moscou. Les écoliers d'Ukraine doivent rendre hommage à Koutouzov, qui fut le bourreau de leur pays. Tchemelnitzki, qui massacra les Juifs et fit passer les paysans ukrainiens sous le système de servage russe, doit être célébré comme un héros national. On apprend aux écoliers de l'Azerbaïdjan que l'occupation de leur patrie par les Russes, en 1806, ne démontra pas seulement la supériorité des armes de ceux-ci, mais aussi le vieil attachement de l'Azerbaïdjan pour la civilisation moscovite. Il est souvent très difficile aux élèves non russes d'expliquer leur histoire dans le sens requis, aussi sont-ils fréquemment accusés de nationalisme. A l'été de 1944, le comité central du parti communiste ukrainien critiqua sévèrement l'enseignement pratiqué dans la république des Tartares, l'inculpant principalement de falsifications nationalistes dans l'enseignement de sa propre histoire. Les Tartares furent invités à souligner ce qui, dans cette histoire, les rapprochait de la Russie (*Propagandist* du 15 juin 1944). Le journal *Kultura i Jizn* consacra son numéro du 30 novembre 1945 à la critique des « déviations nationalistes » dans l'enseignement de l'Histoire. Il adressa des reproches très durs aux instituts historiques des républiques ukrainienne, tartare, bachkir, arménienne, géorgienne, lettone et biélorusse.

La guerre constitua une épreuve très difficile pour la politique stalinienne des nationalités. Le fait que les soldats de l'U. R. S. S. se battirent avec un grand courage ne prouve rien par lui-même. Les plus grandes victoires militaires de la Russie furent remportées par Souvarov au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le règne de Catherine II, c'est-à-dire à l'époque où le servage fut le pire. Les serfs, si cruellement exploités, firent preuve, à l'armée, d'un héroïsme et d'un esprit de sacrifice



admirables. Au cours de la seconde guerre mondiale, les soldats allemands et japonais combattirent avec acharnement, même quand tout espoir de victoire eut disparu, mais ceci ne prouve pas qu'il régnait, dans leur pays, des conditions sociales harmonieuses.

Il est extrêmement difficile de découvrir toute la vérité au sujet du nombre des Quisling qui existèrent en Russie. Le cas du général Vlassov est le mieux connu. Il se vit attribuer les décorations les plus hautes de l'Armée rouge, au début de la guerre, mais, ayant été fait prisonnier par les Allemands, il organisa une armée dont l'effectif fut compris entre 100 000 et 1 000 000 d'hommes, recrutée dans les camps de prisonniers de guerre, pour lutter aux côtés des nazis. Ceci ne prouve cependant pas grand'chose. Néanmoins, la défection de Vlassov inquiéta beaucoup les autorités russes, qui prirent soin de n'en parler jamais, ni dans leurs journaux, ni à la radio.

A la fin de la guerre, les accusations maintes fois répétées dans la presse au sujet des influences fascistes subies par les pays ayant été occupés : Ukraine, Biélorussie, Crimée et Caucase, témoignent clairement de l'apathie, voire de l'hostilité des populations envers les autorités russes. Le *Bolchevik* du 17 août 1944 déclara : « La population de la Biélorussie fut coupée pendant trois ans de toute information soviétique et fut soumise à l'influence pernicieuse de la propagande fasciste. Il en fut de même dans d'autres régions actuellement libérées. Les Soviétiques demeurèrent fidèles à leur patrie (suivent plusieurs exemples)... Ceci ne nous donne pas le droit de conserver notre quiétude. Le cruel ennemi, avec sa propagande mensongère, sa terreur sanglante, sans précédent dans l'Histoire, démoralisa plus que quelques gens, jeta plus qu'un peu de trouble dans leur conscience. Il a renforcé ses agissements et poursuit habilement son œuvre de sape... » On lit encore dans un autre numéro du même journal : « L'existence et la vitalité des vestiges du capitalisme dans notre pays s'expliquent non seulement par le fait que l'esprit des gens demeure en arrière des conditions économiques, mais aussi par l'influence d'une idéologie étrangère... Les occupants fascistes essayèrent d'implanter l'idéologie de la propriété privée et du nationalisme... (L'ennemi) fit tout son possible pour les démoraliser, pour empoisonner leur conscience, pour saper leur foi dans la justice de notre cause » (cité par *The Economist* du 16 mars 1946).

Cette explication n'est pas très convaincante. La terreur nazie ne sema pas le doute et la haine au sujet du régime russe, mais, bien au contraire, l'éclaira d'un jour plus cru aux yeux des opprimés. Cette citation révèle qu'en dépit de la terreur allemande il se produisit des « déviations nationalistes » anti-russes. Pour ceux qui savent lire entre les lignes de la presse soviétique, un tel aveu, répété en de nombreux articles, est l'indice certain qu'il s'agit d'un fait très important.

La preuve la plus forte que la politique des nationalités en Russie ne crée pas des relations harmonieuses et fraternelles entre les différents peuples, c'est la dissolution d'un certain nombre de républiques. Un an avant la guerre, quand il exista une tension entre l'U. R. S. S. et le Japon, à la frontière mandchourienne, toute la population coréenne vivant du côté russe fut transférée dans le Kazakstan et l'Ouzbékistan.

Le 28 août 1941, la population entière de la République des Allemands de la Volga fut transportée à l'est des monts Oural. Cette république était l'une des plus anciennes de Russie. La commune des ouvriers allemands de la Volga fut constituée dès le 19 octobre 1918 et reconstituée, le 19 décembre 1923, en république socialiste soviétique autonome des Allemands de la Volga. Elle fut l'une des premières à réaliser la collectivisation presque totale. L'*International Press Correspondence* du 18 avril 1936 déclara : « La République soviétique allemande de la Volga constitue la preuve vivante du progrès culturel et national qui suit la victoire du socialisme et une négation vivante des mensonges et des calomnies répandues par les ennemis fascistes du prolétariat. » Deux ans avant leur expulsion, les *Moscow News* publièrent un article intitulé « La République des Allemands de la Volga : illustration vivante de la politique soviétique des nationalités dans la pratique ». Puis, alors que ces Allemands de la Volga avaient pendant tant d'années obtenu l'appui unanime du régime, vint le décret de dissolution de leur république, avec l'explication suivante :

*Selon des renseignements sûrs reçus par les autorités militaires, il existe des milliers et des dizaines de milliers de diversionnistes et d'espions dans la population allemande de la région de la Volga, prêts à opérer des destructions dans cette région au premier signal venu d'Allemagne. Aucun Allemand (de la Volga) n'a jamais signalé aux autorités soviétiques l'existence d'un aussi grand nombre de déviationnistes et d'espions. En conséquence, la population allemande de la région de la Volga protège les ennemis du peuple et du pouvoir soviétiques.*

Un certain nombre de républiques furent dissoutes dans les territoires précédemment occupés par les troupes hitlériennes. Il n'en fut même pas parlé dans la presse, ce fut seulement le 17 octobre 1945, lorsque la *Pravda* publia la liste des circonscriptions pour les élections générales prochaines, qu'on découvrit la disparition de plusieurs d'entre elles depuis on ne pouvait savoir combien de temps : celles des Tartares de Crimée, des Kalmouks et du Tchetcheno-Ingouch, ainsi que la région autonome de Karachev ; leur population non russe avait été déportée.

Khrouchtchev, chef du gouvernement d'Ukraine, déclara en août 1946 que la moitié des personnalités dirigeantes du parti ukrainien avaient été expulsées au cours des dix-huit mois précédents. C'en serait trop, même pour la bureaucratie pan-russe que de déporter 30 millions d'Ukrainiens et de dissoudre leur république.

## Chapitre VIII — L'Empire de Staline n'a pas d'avenir.

### Un empire avec une « métropole » arriérée

L'empire de Staline s'était à peine étendu en Europe centrale que des lézardes commençaient à se manifester dans sa structure. La révolte de Tito, quel que puisse être son sort, eut pour effet de faire passer le problème des contradictions internes du stalinisme sur le plan des discussions populaires et de dévoiler toutes leurs ramifications. Elle posa la question de savoir si un empire possédant une « métropole » attardée matériellement et culturellement pouvait vraiment subsister. Plus cet empire avance vers l'ouest, plus il englobe de populations d'un niveau de vie et d'une culture supérieurs à ceux des peuples russes, ayant une histoire, une civilisation, une conscience, et peu disposés à se laisser modeler par des forces étrangères. A l'époque actuelle, où les peuples d'Asie et d'Afrique s'éveillent à la lutte pour leur libération nationale, on ne peut s'attendre à voir ceux de l'Europe, qui fut le berceau des mouvements et des États nationaux, succomber pour très longtemps devant une puissance impérialiste.

Jusqu'ici, dans tous les empires à peu près stables, la nation dirigeante se trouvait à un niveau matériel et culturel plus élevé que les nations soumises par elle. Aucun des moyens artificiels utilisés pour donner de l'importance à la civilisation des Russes, tels que l'attribution à ceux-ci de toutes les inventions, de toutes les découvertes scientifiques, etc., ne peut les élever au-dessus des Tchèques, des Polonais et des autres peuples, d'autant plus que la culture est répartie entre toutes les nations et qu'aucune d'elles ne peut proclamer sa supériorité dans tous les domaines. Aucun « rideau de fer », fût-il aussi épais que celui existant entre la Russie et les « démocraties populaires », déjà plus épais que celui existant entre ces dernières et l'Occident, ne peut parvenir à masquer le fait que le peuple russe, pris dans son ensemble, est beaucoup plus pauvre que les peuples tchèques, polonais ou hongrois. Même les paysans les plus arriérés, à qui l'on enseigne de considérer Moscou comme La Mecque du progrès agricole, et Lyssenko comme son prophète, seront convaincus par leur propre expérience que le niveau de la productivité de l'agriculture russe n'est pas plus élevé aujourd'hui qu'en Roumanie ou en Bulgarie, qu'il est très inférieur à celui de la Hongrie ou de la Tchécoslovaquie, et que la condition des kolkhozniks est pire que la leur. Lorsque la Grande-Bretagne était l'« atelier du monde », il lui fut facile de subjuguier le grand sous-continent indien qui ne possédait aucun centre industriel d'importance, aucun réseau ferroviaire pour unifier le pays, pas de littérature ni de presse nationales. La Russie put dominer les Ouzbeks, les Tadjiks, voire les Ukrainiens et les Polonais plus évolués tant qu'ils demeurèrent à un niveau de développement très inférieur. Mais il ne peut être question de transformer en colonies les pays de l'Europe pendant un temps bien considérable.

L'époque des empires stables est à jamais révolue.

### L'inquisition est un indice de déclin.

Le degré de terreur auquel a recours une classe dirigeante constitue un critère de sa stabilité. Plus les contradictions où elle se trouve sont profondes, quand elle prend conscience d'être un frein au progrès, isolée et même opposée à la majorité du peuple, et plus elle a recours à l'arme de la terreur générale. L'attitude de l'Église catholique envers les hérétiques en donne un exemple. Pendant une longue période, l'Église médiévale joua un rôle nécessaire et progressiste, du fait qu'elle était l'organisation possédant les plus grandes richesses et rassemblant les membres les plus libres et les plus instruits de la société ; elle fut pendant plusieurs siècles la citadelle de la civilisation, les monastères étaient des centres agricoles et artisanaux relativement évolués, l'Église encourageait le commerce et imposait des limites aux guerres permanentes des seigneurs féodaux, elle était la grande et l'unique institution charitable ; seule elle entretenait des écoles et jouait le rôle d'une « maison d'édition », seule elle fut capable d'organiser les peuples chrétiens contre la menace de l'expansion arabe. A partir du IV<sup>e</sup> siècle, l'Église catholique s'accorda parfaitement avec le niveau matériel et culturel de l'époque. Aussi, lorsque les conflits sociaux produisirent des rebelles prétendant parler au nom de l'ancien christianisme, ceux-ci demeurèrent des sectes d'importance réduite et furent aisément vaincus par la puissante Église. Tant qu'elle joua ce rôle nécessaire dans une société où il ne pouvait être rempli par aucune autre institution, elle eut tant de confiance en elle-même qu'elle put se permettre d'être (par comparaison avec les autres seigneurs féodaux) généreuse et bienveillante. Les Juifs n'eurent pas trop à souffrir à cette époque et même les rares hérétiques furent raisonnablement bien traités. Comme le dit l'*Encyclopaedia Britannica* à son article sur l'Inquisition : « Au cours des trois premiers siècles de l'Église, on ne trouve aucune trace de persécution officielle et les premiers Pères... en rejetèrent l'idée. » Au cours des quelques siècles qui suivirent, il fut défendu aux hérétiques de se réunir, mais les exécutions furent rares. Du X<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle, un nombre sans cesse croissant d'hérétiques furent brûlés ou étranglés en France, en Italie, dans le Saint-Empire romain germanique et en Angleterre. Au XIII<sup>e</sup>, pour la première fois, l'Inquisition devient une institution régulière. Ce fut le résultat du caractère réactionnaire de la féodalité et, par conséquent, de l'Église médiévale qui en constituait une partie intégrante. La naissance et le développement de nouvelles forces sociales sapèrent si profondément la fibre morale des anciennes que celles-ci, pour se défendre, durent recourir à une persécution fanatique.

Une classe qui monte recourt aussi à la terreur, mais d'une façon différente. La force et la nature des moyens employés par les adversaires d'une révolution déterminent ceux qu'emploient les révolutionnaires. Si nous considérons la lutte soutenue par les villes européennes du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle pour obtenir les droits civils et politiques, nous constatons qu'elles ne réalisèrent une démocratie qui devint la mère de toutes les démocraties modernes qu'après une longue série d'insurrections sanglantes des habitants des villes contre les seigneurs féodaux, laïcs et ecclésiastiques. Un proverbe allemand dit : « L'air de la ville fait les hommes libres », mais cette liberté fut obtenue par des guerres civiles. Les paysanneries hollandaise, suisse et tyrolienne, industrielles et pacifiques, parvenues à un haut degré de civilisation matérielle et culturelle, réalisèrent les conditions nécessaires à leur développement par des luttes sanglantes qui mirent fin au servage plusieurs siècles avant que des luttes analogues y parvinssent ailleurs. La révolution puritaine d'Angleterre, qui renversa la monarchie absolue et établit la loi incontestée du Parlement ainsi que de la classe moyenne, pavant la route de la démocratie parlementaire de nos jours, recourut également à la terreur. Il en fut de même pour la Révolution française, qui balaya toutes les survivances féodales, et aussi pour Lincoln, dans son combat pour l'abolition de l'esclavage.

L'étude de la terreur employée par la Révolution française montre bien que la violence, utilisée par les révolutionnaires, est une mesure d'auto-défense (voir, par exemple, *Histoire de la Teneur, 1793-1794*, de Gérard Walter, Paris, 1937).

Jusqu'aux grandes victoires militaires de la République, à l'été de 1794, qui rendirent superflu tout terrorisme, la violence servit d'arme contre la terreur contre-révolutionnaire. La première vague, du 1<sup>er</sup> au 3 septembre 1793, fut une réaction spontanée à la nouvelle que le commandant militaire de Longwy était passé aux Autrichiens, que les ministres girondins avaient décidé d'évacuer Paris pour se retirer dans le Sud, et que les royalistes attaquaient les gens dans la capitale même. Le dos au mur, les sans-culotte recoururent à la terreur antiroyaliste. La seconde vague, en septembre 1793, déferla immédiatement après la livraison de Toulon aux Anglais, la révolte de Lyon, Marseille, Toulouse, Nîmes et Grenoble contre la Convention, les grandes victoires vendéennes. La terreur jacobine, force aveugle ne servant plus aucun but précis, ne fut superflue que pendant quelques semaines, entre le 11 juin et le 27 juillet 1794, après les grandes victoires militaires aux frontières, lorsque le rôle libérateur et progressiste des révolutionnaires eut pris fin. Il fut alors guillotiné 1 285 personnes.

La révolution russe suivit un cours parallèle. Au cours de son stade antiféodal, anticapitaliste, la Terreur rouge, beaucoup moins cruelle, d'ailleurs, que la Terreur blanche, constitua une mesure d'autodéfense. C'est illustré par les déclarations suivantes. La commission de Lord Emmett, nommée par Lloyd George, le 17 mai 1920, pour « recueillir des informations sur la Russie », rendit compte au Parlement de six mois de domination bolchevique, disant que « la liberté avait été restreinte seulement après l'assassinat de deux membres du gouvernement, au début de la guerre civile et de l'intervention des Alliés, alors que l'atmosphère était lourde de complots et de bruits de complots ». Sir Bruce Lockhart dit, dans ses mémoires, que le régime bolchevik fut relativement tolérant à ses débuts. « Les cruautés qui vinrent ensuite furent le résultat de l'intensification de la guerre civile. L'intervention des Alliés, avec les faux espoirs qu'elle souleva, fut en grande partie responsable de cette intensification de la lutte sanglante. Je ne veux pas dire qu'une politique consistant à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de la Russie aurait fait prendre un autre cours à la révolution bolchevique. Ce que j'affirme seulement, c'est que notre intervention intensifia la terreur et accrut l'effusion de sang. » Le général William S. Graves, chef des troupes américaines de Sibérie pendant l'intervention, écrit : « Des meurtres atroces furent commis, mais ils ne furent pas perpétrés par les bolcheviks, comme le croit le monde entier. Je reste très en deçà de la vérité quand je dis que les antibolcheviks tuèrent cent individus en Sibérie orientale pour un tué par leurs adversaires ». (Ces trois dernières citations sont empruntées au livre de K. Ziliacus, *I Choose Peace*, Londres, 1949, p. 39-40.)

La terreur stalinienne : les camps renfermant des millions d'esclaves, l'exécution de centaines de milliers de personnes, le réseau d'espionnage couvrant tous les domaines de la vie, ne permettent aucun rapprochement avec les révolutions puritaine et française, la guerre civile américaine ou les révolutions russes de février et d'octobre. De par sa nature, elle est administrative, policière ; par l'absence de scrupules avec laquelle elle brise le moral de ses adversaires, elle ne peut se comparer qu'avec l'Inquisition de la fin du moyen âge, la terreur brune du capitalisme allemand déclinant ou, pour remonter plus haut encore, les orgies sanglantes de l'amphithéâtre de la société romaine sur sa fin. Ce n'est pas la marque d'une classe saine, en pleine ascension, mais celle d'une société réactionnaire et condamnée.

Les titistes, pour la première fois, ont pratiquement montré les limites de la terreur stalinienne et sapé ainsi l'un des éléments indispensables à son succès : la croyance des victimes en son omnipotence.

## **Les partis communistes et le Kremlin : antagonismes latents**

La révolte victorieuse de Tito, aussi bien que la liquidation des chefs communistes tels que Gomulka, Kostov, Rajk, Patrascanu et Clementis, soulève un autre problème important du monde stalinien : les rapports entre les dirigeants

communistes et Moscou.

On parle habituellement de ces partis communistes comme de partisans aveugles du Kremlin, et c'est vrai dans une large mesure. Quand la politique étrangère russe accomplit un zigzag, elle est immédiatement suivie par les divers partis : jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1939, ils appelèrent la guerre « une lutte de la démocratie contre le fascisme », puis la condamnèrent et réclamèrent la paix jusqu'au 21 juin 1941, où elle redevint « la lutte de la démocratie contre le fascisme ». Mais, en obéissant aux directives de Moscou, les partis communistes sont sujets à entrer dans des contradictions profondes. Tant que les pouvoirs politique et économique restent entre les mains de la bourgeoisie, ils sont pour le droit de grève, pour la liberté de la presse et la liberté de réunion, etc. Cette politique attire beaucoup de démocrates sincères et honnêtes. Dès que le parti accède au pouvoir, sa bureaucratie essaye de limiter les fruits de la victoire à son usage exclusif et à celui des séides qu'elle racole : officiers de la police et de l'armée désireux d'entrer dans le parti au pouvoir, techniciens, etc. Il faut des gens complètement différents pour diriger un capitalisme d'État ou pour organiser un syndicat ou une grève. Dans le premier cas, il faut non pas des hommes désintéressés, honnêtes, sûrs d'eux-mêmes, mais des arrivistes, des gens disant toujours oui, des lâches. Les principes qui gouvernent la sélection des cadres du parti, après son accession au pouvoir, sont l'inverse de ceux qui guident le parti dans une attitude d'opposition. La transition d'un stade à l'autre provoque inévitablement une crise, susceptible d'être plus profonde que celle du parti nazi après son arrivée au pouvoir. Hitler entra en conflit avec l'aile des plébéiens, des petits bourgeois (conduite par Röhm et Strasser), qui avaient pris au sérieux sa promesse d'établir le socialisme, de nationaliser les banques, les trusts et les grands magasins. S'appuyant sur l'ancienne Reichswehr et sur la police, il parvint à surmonter cette crise sans trop de difficultés, en juin 1934. Les facteurs qui provoqueront une crise dans les partis communistes, s'ils arrivent au pouvoir, sont de nature beaucoup plus profonde. Les membres subalternes du parti nazi étaient des petits bourgeois, dispersés dans des boutiques, des bureaux, etc., possédant peu de liens entre eux et peu d'expérience de l'organisation. Mais les membres subalternes des partis communistes sont en majorité des ouvriers, beaucoup plus capables de dresser une opposition organisée aux chefs ayant fait beaucoup de promesses avant la victoire et prompts à les oublier. Un certain nombre des nazis de rang inférieur désiraient le socialisme, mais la conception qu'ils s'en faisaient était non seulement polluée par des idées racistes réactionnaires, etc., mais, dans la pratique, n'était pas associée à son élément fondamental : une activité collective, sociale, dans le processus de la production en tant que base de l'action démocratique. Les subordonnés, dans les partis communistes, participent à la production collective et, bien que les élections dans les usines ou aux syndicats puissent être faussées par des machinations bureaucratiques, ils ont le dernier mot, particulièrement en temps de crise, au moment des grèves, par exemple. La lutte menée par les ouvriers est foncièrement, essentiellement, démocratique. Si Thorez ou Pollitt désirent effectuer la « transformation » sans dommage, il leur faudra être encore plus soutenus par la police et par l'armée contre les ouvriers que Hitler ne le fut. Il y a un immense fossé à franchir pour que les partis communistes passent de l'état de partis ouvriers, si serviles qu'ils puissent être pour les maîtres de Moscou, à celui de partis dirigeants totalitaires constituant l'arme déclarée de la bureaucratie du capitalisme d'État. Plus le parti communiste est fondu dans le peuple, plus le pays et la classe ouvrière sont développés, plus large est ce fossé, plus grande la nécessité pour les dirigeants communistes, de faire appel à des forces armées et policières puissantes afin de le franchir. Si l'armée soviétique n'était pas présente dans une France gouvernée par Thorez, il est très improbable que celui-ci réussisse à franchir ce fossé ; les ouvriers français pourraient le contraindre à se démettre s'il ne remplissait pas le programme qu'il affiche.

En plus du facteur social, un élément national aggrave encore la crise que constitue le passage d'un parti communiste de l'opposition au pouvoir. Celui de France n'est qu'un agent de Moscou et, à cet égard, n'a rien de français. Mais cette dépendance apparaît, à la majorité des membres du parti, non pas comme une contrainte extérieure, mais comme une libre acceptation : l'Union soviétique est la citadelle du socialisme mondial ; les ouvriers français ont intérêt à la victoire du socialisme, ils doivent donc considérer que leur premier devoir est d'aider à la victoire de l'Union soviétique. Cet argument s'écroulerait dès l'arrivée de Thorez au pouvoir, et la France resterait subordonnée à la Russie pauvre, avide et chauvine. Pour remplir le rôle que lui assigne Staline, le parti devrait se transformer en une vaste organisation de Quislings. Plus le parti plonge des racines profondes dans le pays et plus c'est difficile à réaliser. Quelle assurance possède Staline que Mao-Tsé-Toung ne deviendra pas demain un autre Tito ? Il en a moins encore en ce qui concerne Thorez ou Togliatti. C'est pourquoi le Kominform met tant de force à souligner le rôle messianique de l'armée soviétique et le rôle d'auxiliaires de l'« armée soviétique de libération » qu'auront à jouer les partis communistes lors de la troisième guerre mondiale.

L'endoctrinement ne peut jamais atteindre un degré tel qu'un titisme éventuel soit absolument impossible. Le fait que Thorez ne jure que par Staline n'est pas suffisant en soi. Tito le fit pendant vingt ans. La facilité avec laquelle il répudia les « vérités » sacro-saintes du stalinisme, celle de la justice des procès de Moscou, par exemple, montre qu'il doit exister, dans le cœur de beaucoup de membres du parti, des doutes au sujet de la valeur absolue des dogmes qu'on leur enseigne ; le fanatisme peut être tout simplement du courage d'ivrogne, un effort pour étouffer des doutes rongeurs.

Le titisme montre que, lorsque les institutions de la bourgeoisie : propriété privée, régimes fascistes ou semi-fascistes, etc., ont été abolies, le stalinisme perd de sa puissance d'attraction. Si l'opposition d'un Mindszenty ou d'un Maniu représente un reflet du passé, l'opposition d'un Tito constitue un phénomène étroitement lié au régime stalinien lui-même. Le titisme révèle la dualité de caractère des partis communistes, du point de vue social et national, et montre

combien peut être sombre l'avenir d'un régime dont l'expansion réclame des partis appelant au sacrifice de soi-même, à la lutte contre l'oppression sociale et nationale, mais qui, simultanément, exerce lui-même la plus extrême et la plus odieuse des oppressions sociale et nationale.

## L'idolâtrie du chef est un indice de déclin.

Le culte du chef a pris, dans l'empire russe, les formes outrées du byzantinisme. Le nom de Staline est donné à de nombreuses villes et localités : en 1937, il existait 1 Stalingrad, 10 Staline, 4 Stalinski, 2 Stalinskoye, 2 Stalinsk, 1 Stalinogorsk, 1 Stalín, 1 Stalinstadt, 1 Stalinabad, 1 Stalinissi, 1 Stalinir, d'autres encore. La liste s'est considérablement allongée depuis 1937, tant en Russie que dans les « démocraties populaires ». Ce nom se trouve partout, même dans l'hymne national, et on ne le cite pas sans l'accompagner des louanges les plus extravagantes : on l'appelle « notre Père », « l'infailible », « notre soleil », « notre âme ».

Au Congrès des Soviets, en 1935, un écrivain, A. Avdeyenko, prononça un discours intitulé : « Pourquoi j'ai applaudi Staline ». Ce fut l'un des événements principaux du congrès. Il produisit une impression si grande que Molotov prit la peine d'en parler dans son résumé des débats. Il déclara : « Mon intention n'est pas de m'attarder sur les discours prononcés par nos camarades... Je me contenterai de citer celui de l'écrivain Avdeyenko qui... avec beaucoup d'éclat, traduit la vaste signification de notre lutte pour le socialisme et cet amour du parti et du camarade Staline qui imprègne les masses de millions de travailleurs. » La *Pravda* du 1<sup>er</sup> février 1935, qui publia le compte rendu de Molotov, publia également la photographie et le discours d'Avdeyenko. En voici quelques passages :

*Des siècles s'écouleront et les futures générations de communistes nous considéreront comme les plus heureux de tous les mortels qui aient jamais habité cette planète, parce que nous aurons vu Staline, le génie des chefs, Staline le sage, le souriant, l'aimable, le suprêmement simple...*

*Quand je rencontre Staline, même à distance, je frémis sous l'effet de la puissance, du magnétisme, de la grandeur qu'il rayonne. J'ai envie de chanter, de crier, de hurler de bonheur et d'exaltation.*

Aussi Avdeyenko chanta-t-il, cria-t-il, hurla-t-il. Et il conclut :

*Notre amour, notre dévouement total, notre force, notre cœur, notre courage, notre vie : tout cela est à toi, grand Staline ! Les voici, prends-les, tout t'appartient, chef de notre grande patrie. Dispose de tes fils, capables des actes les plus héroïques dans les airs, sous la terre, sur les eaux et dans la stratosphère...*

*Les hommes de tous les temps et de tous les pays donneront ton nom à tout ce qui est beau, fort, sage, harmonieux. Ton nom est et restera gravé sur chaque usine, sur chaque machine, sur chaque lopin de terre et dans le cœur de chaque homme...*

*Quand ma bien-aimée me donnera un enfant, le premier mot que je lui apprendrai à prononcer sera celui de STALINE ! (Applaudissements frénétiques.)*

*Je ne souffre d'aucune maladie, je suis fort, je nourris en moi les plus beaux sentiments humains : amour, dévouement, honnêteté, sacrifice de soi-même, héroïsme, désintéressement, tout cela grâce à toi, Staline, le grand éducateur ! J'écris des livres, je suis auteur, je rêve de créer une œuvre dont le souvenir ne périra jamais, j'aime une jeune fille à la manière nouvelle, je vais avoir un enfant et il sera heureux, tout cela grâce à toi, Staline, le grand éducateur...*

*Je suis heureux, rempli de la joie de vivre, je suis inflexiblement audacieux, je me couche avec les plus graves soucis, je me réveille dans la joie, je vivrai jusqu'à cent ans, mes cheveux deviendront blancs, mais je resterai éternellement heureux et radieux, tout cela grâce à toi, Staline, le grand éducateur...*

*Je peux voler jusqu'à la lune, franchir l'Arctique, inventer une machine nouvelle, car personne ne tient en bride mon énergie créatrice, tout cela grâce à toi, Staline, le grand éducateur...*

On écrit sur lui des chansons dans le goût suivant :

*O grand Staline, ô chef des peuples,*

*Toi par qui l'homme vient au monde,*

*Toi qui fais fructifier la terre,*

*Toi qui restaures les siècles,*

*Toi qui fais fleurir le printemps,*

*Toi qui fais vibrer les cordes harmonieuses,*

\*\*\*

*Toi, splendeur de mon printemps, ô Toi,*

*Soleil, que réfléchissent des millions de cœurs !*

(*Pravda*, 28 août 1936.)

*Je l'aurais comparé à une montagne neigeuse, mais la montagne a un sommet.*

*Je l'aurais comparé aux abîmes marins, mais la mer a un fond. Je l'aurais comparé à la lune qui brille, mais la lune brille à minuit et non au milieu du jour.*

*Je l'aurais comparé au soleil éblouissant, mais le soleil éblouit à midi et non pendant la nuit.*

(*Znamya*, périodique mensuel du syndicat des auteurs, octobre 1946.)

Tout ceci ressemble fort à la déification des empereurs romains aux derniers siècles de Rome. Leur pouvoir était sans limite : Néron remporta le premier prix dans toutes les compétitions des Jeux olympiques ; la légende selon laquelle il fit allumer l'incendie de Rome pour servir de fond à la déclamation d'un de ses poèmes peut n'avoir aucune base matérielle, mais caractérise bien sa mégalomanie ; Caligula put nommer son cheval consul de la Ville éternelle. Que l'empereur ne pouvait-il faire<sup>1</sup> ?

Il faut se rappeler cependant que les rapports existant entre l'empereur romain et ce qu'on nommait le prolétariat étaient complètement différents de ceux qui existent dans une société industrielle. La population de Rome ne produisait rien, elle dépendait donc entièrement du souverain qui lui fournissait « du pain et des jeux », elle avait le sentiment de son impotence. Dans la société industrielle moderne, chaque machine fabriquée inspire à l'ouvrier un sentiment d'importance et d'indépendance. La puissance économique possède, à notre époque, un caractère trop collectif pour tenir compte d'un chiffre parmi des zéros.

A Lilliput, Gulliver découvre que l'empereur « est plus haut de presque toute la largeur de mon pouce que n'importe lequel de ses courtisans, ce qui suffit en soi-même à frapper de terreur tous ceux qui le voient ». Si quelqu'un d'autre était devenu aussi grand que l'empereur, cette crainte aurait vite disparu. C'est exactement ce qu'a fait Tito. Deux autorités se sont dressées dans le mouvement communiste mondial, sapant le concept de l'autorité unique, du chef, en tant que tel. L'apparition de plusieurs papes simultanés, entre 1378 et 1417, chacun dépendant d'une monarchie particulière, causa le plus grand tort au catholicisme. Lorsque Henri VIII se querella avec Rome et décida de rompre les liens entre l'Église d'Angleterre et le pape sans modifier sensiblement les rites et les dogmes religieux, il ouvrit la porte au non-conformisme. Si chaque pouvoir séculier impose sa vérité comme l'absolue et l'unique, le conformisme en tant que tel court les plus graves dangers.

Saper le culte du chef, c'est saper les fondations du capitalisme d'État bureaucratique. Ce régime, basé sur la concentration maximum de capital, sur la séparation complète des ouvriers et des moyens de production, sur l'existence d'une misère extrême au sein d'une opulence sans cesse croissante, ne pourrait exister sans la négation de toutes les libertés démocratiques — à commencer par le droit des gens de penser et de décider par eux-mêmes — et sans la transformation de tous les hommes en simples zéros devant l'Homme-Dieu. Ridiculiser les prétentions du Vojd à demi ignorant en science, en littérature, en musique, etc., c'est rendre ridicule le régime tout entier. C'est ce que le titisme encourage à faire.

---

1 Il est intéressant de noter que l'adulation du Führer fut analogue à celle du Vojd. « Das schwarze Korps », organe officiel des S. S., déclara par exemple, à l'occasion de l'anniversaire de Hitler : « En ce jour, je me penche sur votre image. Elle est dure, magnifique et sublime. Elle est simple, bienveillante et chaude. Elle est, en même temps, notre père, notre mère et notre frère ; elle est plus encore. Ainsi vous vous dressez dans la basilique d'amour de millions d'êtres humains, une basilique dont la coupole lumineuse s'élève jusqu'au ciel » (cité par W. Deuel, *People under Hitler*, Londres, 1942, p. 46).